LA LUTTE OUVRIERE

15 CENTS

COMMENT ON A LIVRE BATAILLE A CARDINAL



INTERVIEW DE RAYMOND LEMIEUX

Interview de Raymond Lemieux du MIS



Voici l'interview que nous a accordé Raymond Lemieux, président du Mouvement pour l'Intégration Scolaire. L'interview a été réalisé par Walter Blumenthal.

Q. -- QU'EST-CE QUE LE MOUVEMENT POUR L'INTEGRATION SCOLAIRE ?

R. -- Le MIS est un mouvement de citoyens qui se donne pour but d'établir au Québec un système d'enseignement public où l'enseignement général serait français; à l'intérieur de ce système, la langue anglaise serait donc enseignée comme langue seconde. C'est ainsi que les étudiants anglophones qui voudront préserver leur culture pourront prendre des options dans la langue anglaise; mais la matière éducationnelle de base sera enseignée en français. Ce système d'enseignement serait mis en application progressivement et prendrait vraisemblablement une période de 12 à 15 ans, avant de prendre sa pleine ampleur.

Q. -- QUELLE EST L'HISTOIRE DU MIS, QU'EST-CE QUI EST A L'ORIGINE DE SA FONDATION ?

R. -- Le MIS fut fondé le premier avril 1968, lors d'une réunion de 50 citoyens de la ville de St-Léonard; ces gens avaient pris conscience du rythme d'anglicisation de Montréal et ses banlieues. A cet égard, l'histoire de St-Léonard est intéressante; voilà dix ans, la ville était essentiellement composée d'une centaine de familles canadiennes-françaises. Aujourd'hui, la ville comprend 36,000 habitants, dont 56 % de la population est d'origine canadienne-française et 27 % est d'origine italienne; du dernier 20 %, seulement 2 % des citoyens sont d'origine anglaise. A l'époque de la fondation du MIS, 64 % des étudiants fréquentaient l'école francophone et 36 % allaient à ce qu'on appellait "l'école bilingue"; en fait, il y avait une nette croissance dans le secteur anglais.

Q. -- QUELLE FUT VOTRE STRATEGIE ?

R. -- Nous avons d'abord noté qu'il n'y a aucune loi au Québec ayant trait à la langue d'enseignement dans les écoles [le système d'éducation québécois est divisé selon des critères religieux]. Concrètement, celà signifie que c'est la commission scolaire locale qui en décide; notre stratégie fût donc d'attaquer la commission locale.

Il arriva, heureusement pour nous, que l'élection des comissaires d'école de St-Léonard devait avoir lieu le 10 juin; nous décidâmes de porter notre candidature. Parmi les cinq postes, deux seulement demeuraient vacants; un des trois membres déjà nommés appuyait notre politique; nous présentâmes alors deux candidats aux postes vaquants et gagnâmes les élections.

Les Canadiens-français de St-Léonard ont toujours pu compter sur une minorité très active de personnes travaillant dans leurs intérêts; d'autre part, le journal local était en notre faveur. Si l'on constate la faible majorité que les Canadiens-français constituent à St-Léonard, il est évident que la population francophone nous a donné son appui à 100 %. Le jour du vote, 60 % de la population vota, ce qui constitue un pourcentage fantastique pour des élections scolaires. Avec notre majorité, nous nous sommes donc mis à implanter notre programme, que je vous ai décrit plus haut.

Q. -- LA VICTOIRE DE ST-LEONARD ET LES SUCCES DU MIS, DANS LEUR TENTATIVE DE FONDER D'AUTRES SECTIONS DANS D'AUTRES VILLES, REPRESENTENT LES PREMIERES VICTOIRES REELLES DU MOUVEMENT NATIONALISTE, DEPUIS UN BON BOUT DE TEMPS. COMMENT EXPLIQUEZ-VOUS CE FAIT ?

R. -- Eh bien! tout est relatif. Evidemment tous ces éléments sont des victoires; mais si nous ne poussons pas plus loin notre démarche, notre victoire aura été très mince de conséquences concrètes. Je crois que le principal facteur qui puisse expliquer le travail accompli, c'est que, pour la première fois dans le mouvement nationaliste, ce sont les citoyens qui se mobilisent, et non les autorités qui accomplissent des changements par en-haut. Dans un certain sens, les gens prennent le pouvoir en main.

Q. -- QUELLES SONT LES IMPLICATIONS SOCIALES DE LA LUTTE DU MIS ?

R. -- Si nous avons choisi de prendre position sur la question scolaire, c'est parce-que les Canadiens-français ne contrôlent pas leur vie industrielle. Mais nous pouvons contrôler les commissions scolaires. Or, il arrive que la lutte sur le plan scolaire a beaucoup d'effets sur d'autres secteurs de la vie de la nation: sur le plan du travail, les ouvriers sont présentement forcés, au niveau du langage, de s'aliéner; tant que les hautes sphères du commerce et de l'industrie parleront l'anglais, les travailleurs ne pourront évoluer sans être bilingues. C'est ainsi que l'on aboutit très rapidement a la nécessité de transformer toute la structure economique et sociale; les gradués de McGill qui ne parlent qu'anglais ne peuvent être intégrés à la société québécoise; de la même façon, si le Canadien-français réussit dans les affaires, il réussira dans la mesure où il oublie qu'il est Canadien-français. Quant à la possibilité, pour les entreprises étrangères, de transformer toutes leurs opérations dans la langue française, je crois que dans la structure présente, c'est théoriquement possible, mais je n'ai pas une idée claire sur le sujet. L'autre jour, je discutais avec un directeur canadien-français de la Banque de Montréal; il pense que le renversement de la situation est impossible.

Q. -- QUE PENSEZ-VOUS DU BILINGUISME?

R. -- Le bilinguisme officiel n'est qu'une phase temporaire dans un processus de transfert d'une langue à une autre; il est impossible de maintenir deux langues sur un pied d'égalité; l'une des deux tôt ou tard, supplante l'autre.

Q. -- LE CANADA EST-IL UN PAYS BILINGUE?

R. -- Non. Le Canada n'a jamais été, n'est pas et ne sera jamais un pays bilingue. Evidemment, nous faisons exception ici, pour le Québec. Si la Confédération doit être maintenue, je crois que le Québec pourrait fort bien devenir une province francophone unilingue, tandis que le reste du Canada serait unilingue anglais. C'est ridicule de demander à la population d'Edmonton d'apprendre la langue française. Si j'allais habiter à Edmonton, je m'intégrerais volontairement à la communauté, en tant que Canadien anglophone.

Q. -- OU CONDUIT LE BILINGUISME QUEBECOIS?

R. -- Au suicide collectif, sur le plan de la culture française. Ce sont les Canadiens-français qui sont bilingues pour la simple raison que l'anglais leur est nécessaire pour progresser dans la société. Je ne dis pas que l'unilinguisme français résoudra tous nos problèmes québécois; de la même façon, l'indépendance politique du Québec ne résout pas tous les problèmes. Mais il est certain que le bilinguisme, contrairement au mythe populaire, n'a rien résolu; au contraire, il a amplifié les problèmes déjà existants. Ce qui frappe le plus en définitive, c'est que la majorité francophone doit apprendre la langue de la minorité anglophone.

Q. -- COMMENT ENTREVOYEZ - VOUS LE DEVELOPPEMENT DE VOTRE MOUVEMENT QUEL CARACTERE DEVRAIT-IL PRENDRE ET QUELLES SERONT SES PERSPECTIVES?

R. -- Le MIS n'a qu'un but et veut demeurer hors des partis politiques. Nous devrons être en mesure d'utiliser des moyens radicaux pour gagner nos buts. La démocratie, c'est plus qu'une question de voter à chaque quatre ans. Parfois il faut la démocratie directe. Sur le plan provincial, le MIS n'utilise pas les moyens électoraux. Au début, nous n'avions aucun contact avec le gouvernement québécois, nous travaillions à la base de la société, au point faible du système d'éducation, c'est - à -dire la commission scolaire. C'est le Bill 85, garantissant les privilèges linguistiques de la minorité anglophone qui obligea notre confrontation avec le gouvernement. Aujourd'hui, après notre expérience de St-Léonard, nous voulons revenir au niveau local, mais c'est très difficile: maintenant le MIS existe en tant que force nationale.

Q. -- SELON VOUS, POURQUOI LE GOUVERNEMENT PROVINCIAL S'OPPOSE-T-IL A LA CREATION DU SYSTEME D'ECOLES UNILINGUES FRANCOPHONES?

R. -- Cette question pose tout le problème des caisses électorales; pour qu'un gouvernement québécois puisse administrer, il lui faut l'aide financière et l'appui de la rue St-Jacques et de "Bay Street", qui sont généralement opposés au pro-

CONFERENCE DE LA LJS

Avec la conférence des Etudiants Socialistes, tenue le 8-9 février, le mouvement de contestation etudiante franchit une nouvelle étape. Une avant-garde consciente et sérieuse s'organise pour donner au mouvement étudiant la direction dont il a terriblement besoin.



Les participants discutèrent les questions-clés devant les étudiants québécois: la direction du mouvement et la faillite du leadership de l'UGEQ, l'organisation de l'avant-garde étudiante, le mouvement de jeunesse socialiste internationale, et la libération du Québec. Leur sérieux se démontra par le fait que depuis des semaines des documents de travail se discutaient parmi les militants.

Présentant le rapport sur l'UGEQ, Michel Mill, leader étudiant et candidat socialiste dans Bagot, fustigea l'équipe actuellement à la tête de cet organisme. Il a souligné qu'au-delà de 50,000 étudiants participèrent dans le grand mouvement d'octobre afin de modifier profondément le système d'éducation et de gagner une série de revendications qu'ils considéraient essentielles. Aucune ne fut gagnée. Maintenant, remarqua-t-il, une nouvelle crise vient s'ajouter à cette crise générale de l'éducation: dans de nombreuses écoles les militants sont mis à la porte pour des "infractions disciplinaires", en fait pour leurs activités de contestation; les administrations enlèvent les droits acquis du mouvement syndical étudiant. Et qu'est-ce que l'UGEQ fit pour mener à bien ce mouvement si poussé? Elle refusa catégoriquement de donner la moindre direction au mouvement d'octobre, afin de ne pas "charrier" les gens. Alors le mouvement fut isolé et s'épuisa. Le Ministère de l'Education ne céda rien pendant octobre et réprima les militants quand le mouvement subit son reflux.

Ce manque de direction, remarqua-t-il, empêcha

---

gramme du MIS. Mais si la population vient à se réveiller, il n'y a aucune force capable de lui résister. Ce que je répète à la population c'est que vous n'êtes pas les patrons de Domtar ou de Noranda Mines, mais vous pouvez être les patrons de vos commissions scolaires.

Q. -- M. LEMIEUX, A QUELS MOUVEMENTS POLITIQUES AVEZ-VOUS PARTICIPE?

R. -- Pendant une certaine période de temps je fus membre de la Société St-Jean Baptiste; je l'ai quitté assez tôt. ...J'avais aussi ma carte de membre du Mouvement Souveraineté-Association de René Lévesque. J'ai certaines appréhensions vis-à-vis M. Lévesque bien que je crois que son Parti Québécois a une certaine valeur.

Je ne peux m'imaginer par quel chemin les Québécois passeront pour résoudre leurs problèmes; mais je crois qu'il est utile qu'il y ait 25 mouvements à combattre pour 25 points de vue et que le MIS soit un de ces mouvements. Nous verrons si dans un plus ou moins proche avenir un regroupement des mouvements nationalistes est possible. Nous verrons aussi bientôt, s'il est possible de transformer notre système électoral, par les règles de ce même système.

Q. -- QUELLES SONT LES DIFFERENCES FONDAMENTALES ENTRE LE PARTI QUEBECOIS ET LE MIS? LA QUESTION DU LANGAGE EST-ELLE FONDAMENTALE?

R. -- Oui. Si jamais les Québécois anglophones parviennent à nous imposer leur langue et à noyer la culture française, il est évident qu'à partir de ce moment, ils ne craindront plus une notion comme celle de l'"Indépendance du Québec". M. Lévesque parle d'écoles françaises pour les Québécois et les immigrants et d'écoles anglaises pour ceux qui en possèdent une présentement et ceux dont le passé culturel est anglo-saxon. Mais on ne peut régler la question en partant d'une notion comme celle du "passé culturel" des gens -- que ferait-il des immigrants des Iles Britanniques? Les immigrants italiens avec lesquels j'ai pu discuter m'ont dit qu'ils ne s'objectaient pas au principe des écoles françaises unilingues; en fait, ils s'objectent à l'idée d'un double standard: ils veulent ou bien une langue ou bien l'autre.

Q. -- QUE PENSEZ-VOUS DE LA FORMULE DE "DROITS ACQUIS DE LA MINORITE ANGLOPHONE"?

R. -- Ces droits ont été acquis par la force militaire; nous faisons face à une situation où, pour protéger les "droits acquis de la minorité anglophone", on menace nécessairement la survie de la nation québécoise. C'est le choix qui s'impose devant nous.

également la défense des militants expulsés. Ce dont on avait besoin, ce n'était pas de vagues propos de grève générale, mais plutôt d'actions efficaces pour mobiliser la masse des étudiants à la défense de leurs confrères. Cette direction étudiante nécessaire à la lutte, les jeunes socialistes la conçoivent comme une organisation basée démocratiquement sur ses membres, mais dirigeant leur lutte, les menant dans l'action, et les éduquant sur la nature de la lutte étudiante. Les jeunes socialistes insistent sur le fait que les congrès de l'UGEQ doivent servir à éduquer le corps étudiant, que ces congrès doivent être préparés par des discussions dans les collèges et universités sur des questions à étudier au congrès et que les candidats aux congrès doivent faire connaître leurs points de vue aux étudiants. Ils insistent surtout sur le fait que les discussions et les élections qui ont lieu aux congrès de l'UGEQ doivent se poser autour d'optiques politiques claires et nettes. La Ligue des Jeunes Socialistes présentera son programme au prochain congrès de l'UGEQ, elle présentera aussi une liste de candidats à la direction pour faire valoir ses idées.

L'autre question majeure discutée à la conférence fut l'organisation de l'avant-garde étudiante socialiste. La nécessité d'organisation s'applique de façon générale: pour regrouper la jeunesse socialiste, pour éduquer les jeunes au socialisme, pour conduire ses luttes, la jeunesse a besoin d'une organisation d'avant-garde socialiste. Elle fait face à une concentration énorme de pouvoirs détenus par le capitalisme canadien et pour gagner, elle doit aussi se centraliser. Le document de travail parle du besoin pour la jeunesse de sa propre organisation révolutionnaire, parce-que la jeunesse a ses propres problèmes et son rôle particulier à jouer dans la révolution socialiste. On décida donc de fonder une organisation révolutionnaire de jeunesse: La Ligue des Jeunes Socialistes. Etant d'accord sur la proposition de Walter Blumenthal, organisateur de la LJS, la conférence décida que cette organisation agirait selon le principe de Lénine, le centralisme démocratique: la pleine démocratie au sein du mouvement, l'unité dans l'action.

Finalement, la conférence adopta des propositions sur la structure du mouvement, permettant aux jeunes socialistes de travailler dans leurs écoles et en même temps d'unir leurs efforts dans les activités centrales. Un comité provisoire d'organisation fut élu, composé de sept personnes, ayant pour fonction la coordination du travail à travers le Québec.

L'esprit internationaliste a marqué toute la conférence. Un document de travail de Félix Marinelli, "La montée internationale de la jeunesse en 1968" fut présenté, suivi d'une discussion animée par des conférenciers invités du Canada-anglais et des Etats-Unis. Tout débuta avec le film "Berlin '68", démontrant la préparation de la manifestation internationale organisée par la SDS allemande le 18 février 1968 à Berlin en solidarité avec la lutte des Vietnamiens. Les exposés de Rudi Dutschke pendant ce film montrèrent que la contestation étudiante a des racines communes dans les pays capitalistes.

La conférence décida de rendre plus concrète sa compréhension internationaliste; elle se déclara solidaire de ses camarades de l'ex-JCR française, des Jeunes Gardes belges, de la Young Socialist Alliance américaine, et d'autres mouvements de jeunesse socialiste. Elle constata la nécessité d'une organisation pan-canadienne de jeunesse, car l'ennemi de la jeunesse anglophone se trouve à Ottawa, de même que pour la jeunesse francophone du Québec. Donc une organisation unie, capable de frapper l'ennemi commun de chaque nation est devenue une nécessité pour gagner la victoire. Ainsi la LJS agira en tant que partie intégrante d'un mouvement uni, la LJS/Young Socialists.

La LJS fera tout son possible pour mobiliser le Québec contre la guerre du Vietnam le 6 avril, journée choisie par le mouvement anti-guerre aux Etats-Unis pour faciliter la participation des GIs à cette protestation.

Le samedi soir il y eut divertissement avec Renée Claude à la boite à chansons, suivie d'une discothèque.

Une vive discussion a dominé dimanche matin. Les "panélistes" sur la "libération du Québec" furent Roland Morin, permanent des Travailleurs Unis de l'Auto (FTQ) et président du NPD-Québec, Michel Chartrand, président du Conseil Central de Montréal (CSN), et Arthur Young, président de la LSO/LSA. Ils furent en grande partie d'accord sur le fond du problème: la domination du Québec par les monopoles étrangers, et la nécessité d'une libération tant sociale que nationale. Mais le débat eut lieu autour des tâches immédiates du mouvement ouvrier: Young insista sur la nécessité d'un parti politique des travailleurs, indépendant des capitalistes, et sur les possibilités considérables d'une réalisation rapide de ce parti. Morin et Chartrand insistèrent sur les difficultés et sur la nécessité d'un travail à la base, comme dans les conseils municipaux.

Plus de cent jeunes socialistes assistèrent à la conférence, une assistance considérable pour une assemblée étudiante. Ceci témoigne de la nécessité pour les militants étudiants de trouver une solution à la crise actuelle du mouvement. Un des faits remarquables a été la participation d'une trentaine d'étudiants venus de onze institutions de l'extérieur de Montréal. Deux membres du Comité Provisoire d'Organisation habitent hors de Montréal.

Après la conférence, la LJS passe à l'action. Ses deux projets les plus importants sont une intervention active aux congrès de l'AGEUM et de l'UGEQ, suivie par la mobilisation des Québécois contre la guerre du Vietnam, de concert avec la protestation mondiale du 6 avril.

Déjà la LJS s'était fait connaître par une activité qui fit parler toute la ville, l'"Opération Drink-In" le 18 janvier. La LJS avait constaté depuis longtemps les multiples discriminations contre la femme dans la société québécoise -- discriminations dans bien des cas sanctionnées légalement. La québécoise est plutôt une propriété qu'un être

SUITE A LA PAGE 15

(SUITE DE LA PAGE 6)
humain devant la loi. Comme exemple de cette discrimination, la LJS choisit la taverne -- les femmes y sont exclues. Exigeant le droit des femmes d'avoir une "draft" et un repas bon marché, la LJS organisa une marche de protestation. Tout naturellement, les femmes de la LJS furent à la tête de cette activité. Le jour venu, une cinquantaine de personnes se rassemblèrent au Parc Jarry d'où elles partirent pour le Gobelet. Démontrant une volonté ferme, les femmes à la tête de la protestation poussèrent les "bouncers" de la taverne pour mettre pied dans ce territoire interdit. Assises, les femmes reçurent des verres de "draft" des habitués de la taverne sympathiques à leur cause. Les femmes ont bu leur "p'tite draft". Brenda Zannis, présidente de la LJS, monta sur une chaise et dé[illegible]a l'épisode une victoire, qui servirait à éveiller les femmes à la lutte pour l'égalité. Pendant des semaines, les journaux en parlèrent; les éditorialistes du <u>Montreal Star</u> furent particulièrement hostiles. Et le "journal" Minuit présenta, comme en-tête: "Scandale au Québec: Dehors les femmes!".

Ce ne sera pas la dernière fois que les journaux bourgeois auront à être scandalisés par les actions de la Ligue des Jeunes Socialistes!

Un jeune socialiste contre un vieux millionnaire

Depuis trop longtemps la bourgeoisie est entrée à l'Assemblée nationale sans opposition réelle.

Dans l'élection partielle de Bagot, le 4 décembre 1968, à la suite de la mort de Daniel Johnson, les gens du comté avaient une alternative autre que celle des partis du patronat, les Libéraux et les Unionistes. Deux autres candidats se présentaient sur des questions très limitées; mais seul le candidat socialiste, en s'opposant carrément aux vieux partis du partonat et à leur programme voué au statu quo, présentait une alternative à ces partis. Le programme socialiste basé sur les intérêts et les besoins des travailleurs québécois, leur démontrait clairement comment mettre fin à leur exploitation économique et nationale.

Malgré les difficultés que pose le comté de Bagot, la Ligue des Jeunes Socialistes et la Ligue Socialiste Ouvrière ont décidé de se présenter conjointement en la personne de Michel Mill, ancien rédacteur de la Lutte Ouvrière et militant à l'Université de Montréal. Ces deux organisations ne se faisaient pas d'illusions: ils savent qu'ils sont faibles par rapport aux partis bourgeois tant sur le plan financier que sur le plan des effectifs. C'est pourquoi ils ont insisté sur la nécessité pour le mouvement ouvrier et le NPD de contester cette élection, comme premier pas vers la création d'un parti ouvrier québécois. Les centrales syndicales ont les ressources matérielles pour gagner une telle confrontation électorale; armées d'un programme politique correct, elles auraient eu de très bonnes possibilités.

Mais les dirigeants ouvriers ont refusé de prendre leurs responsabilités, alors les socialistes ont décidé de donner l'exemple. La campagne Michel Mill a démontré l'utilité pour les socialistes de présenter leur programme devant l'électorat, car l'action de la LJS et de la LSO a provoqué un certain nombre de réponses favorables, dans la région et à Montréal. Bien que la LSO et la LJS savaient d'avance qu'elles n'avaient pas de chances sérieuses d'être élues, elles ont quand même présenté le programme nécessaire dans la situation. C'était le programme que le parti ouvrier de l'avenir devra adopter. Ainsi les socialistes ont montré à la classe ouvrière le chemin à l'action politique indépendante.

En plus la décision d'y participer était basée sur les raisons suivantes; lorsque l'Union Nationale a choisi comme candidat leur ministre de l'Education Cardinal, il fallait absolument que le mouvement étudiant s'oppose à son élection. Suite au soulèvement d'octobre, il était nécessaire pour un étudiant qui avait participé activement dans l'explosion, d'avancer le seul programme capable de réaliser les revendications des étudiants - la libération socialiste. En définitive, la LJS et la LSO ont vu dans la campagne une opportunité de concrétiser le slogan d'octobre: Etudiants, Ouvriers — Solidarité!

Le programme de Mill se résume en quatre revendications: le pouvoir étudiant (accessibilité générale, autogestion étudiante), un Québec libre, un parti ouvrier québécois, et un gouvernement des travailleurs et des cultivateurs. Citons la brochure électorale : "(La société) doit accepter le principe de l'accessibilité générale à l'éducation supérieure. Ceci impliquerait un programme d'urgence de construction d'écoles, surtout de l'Université du Québec. Ceci impliquerait automatiquement la gratuité scolaire à tous les niveaux, et un présalaire suffisant à tout étudiant. ...l'abolition des cours magistraux, un contrôle étudiant réel sur le budget de l'école et sur la discipline. Il est temps que cesse le contrôle que le grand capital exerce sur les écoles en dominant les conseils d'administration. ...Les écoles devront être contrôlées par ceux qui y travaillent - les étudiants et les professeurs...

"L'unilinguisme scolaire choisi à St-Léonard doit devenir la règle au Québec. ...Le Québec doit devenir francophone et officiellement unilingue. Le péril qui menace l'existence de la nation canadienne-française et la domination de l'anglais sont profondément enracinés... Cela découle de la domination du Québec par un petit nombre de corporations (étrangères)... Le mouvement ouvrier exige avec raison la parité des salaires — que les travailleurs québécois soient payés au moins aussi bien que leurs confrères d'Ontario ou des Etats-Unis. ...Mais c'est seulement en éliminant l'emprise de ces monopoles étrangers qu'on peut remettre le Québec aux Québécois et assurer la survie de notre nation. On doit nationaliser ces monopoles et les mettre sous le contrôle des Québécois. Les travailleurs et les cultivateurs doivent contrôler le gouvernement...

"Le gouvernement doit empêcher la fermeture des usines... (Quand il y a pénurie d'emplois), forcer les compagnies à couper les heures de travail sans diminuer les salaires hebdomadaires. ...Le revenu de chaque travailleur doit augmenter proportionnellement à chaque augmentation du coût de la vie. ...Tout le système d'imposition doit être changé, afin de mettre le fardeau sur ceux qui peuvent payer, les riches. Par exemple, la taxe de vente, qui frappe les pauvres le plus durement doit être abolie. ...Une des mesures les plus nécessaires (pour protéger le cultivateur) c'est la nationalisation de l'industrie de fabrication de l'outillage agricole.

"Tout ceci pose la nécessité d'un changement fondamental de notre société, pour mettre le con-

trôle de la société entre les mains du peuple. Il faut mettre fin au règne des riches, des monopoles et des étrangers; les travailleurs et les cultivateurs doivent prendre le pouvoir politique, et commencer à édifier une société possédant pleinement ses richesses et planifiant l'économie dans l'intérêt de tous. Un tel gouvernement des travailleurs et des cultivateurs assurerait le contrôle des usines et des bureaux par les travailleurs, des écoles par les étudiants, et du Québec par les Québécois...

"Un tel gouvernement ne peut arriver au pouvoir qu'après une lutte profonde entre le capital et les travailleurs, cultivateurs et étudiants québécois. L'instrument de cette lutte est nécessairement un parti politique basé sur la vaste majorité des Québécois. ...Seul le peuple travailleur organisé dans le mouvement syndical et ses centrales puissantes — la FTQ, la CSN, la CEQ, l'UCC et l'UGEQ — peut organiser un tel parti. ...Un vote pour Mill est un vote pour la construction d'un tel parti ouvrier et l'édification d'un Québec ouvrier-cultivateur."

Les caractéristiques de Bagot ont contribué à fournir une précieuse expérience aux camarades actifs dans la campagne. La distance séparant Montréal des villes principales du comté, soit environ 60 milles, a causé des difficultés pour la LJS et la LSO, étant donné que leurs effectifs sont concentrés dans la région montréalaise. Mais l'image obtenue de la vie rurale québécoise valait la distance parcourue. La population très minime de Bagot et le nombre de cultivateurs dans le comté font que la plus grande ville, Acton Vale, n'a que 4,500 citoyens — évidemment pas un territoire idéal pour la propagation des idées révolutionnaires, qui classiquement est un centre très urbanisé et hautement industrialisé. Mais la pauvreté qui caractérise de telles régions au Québec fournit aux socialistes plusieurs arguments évidents. Avec un revenu moyen per capita de $842.00 par année, une pénurie d'industries, d'hopitaux et d'écoles, Bagot se trouve au troisième rang des comtés les plus pauvres du Québec.

Avec tout çà, la LJS et la LSO sont donc parties en guerre contre les exploiteurs dans une action historique. C'était un effort sérieux. Les affiches "Votons Michel Mill, candidat des travailleurs" étaient présentes dans tous les coins du comté: plus de 5,000 dépliants électoraux ont été distribués de porte à porte. Beaucoup de gens du comté n'ayant pas de boite à lettres, ceci a souvent impliqué un contact personnel avec les citoyens. Non contents de mener la campagne dans la région de Bagot, les partisans de Mill ont distribué les brochures électorales aux portes des usines de St-Hyacinthe (juste à l'extérieur du comté) et dans les usines et écoles montréalaises. Environ 20,000 brochures ont été distribuées.

Les gens de Bagot ont vu pour la première fois des manifestations de rue. Les partisans de Mill ont marché dans les rues de St-Pie et d'Acton Vale avec des bannières et des pancartes portant les slogans "Vive les travailleurs de Windsor" (l'usine de Domtar, occupée par les grévistes), "Pour un gouvernement des travailleurs, des étudiants et des cultivateurs", "Bâtissons le parti ouvrier". On a tenu une conférence publique, "ouvertement socialiste", à l'extérieur de la région métropolitaine. Au lieu de tenir le Forum Socialiste à Montréal comme tous les vendredis, la LSO l'a tenu à ses quartiers généraux de la campagne à Acton Vale. Le forum a réussi à attirer 35 personnes, du comté, de St-Hyacinthe et de Montréal. Après la conférence de Michel Mill, plusieurs personnes du comté et des alentours ont décidé de s'engager activement dans la campagne. On a engueulé Cardinal devant la porte du local de l'Union Nationale, et organisé un défilé de voitures. Les socialistes ont réussi à vendre des centaines d'exemplaires du journal La Lutte Ouvrière et à obtenir de la publicité dans plusieurs journaux, surtout dans les journaux de St-Hyacinthe et de Montréal. Il faut dire que la seule hostilité ouverte qu'on a rencontrée était de la part du président de la commission scolaire d'Acton Vale qui n'hésita pas à chasser les socialistes de sa pharmacie, les traitant "d'agitateurs étrangers".

Malgré le très peu de votes que Mill a reçu (53) il faut quand même dire que la campagne a réussi. Car étant donné la campagne vigoureuse menée en faveur de Mill, on est pas mal certain que ces 53 gens ont voté consciemment pour un candidat socialiste. C'est-à-dire qu'on a trouvé ou sensibilisé 53 socialistes à Bagot! Ce qui est plus important, la campagne par son sérieux et son programme avait un caractère exemplaire, démontrant les possibilités à un mouvement ouvrier toujours trop timide pour entrer dans l'action politique sous sa propre bannière. Raymond Lemieux avait appuyé la candidature de Mill, car seul Mill présentait aux électeurs de Bagot le programme du MIS. La campagne a soulevé un grand enthousiasme dans les milieux socialistes et contestataires; pour beaucoup, c'était leur première activité consciemment socialiste. Et après la campagne on était en mesure d'établir de nouvelles sections de la Ligue des Jeunes Socialistes dans plusieurs écoles dont les CEGEPS à St-Hyacinthe et à Thetford Mines. C'est un acquis très positif.

Michel Mill

Michel Mill, âgé de 24 ans et marié, est étudiant à la Faculté des sciences de l'Université de Montréal. Face à la crise scolaire, il a participé activement au mouvement de contestation du mois d'octobre. Il est actuellement membre de l'exécutif du Comité d'action de sa faculté, organisme regroupant les étudiants qui contestent le système scolaire actuel.

Avant de recommencer ses études cette année, Mill a travaillé durant 5 ans dans l'industrie où il était actif au Nouveau parti démocratique. Membre de la Ligue des Jeunes Socialistes, il est également actif à la Ligue Socialiste Ouvrière, mouvement regroupant des travailleurs et des syndicalistes. Il était rédacteur du magazine LA LUTTE OUVRIERE et organisateur de la L.S.O. dans le passé. Par ses origines, son expérience, et son programme il est mieux capable de représenter les véritables intérêts des travailleurs et cultivateurs de Bagot que n'importe quel des deux candidats "parachutés" par les vieux partis bourgeois.

La LJS/LSO

La candidature de Michel Mill est appuyée par la Ligue des Jeunes Socialistes et la Ligue Socialiste Ouvrière.

Bien qu'elles travaillent dans des milieux différents, elles se donnent la même tâche: agir avec d'autres afin de gagner l'appui de la majorité de la population pour un changement fondamental de la société actuelle; ensuite réaliser ce changement.

La Ligue des Jeunes Socialistes milite surtout au sein du mouvement étudiant pour le programme décrit dans ce dépliant. Elle insiste aussi sur le fait qu'il faut bâtir une direction étudiante centralisée active et démocratique.

Suite au mouvement d'octobre, des étudiants établissent des "Jeunes Socialistes" dans leurs écoles où ils oeuvrent à l'action et à l'éducation socialiste.

La LJS fait partie du mouvement de contestation internationale.

Elle mantient une solidarité active avec ses camarades des autres pays — en France, en Allemagne, en Tchécoslovaquie, au Mexique, à Cuba et au Vietnam, tout en partageant une organisation commune avec les étudiants socialistes du Canada-anglais.

La Ligue Socialiste Ouvrière travaille activement afin de faire avancer le mouvement syndical, national et anti-guerre. Considérant que la transition entre la société actuelle et la société socialiste exige l'action consciente d'une avant-garde, elle se considère de par son expérience de par sa théorie comme le noyau de cette avant-garde. La LSO revendique actuellement la création d'un parti ouvrier, instrument de la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière et par ses alliés, les cultivateurs et les étudiants.

COMITES MICHEL MILL:
1470 St-Michel, Acton Vale 546-7381
17 ouest, rue Ontario, Montréal 849-1727

le 4 déc. à Bagot

VOTONS MICHEL MILL



- **Les écoles aux étudiants**
- **Un Québec libre**
- **Un gouvernement travailleur-cultivateur**

VOTONS MICHEL MILL

Le 4 décembre, les yeux de tout le Québec se tourneront vers le comté de Bagot. Car ces élections choisiront non seulement le député de ce comté mais elles peuvent déterminer si le gouvernement actuel reste au pouvoir.

Les élections ont lieu à un moment significatif. Actuellement le gouvernement refuse de céder aux revendications des enseignants et des travailleurs de la RAQ; il refuse de céder devant les étudiants québécois qui ont protesté massivement contre tout le système d'éducation dont ils sont victimes. Les candidats à ces élections personnifient le conflit — Michel Mill, un étudiant contestataire contre J.-G. Cardinal, le Ministre de l'Education. Mill est un socialiste, Cardinal un millionnaire.

La crise de l'éducation fait partie d'une triple crise de la société québécoise — une crise de l'éducation, de la survivance nationale, et de la défense du peuple travailleur. Tandis qu'un vote en faveur de Cardinal ou de Boisvert représente un vote en faveur de la situation actuelle, un vote pour Michel Mill représente le choix d'une nouvelle société dans laquelle les étudiants contrôleront les écoles, les Québécois le Québec et les travailleurs leurs usines et bureaux.

Accessibilité générale, autogestion étudiante

Dans la société actuelle, l'éducation dépend des ressources financières de l'étudiant et de sa famille. Sans argent, il ne peut pas étudier. Les écoles, privées d'argent par le gouvernement sont toujours mal équipées, combles, et inadéquates; il n'y a pas assez de places pour tous ceux qui veulent étudier. Et pour ceux qui ont la veine de graduer, il n'y a souvent pas d'emplois. Ils deviennent "chômeurs instruits".

La société doit accepter l'idée que tout le monde a le droit d'être éduqué au maximum de ses capacités. Elle doit accepter le principe de l'accessibilité générale à l'éducation supérieur. Ceci impliquerait un programme d'urgence de construction d'écoles, surtout de l'Université du Québec. Ceci impliquerait automatiquement la gratuité scolaire à tous les niveaux, et un presalaire suffisant à tout étudiant.

De plus en plus d'étudiants découvrent qu'au lieu de les préparer à penser et a agir, les écoles sont organisées afin de les transformer en travailleurs semi-qualifiés qui acceptent docilement le statut quo. Comme le disent les étudiants de l'Université de Montreal, "L'Université fabrique des ronds de cuir". De plus en plus déçus par ce genre d'éducation, les étudiants protestent et exigent des changements d'envergure. Parmi leurs exigences on note: l'abolition des cours magistraux, un contrôle étudiant réel sur le budget de l'école et sur la discipline. Il est temps que cesse le contrôle que le grand capital exerce sur les écoles en dominant les conseils d'administration.

Il n'y a pas de conflit entre les intérêts des étudiants et les intérêts de la faculté qui est là pour aider les étudiants à apprendre. Le conflit est avec l'administration qui est l'outil d'un Ministère d'Education et d'un gouvernement qui veulent façonner les étudiants en engrenages de la machine capitaliste.

Les écoles devront être contrôlé par ceux qui y travaillent — les étudiants et la faculté. Les étudiants se sont montrés aptes à gérer les écoles: lorsqu'elles étaient occupées, elles étaient plus propre qu'auparavant. Les repas, préparés par les étudiants, coutaient moins chers.

Au moment où il y a un manque énorme d'argent, de matériels et d'espace dans le système d'éducation francophone, le gouvernement verse des fortunes aux écoles anglophones. Il devient l'ardent défenseur des "droits acquis" des Anglais, tout en voyant les droits de la vaste majorité du Québec, les francophones, mis de plus en plus en danger. La pression économique de l'anglais mène vers une situation où le français ne sera plus majoritaire au Québec!

Un Québec libre

Plusieurs études ont démontré que le bilinguisme est à sens unique, menant à l'anglicisation des francophones. Le pourcentage des francophones au Québec tombe, et dans 20 ans l'anglais pourrait bien devenir la langue majoritaire au Québec. On ne peut pas permettre un tel développement.

L'unilinguisme scolaire choisi à St-Léonard doit devenir la règle au Québec. Dans les usines et aux bureaux, dans les magasins et ailleurs, le français doit devenir la langue quotidienne. Des déclarations "de principe" dans ce sens par le gouvernement ne suffisent point.

Le Québec doit devenir francophone et officiellement unilingue. Le péril qui menace l'existence de la nation canadienne-française et la domination de l'anglais sont profondément enracinés. Cela découle de la domination du Québec par un petit nombre de corporations. Ces corporations appartiennent aux étrangers, parlent toujours l'anglais, et forcent leurs employés et les consommateurs de leurs produits de le parler également. Elles dominent presque tous les aspects de la vie des Québécois — exploitant nos ressources naturelles, notre travail, nous payant des salaires inférieurs et nous congédiant quand cela leur convient.

Le mouvement ouvrier exige justement la parité des salaires — que les travailleurs québécois soient payés au moins aussi bien que leurs confrères d'Ontario ou des Etats-Unis.

Mais c'est seulement en éliminant l'emprise de ces monopoles étrangers qu'on peut remettre le Québec aux Québécois et assurer la survie de notre nation. On doit nationaliser ces monopoles et les mettre sous le contrôle des Québécois. Les travailleurs et les cultivateurs doivent contrôler le gouvernement afin d'assurer que l'économie et la société soient gérées dans l'intérêt des Québécois, et non pas pour une poignée d'exploiteurs étrangers.

Un gouvernement des travailleurs et des cultivateurs

Les Cantons de l'Est nous montrent aussi la nécessité d'un tel changement. Plusieurs monopoles, comme la Domtar ayant exploité le travail de la région depuis des décennies, ayant fait leurs fortunes, sont en train de quitter la région afin de chercher de plus grands bénéfices ailleurs. D'autres comme la Dominion Textiles créent du chômage en achetant ses concurrents pour les fermer ensuite, De telles corporations font des Cantons de l'Est une "région défavorisée".

Le gouvernement doit empêcher la fermeture des usines. Si les compagnies refusent de les garder ouvertes, on

LA LUTTE OUVRIÈRE

Vol. 4 No. 6 (24) NOVEMBRE-DECEMBRE 1968 NUMERO SPECIAL

REDACTEUR: Arthur Young. ABONNEMENTS: $1.00 pour un an. Publie à 17 ouest rue Ontario, Montréal, par les soins du rédacteur. Tel.: 849-1727.

"Le ministère des Postes à Ottawa a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication."

devrait les nationaliser et les remettre à la gestion des travailleurs.

Quand il y a pénurie d'emplois, on devrait forcer les compagnies de couper les heures de travail de tous les employés sans diminuer leurs salaires hebdomadaires. Ainsi il y aurait plus d'emplois.

Le coût de la vie continue d'augmenter rapidement, menaçant le niveau de vie de tous. La cause fondamentale de cette inflation est la hausse des prix par les corporations; ce n'est pas les augmentations de salaire des travailleurs. Afin de protéger le peuple contre cette menace, le revenu de chaque travailleur doit augmenter proportionnellement à chaque augmentation du cout de la vie. La même echelle mobile devrait s'appliquer à toutes les pensions du gouvernement et à toute subvention gouvernementale aux cultivateurs.

On nous répond que les corporations et le gouvernement ne peuvent pas payer ces revendications. Mais au Québec il y a beaucoup d'argent — entre les mains des riches. Tout le système d'imposition doit être changé afin de mettre le fardeau sur ceux qui peuvent payer, les riches. Par exemple, la taxe de vente qui frappe les pauvres le plus durement doit être abolie.

Le gouvernement actuel fait très peu pour protéger le cultivateur, le laissant coinçé dans une situation économique insupportable. De plus en plus de cultivateurs sont forcés de quitter la terre. C'est seulement sous un gouvernement ouvrier que les cultivateurs pourront espérer atteindre un niveau de vie décent, car les travailleurs sont les allies et non pas les ennemis des cultivateurs. Une des mesures les plus nécessaires c'est la nationalisation de l'industrie de fabrication de l'outillage agricole.

Malgré ses paroles hypocrites au sujet de l'auto-détermination, le gouvernement québécois aide les E.-U. à écraser la lutte de libération vietnamienne. Au Québec on fabrique des bombes, des balles et des avions qui sont employés dans l'assassinat du peuple vietnamien — et ceci dans des usines qui appartiennent au gouvernement! Les gouvernements québécois et canadien ont déclaré leur appui à cette agression américaine. Faites partie du mouvement internationale contre cette guerre! Votez Michel Mill!

Tout ceci pose la nécessité d'un changement fondamental de notre société, pour mettre le contrôle de la société entre les mains du peuple. Il faut mettre fin au règne des riches, des monopoles, des étrangers; les travailleurs et les cultivateurs doivent prendre le pouvoir poulitique, et commencer à édifier une société possédant pleinement ses richesses et planifiant l'économie dans l'intérêt de tous. Un tel gouvernement des travailleurs et des cultivateurs assurerait le comtrôle des usines et des bureaux par les travailleurs, des écoles par les étudiants, et du Québec par les Québécois.

Un tel gouvernement ne peut arriver au pouvoir qu'après une lutte profonde entre le capital et les travailleurs, cultivateurs et étudiants québécois. L'instrument de cette lutte est nécessairement un parti politique basé sur la vaste majorité des Québécois. Aucun des partis actuels répond a ce besoin — l'Union Nationale et le Parti Liberal représentent le capital, tandis que le Parti Quebecois de Lévesque se base sur la classe moyenne et refuse de rompre définitivement avec les monopolistes. Seul le peuple travailleur organisé dans le mouvement syndical et les centrales puissantes — la FTQ, la CSN, la CEQ, l'UCC et l'UGEQ — peut organiser un tel parti. Les centrales québecoises et le Nouveau Parti Démocratique, basé sur le mouvement ouvrier canadien ont la tâche de créer un parti politique québécois qui lutterait pour les travailleurs, cultivateurs et étudiants. Un vote pour Mill est un vote pour la construction d'un tel parti ouvrier et l'édification d'un Québec ouvrier-cultivateur.

Le 4 décembre les gens du comté de Bagot choisiront. Vont-ils appuyer les deux anciens partis responsables de la crise actuelle? Ou vont-ils poser un geste historique en appuyant massivement Michel Mill, c'est-à-dire en appuyant la lutte des étudiants pour le contrôle de leurs propres vies, la lutte pour un Québec réellement libre, et la lutte des travailleurs et des cultivateurs? Voilà le défi du 4 décembre.

Je veux aider la campagne
Je veux plus de renseignements sur la LJS-LSO
Je veux organiser un groupe "Jeunes Socialistes" à mon école
Ci-inclus $1.50 pour un abonnement d'un an aux journaux La Lutte Ouvrières et Jeune Garde
Ci-inclus une contribution de . . . . aux fonds de la campagne.

NOM ....
ADRESSE ....
VILLE ....
TEL: ....

VIETNAM.
MANIFESTATION.
6 AVRIL.



Un conscrit américain au Vietnam: "Ramenez-moi vivant!" On verra la participation de milliers de GIs à la protestation du 6 avril.

LE VIETNAM AUX VIETNAMIENS

E - U HORS DU VIETNAM

FIN A LA COMPLICITE OTTAWA - QUEBEC

Renseignements: 849-1727

NE MANQUEZ PAS LE PROCHAIN NUMERO

abonnez-vous à

LA LUTTE OUVRIERE

17 ouest, rue Ontario, Montréal 129, Qué. 849-1727.

nom ______________________

adresse ______________________

____

un an $1.00

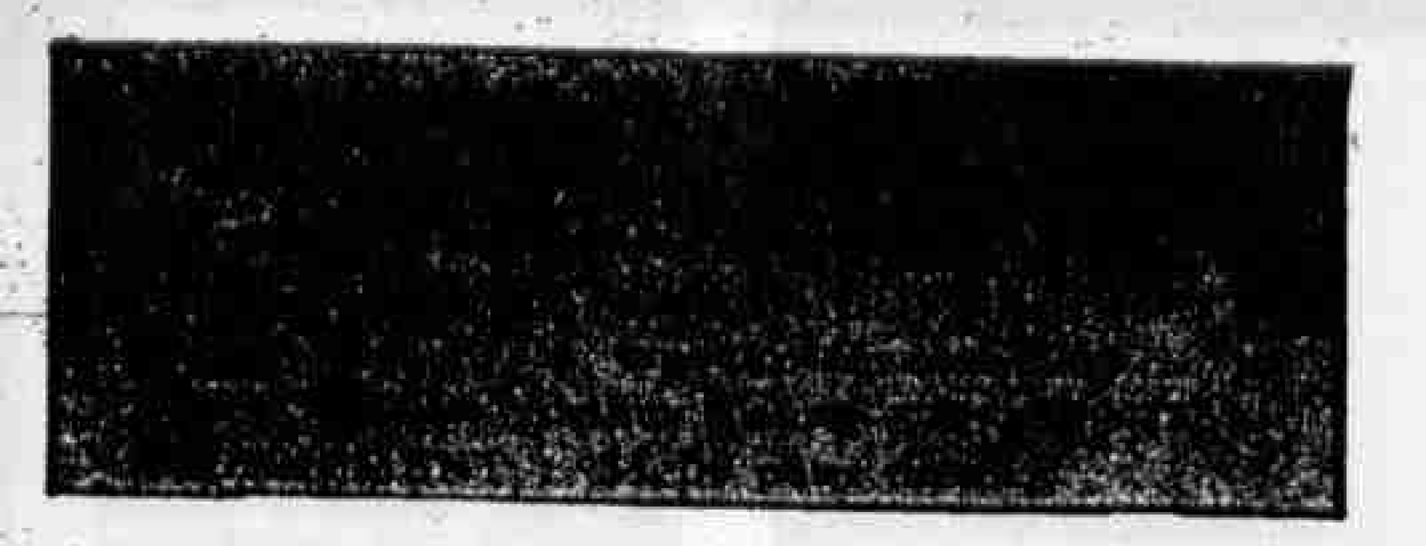
* Le rédacteur fera le point sur le mouvement SOCIALISTE INTERNATIONAL après son voyage en Europe où il rencontrera les socialistes venus de tous les coins du monde.

* DEBAT sur le PARTI OUVRIER QUEBECOIS: les interventions de Michel Chartrand de la CSN, de Roland Morin de la FTQ et d'Arthur Young de la LSO, à la conférence des étudiants socialistes.

* Les GIS CONTRE la GUERRE: un bilan des manifestations contre la guerre du Vietnam, le 6 avril prochain.

* et d'autres articles d'actualité.

ABONNEZ-VOUS DES MAINTENANT: c'est le meilleur moyen d'être certain de recevoir ce numéro et les numéros suivants.



La guerre continue, protestons le 6 avril

Le Comité de Mobilisation Etudiant (contre la guerre du Vietnam) a lancé aux Etats-Unis un appel en faveur des manifestations internationales contre la guerre, le 6 avril. Il est urgent que cet appel reçoive la plus grande réponse possible, car cette guerre d'agression impérialiste est loin d'être terminée; le peuple vietnamien est encore loin de pouvoir exercer son autodétermination.

Depuis un certain temps, au Québec, on a pu constater une baisse dans l'intérêt que les gens portent à la guerre du Vietnam. D'une part, ceci est dû à la portée des grands développements ailleurs dans le monde (France, Tchécoslovaquie) et au Québec (mouvement étudiant d'octobre, lutte du MIS). D'autre part, elle reflète le succès de l'impérialisme en mystifiant l'opinion publique avec les pourparlers de paix de Paris. Cette diminution d'intérêt n'est pas propre au Québec, mais c'est un phénomène mondial.

Il faut renforcer et augmenter la lutte contre cette guerre, car elle continue: plus d'un demi-million de soldats américains sont toujours sur le sol vietnamien. Bien que les Américains aient été obligés d'arrêter les bombardements du Nord-Vietnam, les opérations militaires continuent au Sud. Au Laos, les bombardements américains ont triplé. L'ouverture des pourparlers, bien qu'elle signifie une victoire partielle pour les Vietnamiens, ne signifie nullement que les Américains soient décidés à se retirer du Vietnam. Les négociations pour terminer la guerre de Corée ont duré deux ans et ont abouti à une occupation impérialiste de la moitié du pays. Au Vietnam plus de 8,000 soldats américains ont trouvé la mort depuis l'ouverture des négociations de Paris! Et combien de Vietnamiens sont morts?

N'oublions jamais que c'est au Vietnam que l'on voit la confrontation décisive entre l'impérialisme mondial et la révolution montante. L'héroïsme des combattants vietnamiens inspire tous ceux qui luttent pour un monde meilleur, un monde socialiste. Les défaites que ce peuple héroïque a imposées à l'impérialisme nous a démontré à tous, les possibilités de notre lutte. S'ils sont battus, nous le sommes aussi. S'ils gagnent, notre victoire approche. Notre défense de la révolution vietnamienne est une autodéfense.

Le gouvernement canadien, qui vient de réaffirmer son engagement dans l'OTAN, entraîne ses troupes pour des combats de jungle; MM Trudeau et Sharp ont promis d'envoyer l'armée canadienne au Vietnam s'ils le croient utile ou nécessaire. Est-ce qu'ils préparent l'envoi de troupes canadiennes sous drapeau de l'ONU pour imposer aux Vietnamiens une solution impérialiste à la guerre? Le Canada vend toujours aux E-U des armements de guerre destinés au Vietnam. Nos dirigeants ont souvent déclaré leur appui à la guerre américaine. Il faut répondre à cette triple complicité de nos dirigeants. Il est bien connu que les plus grandes possibilités pour une mobilisation massive contre la guerre se trouvent au Québec. Le 6 avril nous est une opportunité de réaliser ce potentiel.

Au Vietnam, les combattants de la libération continuent de gagner des victoires importantes. Les Américains sont incapables de rester longtemps hors de leurs bases; l'offensive du Tet a démontré que les Vietnamiens ont toujours une force offensive considérable. Mais ils ont besoin de nous! Partout dans le monde, le 6 avril, on réclamera: Retirez les troupes US du Vietnam!

Cet appel trouve de plus en plus de réponse parmi les conscrits américains. Le 21 octobre plus de 500 GIs ont manifesté à San Francisco; dans les casernes militaires, des journaux contre la guerre sont écrits et distribués par les GIs; un nombre croissant de GIs entre en contact avec le mouvement contre la guerre. Le but principal de la mobilisation aux E-U sera la participation des conscrits. Ceci marque une nouvelle étape: les généraux ne peuvent pas faire la guerre sans leurs troupes.

C'est notre responsabilité élémentaire de participer le 6 avril à cette protestation internationale contre la guerre. Qu'elle soit plus grande que jamais!

Sir George: il faut exposer les faits

La destruction d'une ordinatrice pendant l'attaque policière des occupants de l'Université Sir George Williams a occasionné le déclenchement d'une campagne de répression féroce contre les 97 étudiants arrêtés.

De l'avis de l'administration universitaire, des tribunaux et de la presse, les étudiants sont déjà coupables. On les a accusés de crimes graves, certains impliquant l'emprisonnement à vie. On leur a refusé tout cautionnement pendant une semaine et les principaux porte-paroles n'en recevront jamais. On les a isolés en prison et leur enquête préliminaire est fermée au public. Des citoyens étrangers sont menacés d'être expulsés du Canada. L'université a suspendu les 97 étudiants jusqu'à la fin de leur procès. Pendant ce temps, la presse capitaliste utilise les arrestations comme une opportunité sans précédent pour déclencher une vague de propagande non seulement contre les étudiants de

(VOIR PAGE 15)

Sir George mais aussi contre tout le mouvement étudiant.

Ces attaques sont des exemples parfaits d'hypocrisie. Les mêmes politiciens capitalistes qui déplorent le "manque de respect pour la liberté d'expression" des étudiants continuent dans leurs propos à exiger une investigation des expériences politiques des étudiants. Les mêmes journaux qui dénoncent la violence des étudiants, publient des éditoriaux exigeant l'appel aux flics dès les prochaines occupations d'écoles. (Ce qui ne les empêche pas ensuite d'attaquer les "agitateurs étrangers" qui veulent détruire "l'autonomie traditionnelle" de l'université.) Les mêmes voix réactionnaires qui dénoncent les étudiants pour avoir "pris la loi entre leurs mains" ont déjà agi en tant que procureur, juge, et juré en prononçant les 97 étudiants coupables des crimes dont ils sont accusés, - comme ils ont déjà prononcé coupables les 114 étudiants de l'Université Simon Fraser à Vancouver, qui sont aussi accusés devant les tribunaux suite à l'occupation d'un édifice universitaire. Elles déplorent la destruction d'une machine, mais négligent la violence morale et psychologique impliquée dans le refus provocateur de l'administration d'enquêter sur les plaintes sérieuses de discrimination raciale portées par les étudiants noirs.

Voici le thème de ces attaques: les étudiants, tous les étudiants, sont irresponsables, incapables de décider de leur propre avenir, sans parler de l'avenir des universités. C'est le thème qui donne donc raison à la répression, cette sorte de répression déchainée contre les étudiants radicaux à travers le pays.

Nous rejetons la calomnie selon laquelle la responsabilité ultime de la violence en général comme celle de Sir George en particulier repose sur les étudiants. Les socialistes révolutionnaires qui appuient sans limite le mouvement étudiant se réservent toujours le droit d'évaluer les tactiques des militants étudiants afin de déterminer si ces tactiques servent à avancer ou à retarder le développement d'une conscience politique dans la masse étudiante.

Mais celà n'est pas la question principale dans l'affaire de Sir George. Tout observateur rationnel doit constater que les noirs de Sir George et leurs partisans blancs ont été provoqués jusqu'au bout de leur patience par l'obstination arrogante de l'administration, qui depuis dix mois refusait de réagir aux plaintes de racisme. Ce fait seulement exige que toutes les accusations portées contre les étudiants soient retirées.

Qu'est-ce qui s'est passé exactement le 11 février, le jour de l'attaque policière et de l'incendie de l'ordinatrice? Nous savons que depuis le début de l'occupation, pendant deux semaines, les étudiants surveillaient de près l'ordinatrice, empêchant même la plupart des occupants de l'approcher. Tous les témoignages constatent que lors de l'attaque policière des occupants il était impossible de voir les événements, les lumières de l'édifice étant fermées. En plus, une fumée épaisse remplissait le centre de calcul. Finalement, certains ont remarqué qu'après avoir évacué les étudiants du centre, les flics et les pompiers y sont restés pour une période de temps avant de permettre aux journalistes et aux autres d'y pénétrer. Qu'est-ce qui s'est passé exactement? Comment l'ordinatrice a-t-elle été détruite?

Les étudiants arrêtés ne peuvent pas attendre la justice des tribunaux qui ont commencé par leur refuser tout cautionnement. Il faut une enquête complètement ouverte, une enquête menée par les étudiants et les professeurs, qui examinera non seulement les événements du 11 février, mais toute l'histoire de l'affaire Sir George.

Une telle enquête marquerait le premier pas d'une campagne de défense efficace. Elle ferait beaucoup pour démontrer la maturité politique fondamentale du mouvement étudiant et sa responsabilité; celui-ci gagnerait ainsi une meilleure compréhension par la population de la légitimité de ses buts.

Léon Trotsky :

L'actualité du Manifeste communiste

Cette préface fut écrite par Trotsky en 1937 pour la première traduction en langue afrikaan (langue des Boers de l'Afrique du Sud) du **Manifeste Communiste.**

Le grand homme d'action de la révolution d'octobre dont la pensée engloba toute la situation d'aujourd'hui utilisa l'occasion pour évaluer et pour éprouver les analyses et les pronostics du **Manifeste** à la lumière des événements qui se sont déroulés depuis les 90 années de sa publication.

En 1938 Trotsky fonda la Quatrième Internationale, parti mondial de la révolution socialiste. Dans le dernier paragraphe Trotsky fait une prédiction par rapport à la Quatrième Internationale qui ne s'est pas encore réalisée.

Comme les prédictions de Marx et d'Engels dans le **Manifeste,** elle fut choisie afin de déterminer la stratégie et les perspectives à long terme. Le présent témoigne de la validité de l'optimisme révolutionnaire de Marx et d'Engels. L'avenir jugera de la validité des pronostics de Trotsky.

On a peine à croire que dix années seulement nous séparent du centenaire du **Manifeste du Parti Communiste**! Ce manifeste, le plus génial d'entre tous ceux de la littérature mondiale, surprend encore aujourd'hui par sa fraîcheur. Les parties principales paraissent avoir été écrites hier. Vraiment, les jeunes auteurs (Marx avait 29 ans, Engels 27) surent regarder vers l'avenir comme personne ne l'avait su avant eux, et peut-être bien après eux.

Déjà, dans la préface de l'édition de 1872, Marx et Engels déclarèrent que, bien que certaines parties du **Manifeste** avaient vieilli, ils ne se croyaient pas en droit de modifier le texte primitif, étant donné qu'au cours des 25 années passées, le **Manifeste** était devenu un document historique. Depuis, 65 années sont encore passées. Certaines parties isolées du **Manifeste** ont glissé plus encore dans le passé. Nous nous efforcerons de présenter dans cette préface, sous une forme résumée, à la fois les idées du **Manifeste** qui ont conservé intégralement leur force jusqu'à nos jours, et celles qui ont besoin aujourd'hui de sérieuses modifications ou de compléments.

1—La conception matérialiste de l'histoire découverte par Marx peu de temps seulement avant la parution du **Manifeste**, et qui s'y trouve appliquée avec une maîtrise parfaite, a complètement résisté à l'épreuve des événements et des coups de la critique hostile; elle constitue aujourd'hui l'un des plus précieux instruments de la pensée humaine. Toutes les autres interprétations du processus historique ont perdu la moindre valeur scientifique. On peut dire, avec assurance, qu'il est impossible actuellement, non seulement d'être un militant révolutionnaire, mais encore tout simplement un homme politiquement lettré sans s'approprier la conception matérialiste de l'histoire.

2—Le premier chapitre du **Manifeste** débute par la phrase suivante: "L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire des luttes de classe."

Cette thèse, qui constitue la plus importante conclusion de la conception matérialiste de l'histoire, n'a pas tardé à devenir elle-même l'objet de la lutte de classes. La théorie qui remplaçait le "bien-être commun", "l'unité nationale", et les "vérités éternelles de la morale" par la lutte des intérêts matériels, considérés comme la force motrice, a subi des attaques particulièrement acharnées de la part des hypocrites réactionnaires, des doctrinaires libéraux et des démocrates idéalistes. A ceux-ci s'ajoutèrent plus tard, cette fois au sein du mouvement ouvrier lui-même, ce qu'on appelle les révisionnistes, c'est-à-dire les partisans de la révision du marxisme dans l'esprit de la collaboration et de la réconciliation des classes. Enfin, à notre époque, les méprisables épigones de l'Internationale Communiste (les staliniens) ont pris le même chemin: la politique de ce qu'on appelle les "fronts populaires" découle entièrement de la négation des lois de la lutte de classes. Pourtant, c'est l'époque de l'impérialisme qui, en poussant toutes les contradictions sociales à leur extrême expression, constitue le triomphe théorique du Manifeste Communiste.

3—L'anatomie du capitalisme, en tant que stade déterminé de l'évolution économique de la société, a été expliquée par Marx dans son Capital, sous une forme achevée (1867). Mais déjà dans le **Manifeste Communiste,** les lignes fondamentales de l'analyse future furent tracées d'un ciseau ferme: la rétribution du travail dans la mesure indispensable à la production; l'appropriation par les capitalistes de la plus-value; la concurrence comme loi fondamentale des rapports sociaux; la ruine des classes moyennes, c'est-à-dire de la petite bourgeoisie des villes et de la paysannerie; la concentration des richesses entre les mains d'un nombre toujours plus réduit de possédants, à l'un des pôles, et la croissance numérique du prolétariat à l'autre; la préparation des conditions matérielles et politiques du régime socialiste.

4—La thèse du **Manifeste** sur la tendance du capitalisme à abaisser le niveau de vie des ouvriers, et même à les paupériser, a subi un feu violent. Les prêtres, les professeurs, les ministres, les journalistes, les théoriciens sociaux-démocrates et les chefs syndicaux s'élevèrent contre la théorie de la "paupérisation" progressive. Ils découvrirent invariablement le bien-être croissant des travailleurs, en faisant passer l'aristocratie ouvrière pour le prolétariat, ou en prenant une tendance temporaire pour la tendance générale. Entretemps l'évolution même du capitalisme le plus puissant, celui de l'Amérique du Nord, a transformé des millions d'ouvriers en pauvres, entretenus aux frais de la charité étatique, municipale ou privée.

5—Par opposition au **Manifeste,** qui décrivait les crises commercialo-industrielles comme une série de catastrophes croissantes, les révisionnistes affirmaient que le développement national et international des trusts garantit le contrôle du marché et mène graduellement à la domination des crises. Il est vrai que la fin du siècle passé et le début du siècle présent se distinguaient par un développement tellement impétueux que les crises ne semblaient être que des accalmies "accidentelles". Mais cette époque est irrémédiablement révolue. En dernière analyse, la vérité se trouve aussi, dans cette question, du côté du **Manifeste.**

6—"Le gouvernement moderne n'est qu'une délégation qui gère les affaires communes de toute la classe bourgeoise". Dans cette formule concentrée, qui paraissait aux chefs sociaux-démocrates un paradoxe journalistique, est en réalité contenue la seule théorie scientifique de l'Etat. La démocratie créée par la bourgeoisie n'est pas une coquille vide qu'on peut, ainsi que le pensaient à la fois Bernstein et Kautsky, remplir paisiblement du contenu de classe désiré. La démocratie bourgeoise ne peut servir que la bourgeoisie. Le gouvernement de "Front Populaire" dirigé par Blum ou Chautemps, Caballero ou Négrin, n'est "qu'une délégation qui gère les affaires communes de toute la classe bourgeoise". Quand cette délégation se tire mal d'affaire, la bourgeoisie la chasse d'un coup de pied.

7—"Toute lutte de classe est une lutte politique". "L'organisation des prolétaires en classe, et par suite en parti politique... A la compréhension de ces lois historiques, les syndicalistes d'un côté, les anarcho-syndicalistes de l'autre, se sont longtemps dérobés — et essaient encore de se dérober aujourd'hui. Le syndicalisme "pur" reçoit aujourd'hui un coup écrasant dans son refuge principal: les Etats-Unis. L'anarcho-syndicalisme a subi une défaite irréparable dans sa dernière citadelle: l'Espagne. Dans cette question également le **Manifeste** a eu raison.

8—Le prolétariat ne peut conquérir le pouvoir dans le cadre des lois édictées par la bourgeoisie. "Les communistes... proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social traditionnel". Le réformisme a essayé d'expliquer cette thèse du **Manifeste** l'immaturité du mouvement d'alors, et par l'insuffisance du développement de la démocratie. Le sort des "démocraties" italienne, allemande, et d'une longue série d'autres, démontre que si quelque chose n'était pas mûr, c'étaient les idées réformistes elles-mêmes.

9—Pour opérer la transformation socialiste de la société, il faut que la classe ouvrière concentre dans ses mains le pouvoir capable de briser tous les obstacles politiques sur la voie de l'ordre nouveau. Le "prolétariat organisé en classe dominante", c'est la dictature. En même temps c'est la seule véritable démocratie prolétarienne. Son envergure et sa profondeur dépendent des conditions historiques concrètes. Plus est grand le nombre des Etats qui s'engagent dans la voie de la révolution socialiste, plus les formes de la dictature seront libres et souples et plus la démocratie ouvrière sera large et profonde.

10—Le développement international du capitalisme implique le caractère international de la révolution prolétarienne. "Son action commune, dans les pays civilisés tout au moins, est une des premières conditions de son émancipation". Le développement ultérieur du capitalisme a si étroitement lié les unes aux autres toutes les parties de notre planète, "civilisées" et "non civilisées", que le problème de la révolution socialiste a pris complètement et définitivement un caractère mondial. La bureaucratie soviétique a essayé de liquider le **Manifeste** dans cette question fondamentale. La dégénérescence bonapartiste de l'Etat soviétique fut l'illustration meurtrière du mensonge de la théorie du socialisme dans un seul pays.

11—"Une fois que, dans le cours du développement, les différences de classe ont disparu et que toute la production est concentrée aux mains des individus associés, le pouvoir public perd son caractère politique." Autrement dit l'Etat dépérit. Reste la société libérée de sa camisole de force. C'est cela le socialisme. Le théorème inverse: la croissance monstrueuse de la contrainte étatique en U.R.S.S., démontre que la société s'éloigne du socialisme.

12—"Les ouvriers n'ont pas de patrie." Cette phrase du **Manifeste** a souvent été jugée par les philistins comme une boutade bonne pour l'agitation. En réalité, elle donnait au prolétariat la seule directive raisonnée sur le problème de la "patrie" capitaliste. La suppression de cette directive par la 2ème Internationale entraîna non seulement la destruction, durant quatre ans, de l'Europe, mais encore la stagnation actuelle de la culture mondiale. Devant la nouvelle guerre qui approche, dont la 3e Internationale a frayé le chemin, le **Manifeste** reste encore aujourd'hui le conseiller le plus sûr dans la question de la "patrie" capitaliste.

* * *

Nous voyons ainsi que le petit ouvrage des deux jeunes auteurs continue à fournir des indications irremplaçables dans les questions fondamentales et les plus brûlantes de la lutte libératrice. Quel autre livre pourrait se mesurer même de loin avec le **Manifeste Communiste** ? Cependant, cela ne signifie nullement qu'après 90 années de développement sans exemple des forces productives et de grandioses luttes sociales, le **Manifeste** n'ait pas besoin de rectifications et de compléments. La pensée révolutionnaire n'a rien de commun avec l'idolâtrie. Les programmes et les pronostics se vérifient et se corrigent à la lumière de l'expérience, qui est pour la pensée humaine l'instance suprême. Des corrections et des compléments, ainsi qu'en témoigne l'expérience historique même, ne peuvent être appliqués avec succès qu'en partant de la méthode qui se trouve à la base du **Manifeste.** Nous essayerons de le démontrer en nous servant des exemples les plus importants.

1—Marx enseignait qu'aucun ordre social ne quitte

la scène avant d'avoir épuisé ses possibilités créatrices. Le **Manifeste** flétrit le capitalisme parce qu'il entrave le développement des forces productives. Cependant, à son époque, de même que pendant les décades suivantes, cette entrave n'avait qu'un caractère relatif; si dans la seconde moitié du XIXe siècle, l'économie avait pu être organisée sur les fondements socialistes, le rythme de sa croissance aurait été incomparablement plus rapide. Cette thèse, théoriquement incontestable, ne change rien au fait que les forces productives continuaient à croître à l'échelle mondiale sans interruption jusqu'à la guerre mondiale. C'est seulement dans les 20 dernières années que, malgré les conquêtes les plus modernes de la science et de la technique, s'est ouverte l'époque de la stagnation directe et même de la décadence de l'économie mondiale. L'humanité commence à vivre sur le capital accumulé, et la prochaine guerre menace de détruire pour longtemps les bases mêmes de la civilisation. Les auteurs du **Manifeste** escomptaient que le capital se briserait longtemps avant de se transformer d'un régime réactionnaire relatif en un régime réactionnaire absolu. Cette transformation ne s'est précisée qu'aux yeux de la génération actuelle, et a fait de notre époque celle des guerres, des révolutions et du fascisme.

2—L'erreur de Marx-Engels quant aux délais historiques découlait d'une part de la sous-estimation des possibilités ultérieures inhérentes au capitalisme, et d'autre part de la sur-estimation de la maturité révolutionnaire du prolétariat. La révolution de 1848 ne se transforma pas en une révolution socialiste, comme le **Manifeste** l'avait escompté, mais ouvrit par la suite à l'Allemagne la possibilité d'un épanouissement formidable. La Commune de Paris démontra que le prolétariat ne peut arracher le pouvoir à la bourgeoisie sans avoir à sa tête un parti révolutionnaire éprouvé. Or la longue période d'essor capitaliste qui suivit entraîna, non l'éducation d'une avant-garde révolutionnaire, mais, au contraire, la dégénérescence bourgeoise de la bureaucratie ouvrière qui devint, à son tour, le frein principal de la révolution prolétarienne. Cette "dialectique", les auteurs du **Manifeste** ne pouvaient pas la prévoir eux-mêmes.

3—Le capitalisme, c'est pour le **Manifeste** le règne de la libre concurrence. Parlant de la concentration croissante du capital, le **Manifeste** n'en tire pas encore la conclusion nécessaire au sujet du monopole, qui est devenu la forme dominante du capital de notre époque, et la prémisse la plus importante de l'économie socialiste. C'est seulement plus tard que Marx constata, dans son Capital, la tendance vers la transformation de la concurrence libre en monopole. La caractéristique scientifique du capitalisme de monopole a été donnée par Lénine dans son **Impérialisme.**

4—Se référant surtout à l'exemple de la "révolution industrielle" anglaise, les auteurs du **Manifeste** se représentaient d'une façon trop rectiligne le processus de liquidation des classes intermédiaires, comme une prolétarisation totale de l'artisanat, du petit commerce et de la paysannerie. En réalité les forces élémentaires de la concurrence n'ont de loin pas achevé cette oeuvre à la fois progressive et barbare. Le capital ruina la petite bourgeoisie beaucoup plus vite qu'il ne la prolétarisait. En outre, la politique consciente de l'Etat bourgeois vise depuis longtemps à conserver artificiellement les couches petites-bourgeoises. La croissance de la technique et la rationalisation de la grande production, tout en engendrant un chômage organique, freinent la prolétarisation de la petite bourgeoisie par le bout opposé. En même temps le développement du capitalisme a extraordinairement accru l'armée des techniciens, des administrateurs, des employés de commerce, en un mot de ce qu'on appelle la "nouvelle classe moyenne". Le résultat en est que les classes moyennes, dont le **Manifeste** prévoit la disparition de façon si catégorique, forment, même dans un pays aussi hautement industrialisé que l'Allemagne, à peu près la moitié de la population. Cependant la conservation artificielle des couches petites bourgeoises depuis longtemps périmées n'atténue en rien les contradictions sociales; au contraire elle les rend particulièrement morbides. S'ajoutant à l'armée permanente des chômeurs, elle est l'expression la plus malfaisante de la putréfaction du capitalisme

5—Le **Manifeste**, conçu pour une époque révolutionnaire, contient (à la fin du 2e chapitre) 10 revendications qui répondent à la période d'immédiate transition du capitalisme au socialisme. Dans la préface de 1872, Marx et Engels indiquèrent que ces revendications étaient partiellement vieillies, et en tout cas n'avaient plus qu'une signification secondaire; ils l'interprétèrent dans le sens que les mots d'ordre révolutionnaires transitoires cédaient définitivement la place au "Programme minimum" de la social-démocratie qui, lui, comme on sait, ne sortait pas des bornes de la démocratie bourgeoise.

En réalité, les auteurs du **Manifeste** ont indiqué d'une façon tout à fait précise la correction principale à apporter à leur programme transitoire, à savoir : "Il ne suffit pas que la classe ouvrière s'empare de la machine de l'Etat pour la faire servir à ses propres fins". Autrement dit, la correction visait le fétichisme de la démocratie bourgeoise. A l'Etat capitaliste, Marx opposa plus tard l'Etat du type de la Commune. Ce "type" a pris par suite la forme beaucoup plus précise des soviets. Aujourd'hui, il ne peut y avoir de programme révolutionnaire sans Soviets et sans contrôle ouvrier. Quant à tout le reste, aux dix revendications du **Manifeste** qui, à l'époque de la paisible activité parlementaire, apparaissaient comme "archaïques", elles ont revêtu à présent toute leur importance. Par contre, ce qui est vieilli sans espoir, c'est le "programme minimum" social-démocrate.

6—Pour justifier l'espoir que la "révolution bourgeoise allemande... ne peut être que le prélude de la révolution prolétarienne", le **Manifeste** invoque les conditions générales beaucoup plus avancées de la civilisation européenne, par rapport à l'Angleterre au XVIIe siècle et à la France au XVIIIe siècle, et le développement bien supérieur du prolétariat. L'erreur

de ce pronostic ne consiste pas uniquement dans le délai. Quelques mois plus tard, la révolution de 1848 montra précisément qu'en présence d'une évolution plus avancée, aucune des classes bourgeoises n'est capable de mener la révolution jusqu'au bout: la grande et moyenne bourgeoisie est trop liée aux propriétaires fonciers et trop soudée par la peur des masses, la petite bourgeoisie est trop dispersée et trop dépendante, par l'intermédiaire de ses dirigeants, de la grande bourgeoisie. Comme l'évolution ultérieure en Europe et en Asie l'a démontré, la révolution bourgeoise, prise isolément, ne peut plus du tout se réaliser. La purification de la société des défroques féodales n'est possible que si le prolétariat, libéré de l'influence des partis bourgeois, est capable de se mettre à la tête de la paysannerie et d'établir sa dictature révolutionnaire. Par là même, la révolution bourgeoise se noue avec la première étape de la révolution socialiste pour s'y dissoudre ensuite. La révolution nationale devient ainsi un chaînon de la révolution internationale. La transformation des fondements économiques et de tous les rapports de la société prend un caractère permanent.

Pour les partis révolutionnaires des pays arriérés de l'Asie, de l'Amérique latine et de l'Afrique, la compréhension claire du rapport organique entre la révolution démocratique et la dictature du prolétariat, et par conséquent avec la révolution socialiste internationale, est une question de vie ou de mort.

7—En montrant comment le capitalisme entraîne dans son tourbillon les pays arriérés et barbares, le **Manifeste** ne dit encore rien sur la lutte des peuples coloniaux et semi-coloniaux pour leur indépendance. Dans la mesure où Marx et Engels pensaient que la révolution socialiste, "dans les pays civilisés tout au moins", était l'affaire des années prochaines, la question des colonies était à leurs yeux résolue, non comme résultat d'un mouvement autonome des peuples opprimés, mais comme le résultat de la victoire du prolétariat dans les métropoles du capitalisme. C'est pourquoi les questions de la stratégie révolutionnaire dans les pays coloniaux et semi-coloniaux ne sont même pas effleurés dans le **Manifeste.** Mais ces questions exigent des solutions particulières. Ainsi, par exemple, il est bien évident que si la "patrie nationale" est devenue le pire frein historique dans les pays capitalistes développés, elle reste encore un facteur relativement progressif dans les pays arriérés qui sont obligés de lutter pour leur existence nationale indépendante. "Les communistes, déclare le **Manifeste,** appuient dans tous les pays tout mouvement révolutionnaire contre l'ordre social et politique existant". Le mouvement des races de couleur contre les oppresseurs impérialistes est l'un des mouvements les plus puissants et les plus importants contre l'ordre social existant, et c'est pourquoi il lui faut le soutien complet, indiscuté et sans réticence, du prolétariat de race blanche. Le mérite d'avoir développé la stratégie révolutionnaire des peuples opprimés revient surtout à Lénine.

8—La partie la plus vieille du **Manifeste** — non pas quant à la méthode mais quant à l'objet — est la critique de la littérature "socialiste" de la première moitié du XIXe siècle (Ch. 3) et la définition de la position des communistes vis-à-vis les différents partis d'opposition (Ch. 4). Les tendances et partis énumérés dans le **Manifeste** furent balayés si radicalement par la révolution de 1848 ou par la contre-révolution qui suivit, que l'histoire ne les mentionne même plus. Cependant, dans cette partie aussi, le **Manifeste** nous est aujourd'hui plus proche qu'à la génération précédente. A l'époque de prospérité de la 2e Internationale, lorsque le marxisme semblait régner sans contexte, les idées du socialisme d'avant Marx pouvaient être considérés comme définitivement révolues. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. La décadence de la social-démocratie et de l'I.C. engendre à chaque pas des récidives idéologiques monstrueuses. La pensée sénile retombe pour ainsi dire dans l'enfance. A la recherche des formules de sauvetage, les prophètes de l'époque de déclin redécouvrent les doctrines depuis longtemps enterrées par le socialisme scientifique. En ce qui concerne la question des partis d'opposition, les décades y ont apporté les plus profonds changements: non seulement les vieux partis ont été remplacés depuis longtemps par des nouveaux, mais encore le caractère même des partis et de leurs rapports mutuels s'est modifié radicalement dans les conditions de l'époque impérialiste. Le **Manifeste** doit donc être complété par les documents des quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste, par la littérature fondamentale du bolchévisme, et les décisions des conférences de la 4e Internationale.

Nous avons rappelé plus haut que, selon Marx, aucun ordre social ne quitte la scène avant d'avoir épuisé les possibilités qui lui sont inhérentes. Cependant, l'ordre social, même périmé, ne cède pas la place sans résistance à un ordre nouveau. La succession des régimes sociaux suppose la plus âpre lutte des classes, c'est-à-dire la révolution. Si le prolétariat, pour une raison ou pour une autre, s'avère incapable de renverser l'ordre bourgeois qui se survit, il ne reste au capital financier, dans la lutte pour maintenir sa domination ébranlée, qu'à transformer la petite bourgeoisie, conduite par lui au désespoir et à la démoralisation, en une armée de pogrome du fascisme. La dégénérescence bourgeoise de la social-démocratie et la dégénérescence fasciste de la petite bourgeoisie sont entrelacés comme cause et effet.

Aujourd'hui, la 3e Internationale accomplit dans tous les pays, avec une licence plus effrénée encore, l'oeuvre de tromperie et de démoralisation des travailleurs. En frappant l'avant-garde du prolétariat espagnol, les mercenaires sans scrupules de Moscou ne fraient pas seulement la voie au fascisme, mais encore réalisent une bonne partie de sa besogne. La longue crise de la révolution internationale, qui se transforme de plus en plus en crise de la culture humaine, se réduit au fond à la crise de la direction révolutionnaire.

Comme héritière de la grande tradition dont le **Manifeste du Parti Communiste** est le chaînon le plus précieux, la 4e Internationale éduque de nouveaux cadres pour résoudre les anciennes tâches. La théorie est la réalité généralisée. Dans une attitude honnête envers la théorie révolutionnaire s'exprime la volonté passionnée de refondre la structure de la réalité sociale. Le fait qu'au sud du continent noir, nos camarades d'idées ont traduit pour la première fois le **Manifeste** dans la langue des Africaans Boers, est une confirmation éclatante du fait que la pensée marxiste n'est vivante aujourd'hui que sous le drapeau de la 4e Internationale. L'avenir lui appartient. Au centenaire du **Manifeste Communiste,** la 4e Internationale sera la force révolutionnaire déterminante sur notre planète.

Coyaacan, le 30 octobre 1937.

LA LUTTE OUVRIERE

15 CENTS

OU VONT LES SYNDICATS ?

La crise du logement

Où vont les syndicats ?

PAR L. PAQUETTE

Que font les syndicats québécois? On peut bien se le demander. Depuis plusieurs années les syndicats ont une grande peine à gagner les hausses qui permettent aux travailleurs de rattraper les bonds de l'inflation. Ils se livrent à de grandes batailles pour garder le même niveau de vie.

Il n'est pas difficile de trouver le pourquoi. De plus en plus les travailleurs de la province font face à un patronat unifié, organisé par le gouvernement sous le nom de sa "politique salariale". Cette politique vise à minimiser les hausses de salaires afin de mettre sur le dos des travailleurs le coût des difficultés de l'économie québécoise. Selon le gouvernement, les travailleurs doivent payer, mais pas les patrons.

La preuve de cette affirmation est amplement démontrée: les hausses de taxes affluent (cette fois-ci elles viennent du municipal, le provincial attendant les prochaines élections avant de nous frapper); les billets d'autobus à Montréal sont les plus chers du continent; les prix continuent leur montée vertigineuse. Québec intervient directement contre les grèves avec la police provinciale et les injonctions. Le gouvernement représente la partie patronale dans les négociations avec les enseignants et avec les ouvriers du bâtiment exigeant que les syndicats réduisent leurs revendications; ils sont même prêts à voler directement les travailleurs, comme ils l'ont fait avec les caisses de retraite des syndicats de l'Hotel de Ville de Montréal. Il impose le blocage des salaires aux dépens des travailleurs de la RAQ, des enseignants; il tente d'imposer ses conditions de travail aux ouvriers de la construction, aux enseignants, etc.

Dans tout cela le gouvernement québécois donne l'exemple aux patrons de l'entreprise privée qui ne tardent pas à emboiter le pas. La même tactique se poursuit au niveau fédéral. On a vu le résultat récemment quand les débardeurs québécois ont dû accepter une très mauvaise convention qui ne leur donne aucune part de bénéfices, bénéfices énormes qui vont être réalisés par le "containerization" et par la réduction de la main d'oeuvre du port résultant de cette révolution technologique.

Le problème principal qui empêche les travailleurs de contrer victorieusement cette attaque anti-syndicale est le manque de compréhension de leurs dirigeants. Ils ne comprennent pas que l'intervention gouvernementale fait de leurs luttes des luttes revêtant nécessairement un caractère politique.

Comment expliquer que les enseignants cherchent une nouvelle convention depuis 23 mois? Ils veulent démontrer au public que c'est le gouvernement qui empêche l'entente et ils l'ont effectivement fait. Mais après 22 mois, la sympathie du public et le militantisme des enseignants ne peuvent qu'aller en se dissipant. Les syndicats ont raté plusieurs bonnes occasions de déclencher la lutte parce qu'ils couraient après une nouvelle escroquerie gouvernementale, et parce qu'ils craignent un nouveau "Bill 25". Mais voilà qu'ils arrivent enfin au bout des négociations, affaiblis, sans avoir rien gagné, obligés d'employer soit la grève, soit la démission massive.

La CSN n'a pas manqué de livrer des batailles militantes et dures (grèves de la RAQ, des transports de Montréal, le bâtiment, etc.). Mais encore une fois, le caractère politique de ces grèves semble avoir surpris les dirigeants de la centrale qui ont été pris au dépourvu par l'attaque du gouvernement. Comme stratégie générale, la CSN laisse ses syndicats affronter le gouvernement, chacun à tour de rôle. Le gouvernement, par contre, organise et mobilise toutes ses forces pour défaire ces syndicats isolés; ensuite, il applique la mauvaise convention contre d'autres catégories de travailleurs. La CSN devrait expliquer dès le début des luttes leur caractère politique, le rôle du gouvernement comme briseur de grève, etc. Si la CSN expliquait sérieusement aux travailleurs l'enjeu de la grève, que ce groupe de travailleurs se bat pour tous les travailleurs et tous les défavorisés, elle serait en position de déclencher des actions populaires à l'appui de la grève, allant même jusqu'à une grève générale d'une durée déterminée.

La FTQ, pour sa part, se désolidarise souvent en plein coeur d'une grève de la CSN. Rappelons la grève de la CTM ou celle du bâtiment. Le moins qu'on puisse dire, c'est que la direction de la FTQ ne voit pas l'unité des intérêts des travailleurs québécois ni la nécessité d'une solidarité agissante contre le patronat. Une autre manifestation de cet esprit étroit est qu'un certain nombre de personnes au sein de la FTQ s'affichent de plus en plus contre l'affiliation de la centrale au NPD et contre une intervention politique indépendante dans la politique provinciale. Cette tendance a sérieusement gagné du terrain cette année au sein de la direction de la FTQ.

La CSN et la CEQ refusent nettement l'engagement politique, parlant de "l'action politique non-partisane." La CSN parle même d'un "deuxième front". Mais tout ce verbiage arrive à une seule conclusion: ne pas combattre les partis bourgeois qui sont au pouvoir.

Les directions des trois centrales ne comprennent pas la force énorme qui réside dans le mouvement ouvrier organisé, et ne comprennent pas le caractère nécessairement politique des luttes syndicales. Il devient de moins en moins possible au Québec de gagner des revendications économiques en restant strictement sur le plan du syndicalisme traditionnel. A l'organisation politique du pa-



QUEBEC, LE 14 MAI — 20,000 ENSEIGNANTS PROTESTENT DEVANT L'ASSEMBLEE NATIONALE

tronat, le gouvernement, il faut opposer l'organisation politique des travailleurs, le parti ouvrier.

Ceci est devenu une question d'urgence pour les travailleurs québécois. Il faut agir avant que le gouvernement puisse imposer une autre défaite au mouvement ouvrier. Les dirigeants syndicaux, s'ils veulent réellement représenter les intérêts des travailleurs, convoqueront une conférence syndicale d'urgence pour discuter et décider l'établissement d'un parti ouvrier québécois. Cette conférence devrait doter ce parti des moyens de lutte efficace -- l'argent, le personnel, et surtout un programme susceptible de rallier de larges couches de la société autour du parti, contre le gouvernement capitaliste. Dans la situation actuelle au Québec, un tel parti grandirait très rapidement.

C'est une situation urgente pour tous les travailleurs de la province.

Nationalisez la Vickers !

Le 21 mai, la Canadian Vickers a annoncé que ses 1,500 employés perdront à jamais leurs emplois. La compagnie s'est décidée de fermer son chantier de construction navale, peut-être de le démolir. La Canadian Vickers construit des bateaux depuis 1911.

L'an passé le chantier employait 1,500 travailleurs. Petit à petit, la Vickers les congédiait: il n'y en a que 500 maintenant et 400 d'entre eux seront congédiés au mois de septembre au plus tard. La plupart de ces travailleurs y ont travaillé depuis des décennies, et très peu d'entre eux vont pouvoir se trouver un emploi ailleurs. Ils sont trop spécialisés, trop âgés. Ils grossiront les rangs des chômeurs, leurs familles, la liste des assistés sociaux.

Les gouvernements disent qu'ils ne peuvent pas faire grand chose -- ils parlent seulement de "recycler" les congédiés. Mais ces hommes ont déjà leurs métiers, à 40 ou 50 ans, ils n'ont pas grand espoir à se trouver un nouvel emploi. Parler même de "recycler" les travailleurs veut dire accepter la fermeture du chantier. Est-ce ainsi que nos gouvernements combattent le chômage?

Quel travailleur peut être certain que son patron ne foutra pas le camp bientôt si la Vickers peut fermer ses portes après 58 ans? On peut se trouver dans la rue demain, malgré son métier. Car comme le dit la Vickers, c'est le montant de profit qui compte, et pas le sort des employés. Ce sont quelques centaines de personnes qui contrôlent ce pays -- ceux qui possèdent les grandes compagnies. Devant leurs pouvoirs de décision, les gouvernements paraissent impuissants, réduits à des palliatifs. Voilà le vrai visage du capitalisme canadien.

Le Conseil Central des Syndicats Nationaux de Montréal demande à l'unanimité la nationalisation de la Vickers. C'est le seul moyen de conserver les emplois, et de maintenir une industrie forte essentielle au développement du Canada. Les capitalistes vont sans doute riposter à la demande de nationalisation en parlant du "vol" de la propriété privée. Mais l'histoire de la Vickers, c'est une histoire du vol du trésor public, c'est-à-dire des travailleurs. Etablie à la veille de la première guerre mondiale, la compagnie obtenait vite des contrats pour les bateaux de guerre et de transport pendant et après les deux guerres. Elle gonflait très rapidement ainsi que ses bénéfices. En 1945-46 le gouvernement fédéral s'est débarassé de sa grande flotte marchande (construite aux frais des contribuables) à des prix incroyablement bas. Les acquéreurs des navires ont réalisé des profits énormes. Depuis, le gouvernement subventionne largement la construction des navires commerciaux, payant jusqu'à 40% du coût. En plus, les contrats pour les bateaux gouvernementaux (de "défense") continuaient à affluer à la compagnie. Selon Michel Chartrand de la CSN, souvent "les gars poinçonnent pour le bateau fédéral, mais travaillent au bateau de l'entreprise privée. La compagnie vole ainsi le contribuable de connivence avec Ottawa". Le Ministre fédéral du Travail, M. Mackasay se dit "étonné" que la compagnie ferme ses portes après avoir reçu des dons de millions de dollars du gouvernement. Et le comble de tout, c'est que même le terrain de la Vickers n'appartient pas à la compagnie mais au gouvernement fédéral.

Face a l'arrogance de la Vickers, qui refuse de

revenir sur sa décision, qui dit a propos des 1,500 employés condamnés au chômage que "Ce n'est pas le problème de l'employeur puisque celui-ci paie des taxes comme tous les citoyens afin que les gouvernements puissent s'en occuper, " y-a-t-il une alternative à sa nationalisation (sans compensa-

Les enseignants

Les écoles seront-elles ouvertes cet automne? Il est possible qu'au mois de septembre la majorité des enseignants aura démissionné , et que les autres seront en grève. Selon les syndicats des enseignants, certains professeurs ont déjà décidé de quitter la province; les syndicats font appel aux professeurs des autres pays de ne pas venir enseigner au Québec aussi longtemps que l'entente avec les professeurs québécois n'est pas signée.

Depuis 22 mois le gouvernement québécois refuse de négocier sérieusement avec les 70,000 enseignants. Il demande toujours à ces derniers d'accepter son offre originale, bien que les syndicats aient sensiblement réduit leurs exigences. Les syndicats ont essayé tous les autres moyens de pression: une campagne de publicité très dispendieuse qui a démontré qu'ils luttaient pour l'amélioration de l'enseignement aux enfants; du "lobbying" pour convaincre les députés de leur cause; une grève tournante (arrêtée par une injonction); une marche sur Québec aboutissant à une grève d'une journée et à une manifestation de masse devant l'Assemblée nationale. Mais le gouvernement ne bouge pas d'un pouce.

Les enseignants sont prêts à accepter l'échelle de salaires proposée par le gouvernement. Mais ils exigent que la classification des enseignants soit basée sur la qualité de l'enseignement non pas sur l'expérience et le niveau de scolarité de l'enseignant. Ils s'élèvent contre les propositions gouvernementales à propos de la charge des enseignants, constatant que ces propositions augmenteraient la charge de la plupart des enseignants et entrainerait nécessairement une réduction dans la qualité de l'enseignement. Finalement, ils exigent la "cogestion", c'est-à-dire le droit de décider à titre égal aux commissions scolaires, les textes, les méthodes et les accessoires à employer.

Le gouvernement, par contre, refuse toutes ces revendications et cite la nécessité de boucler son budget. Mais Raymond Laliberté, président de la CEQ ripostait en nommant plusieurs cas de gaspillage et de patronage qui ont coûté des millions. La vérité est que le gouvernement a décidé de faire payer aux enseignants le prix d'un régime d'austérité au Québec, tout en continuant des subventions et des privilèges accordés aux monopoles. Et en limitant les salaires des enseignants, le gouvernement limite indirectement les salaires des centaines de milliers d'employés.

Le 14 mai, 20,000 enseignants ont manifesté devant l'Assemblée nationale. L'ampleur de la manifestation dépassait les prévisions les plus optimistes et témoigne du sérieux et de la combativité des syndiqués. C'était une riposte puissante aux attaques gouvernementales. Un des moments les plus dramatique était la fusion de la grande colonne d'enseignants francophones avec les quelques 2,500 enseignants anglophones venus les joindre. A la fin de cette marche Raymond Laliberté a demandé aux enseignants de démissionner en masse. Il a répondu au Ministre Marcel Masse (qui avait dit que le gouvernement empêcherait toute grève des enseignants) qu'il ne recommandera pas encore une fois aux enseignants de rentrer au travail à cause d'une législation anti-grève. Finalement, Louis Laberge et Marcel Pépin sont venus féliciter les enseignants et leur assurer la solidarité de leurs centrales.

Ce sera une bataille que le gouvernement ne gagnera pas très facilement.

Le congrès du NPD

Le congrès du Nouveau Parti Démocratique du Québec a eu lieu à Montréal du 16 au 19 mai. Les cent délégués ont décidé de permettre au parti de contester les élections au niveau provincial, municipal et scolaire. C'est une décision prônée depuis longtemps par des socialistes dans le parti afin de permettre au NPD d'intervenir dans les problèmes-clés des Québécois. Mais la décision vient très tard dans la vie du parti. Au congrès on a pu constaté l'ampleur du déclin du parti: il n'existe que très peu de clubs actifs, il n'y a que 500 membres (en 1967, il y en avait 1,500), le parti est lourdement endetté. Les militants sont démoralisés.

Ce déclin est dû à plusieurs facteurs: le manque d'action provinciale, l'hostilité du parti envers le nationalisme québécois et son appui au fédéralisme canadien, et son manque de sensibilité aux luttes extraparlementaires (manifestations, grèves, etc.). Sa perspective étroitement éléctoraliste a été fracassée par la victoire de Trudeau aux élections fédérales: le parti n'a pu gagner un seul siège.

Mais il faut surtout voir le déclin du NPD-Québec dans le cadre de la crise des syndicats face à l'action politique. Le parti reste dépendant des syndicats québécois. L'aide faible des syndicats au parti n'a pas augmenté depuis quelques années; au sein de la FTQ, qui appuie le NPD depuis sa création, des gens mettent en question l'affiliation politique de la centrale. Cette tendance réactionnaire, qui se manifeste dans les trois centrales ouvrières a affaibli sérieusement le NPD-Québec.

Le congrès a ainsi été marqué par un esprit pessimiste. Il n'y aura pas de préparation sérieuse pour les prochaines élections provinciales, qui auront lieu, semble-t-il, en automne. Le parti ne décidera de son programme, de ses activités et du choix de son nouveau chef que d'ici 18 mois. Les congressistes ont laissé au nouvel exécutif la décision de présenter des candidats si les élections

VOIR PAGE 7

SUITE DE LA PAGE 4

sont déclenchées avant le prochain congrès.

Les membres de la Ligue Socialiste Ouvrière délégués au congrès ont pressé le parti de se préparer pour les élections provinciales imminentes, selon eux, le parti devrait convoquer les membres des centrales syndicales à une conférence d'urgence pour discuter de la crise d'action politique syndicale, et pour décider des mesures à prendre en vue d'une participation active et pleine aux élections provinciales. Mais les autres délégués étaient trop pessimistes et n'ont pas accepté cette proposition.

Les discussions programmatiques ont été largement sans intérêt. On a élu un nouvel exécutif, dirigé par Roland Morin réélu président sans opposition.

La crise du logement

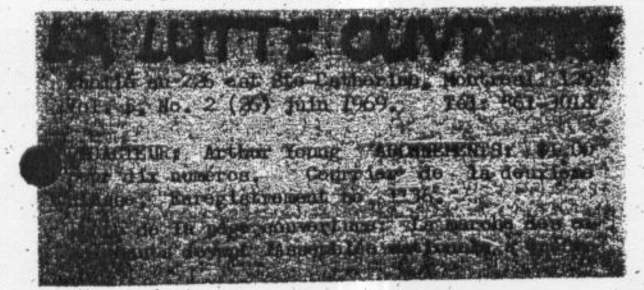
PAR MICHEL MILL

Selon un rapport spécial préparé par l'Association des locataires de Montréal, plus de 80% des logements dans la ville de Montréal sont inhabitables ou ont besoin de réparations majeures. Entretemps, on a la réouverture de Terre des Hommes et les Expos, tous les deux fortement subventionnés par la ville de Montréal pour nous distraire. En dernière analyse le régime municipal de Drapeau-Saulnier nous donne des jeux tout en oubliant le pain.

Il y a une crise du logement au Québec; cette affirmation ne surprendra personne car c'est une platitude dont les gouvernements fédéral, provincial et municipal sont bien conscients. Le fédéral vient de dépenser une fortune pour mener une enquête sur une situation déjà trop bien connue. Et tout en mettant de côté le contenu réactionnaire du rapport (on en parlera plus tard), le Ministre des transports, M. Hellyer, chargé de l'enquête s'est cru obligé de démissionner face à l'immobilisme du gouvernement Trudeau. Ici au Québec nous avons notre nouvelle Société d'Habitation mais le ministre provincial des affaires municipales M. Lussier a annoncé que cette société a besoin de deux années d'enquêtes et de recherches avant d'établir une politique quelconque. Au municipal, on a la 'taxe volontaire' pour payer nos divertissements, plus une augmentation du prix des billets d'autobus et finalement juste avant la ler mai une augmentation de la taxe foncière donnant une belle excuse aux propriétaires pour hausser les loyers trois ou quatre fois plus que la hausse des taxes. Et les logis subventionnés à prix modique? Moins de huit cents au total et seulement une centaine de plus prévus pour cette année. Devrait-on croire qu'on est gouverné par des incompétents ou des sadiques sociaux?

Le rapport Hellyer dans ses recommandations nous révèle les véritables raisons de l'immobilisme gouvernemental. Il recommande le prolongement des hypothèques, l'abolition de la taxe sur les matériaux de construction et en dernière analyse un taux de profit plus élevé pour les contracteurs de construction.

La Lutte Ouvrière a toujours dit que nos gouvernants sont des vendus au service des spécula-


LA LUTTE OUVRIÈRE
[illegible] au 226 est Ste-Catherine, Montréal 129
Vol. [illegible] No. 2 (36) juin 1969. Tél: 861-[illegible]
[illegible]: Arthur Young ABONNEMENTS: [illegible]
[illegible] dix numéros. Courrier de la deuxième
[illegible] Enregistrement no 1236
[illegible]



PROBLÈME URBAIN

teurs et des capitalistes mais le fait qu'un autre ler mai s'est passé sans aucune petite réforme de la crise du logement en est la preuve la plus éclatante.

Tous les trois niveaux gouvernementaux s'opposent plus ou moins ouvertement à une campagne massive de construction des logements publics à prix modique, seule solution rationnelle à la crise. Il n'y a pas de pénurie de logements; en fait il y a trop de 'bachelors' et d'appartements de luxe mais la vaste majorité de la population, les travailleurs, ne peuvent pas se payer de tels logements. Il ne s'agit pas non plus de la création de ghettos pour les 'pauvres'; les urbanistes et architectes ont déjà fait des plans pour une rénovation totale des centre-villes. Mais ces plans ne tiennent pas compte du profit et ne sont donc pas acceptables pour les gouvernements actuels. Dans une société aussi riche en ressources naturelles, en industrie et en main-d'oeuvre (en chômage), il n'y a pas de raison pour l'existence d'une crise de logement.

Mais si Drapeau et Saulnier ne sont pas prêts à faire quelque chose, que faire nous-mêmes. Lors de la dernière élection municipale ils sont entrés au conseil municipal sans la moindre opposition. Il ne faut pas que cette situation se reproduise encore une fois. Seule une administration municipale responsable devant les travailleurs peut mettre en application un tel programme de construction, d'élimination de la spéculation par la nationalisation du sol, et de la création d'une ville nouvelle. Il faut que les syndicats, les comités de citoyens, les associations de locataires, les mouvements socialistes, tous ceux qui parlent au nom des travailleurs se mettent ensemble en créant un parti ouvrier pour dire à Drapeau et Saulnier que la fumisterie de l'Expo ne marche plus. Un tel parti ouvrier pourrait facilement gagner le pouvoir municipal et commencer à régler la crise du logement.

"McGILL FRANÇAIS"

PAR WALTER BLUMENTHAL

C'est avec un déploiement massif jamais vu jusqu'à date que le mouvement pour l'unilinguisme français au Québec, a pris la rue le 28 mars pour exiger que l'université McGill devienne un établissement francophone en 1972.

La marche était organisée sur l'initiative des étudiants des CEGEPs, la fraction la plus militante du mouvement étudiant. Les étudiants des CEGEPs, suite à la crise de l'éducation au Québec, mettent en avant l'argument que l'un des moyens de résorber cette crise est de placer McGill au service de la majorité francophone du Québec. Se joignit à eux la Ligue pour l'Intégration Scolaire — mouvement qui a gagné la première victoire contre l'anglicisation à Saint-Léonard et qui a montré qu'il était maintenant capable de porter la lutte pour les droits à l'éducation en français à tous les niveaux de l'enseignement au Québec.

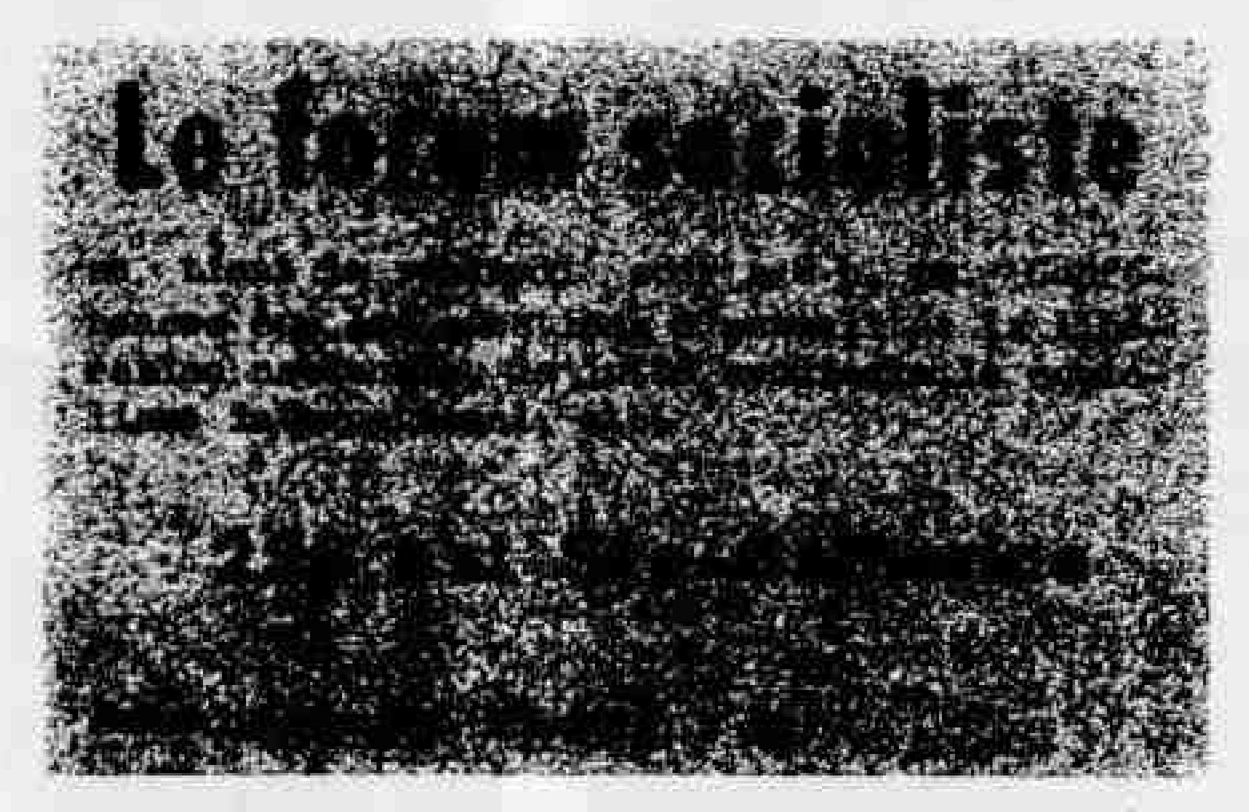
Un appui significatif vint de la part du mouvement ouvrier de Montréal; aucun ne vint des milieux politiques bourgeois et petits-bourgeois, même de ceux qui se proclament les représentants des intérets des Québécois. Tandis que le Conseil Central de la CSN de Montréal faisait campagne active en faveur de McGill français appelant même tous ses membres à se joindre à la manifestation, la société Saint-Jean-Baptiste s'y opposait et le Parti Québécois de René Lévesque maintenait totalement sa position: opposition à la lutte pour l'unilinguisme français, en déclarant que la manifestation allait contre "l'orientation politique, le principe d'une action démocratique et le programme officiel" du PQ.

Et si on a trouvé une opposition dans les leaderships petits-bourgeois de la SSJB et du PQ, il fallait s'attendre à ce que les puissants intérêts capitalistes siegeant sur le Conseil Administratif de McGill fassent tout ce qui serait en leur pouvoir pour empêcher et discréditer la marche. C'est dans cet esprit que fut lancée une campagne de haine rarement égalée —campagne dont le but devenait évident à mesure que se rapprochait la nuit de la manifestation... créer une atmosphère d'état policier dans laquelle ne devait avoir lieu aucune protestation pacifique. Leur réaction allait en s'accentuant à mesure que l'on savait que l'un des catalyseurs de la tempête se trouvait à McGill même en la personne de Stanley Gray, professeur à McGill et l'un des principaux organisateurs de la marche. En même temps qu'étaient mobilisées les forces de la police fédérale, provinciale et municipale, on entendait dire que le Premier Ministre Bertrand avait interrogé le gouvernement fédéral sur la disponibilité de l'armée canadienne!

Il n'y avait rien à dire ou à faire de plus pour créer une atmosphère de guerre civile à Montréal. En fin de compte, l'armée était sur pieds cette nuit-là, mais seulement en "réserve". En face d'une telle provocation, il est difficile de prévoir quelle direction la marche aurait pu prendre. Ce qui arriva en fait, c'est que Stanley Gray et Raymond Lemieux conduisirent environ 10,000 étudiants et jeunes travailleurs qui sifflaient, chantaient, criaient et scandaient des slogans aux portes de McGill, lançant un défi à la mobilisation policière. Bien que la marche elle-même se soit terminée dans la confusion, une telle mobilisation dans de telles conditions doit attester remarquablement de la popularité de la demande pour l'unilinguisme français au Québec, la capacité du mouvement pour l'unilinguisme de mobiliser les Québécois contre l'oppression nationale. C'était en fait la première manifestation de masse organisée par la LIS et cela signifiait une escalade dans la lutte pour un système d'éducation unilingue français au Québec.

Cette nuit, devant le campus de McGill, illuminé comme un champ de bataille, on ne pouvait s'empêcher de comparer ses locaux opulents à la collection de vieux collèges classiques qui l'année prochaine seront amalgamés sous le nom d'"Université du Québec". Et quand on pense qu'il y a actuellement un nombre égal d'universités anglaises et françaises au Québec — bien que la population soit à 83% francophone — que la minorité anglophone de 17% fournit 42% des étudiants universitaires du Québec et reçoit 30% des octrois gouvernementaux bien que McGill soit la plus riche université du Canada; et que 26% des étudiants de McGill viennent de l'extérieur du Québec —alors on comprend pourquoi l'opération "McGill français" fut si populaire.

On comprend encore mieux pourquoi quand l'administration de l'Université déclare que McGill doit



rester anglophone "si nous voulons rester une grande université mondiale": les corporations que représentent ces hommes emploient en effet les facilités de recherche à McGill pour aider à l'exploitation des ressources et du peuple québécois— en anglais. Bien sûr c'est là leur point de vue sur le rôle d'"une grande université mondiale".

L'Opération McGill fut un succès, mais non sans les critiques de certains mouvements de gauche qui font montre d'une incompréhension totale de la dynamique de la question linguistique au Québec. La gauche anglophone fut divisée sur la question. Le NPD s'opposa à la marche, tout comme le Parti Communiste et les Maoistes (Les Ouvriers et Intellectuels Patriotes du Québec). Ces derniers ont qualifié les unilinguistes de "complices de l'impérialisme." de "réactionnaires"..."détournant la lutte réelle sous le slogan "raciste" de "McGill Français."

Un tract distribué à la marche par la Ligue Socialiste Ouvrière et la Ligue des Jeunes Socialistes répondit avec force à ces calomnies, déclarant: "Que ceci soit clair: le mouvement pour l'autodétermination est l'une des bases de toute lutte des peuples opprimés. Aujourd'hui, l'autodétermination des Québécois signifie le droit de déterminer la langue de l'instruction à l'intérieur des frontières de la nation, le droit de parler français sur le lieu de travail, le droit de s'opposer à l'assimilation forcée. Ceci est un droit démocratique élémentaire".

Et la lutte pour ce droit, illustrée par l'"Opération McGill" montre des signes d'intensification et d'avancement dans les mois à venir.



DES MILLIERS DE FLICS DEFENDENT LE TERRITOIRE INTERDIT CONTRE LES 10,000 MANIFESTANTS QUI EXIGENT "McGILL FRANCAIS"

Alain Krivine, 27 ans, simple soldat

Candidat révolutionnaire à

PAR RICHARD WOOD

PARIS, le 25 mai -- Sur les sept candidats aux présentes élections présidentielles en France, l'un se détache nettement de tous les autres: Alain Krivine, présenté par la Ligue Communiste, section française de la Quatrième Internationale — Krivine qui à 27 ans était l'un des leaders du soulèvement révolutionnaire du mois de mai 1968 et sa campagne explique à des millions les leçons de mai et le programme du socialisme révolutionnaire.

Alain Krivine était l'un des leaders de la JCR (Jeunesse communiste révolutionnaire); il fut arrêté en juillet dernier et accusé de reconstituer la JCR. Cependant le gouvernement ne l'a jamais traduit en cour mais l'a relâché sur parole et l'a envoyé à l'Armée où il est simple soldat; c'est la premier fois dans l'histoire de France qu'un simple bidasse se présente à la présidence.

Aujourd'hui j'ai pu parler avec Alain Krivine et d'autres leaders de la Ligue Communiste -- Charles Michaloux, Hubert Krivine, Daniel Bensaid et Henri Weber -- au cours d'une pause dans la trépidante campagne que mènent membres et leaders de la Ligue. 80 meetings majeurs ont été prévus à travers le pays pour Krivine et les autres leaders de la Ligue durant le laps de temps très court de la campagne. Beaucoup d'autres meetings plus petits sont tenus par les sections locales de la Ligue au cours de la campagne. Le candidat révolutionnaire a droit à 1 heure et 40 minutes sur les chaines d'Etat de radio et un temps égal à la télévision; il fait beaucoup d'autres apparitions à la télévision et à la radio. Des sympathisants ont donné à la Ligue 2 avions pour le transport des orateurs à tous les meetings et manifestations (il y en a trop pour que Krivine lui-même puisse y être à tous). Le journal Rouge qui reflète les idées de la Ligue Communiste est passé d'une publication bi-mensuelle à une publication hebdomadaire et le tirage est passé de 30,000 à 50,000 exemplaires.

Les meetings déjà tenus ont eu un très grand succès. Le 28 mai par exemple à Paris plus de 15,000 personnes sont venues entendre Krivine et les autres leaders de la Ligue. On a tenu des meetings à Renault et d'autres usines. Dans certaines villes de province la participation aux assemblées de la Ligue a été plus forte qu'aux meetings du Parti Communiste Francais. A Rouen et Montpellier, respectivement 1,200 et 1,300 personnes etaient aux meetings de la Ligue.

Les membres de la Ligue et des comités "Rouge" qui sont des groupes élargis appuyant la Ligue se sont mobilisés d'une facon formidable pour la campagne. Pour être sur un bulletin de vote il fallait récolter 100 signatures de notables élus et



la Ligue a organisé 240 brigades pour ratisser le pays et trouver des notables voulant aider à faire mettre sur le scrutin un candidat révolutionnaire. 230 signatures furent obtenues en une semaine.

Pour la campagne de Krivine, des milliers d'affiches, 30 millions de tracts, sont fournis et affichés dans toutes les villes par le gouvernement. En outre, la LC affiche et distribue son propre matériel par l'entremise des militants des Comités "Rouge". Dans certaines villes, d'après le nombre des affiches qu'on voit, on dirait que Krivine est le candidat principal de la campagne.

La campagne de Krivine a trouvé une réponse généralement favorable parmi les étudiants, y compris parmi les groupes qui sont en désaccord politique avec la Ligue. Une minorité de 'spontanéistes' cependant critiquent la Ligue pour la présentation d'un candidat parce qu'ils pensent que cela sert à promouvoir des illusions sur le système électoral bourgeois.

"Nous n'avons pas créé des illusions sur le système électoral bourgeois car malheureusement la vaste majorité des français les ont encore" fait observer Krivine. "Mais puisque ces illusions existent en fait, la masse des gens considèrent les élections avec sérieux. S'abstenir d'y participer voudrait dire que nous permettons aux réformistes, qui, eux, renforcent vraiment les illusions sur les élections et le capitalisme, de rester sans rivaux. Nous participons aux élections et tirons avantage

à la présidence française

des droits démocratiques qui font partie du système électoral (ces droits eux-mêmes ont été arrachés par le peuple dans les luttes du passé contre les forces dirigeantes) pour dévoiler la mascarade de ces élections. Une de nos affiches dont des centaines de milliers d'exemplaires ont été collées à travers toute la France déclare: 'Contre la farce électorale, pour l'essor de la lutte des classes.'"

On demande souvent aux partisans de Krivine quel genre de socialisme ils prônent exactement.

"Ni le 'socialisme' de Wilson ni celui de Husak" expliquent-ils. "Le véritable socialisme n'a rien à voir avec une réforme du capitalisme pour le faire mieux fonctionner. C'est ce que prônent les sociaux-démocrates. Il est impossible de faire ce que veut Rocard (candidat social-démocrate de gauche à la présidence) c'est-à-dire transformer les organes de l'Etat capitaliste, comme le parlement capitaliste, en organes du pouvoir ouvrier. Nous ne sommes pas non plus en faveur du système bureaucratique que l'on trouve dans les Etats ouvriers déformés comme l'URSS. Nous exigeons la nationalisation de la grande industrie, des banques et des grands commerces; nous exigeons que l'économie fonctionne selon une planification rationnelle déterminée démocratiquement par les organes du pouvoir ouvrier. Ici nous démontrons comment les comités de grève et les comités d'action surgis pendant Mai peuvent devenir les embryons d'une nouvelle forme du pouvoir d'Etat, basé sur les conseils ouvriers démocratiquement élus. Ces conseils locaux ou d'usine éliraient des conseils supérieurs, et ainsi de suite jusqu'au conseil central qui serait l'organe suprême du pouvoir étatique dans l'Etat ouvrier. Nous favorisons aussi, en plus de cette structure démocratique, d'autres mesures pour combattre la bureaucratisation, telles que: le droit à la révocation immédiate de tout fonctionnaire, le plafonnement des salaires des fonctionnaires au niveau du salaire d'un travailleur qualifié, etc. Un tel état ouvrier démocratique serait un état transitoire vers une société réellement socialiste, où les classes sociales et l'Etat lui-même disparaîtraient graduellement."

En plus d'expliquer ces questions, la Ligue Communiste utilise la campagne pour expliquer pourquoi le peuple français doit se solidariser avec les luttes des Vietnamiens contre l'agression impérialiste américaine (le candidat du Parti Communiste se borne à appuyer les négociations de Paris.) Krivine est le seul candidat qui appuie la lutte de libération palestinienne. Il explique également l'opposition de la Ligue Communiste à l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie, et son appui aux dissidents communistes comme Kuron et Modzelewski en Pologne, qui luttent pour la démocratie ouvrière dans leur pays.

"Bien que, malgré notre importance, nous ne soyons qu'un seul des groupes de Mai parmi tant, nous seuls avons su consolider dans une organisation l'expérience de Mai, en replaçant ces leçons dans le contexte des riches leçons théoriques d'autres luttes qui font partie du programme marxiste et, dans ce sens, nous sommes les continuateurs légitimes de Mai."

Et comme résultat de la campagne, en plus d'avoir atteint des millions de travailleurs avec le programme socialiste révolutionnaire de la Ligue Communiste, nous avons obtenu le développement rapide des Comités "Rouge". Des Comités "Rouge" surgissent dans des villes où il n'y a pas de membres de la Ligue. En souriant, Krivine souligne: "Je suis le seul candidat à pouvoir affirmer d'avance que j'ai gagné les élections, que j'ai atteint mon objectif."

Congrès mondial de la IVième Internationale

Le 9e Congrès mondial de la IVe Internationale (parti mondial de la révolution socialiste, établi par Léon Trotsky en 1938) s'est déroulé à Vienne en Autriche pendant la semaine de Pâques. Une centaine de représentants venus de toutes les parties du monde y ont assisté. Plusieurs représentants canadiens ont participé aux discussions, dont Arthur Young, rédacteur de ce journal et Ross Dowson, secrétaire exécutif de la Ligue Socialiste Ouvrière League for Socialist Action.

Les délégués à ce congrès ont constaté un tournant dans la situation mondiale, ouvrant d'énormes possibilités pour les forces socialistes mondiales. La montée révolutionnaire de mai '68 en France n'en est qu'un premier signe. Le congrès a accepté avec enthousiasme la demande d'affiliation de la Ligue Communiste de France.

Les délégués ont discuté la nouvelle montée de la révolution mondiale et ses implications précises pour les socialistes. Entre autres questions, le congrès a tranché sur la révolution culturelle en Chine, la situation en Amérique Latine, et la radicalisation de la jeunesse du monde entier.

Les résolutions adoptées au congrès, ainsi que les rapports donnés seront publiés dans le prochain numéro de la revue Quatrième Internationale. Cette revue est en vente à la Librairie d'avant-garde.

Notre rédacteur en France au

Congrès de la Ligue Communiste

PAR ARTHUR YOUNG

Depuis Mai '68, la gauche révolutionnaire française analyse les leçons de cet événement historique. Car la montée révolutionnaire avait effectivement posé la question de la prise du pouvoir en France et avait démontré que l'obstacle sur le chemin n'était pas seulement le gaullisme et son Etat fort, mais aussi le Parti Communiste Français réformiste et son emprise sur la classe ouvrière. Les "groupuscules" tels que la Jeunesse Communiste Révolutionnaire, étaient incapables de briser cette emprise et de mener la classe ouvrière à la victoire.

A la mi-juin, le président Charles de Gaulle déclenchait sa répression, arrêtant les militants révolutionnaires et interdisant 13 groupements révolutionnaires et leurs publications. Mais les militants de la JCR n'ont pas plié à la répression; bien qu'obligés de se soumettre à la dissolution de leur organisation, ils ont riposté en sortant un nouveau journal, Rouge qui exprime les idées que la JCR avait avancées avant et pendant Mai. Rouge regroupe autour de lui non seulement un certain nombre d'ex-membres de la JCR, mais un grand nombre de nouveaux militants éveillés par la montée révolutionnaire de Mai. Même les rédacteurs ont été surpris par le succès retentissant qu'a eu le journal — il paraît tous les quinze jours, avec un tirage de 30,000 exemplaires à chaque numéro.

J'ai assisté au congrès national des diffuseurs de Rouge pendant les vacances de Pâques. Ce congrès amena l'action socialiste de ces militants à un stade supérieur, car le congrès décida à l'unanimité de créer une organisation de combat révolutionnaire, la Ligue Communiste. Rouge ne sera plus seulement un journal d'opinions, mais exprimera désormais les vues de la Ligue Communiste et aussi comment la LC propose leurs implantations.

Le congrès m'impressionna sous plusieurs angles. Les discussions étaient préparées par des mois de discussions au sein des cercles de base des diffuseurs, et par une trentaine de bulletins dans lesquels tous les membres pouvaient exprimer leur opinion sur les questions débattues. En quelques jours le congrès décida l'orientation principale de la L.C. en France et dans le monde, et le système d'organisation interne du nouveau groupe. Une série d'ateliers discuta les problèmes pratiques. Le congrès se déroula dans l'ombre de la répression gaulliste — plusieurs des dirigeants de l'organisation avaient été emprisonnés en mai par de Gaulle, et les diffuseurs du journal Rouge sont soumis à un harcèlement continuel. Mais les mesures de sécurité ont bien marché et le congrès s'est déroulé sans incident.

La Ligue Communiste décida à ce congrès d'adhérer à la Quatrième Internationale (trotskyste). C'est une preuve du développement des militants de mai, qui reconnaissent ainsi l'importance fondamentale d'une internationale socialiste, capable d'analyser la situation mondiale et de coordonner les luttes afin de répondre à l'impérialisme. C'est aussi un hommage à la Quatrième Internationale, que ces militants qui ont ébranlé la France en Mai décident de poursuivre leur action révolutionnaire dans son sein.

Le débat sur l'adhésion de la Ligue Communiste à la Quatrième Internationale marqua le point culminant de toute la discussion de l'orientation de cette nouvelle organisation. Une opposition à l'adhésion s'est exprimée avec vigueur, mais les délégués ont décidé par une majorité de 80% d'y adhérer. Dans son rapport pour la majorité, le camarade Volodar soulignait que l'affiliation internationale était une question urgente pourla Ligue. Il est inconcevable, a-t-il dit, de situer notre activité seulement sur le plan français: sans stratégie internationale, élaborée avec d'autres partageant un programme commun, la L.C. tomberait tôt ou tard victime à un point de vue national étriqué. Or, les positions politiques de la Quatrième Internationale sont en général celles de la L.C., positions qui avaient fait leurs preuves au mois de mai. La IVe Internationale a développé une réponse aux questions - clés de la situation mondiale, telles que les révolutions vietnamienne et cubaine; la lutte pour la démocratie socialiste en Russie, en Chine, etc; les événements en Tchécoslovaquie; la stratégie pour la prise du pouvoir dans les pays capitalistes comme la France et les Etats-Unis. Tout internationaliste sérieux ne peut pas se contenter d'une solidarité vague et abstraite avec ceux qui se battent, mais doit se donner une organisation internationale conforme à son orientation internationale précise.

Dans un autre rapport majeur au congrès, la direction de "Rouge", décrivit la nouvelle situation politique en France depuis Mai. Dans la plus grande grève générale de l'histoire, les travailleurs francais ont démontré qu'ils étaient écoeurés par dix ans de gaullisme et voulaient mettre au pouvoir un gouvernement des travailleurs et des cultivateurs. Mais pour renverser le régime, il fallait plus qu'une grève générale et une volonté populaire — il fallait une direction capable d'organiser les masses et les mener au pouvoir. Parce que cette direction manquait en '68, les travailleurs furent forcés de retourner au travail, le gaullisme restait toujours en place. Des militants syndicalistes étaient licenciés. Mais ceci ne veut pas dire que les masses se sentent défaites après mai; pour terminer la grève, le régime gaulliste avait dû donner des hausses de salaires considérables. Parce que sous le régime gaulliste les salaires ont été effectivememt bloqués depuis dix ans, les travailleurs considèrent ces gains comme des acquis importants du mouvement de mai. Mais maintenant la hausse du coût de la vie risque d'annuler ces acquis, démontrant que même pour sauvegarder les acquis, il est nécessai-

re de relancer la lutte. La classe ouvrière reste combative.

Parmi une couche importante de la classe ouvrière, on commence à voir plus loin: aussi longtemps que le patronat garde le pouvoir politique les acquis salariaux seront en danger. De plus, la perspective de la révolution socialiste n'est pas une perspective à long terme, mais une question d'actualité. Mai '68 avait porté la France au seuil de la révolution socialiste, mais le Parti Communiste Français est intervenu pour empêcher que ce seuil soit franchi. Alors, certains dans l'avant-garde ouvrière commencent à voir le vrai visage du PCF, qu'ils avaient appuyé jusqu'à mai, se demandant pourquoi il avait joué ce rôle, et regardent les "groupuscules" avec un certain intérêt. Le PCF continua après mai sa politique droitière.

C'est pourquoi le congrès de la Ligue Communiste avait décidé d'opérer un tournant de leur mouvement. Si la JCR était presque exclusivement une organisation d'étudiants, travaillant essentiellement dans le milieu étudiant, la L.C. se voit comme le noyau du parti révolutionnaire de masse de l'avenir. Ceci veut dire que la Ligue commence à s'implanter dans la classe ouvrière et commence à organiser la nouvelle avant-gardedes travailleurs. Elle se transforme complètement. Elle parle très concrètement des problèmes et des préoccupations politiques de ces travailleurs, elle essaie de les organiser dans des actions contre le patronat, et de les aider à combattre la bureaucratie syndicale contrôlée par le PCF. Un des éléments clés dans le programme de la Ligue est le thème du contrôle ouvrier. Dans certaines usines les militants de la Ligue ont été élus à la direction du local de leur syndicat, à cause de leur militantisme et de leurs politiques.

La JCR avait toujours compris l'importance fondamentale de la classe ouvrière, mais était incapable de faire un travail concret dans ce sens pour deux raisons. D'une part, à cause de sa faiblesse numérique, d'autre part à cause de la passivité de la classe pendant une période. Mais la situation est complètement changée, et la Ligue Communiste, forte de quelques 1,500 membres (dont environ 400 travailleurs) peut maintenant entreprendre ce travail essentiel.

Les délégués discutaient les principes d'organisation qui découlaient de cette orientation voyant dans la L.C. le noyau du futur parti révolutionnaire de masse. La Ligue n'est pas un club de discussion, mais une organisation d'action. Elle doit avoir un centralisme qui lui permet d'agir rapidement et efficacement; toutes ses activités doivent être planifiées et contrôlées par l'organisation; tout membre doit militer régulièrement, doit être d'accord avec le programme du groupe, et doit accepter sa discipline. Mais dans son sein la Ligue reste démocratique.

Le congrès a élu un Comité Central de 45 membres, et un Bureau Politique comprenant une dizaine de personnes. Avec ce congrès, la gauche révolutionnaire française a marqué un progrès historique. On est sur la voie de réaliser le parti révolutionnaire, faute de quoi la révolution française avait échoué aux mois de mai-juin 1968. Les actions de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire d'alors, ont retenti autour du monde. Mais les actions de la Ligue Communiste auront un impact encore plus profond, car la L.C., section française de la Quatrième Internationale, entend briser l'emprise du PCF, réformiste, sur la classe ouvrière et entend bien mener cette classe au pouvoir!





AFFICHE D'ALAIN KRIVINE. LE 1 ER JUIN PLUS QU'UN FRANCAIS SUR CENT A APPUYE LE CANDIDAT REVOLUTIONNAIRE. KRIVINE A RECU 237,000 VOIX.

Opposition croissante à la guerre•

PAR ALAIN BEINER

"Le mouvement qui a forcé la président Johnson à démissionner vient d'avertir Nixon que sa lune de miel arrive à sa fin". C'est dans ces mots que la télévision américaine a qualifié les manifestations massives anti-guerres du 5 & 6 avril. Des marches se sont deroulées dans plusieres villes-clefs de l'Amérique du Nord. Aux E.U. ces marches se sont distinguées du fait qu'elles étaient menées par des G.I.s opposés à la guerre. L'étendue des actions et le nombre de soldats qui y ont participé indiquent une nouvelle vague d'activités contre l'agression américaine au Vietnam.

Les mots d'ordre de la Journée Internationale étaient clairement mis de l'avant: 'Retrait immédiat des troupes U.S.', 'Le Vietnam aux vietnamiens', et 'Fin à la complicité canadienne et québécoise'. En exigeant 'Le Vietnam aux vietnamiens' nous exigeons un Vietnam libre de choisir son propre systeme et gouvernement sans l'intervention de l'impérialisme sous aucune forme (Nations Unies, force de paix, commission internationale de contrôle (ICC), etc.). En exigeant une fin à la complicité canadienne et québécoise, nous nous opposons au gouvernement du Canada et à ses valets à Québec. Nous nous opposons à l'appui matériel et politique que donnent ces deux gouvernements à l'agression américaine. Ces slogans expriment simplement, dans le contexte québécois ou canadien, les conditions nécessaires pour une fin du massacre au Vietnam.

Quelque 15,000 personnes à travers le Canada ont chaleureusement accueilli un message (voir communiqué ci-haut) du Front National de Libération aux manifestants, déclarant leur solidarité avec les marches et avec les mots d'ordre. La réception enthousiaste du message indique une compréhension de l'importance du rôle que ces manifestations jouent. Seul ces manifestations ensemble avec la lutte armée de l'héroique peuple vietnamien peuvent déterminer le résultat de la guerre; on n'entretient pas d'illusions sur les négociations de Paris.

Plus de 100,000 personnes ont marché dans les rues de New York et 37,000 personnes à Chicago. La première manifestation anti-guerre à Atlanta, dans le sud des E.U., a attiré quelque 3000 personnes. Plus de 15,000 ont participé dans la marche à San Francisco, et 4000 à Los Angeles. Le Canada, le 6 avril, a vu 3000 personnes manifester à Vancouver, 10,000 personnes à Toronto, 700 à Edmonton, 500 à Ottawa, 200 à Hamilton et 100 à Régina.

A Montréal 350 personnes ont marché du Parc Mont-Royal au Carré Dominion, en chantant 'Nixon assassin - libérez le Vietnam', 'Nixon assassin, Trudeau complice' et d'autres slogans anti-guerres et nationalistes. De nombreuses bannières attaquaient l'OTAN et affirmaient 'Les U.S.A. négocient à Paris, massacrent au Vietnam'. La manifestation était bien organisée et s'est déroulée dans un esprit militant malgré l'harcèlement de la police qui empêchait les manifestants de prendre la rue → bien que le défilé fut trop large pour le trottoir. Au Carré Dominion on a entendu des discours de Jacques Larue-Langlois (du comité Vallières-Gagnon), Walter Blumenthal (organisateur de la Ligue des Jeunes Socialistes), Roger Julien, professeur (membre de la Voix du Québec sur le Vietnam), et de Christiane Didier (présidente du Comité de Mobilisation pour le 6 avril) qui a lu les salutations du F.N.L. La manifestation ici a été organisée par un Comité de Mobilisation qui avait obtenu l'appui de treize organisations québecoises. Ces organisations etaient: Conseil Central de Montréal (C.S.N.), UGEQ, Voix du Québec sur le Vietnam, comité Vallières-Gagnon, le Front de Libération Populaire, la Ligue Socialiste Ouvrière, le Cinéma Verdi, le Comité pour la liberté et contre la Répression en France, la Ligue des Jeunes Sosialistes, le Mouvement de Libération du Taxi, l'Union Générale des Etudiants du Secondaire, et la Ligue des Femmes. (Le Parti Communiste du Québec avait participé au début, mais à la veille de la manifestation s'est retiré entièrement.)

Message du FNL

A la veille des manifestations contre la guerre, un représentant du Front National de Libération du Sud-Vietnam félicita les organisateurs des manifestations et exprima sa satisfaction avec les mots d'ordre de la mobilisation.

Le message fut envoyé par Huynh Van Ba, chargé d'affaires du FNL à la Havane. Il remarqua "nous apprécions favorablement le fait que l'opinion publique mondiale, et tout particulièrement que l'opinion publique nord-américaine, ait décrété la journée du 6 avril 1969, Journée internationale de mobilisation contre l'agression américaine au Sud-Vietnam."

Huynh Van Ba termina le message ainsi: "Nous sommes particulièrement satisfaits de constater que vos mots d'ordre sont aussi les nôtres:

RETRAIT TOTAL ET INCONDITIONNEL DES TROUPES AMERICAINES!

LE VIETNAM AUX VIETNAMIENS !

Le mouvement international contre la guerre du Vietnam joue un rôle double. D'une part il aide la lutte des révolutionnaires vietnamiens - un rôle souvent souligné par les Vietnamiens eux-mêmes. D'autre part il contribue à élever le ni-

SORTIE DU NOUVEAU JOURNAL SOCIALISTE





Bientôt *La Lutte Ouvrière* aura six ans. Pour fêter cet anniversaire, nous prenons le pas le plus important depuis la création du journal, nous lançons avec ce numéro le "nouveau" journal *La Lutte Ouvrière*. Nouveau parce que désormais il sera mensuel dans un format de journal, avec un plus grand tirage que jamais. Nouveau surtout parce que ces changements nous permettront de mieux servir notre but -- promouvoir la lutte des travailleurs pour un Québec libre socialiste.

Peut-être connaissez-vous l'"ancien" *La Lutte*. Il a bien servi, et nous en sommes très fiers. Au début, en 1964, c'était un bulletin de discussion dans la gauche. Depuis, il a constamment agumenté son tirage, sa périodicité, et il a amélioré sa présentation plusieurs fois. L'année passée, on a commencé de l'imprimer, mais toujours nous avons senti que nous avions besoin d'un journal mensuel, plutôt que la revue qu'était *La Lutte*, sortant à tous les deux mois. Heureusement, ce progrès important mais très limité n'était qu'un point d'arrêt temporaire sur le chemin vers le nouveau journal mensuel, *La Lutte Ouvrière*. Le voici!

Ce n'est pas un hasard si nous arrivons à ce grand pas en avant pour la cause ouvrière au Québec en 1969. Partout au monde on voit la montée des forces révolutionnaires, particulièrement ces dernières années. D'un coin du monde à l'autre ceux qui se battent pour une société de paix et de prospérité avancent rapidement. Ce phénomène retrouve des échos au Canada et plus particulièrement au Québec, avec la naissance d'un mouvement étudiant nouveau, avec le mouvement nationaliste capable de mobiliser des milliers de personnes dans la rue, et avec un mouvement ouvrier militant attaqué de plus en plus directement par le gouvernement. *La Lutte Ouvrière* ne pouvait plus continuer comme il était; de plus grandes tâches s'imposaient. Alors nous avons demandé à nos lecteurs de faire un effort extraordinaire. Ils ont répondu rapidement, avec près de $1,000, ce qui nous permet de lancer le nouveau journal.

La Lutte Ouvrière, comme l'indique son nom, est un journal de la classe ouvrière, parlant de ses problèmes et de la voie pour avancer. Il défend les travailleurs dans leurs combats contre les patrons, il explique les raisons pour lesquelles il faut un militantisme syndical, qui ne peut s'accomplir qu'en établissant dans les syndicats la plus grande démocratie possible. Mais nous voyons plus loin: pour nous la lutte ouvrière est la force fondamentale capable de changer le Québec, de créer la société socialiste. C'est pour cette raison que son combat est essentiel à la libération de toute la nation québécoise et à la victoire du pouvoir étu-

(suite à la page 3)

(suite de la page 1)

diant. Il est de plus en plus clair que le gouvernement actuel à Québec ne représente que les patrons; son offensive anti-ouvrière bat actuellement son plein. Il faut le remplacer par un gouvernement des travailleurs et cultivateurs, et pour ce faire, il faut *créer un parti ouvrier* au Québec. Un tel parti, basé sur les syndicats pourrait rapidement parvenir à convaincre la vaste majorité des Québécois de l'appuyer. Nous considérons que la création de ce parti ouvrier est la tâche immédiate la plus importante du mouvement ouvrier au Québec. Cette question est centrale non seulement dans le mouvement ouvrier, mais à tous ceux qui cherchent à sortir la nation de sa crise actuelle: elle sera centrale dans le travail du journal.

Nous allons promouvoir la participation des travailleurs dans le mouvement nationaliste, expliquer le lien qu'il y a entre l'exploitation des travailleurs et la sur-exploitation de toute la nation. En même temps, nous démontrerons que seul la prise de pouvoir par la classe ouvrière et ses alliés permettra une vraie liberté nationale. Nous sommes également partisans du "pouvoir étudiant", et nous apporterons à nos lecteurs les renseignements et les analyses des militants du mouvement étudiant.

Parce que la lutte des travailleurs est internationale, notre journal a toujours publié les informations sur le mouvement socialiste international. *La Lutte Ouvrière* est le seul journal au Québec qui à la fois appuie la lutte héroïque des Vietnamiens et appelle à la création d'un mouvement puissant contre cette guerre impérialiste.

Nos liens étroits avec les combattants révolutionnaires autour du monde organisé dans la Quatrième Internationale nous permet d'apporter à nos lecteurs la meilleure appréciation possible des événements internationaux. Ceci est particulièrement applicable sur le plan pan-canadien. Nous maintenons une liaison particulière avec le journal bimensuel révolutionnaire du Canada-anglais, le *Workers' Vanguard*. Souvent *La Lutte* reproduira ses articles.

Finalement, la Lutte fera contribuer les enseignements du mouvement socialiste international à la lutte québécoise, dans la forme des articles exposant la théorie marxiste, l'expliquant, et en reproduisant des textes importants.

Un grand boulot? Même si nous avions un quotidien? Oui, mais il ne nous effraie pas. Tout simplement, nous entreprenons le travail que nous pensons nécessaire. Nous réussirons sûrement si vous nous donnez un coup de main. Ce journal doit devenir votre journal, le journal de votre lutte. Nous dépendons de vous pour des articles, lettres, et suggestions. Nous aurons besoin bientôt d'une autre transfusion monétaire. Mais surtout nous vous demandons de faire circuler le "nouveau" journal, de le lire et de le faire lire à vos amis et copains de travail, de vous y abonner et de vendre des abonnements à d'autres.

Avec votre aide, nous relèverons le défi!

POUR UN PARTI OUVRIER DE MASSE

LA LUTTE OUVRIERE

Septembre 1969 #27  27-L. 10 cents

UNE ATTAQUE GRAVE CONTRE NOS LIBERTES

par la rédaction

Les mesures annoncées par le Ministre de la Justice du Québec Rémi Paul le 22 août pour aider à "la chasse aux terroristes" constitue une menace grave contre les droits démocratiques de tous les citoyens du Québec.

Paul a annoncé un programme en 10 points. En même temps il a révélé que "des agitateurs entraînés à Cuba sont "à l'oeuvre au Québec" amalgamant ainsi les terroristes avec les gens sympathiques à la révolution cubaine. ou qui ont visité Cuba. Le gouvernement demande aux média de supprimer la nouvelle ou de diminuer l'impact des attentats terroristes; il aura la coopération du fédéral dans "une étude plus poussée des dossiers des immigrants". Plus de 60 corps policiers, y compris la Gendarmerie Royale, vont créer des unités spéciales pour filer et fouiller les gens "soupçonnés d'actes terroristes" et pour surveiller et fouiller "les endroits habituellement fréquentés par ce genre de personnes". Et finalement le gouvernement pense à une loi-cadre qui permettrait aux municipalités de limiter le droit de manifestation.

Le gouvernement donne ainsi carte blanche à la police de fouiller et filer les gens qu'elle "suspecte" de quelque chose. La police peut faire une descente où elle veut, si elle pense y trouver quelque chose d'intéressant. Et pour nous indiquer comment elle va se servir de ces pouvoirs accrus, Rémi Paul n'a pas hésité de s'excuser d'avance auprès des "citoyens honnêtes" qui pourraient se voir limiter leur liberté d'action.

Dans le passé chaque "chasse aux terroristes" a été employée par la police pour faire des descentes dans les locaux des socialistes et indépendantistes. En 1966 elle

(suite à la page 3)

...Etat policier

(suite de la page 1)

est venue au bureau de notre journal pour "chercher la dynamite"; elle n'en a pas trouvé. mais elle a saisi et gardé pour plusieurs semaines notre liste d'abonnés. Pourtant, pour découvrir notre opposition au terrorisme comme moyen de changer la société, elle n'avait qu'à se procurer d'un exemplaire du journal en vente à de nombreux kiosques en ville! La soirée même de l'annonce de ce nouveau programme "anti-terroriste" quatres agents en civils sont encore venus à nos bureaux, où ils ont découvert ... des gens en train de discuter de la Tchécoslovaquie. Encore une fois cette "chasse" est employée pour tenter d'éliminer l'opposition radicale au gouvernement par l'intimidation et la répression.

Ceci est confirmé par le projet de loi-cadre limitant le droit de manifester. Toute manifestation non-conforme aux normes fixées (par les autorités) serait déclarée illégale. Armées d'une telle loi, est-ce que les autorités auraient permis les manifestations "McGill Français" ou "Opération anti-Congrès"? On en doute quand Rémi Paul annonce dans la même déclaration que le groupe de terroristes servirait en quelque sorte de "promoteur" pour certaines manifestations publiques du genre "Opération Alarme", la St-Jean, la contestation étudiante...

La "chasse" vient peu après que le Rapport sur la Sécurité de l'Etat du gouvernement fédéral eut déclaré "les trotskystes, les communistes et les séparatistes" des ennemis de l'Etat. Ce rapport recommande que des gens sympathiques à ces mouvements soient éliminés de la fonction publique fédérale et des forces armées. Naturellement, le gouvernement d'Ottawa a rapidement promis sa coopération au gouvernement québécois dans son travail de répression.

La Presse commentait le 23 août que "selon la plupart des observateurs politiques (ce programme) constitue un début d'Etat policier...". M. Paul n'a pas nié la possibilité de détentions préventives.

Ce programme est un coup dur contre les droits les plus élémentaires des citoyens. En commençant à frapper les militants nationalistes et socialistes il frappera ensuite le mouvement ouvrier et les syndicats. Seule une réaction massive et énergique peut l'arrêter.

LA LUTTE OUVRIÈRE #27 Sept. 1969

Le combat des enseignants

par Jean Lemire

Est-qu'il y aura une grève des 62,000 enseignants du Québec le mois prochain. ou est-ce que leur tactique de démissions en masse se prouvera assez forte pour gagner? Il y a deux ans ils avaient été forcés de reprendre leur travail sous l'injonction du Bill 25. et c'est encore sous l'ombre de ce bill que le gouvernement refuse de négocier sérieusement les points de litige: classification. paie rétroactive. sécurité d'emploi. et la sécurité sociale.

Au moment de mettre sous presse. les négociations se font à huis clos. En mai dernier. après une manifestation de 10.000 enseignants à la ville de Québec protestant contre la lenteur des négociations. la Corporation des Enseignants du Québec (CEQ) a entamé une campagne de démissions. 16.474 l'ont suivie à la fin de l'année scolaire. Et bien que le patronat. la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec (FCSCQ). dit que plusieurs enseignants ont capitulé et ont signé leurs contrats pour l'année prochaine. il s'agit seulement du cas des écoles primaires dans les régions isolées. et la masse reste solide. Les démissionnaires de 39 des 42 commissions scolaires sont encore en bataille. manifestation remarquable de militantisme et de solidarité.

Raymond Laliberté. président de la CEQ. a réitéré la décision du congrès récent des enseignants: pas d'accord. pas de retour au travail sans que tous les démissionnaires soient réembauchés. L'importance de ce principe et de la demande des enseignants pour un atelier fermé est souligné par le fait que depuis le 10 juillet 30 des 1135 commissions scolaires catholiques ont commencé d'embaucher des enseignants pour remplacer les démissionnaires. Cette action provocatrice des commissions scolaires lance un défi à l'idée fondamentale du syndicalisme professoral. et avec la propagande du gouvernement sur le lourd fardeau que les demandes des enseignants imposeraient aux contribuables, le patronat scolaire provoque une épreuve de force et cherche à jeter le blâme sur eux.

Déjà les 1200 professeurs de 12 CEGEPs, membres affiliés à la CSN ont signé une entente. Rappelons que pendant l'année scolaire dernière de nombreuses menaces et expulsions avaient eu lieu contre les enseignants qui s'étaient solidarisés avec les étudiants contestataires dans les CEGEPs, ou qui avaient critiqué le chaos du système éducationnel. Mme Lalonde du comité syndical de négociation a rejeté carrément l'idée du ministre unioniste Marcel Masse que cette entente permettra un régime normal d'enseignement. Selon elle, cette convention collective "imposée" est inférieure à celles des institutions privées et aboutira à un "gâchis gouvernemental". "Négocier avec le gouvernement sans faire la grève, c'est se faire dicter ses conditions de travail" a-t-elle déclaré.

#27 LA LUTTE OUVRIÈRE sept. 1969



Les travailleurs irlandais défendent leurs maisons contre les attaques policières.

Révolte en Irlande du Nord

Les soulèvements massifs en Irlande du Nord ont fait subir un échec important au gouvernement réactionnaire de ce pays. Pendant plus d'une semaine les travailleurs ont combattu héroiquement contre les attaques de la police et des fanatiques. Ils ont réussi à les empêcher d'entrer dans leurs quartiers. Leur combat a attiré l'attention du monde entier sur leurs conditions de vie scandaleuses, et en obligeant le gouvernement britannique d'envoyer ses troupes pour "ramener l'ordre", ils ont posé à nouveau la question brûlante de l'unification nécessaire de toute l'île.

La défense de leurs quartiers avec les barricades et les coctails molotovs n'est que le plus récent épisode dans la lutte des Irlandais pour changer leur sort misérable. Bernadette Devlin, la nouvelle députée irlandaise, et une dirigeante du mouvement pour les droits civiques, a exprimé la plainte des Irlandais dans son premier discours au parlement britannique: "Il n'y a pas de place pour nous, le cultivateur ordinaire, en Irlande du Nord. Nous n'avons pas de place dans la socitété du propriétaire, car nous sommes les sans-culottes, mais eux, ils possèdent tout".

C'est bien la situation. Les salaires en Irlande du Nord sont les plus bas de la Grande Bretagne. Le logement est le pire en Europe: Seulement 500 maisons ont été construites à Londonderry (ville catholique) depuis 1919! Le chômage atteint sept pour cent de la main d'oeuvre, un chiffre énorme en Grande-Bretagne, et monte jusqu'à 25% dans les régions catholiques. Les Catholiques ont les positions les moins qualifiées et les moins payantes, les pires logements, le plus de chômage. Le système électoral est anti-démocratique: le découpage des comtés est truqué, seuls les propriétaires peuvent voter (ce qui fait que d'énormes

(suite à la page 2)

Les Irlandais ripostent aux attaques policières

(suite de la page 1)

nombres de catholiques pauvres se voient enlever ce droit élémentaire), et les propriétaires possèdent plusieurs votes. Ceci fait que le parti anti-catholique contrôle mêmes des villes à forte majorité catholique!

La division catholique-protestant remonte au dix-septième siècle, quand le capitalisme anglais a introduit les Protestants en Irlande pour coloniser le pays et mieux assurer son règne. En les favorisant contre les Catholiques, en dépossédant les cultivateurs catholiques de leurs terres pour les donner ensuite aux grands propriétaires fonciers protestants les capitalistes ont réussi à renforcer ces divisions et à leur donner un caractère profondément enraciné, approchant du racisme. Les Catholiques sont toujours majoritaires en Irlande, mais au Nord ils ne sont qu'un tiers de la population. La conquête a provoqué une lutte féroce, et depuis le désir de se libérer de l'Angleterre couve dans le coeur des Irlandais. Il y a eu de nombreuses révoltes contre la domination anglaise. En 1916, un soulèvement armé avait proclamé l'Indépendance nationale, mais il fût écrasé dans le sang, et les principaux dirigeants furent fusillés dont James Cannally.

Mais le soulèvement avait obligé l'Angleterre à céder l'indépendance aux Irlandais. Elle l'a fait, mais à sa façon. En 1922 elle a créé une Irlande du Nord tout-à-fait artificielle, divisant la nation irlandaise, et donnant l'indépendance seulement au Sud. Le Nord, où les Protestants étaient majoritaires, est resté sous l'autorité britannique. Ainsi l'Angleterre a provoqué encore davantage de division religieuse entre les Irlandais. Depuis, le parti extrémiste protestant est au pouvoir au Nord, ouvertement discriminatoire contre les Catholiques. Cette discrimination est utile pour rallier les éléments arriérés de la classe ouvrière protestante derrière leur bourgeoisie, pour leur faire oublier leur propre pauvreté. Au sud, dans la République d'Irlande, un gouvernement "nationaleux" bourgeois, bien sectaire et catholique se présente comme le sauveur de la nation en revendiquant sa réunification. Mais il maintient l'exploitation au Sud, ne fait rien pour améliorer le sort de la nation, et emploie à son tour le nationalisme pour cacher sa domination bourgeoise. L'ensemble de la situation sert bien au capitalisme britannique qui ainsi maintient tous les Irlandais dans la pauvreté et la misère, pour mieux en tirer des bénéfices extraordinaires — les salaires très bas permettent un sur-profit aux capitalistes, le chômage réduit les salaires de tous les travailleurs britanniques, etc.

Mais il y a un an, au Nord, est né un mouvement militant pour les droits civiques. Ce mouvement revendique "un homme, un vote", une fin à la discrimination religieuse, un programme de construction massive de maisons. En faisant des manifestations de masse dans la rue, de longues marches de ville en ville, il a éveillé la population du Nord et du Sud. La résistance féroce de la classe possédante et des fanatiques d'Ian Paisley à leurs revendications a provoqué une crise qui a mené aux soulèvements récents. Toutes les tentatives de résoudre la crise au niveau parlementaire ont échoué. Les masses ne dorment plus. L'élection de Bernadette Devlin, une fille de 22 ans et une dirigeante de ce mouvement de masse, démontre comment la situation est changée.

L'explosion de ces dernières semaines a été provoqué par le refus continuel du gouvernement d'accepter les revendications du mouvement pour les droits civiques, par son emploi de la police et des auxiliaires farouchement anti-catholiques contre les communautés catholiques. Ces forces armées ont souvent attaqué les quartiers catholiques en masse et battu les habitants sans merci pour "les punir". Après des provocations, et pour se défendre, les habitants ont édifié des barricades et ont pris le contrôle de leurs propres quartiers. Et quand l'attaque est venue, ils ont tenu tête contre les bâtons, les briques, les tuyaux et le gaz lacrimogène de la police qui attaquait coude à coude avec les anti-catholiques. Toute la communauté travaillait à la défense: des jeunes et des ouvriers aux barricades, des mères et des enfants à la fabrication des coctails molotovs, et même des prêtres au secours des blessés. Ils ont gagné. La police et les fanatiques n'ont pas pu pénétrer leurs quartiers. L'Angleterre a dû envoyer ses troupes pour imposer un calme temporaire.

Mais ce calme est très fragile. On peut attendre très peu de réformes sérieuses de la part du capitalisme anglais, qui profite de cette division haineuse pour maintenir son niveau de profits. La division est son instrument historique pour maintenir sa domination, et il ne peut pas s'en débarrasser sans grande peine.

La présence de troupes britanniques sur le sol irlandais va rallumer la vieille revendication pour une Irlande unie et indépendante. Cette revendication historiquement explosive, prise avec les revendications du mouvement de masse qui s'est héroïquement défendu ces dernières semaines, promet d'élever le combat irlandais à un niveau encore plus haut, et de mener à la réalisation de cette République ouvrière irlandaise pour laquelle James Connolly se battait il y a plus de 50 ans.

LA LUTTE OUVRIÈRE #27 Sept. 1969

LA PRESSE SOCIALISTE ILLÉGALE À QUÉBEC?

Deux partisans du journal *La Lutte Ouvrière*, dont son rédacteur, viennent d'être condamnés pour "distribution illégale" de la publication lors de la manifestation antigouvernementale à Québec le 21 juin. Ils ont dû payer des amendes totalisant $111. Les déclarant coupable sous une loi municipale qui interdit la distribution des imprimés sans l'autorisation du chef de police, le juge a remarqué que ce journal avait un caractère nettement socialiste et révolutionnaire. La police a saisi et garde toujours un nombre considérable d'exemplaires du journal.

Deux autres personnes ont été trouvées non-coupables de la même accusation.

Le journal du Front de Libération Populaire, *La Masse*, avait été saisi sous le prétexte qu'il ne portait pas le nom de son éditeur et de son imprimeur, et une quinzaine de personnes ont passé du temps en prison pour leur possession du journal. La police a également saisi des tracts distribués par un groupement maoiste.

Le Conseil Central de la CSN à Montréal, un des principaux organisateurs de la manifestation à Québec, a exprimé sa solidarité avec ces deux partisans de *La Lutte* en payant leurs amendes.

Attaques à une conférence maoiste

par Manon Léger

Le 9 août dernier, se déroulait à l'U de M, une conférence dite "publique", organisée par les Intellectuels et Ouvriers Patriotes du Québec et deux autres mouvements maoistes, sous le thème "le Castrisme, idéologie libérale bourgeoise".

Lors de cette conférence, quelques membres de la Ligue des Jeunes Socialistes, mouvement de jeunesse qui appuie la révolution cubaine, se virent déniés après certaines menaces, de leur droit à la discussion et finalement expulsés par la violence physique. La veille lorsqu'un membre de la LJS fut interrompu au moment ou il tentait d'exprimer ses idées, on lui dit: "tu ne défendras pas le trotskisme ici." Le lendemain, voyant le rapport de forces favorables, les maoistes en vinrent aux poings et lors de cette attaque, Léon Peillard s'est vu casser les verres qu'il portait, et fut roué de coups.

Par suite de ces mesures d'expulsion, la LJS décida d'intervenir a l'aide d'un tract ayant pour but de stimuler la discussion. Une quinzaine d'entre eux se rendirent donc le soir à l'U de M. Aussitôt arrivés, les maoistes se voyant moins nombreux, et voyant impraticables les mesures adoptées en matinée, décidèrent de clore leur conférence.

Le fait que les maoistes font tout pour empêcher la discussion et se sauvent lorsqu'ils ne sont pas assez nombreux pour appliquer leurs tactiques anti-démocratiques, démontre la faiblesse voire même la faillite de leurs idées. Comme le dit le tract: "N'oublions jamais que la violence au sein de la gauche sert les efforts que déploie la bourgeoisie pour discréditer et diviser le mouvement révolutionnatire. Elle justifie la violence exercée par la police bourgeoise contre toute la gauche".

LA LUTTE OUVRIÈRE #27 Sept. 1969
Rédacteur: ARTHUR YOUNG

LE PARTI QUEBECOIS ET L'UNILINGUISME

par Arthur Young

De plus en plus la langue française se trouve attaquée au Québec. Tous les chiffres démontrent la proportion décroissante de francophones au Québec, et certains indiquent que dans une dizaine d'années l'anglais sera majoritaire à Montréal. Si cela se passerait, il ne serait qu'une question de quelques décennies avant que le français soit mis en minorité à l'échelle de la province.

Devant cette menace, les Québécois réagissent de plus en plus nettement. La défense de la langue est devenue une préoccupation nationale. Et de plus en plus, on revendique un Québec unilingue français, surtout dans le domaine scolaire.

La revendication est correcte et juste. La nation québécoise a le droit historique de se défendre, de maintenir son identité contre les tentatives de la noyer dans la population anglophone. Face à la menace immédiate, victime d'un système politique et économique qui limite les possibilités d'assurer la survivance nationale, on réagit, en demandant l'unilinguisme. Il est hors de doute que si on pourrait appliquer l'unilinguisme pleinement au Québec, le processus d'anglicisation serait arrêté et la survivance de la langue et de la culture francophone serait assurée. Mais la revendication rencontre une opposition féroce de tous les secteurs de la classe possédante.

Les partis bourgeois expriment cette opposition, car ils émettent des voeux pieux que le français devienne la langue principale (ou la langue de travail), mais en pratique ils maintiennent et renforcent le bilinguisme officiel sous le couvert duquel se cache la domination de l'anglais.

René Lévesque et son Parti Québécois ne sont pas non plus des unilinguistes. Le programme officiel du PQ se limite à la promesse de faire du français "la seule langue officielle" et "la langue de travail". Il ne mentionne que quelques mesures concrètes qu'un gouvernement PQ prendrait pour effectuer ce désir. Et sur la question d'actualité, celle des écoles publiques anglophones, le programme est explicite: elles seront toujours là, elles seront subventionnées par l'État. Souvent René Lévesque s'est porté à la défense des droits minoritaires des anglophones, surtout leurs "droits scolaires".

Parler comme le fait Lévesque des droits des anglophones de la province c'est renverser le problème — ce sont les droits de la majorité qui sont actuellement en danger. Il s'agit d'établir le français comme la langue nationale, la langue de la vie économique, politique, administrative, et culturelle. La culture anglaise au Québec, située parmi plus de 200 millions de nord-américains anglophones, ne disparaîtra pas, même dans un Québec unilingue. Une fois que la position prédominante de la langue de la majorité des Québécois sera acquise, il sera possible de porter attention au développement de la culture anglophone. Derriere beaucoup de verbiage dans la défense des "droits" des anglophones se cache une tentative de défendre les droits du capital anglophone, de maintenir ses privilèges et son exploitation. Actuellement les écoles anglaises au Québec sont l'instrument principal dans l'anglicisation croissante des immigrants et des francophones. Ca doit cesser. N'est-ce pas plus juste pour les anglophones, d'être éduqués dès le départ en français, d'être introduits à la réalité québécoise à l'école, pour pouvoir y participer pleinement avec leurs concitoyens francophones? Actuellement c'est le contraire qui se fait, les anglophones et les immigrants étant éduqués de façon isolée de la société dans laquelle ils vivent. Ceci ne sert que ceux qui veulent diviser et régner sur tous les Québécois.

Mais les faits parlent plus que les mots. Quelle a été l'attitude de Lévesque vis-à-vis des principales luttes pour l'unilinguisme récemment, celles de St-Léonard et de "Mc Gill Français"? Lévesque qualifie la victoire historique à l'école Aimé Renaud de St-Léonard de "fausse victoire", d'un échange d'écoles qui ne règle rien". Il s'oppose à la décision de la commission scolaire élue à St-Léonard de créer un système scolaire unilingue. Mais il a réservé le langage le plus rude pour le mouvement qui avait mené ces actions, le Mouvement (plus tard la Ligue) pour l'Intégration Scolaire. Rendu à la ligne de piquetage devant l'école Aimé Renaud, Lévesque a fustigé Raymond Lemieux, président du MIS. Lemieux a été si furieux d'entendre Lévesque déclarer que le MIS lui paraissait "mauvais", que cela ressemblait à du "fascisme" qu'il a publiquement brûlé sa carte de membre du Mouvement Souveraineté-Association de Lévesque. Plus tard, le 8 septembre 1968. Lévesque a donné lecture d'un texte officiel du MSA sur l'affaire de St-Léonard. Ce texte parle de la magnifique lutte dans les termes suivants: "hystérisation... quelques vedettes du MIS... L'occupation de l'école a été dirigée et noyautée par un groupe de l'extérieur. très nettement politisée ... Trop souvent il y avait un ton de chantage et de dénonciation". La déclaration tire à sa fin ainsi: "(Le MSA) ne peut s'empêcher de déplorer qu'un mouvement aussi sain et spontané au départ, se trouve aujourd'hui ballotté par toutes sortes d'influences et utilisé en coulisse par des forces extérieures qui le détournent de ses buts initiaux et risquent même de le dévoyer..." Contre les 10,000 manifestants exigeant un McGill français il a été plus poli mais non moins hostile. La manifestation, a-t-il déclaré, était contre "l'orientation politique, le principe d'une action démocratique et le programme officiel" du PQ.

Ces faits indiquent clairement l'opposition de Lévesque et du Parti Québécois à l'unilinguisme. Les socialistes par contre, favorisent toutes les mesures nécessaires pour défendre le français, y compris l'unilinguisme. Le grave danger de la disparition du français au Québec a sensibilisé une large couche de Québécois à cette crise, et permet une lutte de masse pour un Québec français. En même temps, ces luttes de masses sont l'instrument d'une politisation plus grande. Elles se butent contre la résistance du capital anglophone, qui contrôle l'économie du Québec et qui manifeste un mépris profond des Québécois et de leur langue. Ces corporations étrangères ne veulent pas fonctionner en français parce que ça coûterait un peu plus cher. Ce n'est qu'en brisant leur emprise sur la vie québécoise que l'on parviendra à assurer véritablement la survie et l'épanouissement du français.

La tâche-clé pour tous ceux qui veulent oeuvrer à la libération nationale est de travailler à la construction d'un parti ouvrier de masse, le seul mouvement capable de confronter ces corporations et de les vaincre. Par la peur des masses qu'il a manifesté lors des batailles à St-Léonard et à McGill, par son refus de l'unilingusime, par son incapacité de voir le vrai ennemi national des Québécois, l'impérialisme, le Parti Québécois se revèle comme un obstacle sur le chemin de la victoire.



Raymond Lemieux, président du MIS, (à gauche) et d'autres membres du MIS brûlent leurs cartes du Mouvement Souveraineté-Association, le mouvement de Lévesque. Ce dernier venait de fustiger le MIS et ses activités à St-Léonard.

#27 LA LUTTE OUVRIÈRE Sept. 1969

Les Tchécoslovaques ne lâchent pas le combat

par Walter Blumenthal

Les démonstrations de défi et de résistance qui ont marqué le premier anniversaire de l'invasion de la Tchécoslovaquie sous la direction des Soviétiques témoigne que cette invasion n'a pas encore écrasé le mouvement tchécoslovaque pour la démocratie socialiste.

Les dirigeants officiels, à la fois les "libéraux" et les collaborateurs pro-Moscou, ont fait campagne pendant des semaines contre "les incorrigibles aventuristes qui s'engagent dans des provocations anti-socialistes et anti-soviétiques" en s'efforçant d'empêcher une mobilisation de masse semblable à celles qu'ont affrontées les troupes d'occupation un an auparavant.

Mais les ouvriers tchécoslovaques qui ont été la force dirigeante dans la résistance aux tentatives de "normalisation" du Kremlin ont pris part à une action massive à l'échelle nationale, le jour de l'anniversaire. Ils ont organisé un boycott économique général et une grève générale symbolique de cinq minutes. Et depuis "le jour de la honte" les ouvriers ont continué de combattre le retour à l'époque de la dictature stalinienne détestée d'Antonin Novotny. Le 24 juin, les ouvriers de 13 usines à Prague ont débrayé pour une grève de protestation de 15 minutes. Selon une déclaration produite par les révolutionnaires tchécoslovaques: "La grève était organisée pour protester contre la dissolution de la société des Droits de l'Homme, de la SVS (Union des Étudiants de l'Université), la persécution des journalistes progressistes, le retard dans l'application de la loi sur les entreprises socialistes... et l'abandon général de la politique de démocratisation d'après janvier 68". Et le 6 juin, une assemblée de délégués syndicaux élus adopta une déclaration qui se lisait en partie comme suit: "Nous pensons que la manière de résoudre nos problèmes économiques réside dans la mise en application des lois sur les entreprises et directions socialistes et sur les conseils ouvriers, dont l'établissement est continuellement remis... nous sommes profondément concernés par les résultats de la censure qui a été imposée sur notre presse syndicale et sur la vie interne de nos syndicats... nous nous opposons à toute suppression de nos contacts avec les syndicats des étudiants, travailleurs, créateurs, et des savants".

Ces déclarations et d'autres indiquent que tandis que Dubcek et Svoboda et les autres dirigeants de la politique de "libéralisation" d'après janvier ont largement capitulé devant la pression du Kremlin, les ouvriers et d'autres secteurs progressistes se battent encore pour l'établissement du programme de démocratisation. Elles indiquent que, bien que l'invasion ait été un coup dur porté à la démocratie socialiste, les masses tchéques et slovaques sont encore capables de se mobiliser dans la lutte pour les parties du programme qu'elles ont créé et élaboré: pleines libertés politiques et contrôle ouvrier total sur la vie politique et économique de l'État.

L'arrêt brutal du processus de démocratisation en Tchécoslovaquie fut bien sûr, un coup dur contre le mouvement socialiste international. Il a montré que la bureaucratie stalinienne avec son centre au Kremlin est prête à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer sa domination sur les ouvriers; il a montré que les peuples de l'Europe orientale et de l'Union Soviétique auront à créer une direction indépendante s'ils veulent mener une lutte victorieuse contre la dictature stalinienne.

L'invasion dirigée par les Soviétiques a indubitablement renforcé la poigne de ceux qui veulent garder le Canada sous les alliances militaires impérialistes, telles que l'OTAN, en aidant à renforcer la propagande sur "la menace communiste en Europe". L'invasion brutale donne au gouvernement des Etats-Unis un prétexte pour envahir les pays sous sa propre "zone d'influence" et cela démasque l'hypocrite appui du Kremlin aux mouvements pour l'auto-détermination.

Mais les buts réactionnaires du Kremlin rencontrent une opposition de plus en plus cinglante à la fois en Tchécoslovaquie et même chez eux en URSS. Déjà des protestations ont éclaté en Union Soviétique quand 80 cellules du Parti Communiste Soviétique ont condamné l'invasion d'août, faisant écho aux protestations des plus importants partis communistes d'Europe Occidentale. A Moscou même, de courageux opposants à la bureaucratie ont publiquement manifesté leur opposition, et la résistance anti-stalinienne devient un mouvement à l'échelle de toute l'URSS.

En dernière analyse, le vaste mouvement mis en branle par les ouvriers et les étudiants de Prague triomphera dans les usines de Moscou et de Léningrad, enterrant à jamais le Stalinisme, dernière barrière sur la route au Socialisme.

Un gouvernement NPD au Manitoba

par Marilyn Raphael

Le NPD est actuellement au pouvoir au Manitoba. Cette élection est une victoire du principe de l'action politique indépendante des travailleurs. Le pourcentage du vote pour le NPD a presque doublé à 40%, remportant vingt-huit des cinquante-sept sièges à l'Assemblé législative. A l'Assemblée précédente, il avait seulement douze sièges. Le parti a surtout gagné des appuis parmi la classe ouvrière urbaine, mais aussi a fait une percée importante dans les comtés agraires en gagnant onze nouveaux sièges ruraux.

Bien que ce soit vrai que le programme électoral du NPD était libéral-réformiste, il a quand même souligné quelque questions fondamentales. Son programme urbain exigeait la formation d'une corporation de logement publique et l'élimination des tarifs de transport public. Le leader du NPD, Ed Schreyer, a appelé pour une baisse immédiate de 50% des contributions à l'assurance médicale ("medicare"), et pour leur élimination totale éventuelle. En plus, selon le ministre des transports sortant "c'était surtout leur projet d'assurance médicale qui a amené notre défaite." Le NPD avait promis de respecter le concept d'autodétermination du peuple indien en reconnaissant que les questions majeures touchant les indiens doivent être décidées par les indiens eux-mêmes.

La victoire NPD n'est pas un hasard mais le reflet du mécontentement s'aggravant à travers le Canada, très aigu aux prairies. Il suffit de regarder l'accueil chaud qu'a eu Trudeau lors de sa visite aux cultivateurs de l'ouest en juillet.

Il y a une bonne possibilité que la victoire au Manitoba ne soit qu'un signe précurseur d'une victoire NPD dans les élections du 27 août en Colombie-Britannique. Dans les dernières élections provinciales le NPD a suivi de près le Crédit social dans 21 comtés. En fait la marge de vote qui séparait les néo-démocrates et le parti vainqueur était si étroite qu'un changement de 9,400 votes aurait assuré le pouvoir au NPD. Le régime du Crédit social, au pouvoir depuis des années, est troublé sur plusieurs fronts. Une série de grèves non-résolues, des lock-outs et la législation anti-ouvrière enveniment la situation dans plusieurs secteurs de la classe ouvrière. La défaite du parti du grand capital en C-B est fort possible.

La Lutte Ouvrière

POUR QUE LES SYNDICATS LANCENT LE PARTI OUVRIER DE MASSE

octobre 1969  10 cents



Raymond Lemieux, président de la Ligue pour l'Intégration Scolaire, est accusé de sédition. Il est passible d'emprisonnement à vie parce qu'il avait dirigé une manifestation pour l'école française.

Nos poches se vident

Le scandale des taxes

Le 17 septembre, nous pouvions lire en gros titre sur la page couverture de **La Presse**: **"L'HOMME LE PLUS TAXE: LE QUEBECOIS"**. Les statistiques mentionnées dans cet article démontrent que le Québec vient au premier rang dans le domaine de taxation au niveau provincial, ceci avec une moyenne par tête de $378, pour l'année fiscale 1968-69. A remarquer que pour l'ensemble du pays les taxes provinciales sont en moyenne de $348 par tête.

Par suite de ces données, nous en venons à nous demander ce que l'on peut faire, face à une taxation de plus en plus suffocante: le total révoltant de taxes payées l'an dernier, les formules des banques et des caisses d'économie nous disant qu'à partir de maintenant, même le $10.00 d'intérêts encourus sur les maigres épargnes sera taxé.

Et cela pour les taxes de l'an passé, du temps où nous nous en tirions à bon compte. Déjà la "taxe du développement social" de Trudeau (où est le développement social? on se le demande) prend un 2% additionnel sur nos chèques de salaire.

Que pouvons-nous faire? Quelques-uns trouveront espoir en ce que le gouvernement libéral revise la structure de taxation. Trudeau a déjà promis de diminuer les taxes de ceux qu'il trouve en grand besoin — — l'opulent! "Le riche au Canada est plus dépouillé que taxes de 80% à 50% sur les parts insignifiantes de revenu déclarées sur leurs formules.

Pour ceux d'entre nous qui ne peuvent se permettre d'attendre l'aide de Trudeau, il y a cependant plusieurs moyens faciles d'alléger le fardeau des taxes. Pourquoi ne pas suivre l'exemple de Ralph Sazio, l'instructeur des Tiger Cats de Hamilton en dépensant quelques milliers de dollars pour s'incorporer comme une compagnie limitée — et ainsi jouir de tous les taux peu élevés de taxes ainsi que des avantages dont bénéficient les corporations? Même mieux que ça, si votre "compagnie" trouve un puits d'huile, ou établit une compagnie d'assurance, vous ne paierez aucune taxe de toute l'année — — vos opérations seront exemptes de taxes.

Ou pourquoi ne pas tout simplement demander à Trudeau votre part des subsides du gouvernement fédéral, transmis aux entreprises privées? L'an passé, Ottawa distribua parcimonieusement 389 millions de dollars seulement en subsides directs, ce qui représente bien au delà de $100 par famille.

Si les plus grandes corporations du pays sont jugées en besoin et indemnisées par le fédéral, Trudeau sera sûrement heureux de nous donner une portion du gâteau.

Dans ce cas peut-être, vous reviendra-t-il beaucoup plus que $100. La compagnie Shaheen Resources de New York, a réussi récemment à faire accepter au gouvernement de Terre-Neuve un projet visant la construction d'une raffinerie d'huile non-taxable dans la ville de Come-by-Chance. Pourquoi devriez-vous être incapables de persuader un gouvernement provincial de vous faire don d'une raffinerie ou deux?

Même "la taxe du développement social" qu'on vient juste d'imposer a son bon côté. Pendant que les ouvriers d'un revenu taxable d'environ $3,500 ont vu leurs taxes sur leur revenu haussé de 15 à 16%, un maximum spécial de $120 sur la taxe assure une augmentation de seulement 7½% pour ceux qui gagnent dans les $10,000 par année. Si votre revenu est de $50,000 par année, vous pouvez être assuré que le gouvernement de Trudeau a soigneusement pris soin de vos intérêts — — vos taxes se verront augmentées de .6%.

(suite à la page 3)

Défendons la LIS et la langue française!

par Arthur Young

Les protestations continuent de monter contre la tentative du gouvernement de supprimer le mouvement pour un Québec français. Le dirigeant de la Ligue pour l'Intégration Scolaire, Raymond Lemieux, doit répondre à six chefs d'accusation, dont trois de sédition, et se trouve passible d'emprisonnement à vie. Ces accusations ont été portées après la manifestation de la LIS à St-Léonard le 10 septembre.

Deux autres dirigeants de cette manifestation sont également passibles d'emprisonnement à vie: Laurier Fernand Gravel, vice-président de la LIS, et Reggie Chartrand, chef des Chevaliers de l'Indépendance.

Le lendemain de l'arrestation de Lemieux, le Conseil Central de la CSN de Montréal a exprimé son appui à la LIS, et a protesté contre la répression gouvernementale. Plus tard, il a versé $700 pour les cautionnements de deux accusés, après avoir accueilli le discours de Lemieux avec enthousiasme. Un des accusés, Reggie Chartrand, pour sa part, se porte candidat à l'élection partielle du 4 octobre dans Ste-Marie.

La LIS a déclaré qu'elle ne sera pas intimidée par de telles attaques. Elle entreprend une tournée à travers la province, pour expliquer ses revendications, une tournée qui ira jusqu'à pénétrer le Canada-anglais, et qui finira par un spectacle de grande envergure à Montréal. De plus, un front commun se forme pour combattre le projet de loi du gouvernement sur la structure de l'éducation à Montréal. (Voir la boîte dans cette page-ci.)

Les accusations juridiques viennent après la manifestation de la LIS à St-Léonard le 10 septembre. Cette manifestation de quelques 3,000 personnes a été déclarée illégale par le chef de police, qui en tentant de l'empêcher, avait employé le gaz lacrymogène; ensuite des néo-québécois, chauffés à blanc par les intérêts anglophones, ont attaqué la manifestation à coups de bâtons, de chaînes et de grosses roches. Les manifestants se sont défendus, les armes volaient des deux côtés, et la casse a commencé. Mais la manifestation a pu parvenir à sa fin. Deux jours plus tard, on a accusé Lemieux de sédition. Quarante-deux personnes font face à une accusation de participation à une émeute.

La LIS est née à St-Léonard en 1968. Cette banlieue de Montréal, qui était entièrement canadienne française à la fin de la deuxième guerre mondiale est devenue anglophone à presque 50%. Les immigrants optent massivement pour l'anglais, c'est-à-dire pour les meilleurs emplois et un avenir plus riche que celui réservé aux francophones. Ce n'est que logique, on ne saurait le leur reprocher — mais l'effet en est quand même de réduire la proportion de francophones, jusqu'au point où la majorité française est mise en question. Ce qui se produit à St-Léonard n'est que le reflet de ce qui se produit à Montréal, moins vite peut-être, mais inévitablement tout de même. Ce n'est pas seulement une question de l'anglicisation des immigrants: même selon la commission fédérale "B-B" les francophones s'anglicisent à un rythme toujours plus rapide.

Et le grand capital, qui refuse de toute façon même de parler la langue de ceux qu'il exploite, n'est pas dérangé par ce développement. Il divise les travailleurs, favorisant les anglophones, exploitant davantage les "habitants" français et économisant l'argent qu'il faudrait pour fonctionner en français. S'il attend assez longtemps, les français seront minoritaires, voués à la disparition.

Emus par ce qui était en train de se passer dans leur municipalité, les citoyens francophones de St-Léonard ont réagi en créant le Mouvement pour l'Intégration Scolaire. Le MIS revendique que l'on endigue le processus d'anglicisation par le truchement d'un système unilingue d'écoles françaises. Ce système s'appliquerait à tous les Québécois — francophones, anglophones et néoquébécois. Il serait instauré graduellement afin de permettre à tous ceux qui ont déjà commencé leur éducation en anglais de la terminer dans cette langue. Dans le système unilingue d'écoles françaises l'anglais sera enseigné comme langue seconde.

Le MIS, devenu la Ligue pour l'Intégration Scolaire plus tard, a mené une campagne vigoureuse à St-Léonard pour ses positions, et aux élections à la Commission Scolaire il a fait élire ses candidats, gagnant ainsi une majorité des commissaires. La Commission a donc décidé d'exercer son mandat, et en automne 1968 la première année scolaire à St Léonard est devenue française.

Ceci a provoqué un tollé énorme de la part des intérêts anglophones, et le gouvernement a répondu à leurs exigences en proposant à l'Assemblée Nationale le Bill 85, bill qui enlèverait à la Commission Scolaire de St-Léonard son pouvoir de décider la langue de l'enseignement. Un cri d'alarme s'élevait dans la population francophone; les protestations tonnaient de partout, la LIS faisait une manifestation de masse faisait une manifestation de masse devant l'Assemblée lation francophone; les protestations tonnaient de partout, la LIS faisait une manifestation de masse devant l'Assemblée Nationale et le gouvernement était obligé de retirer le bill. Cet automne, la deuxième année scolaire à St-Léonard est devenue française, conformément aux prévisions de la LIS, et les intérêts anglophones ont insisté pour que le gouvernement mette fin à cette situation une fois pour toutes. Le Ministre de l'Education a suggéré aux parents anglais un moyen de contourner la décision de la Commission: établir une école anglophone dite "privée" qui serait subventionnée par le gouvernement à 80%. Le "compromis" n'a satisfait personne. Sous la pression de la population francophone, et après que la LIS ait convoqué pour le 10 septembre, une manifestation de masse à St Léonard, Cardinal a dû reculer et admettre la position de la Commission scolaire de St Léonard. Mais ce n'est qu'une tentative pour gagner du temps, car le gouvernement prépare ce nouveau projet de loi qui assurera l'école anglaise au Québec.

Il est évident que la question de la défense de la langue française est devenue une des plus brulantes questions d'actualité au Québec aujourd'hui. Si la LIS a pu gagner à St Léonard et contrecarrer les tentatives du gouvernement visant à liquider la victoire, c'est parce qu'il fait appel à une nation de plus en plus consciente du danger de sa disparition, une nation de plus en plus prête à réagir contre son oppression nationale.

Mais le problème se pose tout autrement pour notre gouvernement "national", car il ne peut pas décevoir ses maîtres, le grand capital anglophone. Ce dernier ne veut rien savoir d'un Québec unilingue francophone, dans lequel ses privilèges linguistiques seraient abolis; donc, le gouvernement Québécois ne cédera pas aux revendications populaires pour l'unilinguisme. Pris entre les feux de la conscience nationale montante du Canada français et des exigences du capital étranger, il tente de maintenir sa politique de bilinguisme, c'est à dire le droit de l'impérialisme à impo

(suite à la page 4)

Alerte

Le gouvernement Bertrand continue de répondre aux exigences du grand capital. Il poursuit sa défense de la domination des intérêts anglophones et de l'anglais.

Bertrand a fait savoir qu'à l'ouverture de la session ce mois-ci il introduira un bill sur la restructuration des commissions scolaires de l'Ile de Montréal, bill qui aura pour effet d'ancrer le système d'éducation anglais. Ce système est un des principaux instruments actuels de l'anglicisation.

Déjà ce bill soulève une opposition massive. Tous ceux qui veulent contrer la minorisation de la langue française et la disparition éventuelle de la nation québécoise se doivent de combattre ce bill avec toutes leurs forces.

Pour des renseignements sur les moyens envisagés pour le combattre, téléphonez à la LIS (353-3180) ou à la Ligue Socialiste Ouvrière, (861-3018) à Montréal.

Poursuite de la guerre au Vietnam: montee de la protestation mondiale

par Alain Beiner

La mort de Ho Chi Minh le 3 septembre a déclenché une vague de spéculation surtout à travers le monde capitaliste vis-à-vis la capacité du peuple vietnamien de maintenir la résistance héroïque à l'impérialisme américain. Les porte-parole capitalistes les plus sobres ont conclu que sa mort ne causerait pas de changements dans le déroulement de la guerre.

Pourtant on entend depuis peu au Québec et en Amérique du Nord en général, "Quoi, l'affaire du Vietnam ne s'achève pas?".

Cette question se pose dans plusieurs milieux suite

(suite à la page 4)

Raymond Lemieux, président de la Ligue pour l'Intégration Scolaire, est accusé de sédition. Il est passible d'emprisonnement à vie parce qu'il avait dirigé une manifestation pour l'école française.

Défendons la LIS et la langue française!

par Arthur Young

Les protestations continuent de monter contre la tentative du gouvernement de supprimer le mouvement pour un Québec français. Le dirigeant de la Ligue pour l'Intégration Scolaire, Raymond Lemieux, doit répondre à six chefs d'accusation, dont trois de sédition, et se trouve passible d'emprisonnement à vie. Ces accusations ont été portées après la manifestation de la LIS à St-Léonard le 10 septembre.

Deux autres dirigeants de cette manifestation sont également passibles d'emprisonnement à vie: Laurier Fernand Gravel, vice-président de la LIS, et Reggie Chartrand, chef des Chevaliers de l'Indépendance.

Le lendemain de l'arrestation de Lemieux, le Conseil Central de la CSN de Montréal a exprimé son appui à la LIS, et a protesté contre la répression gouvernementale. Plus tard, il a versé $700 pour les cautionnements de deux accusés, après avoir accueilli le discours de Lemieux avec enthousiasme. Un des accusés, Reggie Chartrand, pour sa part, se porte candidat à l'élection partielle du 4 octobre dans Ste-Marie.

La LIS a déclaré qu'elle ne sera pas intimidée par de telles attaques. Elle entreprend une tournée à travers la province, pour expliquer ses revendications, une tournée qui ira jusqu'à pénétrer le Canada-anglais, et qui finira par un spectacle de grande envergure à Montréal. De plus, un front commun se forme pour combattre le projet de loi du gouvernement sur la structure de l'éducation à Montréal. (Voir la boîte dans cette page-ci.)

Les accusations juridiques viennent après la manifestation de la LIS à St-Léonard le 10 septembre. Cette manifestation de quelques 3,000 personnes a été déclarée illégale par le chef de police, qui en tentant de l'empêcher, avait employé le gaz lacrymogène; ensuite des néo-québécois, chauffés à blanc par les intérêts anglophones, ont attaqué la manifestation à coups de bâtons, de chaînes et de grosses roches. Les manifestants se sont défendus, les armes volaient des deux côtés, et la casse a commencé. Mais la manifestation a pu parvenir à sa fin. Deux jours plus tard, on a accusé Lemieux de sédition. Quarante-deux personnes font face à une accusation de participation à une émeute.

La LIS est née à St-Léonard en 1968. Cette banlieue de Montréal, qui était entièrement canadienne-française à la fin de la deuxième guerre mondiale est devenue anglophone à presque 50%. Les immigrants optent massivement pour l'anglais, c'est-à-dire pour les meilleurs emplois et un avenir plus riche que celui réservé aux francophones. Ce n'est que logique, on ne saurait le leur reprocher -- mais l'effet en est quand même de réduire la proportion de francophones, jusqu'au point où la majorité française est mise en question. Ce qui se produit à St-Léonard n'est que le reflet de ce qui se produit à Montréal, moins vite peut-être, mais inévitablement tout de même. Ce n'est pas seulement une question de l'anglicisation des immigrants: même selon la commission fédérale "B-B" les francophones s'anglicisent à un rythme toujours plus rapide.

Et le grand capital, qui refuse de toute façon même de parler la langue de ceux qu'il exploite, n'est pas dérangé par ce développement. Il divise les travailleurs, favorisant les anglophones, exploitant davantage les "habitants" français et économisant l'argent qu'il faudrait pour fonctionner en français. S'il attend assez longtemps, les français seront minoritaires, voués à la disparition.

Emus par ce qui était en train de se passer dans leur municipalité, les citoyens francophones de St-Léonard ont réagi en créant le Mouvement pour l'Intégration Scolaire. Le MIS revendique que l'on endigue le processus d'anglicisation par le truchement d'un système unilingue d'écoles françaises. Ce système s'appliquerait à tous les Québécois — francophones, anglophones et néoquébécois. Il serait instauré graduellement afin de permettre à tous ceux qui ont déjà commencé leur éducation en anglais de la terminer dans cette langue. Dans le système unilingue d'écoles françaises l'anglais sera enseigné comme langue seconde.

Le MIS, devenu la Ligue pour l'Intégration Scolaire plus tard, a mené une campagne vigoureuse à St-Léonard pour ses positions, et aux élections à la Commission Scolaire il a fait élire ses candidats, gagnant ainsi une majorité des commissaires. La Commission a donc décidé d'exercer son mandat, et en automne 1968 la première année scolaire à St Léonard est devenue française.

Ceci a provoqué un tollé énorme de la part des intérêts anglophones, et le gouvernement a répondu à leurs exigences en proposant à l'Assemblée Nationale le Bill 85, bill qui enlèverait à la Commission Scolaire de St-Léonard son pouvoir de décider la langue de l'enseignement. Un cri d'alarme s'élevait dans la population francophone; les protestations tonnaient de partout, la LIS faisait une manifestation de masse faisait une manifestation de masse devant l'Assemblée lation francophone; les protestations tonnaient de partout, la LIS faisait une manifestation de masse devant l'Assemblée Nationale et le gouvernement était obligé de retirer le bill. Cet automne, la deuxième année scolaire à St-Léonard est devenue française, conformément aux prévisions de la LIS, et les intérêts anglophones ont insisté pour que le gouvernement mette fin à cette situation, une fois pour toutes. Le Ministre de l'Education a suggéré aux parents anglais un moyen de contourner la décision de la Commission: établir une école anglophone dite "privée" qui serait subventionnée par le gouvernement à 80%. Le "compromis" n'a satisfait personne. Sous la pression de la population francophone, et après que la LIS ait convoqué pour le 10 septembre, une manifestation de masse à St-Léonard, Cardinal a dû reculer et admettre la position de la Commission scolaire de St Leonard. Mais ce n'est qu'une tentative pour gagner du temps, car le gouvernement prépare ce nouveau projet de loi qui assurera l'école anglaise au Québec.

Il est évident que la question de la défense de la langue française est devenue une des plus brulantes questions d'actualité au Québec aujourd'hui. Si la LIS a pu gagner à St-Léonard et contrecarrer les tentatives du gouvernement visant à liquider la victoire, c'est parce qu'il fait appel à une nation de plus en plus consciente du danger de sa disparition, une nation de plus en plus prête à réagir contre son oppression nationale.

Mais le problème se pose tout autrement pour notre gouvernement "national", car il ne peut pas décevoir ses maîtres, le grand capital anglophone. Ce dernier ne veut rien savoir d'un Québec unilingue francophone, dans lequel ses privilèges linguistiques seraient abolis; donc, le gouvernement Québécois ne cédera pas aux revendications populaires pour l'unilinguisme. Pris entre les feux de la conscience nationale montante du Canada-français et des exigences du capital étranger, il tente de maintenir sa politique de bilinguisme, c'est-à-dire le droit de l'impérialisme à impo

(suite à la page 4)

Alerte

Le gouvernement Bertrand continue de répondre aux exigences du grand capital. Il poursuit sa défense de la domination des intérêts anglophones et de l'anglais.

Bertrand a fait savoir qu'à l'ouverture de la session ce mois-ci il introduira un bill sur la restructuration des commissions scolaires de l'île de Montréal, bill qui aura pour effet d'ancrer le système d'éducation anglais. Ce système est un des principaux instruments actuels de l'anglicisation.

Déjà ce bill soulève une opposition massive. Tous ceux qui veulent contrer la minorisation de la langue française et la disparition éventuelle de la nation québécoise se doivent de combattre ce bill avec toutes leurs forces.

Pour des renseignements sur les moyens envisagés pour le combattre, téléphonez à la LIS (353-3180) ou à la Ligue Socialiste Ouvrière, (861-3018) à Montréal.

...la LIS

(suite de la page 1)

ser sa langue sur la nation, et ainsi de la faire disparaître graduellement. Ce n'est que démocratique, nous dit-on.

Les accusations portées contre la LIS sont une tentative d'écraser par la répression judiciaire le mouvement populaire. Cela se voit dans le sérieux des accusations, dont la sédition (prôner le renversement de l'ordre établi par la force ou la violence) est parmi les plus sérieuses accusations dans le code pénal. Elle fait penser à Riel et à Papineau. L'emploi du gaz contre, une manifestation jusqu'alors très paisible, les dénonciations hystériques à l'égard de la LIS faites par R,mi Paul et Bertrand confirment que cela est bien le but du gouvernement. Dans une tentative désespérée de trouver des évidences pour prouver l'accusation portée contre Lemieux, le gouvernement a procédé à des saisies aux postes de radio des enregistrements de toutes les émissions faites pendant la semaine du 3 septembre. Ces saisies donnent à la police l'avantage supplémentaire de menacer et d'intimider les postes afin qu'ils ne soient pas trop favorables à la LIS.

La soi-disant "campagne anti-terroriste" du gouvernement Bertrand vise en premier lieu non pas les terroristes (dont elle n'a pas trouvé un seul) mais plutôt les mouvements populaires d'opposition au gouvernement.

La LIS ne sera pas écrasée par cette tactique. La langue est en péril, la lutte d'autodéfense nationale est amorcée. Comme le dit Raymond Lemieux: "Si le but du ministre de la Justice était de désorganiser la LIS, il a échoué ... Nous sommes toujours en mesure de poursuivre démocratiquement notre lutte. Et nous la poursuivrons jusqu'à la victoire!"

La LIS a ouvert une campagne de souscription nationale afin d'assurer sa défense contre l'attaque du gouvernement et de faire une escalade de la lutte pour l'école française au Québec. Envoyez vos contributions à la LIS, Boite Postale 328, Station K, Montréal.



La Lutte Ouvrière

Poursuite de la guerre au Vietnam: montee de la protestation mondiale

par Alain Beiner

La mort de Ho Chi Minh le 3 septembre a déclenché une vague de spéculation surtout à travers le monde capitaliste vis à vis la capacité du peuple vietnamien de maintenir la résistance héroïque à l'impérialisme américain. Les porte-parole capitalistes les plus sobres ont conclu que sa mort ne causerait pas de changements dans le déroulement de la guerre.

Pourtant on entend depuis peu au Québec et en Amérique du Nord en général. 'Quoi, l'affaire du Vietnam ne s'achève pas?'.

Cette question se pose dans plusieurs milieux suite

(suite à la page 4)

Vietnam: l'opposition atteint même l'armée US

(suite de la page 1)

aux tentatives de Nixon de faire croire à la population qu'il a décidé de mettre un terme à l'intervention américaine. Face à l'opposition croissante des masses, surtout aux États-Unis, Nixon essaie de se gagner du temps afin de trouver une solution convenant à la classe dominante américaine. Cette tromperie est menée sur deux fronts principaux les manoeuvres diplomatiques de 'paix' et les retraits symboliques de soldats du Vietnám. Ce dernier tour publicitaire mérite quelques commentaires.

Dans un grand brouhaha, Nixon annonce le retrait d'un petit nombre de GI's et au Vietnam les officiers choisissent ces soldats parmi ceux qui sont loin des fronts de bataille (corps d'entretien, corps médicaux, etc.) et parmi ceux qui, de toute façon, approchent de la fin de leur séjour au Vietnam. Mais avec le programme de transfert normal de soldats, le total de GIs au Vietnam ne baisse pas. Nixon lui-même a admis que les retraits ne changeront pas la capacité militaire des E-U au Vietnam.

Si Nixon voulait terminer la guerre, il pourrait le faire dans quelques journées; il n'a qu'à envoyer suffisamment de bateaux et d'avions au Vietnam pour ramener chez eux tous les militaires américains. C'est à cette fin que les Vietnamiens se battent, et les conscrits américains, eux aussi, ont tout intérêt à voir la guerre se terminer ainsi.

Le refus obstiné de Washington d'abandonner cette intervention malgré les nombreuses défaites subies (l'offensive du Têt, formation du Gouvernement révolutionnaire provisoire, etc.) n'est compréhensible qu'à la lumière des facteurs qui ont conduit les E-U à intervenir au Vietnam au début des années '50.

Sans investissement financier important au Vietnam, la bourgeoisie américaine ne voulait pas entrer dans la guerre entre les Vietnamiens et la France suite à la deuxième guerre mondiale. Ce n'était que lors de la révolution chinoise en 1949 que les E-U ont commencé à fournir une aide substantielle à l'effort français. La révolution chinoise avait arraché de l'économie capitaliste mondiale une des régions les plus favorables aux investissements américains. Cette perte, et l'exemple de la Chine populaire, étaient une menace aux dirigeants de la Maison Blanche — — il fallait prendre les mesures pour étouffer l'expansion de la révolution coloniale. Ainsi, l'intervention américaine au Vietnam, surtout suite à la défaite française en 1954, constituait une partie intégrale de la stratégie de poursuite d'une guerre continuelle contre les luttes populaires pour l'indépendance économique et politique en Asie — —surtout dans les pays directement influencés par la révolution chinoise.

C'est face à cette obstruction puissante que les vietnamiens luttent pour le droit de l'autodétermination.

Bien qu'il y en a toujours chez nous qui ne comprennent pas la nécessité de manifester contre l'agression américaine au Vietnam, les Vietnamiens considèrent les mobilisations anti-guerre comme une alliée précieuse dans la lutte — — le FNL le souligne souvent. Tant que l'impérialisme ne se retire pas, tant que le peuple vietnamien poursuit la résistance, c'est notre devoir envers la révolution vietnamienne de continuer d'organiser des manifestations de solidarité les plus massives possible. La mobilisation internationale du 15 novembre, lancée par le mouvement anti-guerre américain, nous donne une chance concrète de démontrer notre solidarité avec les Vietnamiens. Aux E-U on attend un des plus grands défilés contre la guerre; et on attend des actions parallèles au Canada-anglais en Nouvelle-Zélande, en Australie, au Japon, en Europe et ici au Québec.

Notre participation à la mobilisation représente un des moyens réels de s'opposer à l'impérialisme — — les Vietnamiens attendent ça de nous!



Les jeunes socialistes américains accueillent les troupes retirées du Vietnam par Nixon. Ils exigent: Retirez TOUTES les troupes tout de suite!

Echec en C-B: au NPD le débat s'étend

par Walter Blumenthal

A travers le Canada, la lune de miel s'achève. Aux travailleurs et cultivateurs canadiens, il n'a pas fallu beaucoup de temps pour découvrir la réalité de la "société juste" de Trudeau - et ils commencent à manifester leur mécontentement.

Avec cette désillusion surgit une nouvelle poussée du Nouveau Parti Démocratique vers le pouvoir. Les militants NPD, sentant une radicalisation semblable à celle de l'époque où le Congrès du travail canadien a fondé le NPD, se rallient pour de nouvelles percées comme celle du Manitoba.

Cependant, en plein milieu de cet enthousiasme, survient une crise aiguë de la direction de ce parti. La défaite du NPD en C-B incite les militants à repenser sa politique. Au prochain congrès fédéral, à Winnipeg, on verra le débat idéologique le plus étendu dans l'histoire du parti, marqué par l'émergence d'une tendance qui favorise un virage radical à gauche dans l'orientation et le programme du NPD.

Dès la naissance du parti, les dirigeants NPD conçoivent le parti comme une machine électorale, plus efficace et plus libérale que les vieux partis. Leur programme électoral met l'accent sur certaines revendications ouvrières et libérales réalisables dans le cadre du système capitaliste, et ne menaçant pas le pouvoir exploiteur des patrons. Ils s'en tiennent fidèlement au parlementarisme, et suppriment les revendications socialistes du programme NPD, telles que la nationalisation, et l'opposition aux guerres et aux alliances militaires impérialistes.

Or, si le Manitoba a montré la volonté des ouvriers et cultivateurs canadiens de se fier au NPD, l'élection en Colombie-Britannique a illustré l'impasse dans laquelle se trouve le réformisme, lors d'une offensive de l'ennemi de classe. Appelée par un gouvernement anti-ouvrier, après une vague de grèves dans cette province, l'élection était montée comme un affrontement ouvrier-patron. Durant tout l'été, la bureaucratie syndicale de la Colombie-Britannique avait refusé d'organiser les travailleurs contre le Bill 33, loi qui limite gravement le droit de grève. Ils n'avaient rien fait pour contrecarrer la propagande anti-ouvrière dirigée par le gouvernement vers les non-syndiqués et la classe moyenne -- et contre la base syndicaliste du NPD. D'ailleurs, leur politique irrésolue nuisait à la poursuite des grèves.

Cette timidité dans la lutte syndicale s'est fait sentir dans la lutte politique. Bien que le Premier ministre, Bennett, n'aie pas manqué de lier le NPD à ces grèves, et d'invoquer la "menace du socialisme marxiste", le chef NPD, Berger, refusait de prendre au sérieux ce défi, allant jusqu'à prendre parti pour la "libre entreprise", et s'attaquer à certains des grévistes.

Malgré ce refus de soutenir la cause ouvrière, le même nombre de syndiqués ont voté NPD que dans la dernière élection: après tout, et malgré les paroles de Berger, le NPD c'est le parti qu'ils ont créé eux-mêmes. La stratégie de Berger était de plaire à la classe moyenne. Mais en refusant de défendre les syndicats, Berger laissait les non-syndiqués et la classe moyenne perméables à la propagande anti-ouvrière de Bennett. Ces gens ont choisi le parti du patronat, plutôt que la direction ouvrière vacillante.

La défaite en C-B survient à un moment où le concept réformiste du NPD se fait contester par un groupement de socialistes dans le parti, qui se sont regroupés autour d'un document intitulé: "Pour un Canada indépendant et socialiste". Ce document (parmi ses partisans figurent Melville Watkins et Laurier Lapierre) déclare. "La priorité du NPD devrait être le développement d'un conscience socialiste" à travers la construction d'une "base de masse de socialistes dans les usines et dans les bureaux, sur les fermes et sur les campus". Le document élabore une perspective socialiste pour un Canada indépendant, tentant d'en venir aux prises avec la question du contrôle ouvrier, de la question nationale, et d'une politique étrangère socialiste.

Le document possède d'importantes faiblesses, il néglige surtout la division de la population canadienne en classes sociales antagonistes, et le rôle fondamental de la classe ouvrière dans la lutte pour le socialisme. Mais il avance la discussion de la nécessité d'un programme et d'un leadership socialistes à un stade nouveau, qui reflète la radicalisation croissante au Canada. Actuellement, cette discussion se poursuit à tous les niveaux du parti, y compris la direction elle-même.

Le NPD vient de remporter une victoire étonnante à l'élection partielle de Middlesex, comté qui jusqu'alors était bastion conservateur au sud-ouest de l'Ontario. Cette victoire démontre le potentiel du parti ouvrier. Le débat idéologique qui se poursuit en son sein reflète le mécontentement des ouvriers canadiens et leur recherche d'une alternative valable.

Les militants ouvriers et socialistes du Québec, surtout ceux qui se battent pour la création d'un parti ouvrier québécois, seraient bien avisés de suivre attentivement les développements dans le NPD. Leurs enseignements seront essentiels à la classe ouvrière québécoise dans sa conquête du pouvoir.

Une loi anti-grève en C-B paralyse les luttes

par J. Steele

Devant la grève des débardeurs de Vancouver encore à ses débuts, le gouvernement fédéral a déjà menacé de se servir de la législation anti-grève pour forcer les travailleurs à reprendre le travail afin d'empêcher un blocage de l'exportation des céréales. La facilité avec laquelle le gouvernement Trudeau a lancé ses menaces contre cette importante partie du mouvement syndical en Colombie-Britannique, souligne la difficulté de la situation à laquelle fait face aujourd'hui le mouvement ouvrier en C-B. Durant les mois d'été les syndicats ont subi les attaques du gouvernement anti-ouvrier provincial du crédit social, réélu à l'élection provinciale du 27 août.

L'arme majeure des Créditistes est le vicieux Bill 33 dont le premier Ministre W.C. Bennett s'est servi comme matraque sur la tête des travailleurs du pétrole en grève durant les quatre mois derniers. Le Bill 33, adopté il y a trois ans à la suite des grèves des ouvriers du pétrole et des Teamsters donne au gouvernement la possibilité d'intervenir dans les conflits ouvriers par l'entremise d'un système de médiateurs gouvernementaux et par une commision de médiation capable de forcer la reprise des négociations et d'imposer l'arbitrage obligatoire.

La menace du Bill 33 a été au centre de la stratégie du gouvernement patronal: il tentait d'effrayer le leadership de la Fédération du travail de C-B (FTCB) et le Conseil du travail de Vancouver (CTV), pour qu'ils capitulent devant sa tentative de paralyser les travailleurs de C-B. Pour se défendre contre la hausse du coût de la vie. Ces travailleurs avaient mené des grèves dans les supermarchés, dans la compagnie de téléphone et dans l'industrie forestière cet été.

Malheureusement pour les travailleurs de C-B la stratégie du crédit social s'est avérée fructueuse, les résolutions passées par la FTCB à son dernier congrès engageant la Fédération à défendre le premier syndicat attaqué par le Bill 33 et demandant le boycottage de la commission de médiation se sont révélées comme rien d'autre que des déclarations sur papier. Les actions des dirigeants du mouvement ouvrier en C-B se sont effectuées dans l'autre direction. Durant les mois passés on a vu les principaux leaders de la FTCB et du CTV trahir le mouvement ouvrier pour des postes fort payants comme médiateurs dans la commission gouvernementale anti-syndicale. Ils ont de plus accablé la grève générale des travailleurs du pétrole avec une politique sans espoir de boycottage d'une seule compagnie de pétrole et ont justifié cette politique par la menace de l'utilisation du Bill 33. Avec la grève qui traine en longueur, la FTCB et les dirigeants des travailleurs du pétrole se trouvent maintenant pris dans un combat mesquin pour déterminer qui est à blâmer pour le fiasco.

Les militants dans le Conseil du travail de Vancouver ont prôné conséquemment une politique différente. Ils ont appelé à une campagne ouvrière unie contre le Bill 33 et contre toutes les formes d'intervention gouvernementale dans le mouvement ouvrier; comme moyens ils ont proposé le piquetage de masse, des ralliements publics, des conférences de poteaux syndicaux, et dans le cas des travailleurs du pétrole, une politique de boycottage de toutes les compagnies pétrolières, avec des lignes de piquetage devant toutes les compagnies. C'est autour d'un tel programme de lutte de classes, qui s'oppose carrément au programme vendu les dirigeants que les militants s'organiseront pour le congrès de novembre de la FTCB.

Bertrand attaque notre langue!

La Lutte Ouvrière

POUR QUE LES SYNDICATS LANCENT
LE PARTI OUVRIER DE MASSE

Fin octobre 1969



10 cents

Le Bill 63 rencontre

Une énorme opposition

Quelque 700 personnes ont assisté à "l'assemblée d'urgence nationale" qui s'est tenue à Montréal le 25 octobre. Représentant le plus large éventail de groupes et d'individus jamais réunis dans l'histoire récente du Québec aux fins de discuter l'action, ils ont élaboré certains projets pour lutter contre le Bill 63. La semaine du 27 au 31 octobre sera comblée de manifestations et d'autres actions, pour se terminer par une marche massive à Québec, à la fin de la semaine.

L'assemblée a décidé de former elle-même le "Front du Québec Français" et d'élire un exécutif de neuf membres. Plus de 100 organisations ont adhéré au Front en vue de mener bataille contre le Bill.

Même les groupes petits-bourgeois présents (parmi la plus notable, la SSJB) ont senti que cette fois, le temps pour l'action était venu. D'autres allèrent plus loin, en ébauchant des plans pour des grèves étudiantes et des teach-in à travers la province, et en poussant les syndicalistes présents à lancer un appel de grève. L'assemblée entière s'est mise d'accord sur quelques actions, et des groupes mobilisent leurs propres forces pour des actions complémentaires.

La plupart des forces militantes à la réunion étaient groupées autour des Comités d'Action LIS (CALIS), formations étudiantes surgissant partout à travers la province. Ces CALIS, établis pour appuyer la LIS et pour poursuivre dans les écoles, la lutte pour un système scolaire unilingue français apparaissent maintenant comme les centres d'organisation majeurs dans la lutte contre le Bill et constituent l'aile la plus radicale dans cette lutte. Ils ont de plus cédulé un programme audacieux d'actions contre le Bill, commençant par un 'teach-in' dans les 4 universités francophones, le 28 octobre. Des étudiants de dizaines de CEGEPs et d'écoles secondaires débrayeront et assisteront aux 'teach-in'. A Montréal, ce teach-in se terminera par un défilé vers le Club Renaissance, club privé de l'U.N. De nombreuses autres actions sont prévues. D'autres CALIS seront formées durant la semaine de protestation.

La diversité de représentation à cette réunion; la vitesse avec laquelle s'accroît l'opposition; l'implication des couches non-engagées jusqu'à date; les débuts de mise en mouvement de la classe ouvrière en riposte à l'action gouvernementale: tout cela indique qu'on assiste à la plus grande crise au Québec depuis des années. Et si le gouvernement s'obstine à faire passer son Bill par l'Assemblée nationale, cela risque fort de provoquer un affrontement national encore plus grand et plus profond.

par la rédaction

Le Québec vit un moment décisif de son histoire. L'appel "Il faut défaire le Bill 63!" rencontre une réponse sans précédent. De plus en plus de Québécois sont en train de se joindre au mouvement contre cette mesure gouvernementale, une des plus dangereuses jamais proposées par un gouvernement québécois. Le bill menace la langue française et en dernière analyse l'existence même de la nation québécoise.

Le Bill 63 sur la langue et l'éducation est un coup sauvage livré contre toute la nation. Le gouvernement ne se soucie point des protestations massives contre ce bill, et il pousse l'Assemblée nationale à l'adopter au plus vite possible. L'Assemblée n'offrira pas beaucoup d'opposition au gouvernement.

L'adoption de ce projet de loi menacera notre survie même. Il s'attaque au mouvement croissant pour le Québec français, pour la défense de la langue, et pour un contrôle réel de notre propre vie. Par contre, de toute évidence, ce mouvement pour la défense de la langue possède l'appui de la majorité des Québécois. Cette volonté de protéger la langue s'est traduite par la revendication d'un système unique d'écoles françaises au Québec. C'est précisément cette revendication que le Bill 63 prend comme cible. Bien que le bill déclare symboliquement que tout le monde devrait apprendre le français, il proclame le "droit" des parents de choisir la langue de l'enseignement de l'enfant. Situé dans le contexte québécois, où les monopoles anglophones dominent, ce "droit" veut dire un bilinguisme qui cache mal l'imposition de l'anglais comme langue de travail au Québec. Ainsi ce "droit" veut dire aussi que l'anglicisation continuera sa montée au Québec. Si Bertrand réussit à imposer et maintenir cette loi, la minorisation et la disparition de la nation québécoise ne sera qu'une question de temps.

Voici un gouvernement de "l'Union nationale" qui met en oeuvre une politique qui entraine la destruction de la langue nationale! Pourrait-on demander une meilleure preuve de son caractère réel — celui d'un gouvernement représentant les intérêts de la toute petite élite québecoise et de ses maîtres, le capital étranger? Ce ne sont pas les intérêts de la vaste majorité de la nation que le gouvernement est voué à servir, mais plutôt ceux du capital étranger. L'enthousiasme avec lequel le Parti libéral accueille le bill ne fait que confirmer que ce parti partage lui aussi cette perspective pro-capitaliste et anti-nationale.

(suite à la page 2)

La Lutte Ouvrière

(de la page 1)

Tous ceux qui luttent contre le bill sont heureux de voir le Parti québécois s'opposer au projet. Mais que l'on ne se donne pas d'illusions: le PQ est un parti petit bourgeois, dont le programme officiel promet très peu de protection à la langue française, et qui s'est engagé à défendre l'école anglaise au Québec. A maintes reprises Lévesque dénonce la LIS et les manifestations pour le Québec français. Son désaccord avec le bill est un désaccord sur les nuances, et non pas sur les points fondamentaux.

Lévesque et le PQ, d'ailleurs, prônent une politique discriminatoire envers les immigrants au Québec. Les anglophones, auront droit à l'école anglaise. Mais les immigrants, eux, seront obligés d'aller à l'école française. Ainsi on créerait trois catégories de Québecois: les anglophones qui maintiendront leurs écoles; les francophones qui parleront la langue des dominés au Québec, s'ils ne choisissent pas de s'angliciser; et les immigrants qui auront un autre statut encore. Dans le domaine scolaire, on érigerait des distinctions entre ceux qui sont nés au Québec, et ceux qui ne le sont pas. Voilà une formule menant tout droit au fouillis administratif et à la division des rangs des travailleurs québécois.

Alors, qui sera capable de mener ce mouvement croissant à la victoire? La Société St Jean Baptiste et d'autres organisations qui représentent de larges couches de la petite bourgeoisie québécoise sont entrées dans la lutte. C'est une manifestation puissante du formidable sentiment populaire contre l'action du gouvernement. Mais on ne sait que trop bien la faiblesse, le manque de fermeté, et l'état de division qui règnent au sein de cette classe pour chercher chez elle la direction exigée par la situation.

Aussi longtemps que le Québec garde son statut semi-colonial et demeure dominé par l'impérialisme étranger qui parle une autre langue, qui impose des conditions de vie et de travail inférieures, et qui déforme l'économie nationale, la langue française sera en danger mortel. Dans une telle situation, il ne peut pas y avoir de perspective d'épanouissement national. Il faudra une lutte profonde pour déraciner l'oppression impérialiste: une révolution socialiste qui permettra aux Québécois de s'approprier les richesses du Québec, de les développer par une planification socialiste et de les organiser pour bénéficier à toute la nation. Un premier pas sur ce chemin sera la prise du pouvoir par un gouvernement de travailleurs et de cultivateurs, gouvernement qui régnerait au profit des masses québécoises.

Un des problèmes-clés à l'heure actuelle est que la classe ouvrière québécoise, la seule classe capable de diriger une telle révolution, manque des moyens les plus élémentaires de l'accomplir: principalement un parti politique qui exprime le point de vue de leur classe. La création de ce parti est le prochain pas de géant qu'il faut prendre.

L'heure est à l'action. Il faut démontrer l'opposition populaire et massive au bill. Un vaste programme d'action militante a été avancé par les différentes organisations — de teach-in étudiant jusqu'à l'arrêt de travail symbolique. Le tout sera couronné d'une manifestation géante à Québec vendredi le 31. Exerçons tous les efforts afin de gagner cet affrontement. Dans le passé l'action militante extraparlamentaire a obligé le gouvernement de retirer ses projets de loi antipopulaires (tels que le Bill 85).

—POUR L'ACTION DE MASSE, RENVERSENS LE BILL 63!

—CONTRE LES MARCHÉS SECRETS AVEC LE GOUVERNEMENT! CONTRE LE COMPROMIS QUI FERAIT DE L'IMMIGRANT UN CITOYEN INFÉRIEUR AUX AUTRES!

—EN AVANT, CONTINUONS LE COMBAT POUR LE QUÉBEC FRANCAIS!

Les syndicats appuient la lutte

par Louis Paquette

La plus remarquable caractéristique de la lutte en cours est peut-être l'implication des syndicats. La CSN et la CEQ ont participé toutes deux à la lutte contre le bill.

Deux des neuf postes de l'exécutif du FQF sont occupés par des représentants syndicaux: Mathias Rioux, vice-président de la CEQ, et Mme Lise Coupal de la CSN. Au moment d'écrire ces lignes, la CSN et la CEQ se réunissent en sessions spéciales afin de décider l'action à entreprendre. Déjà le Syndicat Professionnel des Enseignants, syndicat militant affilié à la CSN, regroupant quelque 1000 professeurs, a lancé appel à ses membres d'arrêter les classes mardi et de participer aux sessions d'études qui se tiendront dans les écoles à travers la province.

Même si la FTQ ne s'est pas encore prononcée sur la question, la CEQ et la CSN ensemble représentent une majorité des travailleurs organisés du Québec.

A son dernier congrès, tenu plus tôt cette année, la CEQ a pris position en faveur de l'unilinguisme français au Québec. Le 7 octobre, le Conseil Central de Montréal (CSN) a suivi. Et finalement le 21 octobre, seulement une semaine avant que Bertrand n'ait présenté son Bill, le Conseil confédéral de la CSN s'est prononcé pour "l'unilinguisme français à tous les niveaux au Québec". Ce conseil est le plus haut corps entre les congrès de la CSN, il parle au nom des 225,000 membres de la centrale.

A ceux qui ont protesté que la question linguistique n'était pas une question syndicale, Michel Chartrand a répliqué:

"C'est un problème syndical. Il y en a qui chôment au Québec parce qu'ils ne sont pas bilingues. On demande même des balayeurs bilingues!" La question de la langue touche les salariés, leurs salaires, leur condition de travail, et souvent leur embauchage a-t-il poursuivi. Un autre délégué a déclaré qu'il était temps que l'on cesse de faire de la langue française une question réservée aux intellectuels. Ce problème regarde tout d'abord la classe laborieuse, ceux qui souffrent le plus du pseudo-bilinguisme.

Une large étude menée par la CSN, auprès de 680 syndicats affiliés à la centrale était rendue publique aux délégués à ce conseil. Cela a révélé la situation d'urgence de la langue française et la façon dans laquelle l'oppression linguistique écrase le travailleur francophone. L'étude a démontré les pressions forçant le travailleur francophone à s'angliciser, et elle a trouvé que cette pression était plus forte dans les plus grandes compagnies au Québec, bien que ressentie aussi dans les compagnies possédées par les Canadiens français. Les plus hauts postes étaient occupés par les Anglophones; les Francophones n'étaient généralement pas promus à ces postes, même s'ils connaissaient l'anglais. La situation est si mauvaise que même dans les relations de travail et les relations publiques — où les compagnies ont à faire avec une audience en grande majorité francophone — plusieurs firmes continuent d'opérer exclu-

(suite à la page 3)

La Lutte Ouvrière

(suite de la page 1)

...les syndicats

sivement en anglais. Pour obtenir une promotion, il est presque obligatoire pour un francophone d'être bilingue. Bien que maintenant le français est plus utilisé au Québec, les travailleurs francophones ne semblent pas obtenir de promotions plus rapidement qu'auparavant.

Confirmant ce que chaque Québécois connait de sa propre expérience et ce que les études de la commission officielle 'B-B' ont également démontré, les conclusions de cette importante étude ont sans aucun doute influencé la pensée des délégués au Conseil confédéral. Ils ont voté à 91 voix contre 34 pour un Québec français.

La question-clé posée ici est: les syndicats iront-ils plus loin, entreprendront-ils l'action industrielle, (participations organisées dans les marches, arrêts de travail symboliques, actions de grève). L'action résolue de leur part peut forcer le gouvernement à se retirer.

Les syndiqués militants qui voient que l'action politique militante sur cette question, comme sur bien d'autres questions d'importance pour les travailleurs québécois, est essentielle, demeureront-ils satisfaits après cette crise, de voir leurs chefs syndicaux chercher des amis et des alliés parmi les partis bourgeois et petits-bourgeois? La nécessité d'un instrument politique pour la classe ouvrière, un parti ouvrier, pourrait-elle être plus claire?

Bolivie : la répression n'écrase pas le combat

La Lutte Ouvrière
POUR QUE LES SYNDICATS LANCENT LE PARTI OUVRIER DE MASSE

Le matin du 14 juillet a marqué la reprise de l'activité de lutte armée : un traître qui avait contribué par sa délation à l'échec de la guérilla de Che Guevara a été châtié. L'équipe de combattants qui a exécuté dans la ville de Santa Cruz Honorato Rojas a diffusé des tracts expliquant la signification de l'action entreprise. Rojas, qui au début avait participé à la guérilla du Che, avait préparé en accord avec les forces de répression l'embuscade de Vado del Yeso, où tombèrent Tania et dix autres guérilleros, premier coup dur subi par la guérilla. Rojas avait reçu comme prix de sa trahison une décoration militaire et une ferme à quatre kilomètres de Santa Cruz, où il fut exécuté.

Dans la même journée vers minuit, une autre équipe de combattants se heurtait à des forces de police (DIC). Quelques heures plus tard, à l'aube du 15 juillet, des policiers armés et des militaires encerclaient et attaquaient une maison située dans la calle Lanza, à Cochabamba, où se trouvaient Enrique Ortega (Victor Guerra) et Rita Emilia Valdivia (Maya) Les deux militants se défendaient avec une décision extrême jusqu'à l'épuisement des cartouches de leurs revolvers. Maya tombait dans le combat tandis que Victor, sérieusement blessé, tombait aux mains de la police. D'après les renseignements des journaux boliviens, qui des semaines durant ont donné un très grand relief aux événements dont nous parlons, la maison attaquée était un siège clandestin de l'ELN et la police y trouva des documents importants.

Victor Guerra était ingénieur en géologie et avait travaillé jusqu'à une époque récente à l'Institut Bolivien de Géologie, lié au ministère des Mines et du Pétrole. Maya, encore très jeune — elle n'avait que 23 ans — était peintre et avait fait des études en Europe. Sa dépouille mortelle, transférée d'abord à la morgue de l'hôpital, fut ensuite retirée par le DIC qui l'enterra en cachette, par peur de manifestations d'étudiants et de protestations publiques.

A partir du heurt de Cochabamba et de la chute de Victor et Maya, le gouvernement prenait très rapidement une série d'initiatives. Concrètement, il s'agissait d'arrestations en chaîne dans tout le pays et de la confiscation de dépôts d'armes et de munitions appartenant à l'ELN et au POR, les deux organisations accusées d'être en train de préparer la guérilla et contre qui était lancée la répression.

Le 15 juillet dans l'après-midi, toujours à Cochabamba, étaient arrêtés, après un combat de rue, Antonio Moreno (Braulio) et Victor Cordova (Huascar). Transportés en avion à La Paz, les deux militants étaient présentés à la presse et accusés d'avoir organisés des actions à Santa Cruz, à Cochabamba et à La Paz. Devant les journalistes ils déclaraient ouvertement être membres du POR et de la Quatrième Internationale, reconnaître comme dirigeant de leur parti Hugo Gonzalez Moscosa (1), accepter les conceptions de Che Guevara sur la lutte armée et soutenir Inti Peredo et l'ELN. On arrête également Mario Bustamente et Beatriz Guardia, accusés de liaison avec Braulio. **Beatriz est torturée, affirme être militante de l'ELN et déclare qu'elle ne dira absolument rien, même si on la tue. (Beatriz est âgée de 18 ans et elle est étudiante en Economie.**

(1) Dirigeant du POR.

José Antonio Moreno (Braulio) a travaillé dans les chemins de fer et fut plus tard étudiant en philosophie. Il est accusé d'être instructeur de guérilla. Victor Cordova est un dirigeant paysan, qui parle kechua et aymara (2) et qui est lié aussi aux mines. Les frères Campos sont étudiants en droit.

Dans la ville de Oruro, sont arrêtés deux frères, Felipe et Elio Vasquez. Avant d'être jeté dans les cachots de police, Felipe est amené avec sa femme et ses trois enfants en dehors de la ville, déshabillé et fustigé. Ensuite, il est transféré à demi-mort à La Paz. Les deux frères sont accusés d'avoir été chargés d'organiser des activités terroristes dans les mines et d'avoir recruté des mineurs pour leur donner une instruction militaire.

Felipe Vasquez est un mineur, ancien dirigeant syndical de Huanuni, fondateur et dirigeant des syndicats clandestins depuis l'occupation militaire des mines. Elio Vasquez est lui aussi mineur, ancien dirigeant du syndicat de Catavi ; il était à la tête de la bataille des mineurs contre l'armée à Sora Sora les derniers jours du régime de Paz Estenssoro. Aussi bien Felipe que Elio sont très connus en tant que dirigeants mineurs du POR et membres de la IVe Internationale.

A Oruro tombent aussi sous les coups de la répression Bertna Porcel, professeur à l'Université et militante du POR, et King Palenque, employé à l'Université, tandis que sont accusés d'aider la guérilla Vasquez Benigno Ojeda, militant du POR et secrétaire général de la Fédération Universitaire et le professeur universitaire Felipe Iniguez, d'orientation communiste prosoviétique. Celui-ci rejetta comme fausse les accusations : Ojeda réussit à échapper.

A La Paz, la répression a été encore plus violente et des centaines de policiers en civil et en uniforme ont été mobilisés. Les militants du POR Tomas Chambi, dirigeant paysan aymara, de la province de Camacho, Anselmo Herrera Lopez, dirigeant de la jeunesse de Huanun, Gabriel Guzman Illanes, dirigeant des cheminots dont les conditions de santé sont très mauvaises, Cecilio Alcon et Victor Alcon, étudiants qui sont accusés d'être chargés d'organiser un « laboratoire spécial » pour la préparation de bombes **(time-bomb)**, de bombes incendiaires et d'autres explosifs, ont été arrêtés, ainsi que les étudiants Alberto Romano et José Unzategui, le peintre Luis

(Suite page 2)

(Suite de la page 1)

Zilveti (qui réussit à s'enfuir et se réfugier à l'Ambassade de l'Ecuador grâce à l'aide du directeur du quotidien de La Paz, **El diario**), un haut fonctionnaire de la Comibol, Gonzalo Oroza Bellido, le doyen adjoint de la Faculté des Ingénieurs Industriels, Jorge Schutt, et la femme de Oroza, Tertu Tuulikki, de nationalité finlandaise. On a annoncé aussi l'arrestation d'un Argentin nommé Trucco, de deux Français dont les noms n'ont pas été communiqués jusqu'ici.

Malgré la persécution farouche et l'utilisation d'un grand nombre de forces de répression, le gouvernement n'a pas réussi à arrêter les principaux dirigeants. Hugo Gonzalez Moscoso, secrétaire du POR, a été recherché activement, mais il n'a pas été trouvé. La police a fait irruption dans la maison de certains membres de sa famille dans le quartier de Miraflores et dans son appartement de Avenida de Montes, qui, selon le ministre de l'Intérieur, était un centre d'instruction militaire ! Les policiers, à qui la proie avait échappé, se sont vengés à leur façon : ils détruisaient ou emportaient tout ce qu'ils avaient trouvé dans l'appartement de l'Avenida Montes : meubles, livres, lits, objets de la cuisine, plats, verres, vêtements, tableaux, etc. Ceci a été dénoncé courageusement par la femme de Gonzalez et par le Comité des Droits Humains, qui est présidé par le prêtre Prats. Une vingtaine de policiers armés et masqués pour ne pas être reconnus ont participé à l'opération. Les membres de famille de Gonzalez ont été traité brutalement et on leur a communiqué que le dirigeant du POR, si on le trouve, sera « envoyé discuter avec Saint Pierre ».

Tous les prisonniers sont au secret et sous contrôle très strict. Victor Guerra, qui pourtant est sérieusement blessé, est encerclé dans sa chambre d'hôpital par une vingtaine de policiers et de soldats. Les autres, d'après les membres de leur famille, ont été sauvagement torturés par les méthodes les plus diverses (courant électriques, coups aux testicules, suffocation, etc.). Le gouvernement conteste bien entendu cette version.

D'après la police et la presse, sept dépôts particulièrement bien fournis ont été découverts. Il s'agit d'armes, de munititions, d'hamacs, de havresacs, d'appareils photographiques, de médicaments, d'instruments de chirurgie, etc.

Le gouvernement s'efforce de donner l'impression qu'il a réussi à écraser une entreprise de guérilla urbaine. Pour sa part, Victor Guerra, a déclaré de son lit d'hôpital que l'ELN était en train de préparer une guérilla rurale, et qu'il n'était pas favorable à la guérilla urbaine, qui était organisée par d'autres groupes. Malgré la mort de Maya — qui d'après certaines versions aurait demandé à son camarade de la tuer avant l'arrestation — et sa propre arrestation, il a déclaré comme Antonio Morano, que la lutte continuait.

Les commentaires qui circulent dans les milieux de la presse et notamment dans les milieux politiques de gauche peuvent se synthétiser ainsi : le gouvernement a effectivement donné un coup au mouvement révolutionnaire, mais il exagère dans le but de justifier des mesures de répression généralisées. Des milieux militaires en particulier — entres autres, le groupe autour de Ovando — ont intérêt à monter l'affaire pour justifier à l'avance un coup militaire éventuel.

De l'avis général, le mouvement révolutionnaire est loin d'être détruit et continue à se préparer.. Le passif le plus lourd pour les combattants semble être l'arrestation de certains militants et la perte de quantités impotantes de matériel précieux qu'il sera difficile de remplacer rapidement sans une très large solidarité du peuple bolivien et des mouvements révolutionnaires du monde entier.

Quant aux prises de positions des organisations ou mouvements de gauche le PC pro-soviétique a réitéré son orientation hostile à la lutte armée et à la guérilla. Le groupe Lora, ex-trotskyste, a publié un communiqué, signé par Lora lui-même, qu'il rejette toute responsabilité en cette affaire et se prononce contre le « terrorisme et la guérilla ». Le PC pro-chinois a saisi l'occasion pour dénoncer un complot impérialiste qui aurait pour but d'assassiner son principal dirigeant Oscar Zamora (pourtant, il n'y a pas de pro-chinois parmi les arrêtés). Des voix en faveur de la guérilla se sont levées dans les milieux de la jeunesse social-chrétienne et chez les camillistes (partisans de Camillo Torres, prêtre guerillero assassiné). Les Fédérations Universitaires de La Paz, Oruro et Cochabamba ont condamné les tortures contre les prisonniers, dont elles ont demandé la libération. Elles ont demandé aussi que les procès éventuels se déroulent devant la justice ordinaire. La même attitude a été prise par le Comité de Défense des Droits Humains, qui veut organiser une campagne à l'échelle mondiale. L'ELN et le POR n'ont fait aucune déclaration officielle sur les arrestations.

Il semble que le POR ait l'intention de commencer dans les milieux ouvriers,, paysans et étudiants une campagne de solidarité avec les emprisonnés, une campagne qui, étant donné les liaisons internationales dont le parti jouit, devrait acquérir l'ampleur acquise par la campagne en faveur de Hugo Blanco et par celle pour Régis Debray.

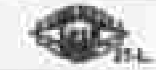
La Paz, août 1969.

---

(2) Dialectes indiens.

La Lutte Ouvrière

POUR QUE LES SYNDICATS LANCENT
LE PARTI OUVRIER DE MASSE

décembre 1969  10 cents

Bertrand et Drapeau violent nos droits

par Walter Blumenthal

Depuis un certain temps le gouvernement multiplie ses mesures de répression. La dernière action de cette campagne est le règlement municipal de Montréal qui interdit les manifestations. Selon Rémi Paul, ce règlement pourrait bien être repris par l'Assemblée Nationale pour qu'il s'applique à tout le Québec. Le règlement, qui est de toute évidence inconstitutionnel, demeure quand même en vigueur, brimant les droits les plus élémentaires des Montréalais — le droit à la parole et à l'expression libre.

LE CONGRÈS DU PQ - Page 4

Le syndicaliste Michel Chartrand, président du Conseil Central de Montréal (CSN) est arrêté sous l'accusation de sédition, et de mépris de cour parce qu'il refuse de se taire. Chartrand a passé plusieurs jours en prison sous cette dernière accusation.

Rappelons les autres accusations de sédition, montées de toutes pièces, contre les dirigeants de la LIS, Gravel et Lemieux, et contre Pierre Vallières. Les accusés risquent d'écoper 14 ans d'emprisonnement chacun: Lemieux risque l'emprisonnement à perpétuité.

Le mouvement syndical québécois a déjà senti l'effet des lois d'exception passées contre les grévistes,il a déjà vu ses leaders aller en prison pour avoir défendu le droit fondamental de grève et d'organisation syndicale. Mais la répression devient de plus en plus grave: le règlement anti-manifestations a déjà servi à empêcher les lignes de piquetage, il pourra même être appliqué contre les assemblées syndicales.

De concert avec cette répression, la police excerce contre les mouvements populaires un mépris total des droits légaux garantis à l'individu par le cole légal et par la Charte des Droits de l'Homme. Ainsi on signale perquisitions et fouilles illégales, saisies de biens personnels et du livre "séditieux", Nègres blancs d'Amérique, arrestations "préventives" et détentions illégales durant lesquelles le détenu est illégalement photographié; prises illégales d'empreintes digitales, et enfin, brutalité telle que vue à la manifestation du 31 oct., à Québec.

Le mouvement étudiant, l'avant-garde du mouvement populaire, subit une répression systématique qui reflète le caractère de "prison" de nos écoles et collèges. A tous les niveaux ceux qui avaient organisé les débrayages sont expulsés. Les autorités s'efforcent de prouver qu'en système capitaliste "la contestation ne paie pas". Dans les écoles secondaires, des cas de matraquage par le directeur surviennent. Les étudiants sont ou bien "lock-outés", ou bien emprisonnés dans leurs écoles, durant les semaines de contestation contre le Bill 63. Des agents surveillent les couloirs et les cégépiens ne sont pas épargnés: dans plusieurs CEGEPs, l'assemblée est interdite, et à St-Jean, la conversation est interdite dans les couloirs.

C'est, là, peut-être une façon d'en faire une "majorité silencieuse"!

Le gouvernement effrayé par l'ampleur de l'opposition, et cherchant, comme Richard Nixon, cette "majorité silencieuse" en sa faveur qui n'existe pas, se voit obligé de recourir à la tactique la plus discrédi-

(suite à la page 4)

"Québec français!" crient les milliers de personnes descendues dans la rue afin de défendre la langue française et de s'opposer au Bill 63.

La lutte contre le Bill 63

Bilan et perspectives

par Arthur Young

L'introduction du Bill 63 a provoqué un débordement d'opposition de masse: venant de presque toutes les couches de la société, et des manifestations de masse d'une ampleur jamais vue au Québec depuis la dernière crise de la conscription. Il est évident que le mouvement pour un système unilingue d'écoles françaises a gagné un appui de masse durant la dernière période.

L'expression la plus spectaculaire de l'opposition populaire était la série de manifestations de rue qui ont eu lieu à Montréal et à travers la province. La première, à Montréal, convoquée avec un très court temps-d'avis a rallié quelque 10,000 manifestants; les manifestations ultérieures étaient plus grandes. A travers le Québec, des régions qui n'avaient jamais vu de manifestations de masse dans la rue voyaient des centaines et des milliers de gens manifester. Tout le mouvement de protestation a culminé dans la capitale provinciale le 31 octobre, où a eu lieu une manifestation monstre et un ralliement devant l'Assemblée nationale. Plus de 40,000 personnes ont participé à cette journée.

Pendant ces journées, à Montréal, les rues se bondèrent de manifestants. Des milliers d'étudiants débrayaient, marchaient sur d'autres écoles pour provoquer d'autres débrayages, et alors partaient à travers la ville dans des marches spontanées, militantes et ordonnées. Plus tard dans la semaine, les étudiants entreprenaient la distribution de porte en porte de tracts et de pétitions contre le bill. Chaque soir, les activités de la journée se terminaient en une manifestation ou un ralliement de masse.

Bien que la vaste majorité des manifestants étaient des étudiants, dont certains d'Écoles Secondaires et très jeunes on ne pouvait pas douter de l'appui populaire dont ils jouissaient. De tous les coins du Québec les protestataires ont reçu une réponse massivement favorable. Où l'unité nationale contre le bill s'est manifestée le plus nettement c'est dans la compostion du Front du Québec Français, une large formation regroupant tous ceux qui s'opposaient au bill et réclamaient un Québec français. Les seules couches absentes du FQF étaient la minorité anglophone, le gouvernement, et la classe capitaliste. Lancé principalement par la Société St-Jean Baptiste, organisation petite-bourgeoise, le front est parvenu à englober pratiquement toute la petite-bourgeoisie, tous les groupements étudiants francophones, la plupart des groupes socialistes, et deux des trois centrales ouvrières québécoises. Même des associations religieuses telles que la Congrégation des pères du St-Sacrement et d'autres comme la Société des sourds du Québec se sont prononcées contre le Bill!

Les partis bourgeois étaient ébranlés. Au sein de l'Union Nationale, quatre députés ont annoncé qu'ils n'appuyeraient pas le bill, tandis que le Parti Libéral a subi une défection.

Un des aspects les plus importants de la lutte a été l'engagement du mouvement ouvrier. Ceci représente une rupture importante de la perspective étroite dont fait preuve quotidiennement la bureaucratie syndicale. La CSN, après des luttes internes, s'est prononcée contre le bill et en faveur de l'unilinguisme. La CEQ, qui représente 70,000 enseignants de la

(suite à la page 2)

1,000,000 manifestent aux E-U

par P. Simpson

Les manifestations du 15 novembre contre la guerre au Vietnam démontrent très clairement que la majorité des Américains s'oppose maintenant à cette guerre. Cette mobilisation constituait non seulement la plus considérable à avoir lieu aux Etats-Unis mais les manifestations étaient également les plus grandes de l'histoire américaine récente. Des millions de gens qui portaient des brassards noirs au travail et qui participaient aux rallies-midi du 15 oct., un million étaient prêts à se rendre dans la capitale américaine et à San Francisco afin de participer aux marches massives exigeant le retrait immédiat des troupes américaines du Vietnam.

Des centaines et des milliers de soldats américains ont participé à ces manifestations, démontrant l'opposition importante à la guerre qui s'est développée au sein de l'armée.

L'opposition a pénétré plus profondément aux E-U et dans la population mondiale que ne le croyaient possible les impérialistes. En plus du million de manifestants aux E-U, d'autres millions de personnes descendaient dans les rues du Japon, dont des travailleurs membres des plus grandes centrales syndicales. La campagne contre la complicité japonaise à la guerre et pour le retour d'Okinawa a ébranlé le gouvernement japonais. Malgré l'interdiction du gouvernement français et malgré l'arrestation de plusieurs centaines de militants dirigeants, des milliers de personnes manifestaient en France. Au Canada, des manifestations avaient lieu dans 12 villes et sur 25 campus, dont quelques 4-5,000 personnes à Vancouver et à Toronto. Une petite manifestation avait lieu à Outremont, où on a marché sur la maison du principal complice canadien à la guerre, P.E. Trudeau. Un heureux hasard, la maison de Trudeau se trouve dans cette banlieue où l'interdiction anti-constitutionnelle des manifestations à Montréal ne s'applique pas.

Vers où se dirige maintenant le mouvement anti-guerre? Le mouvement grandit quotidiennement car le sentiment contre la guerre s'approfondit et s'élargit dans la population. Même les politiciens cherchent à en profiter. Avec eux, ils amènent une perspective plus conservatrice et cherchent à se servir du militantisme contre la guerre pour leurs fins électorales. En 1968, ils se lancèrent dans les campagnes McCarthy-Kennedy et c'est ce qu'ils cherchent à répéter maintenant.

Les manifestations de novembre ont démontré que ces forces n'ont pas détourné le mouvement anti-guerre. Elles ont démontré que la principale demande est toujours celle du retrait immédiat de toutes les troupes américaines, et que les manifestations militantes de masse continueront dans les rues. Le potentiel de ce mouvement est évidemment énorme: de plus en plus d'Américains refusent d'accepter le déclin de leur niveau de vie et de voir leurs jeunes, conscrits et tués au Vietnam.

La "vietnamisation" de la guerre, la date secrète de Nixon pour retirer les troupes, le retrait si publicisé des troupes cédulées pour rentrer de toute façon — tout ceci ajoute à l'amertume et au malaise qui règne aux E-U. Même les astronautes du projet Apollo ont été déplacés de la première page pour faire place au reportage sur la vague de répulsion face aux massacres systématiques perpétrés par les troupes américaines au Vietnam.

L'administration américaine fait face maintenant à deux alternatives impossibles. Se retirer du Vietnam serait une défaite décisive. Une telle victoire pour les Vietnamiens précipiterait une vague révolutionnaire à travers toute l'Asie et l'Amérique Latine. Demeurer au Vietnam amènerait une crise interne qui ébranlerait les E-U jusqu'à dans leurs fondements même.

"Québec français! crient les milliers de personnes descendues dans la rue afin de défendre la langue française et de s'opposer au Bill 63.

La Lutte Ouvrière

La lutte contre le Bill 63

Bilan et perspectives

par Arthur Young

L'introduction du Bill 63 a provoqué un débordement d'opposition de masse venant de presque toutes les couches de la société, et des manifestations de masse d'une ampleur jamais vue au Québec depuis la dernière crise de la conscription. Il est évident que le mouvement pour un système unilingue d'écoles françaises a gagné un appui de masse durant la dernière période.

L'expression la plus spectaculaire de l'opposition populaire était la série de manifestations de rue qui ont eu lieu à Montréal et à travers la province. La première, à Montréal, convoquée avec un très court temps-d'avis a rallié quelque 10,000 manifestants; les manifestations ultérieures étaient plus grandes. A travers le Québec, des régions qui n'avaient jamais vu de manifestations de masse dans la rue voyaient des centaines et des milliers de gens manifester. Tout le mouvement de protestation a culminé dans la capitale provinciale le 31 octobre, où a eu lieu une manifestation monstre et un ralliement devant l'Assemblée nationale. Plus de 40,000 personnes ont participé à cette journée.

Pendant ces journées, à Montréal, les rues se bondèrent de manifestants. Des milliers d'étudiants débrayaient, marchaient sur d'autres écoles pour provoquer d'autres débrayages, et alors partaient à travers la ville dans des marches spontanées, militantes et ordonnées. Plus tard dans la semaine, les étudiants entreprenaient la distribution de porte en porte de tracts et de pétitions contre le bill. Chaque soir, les activités de la journée se terminaient en une manifestation ou un ralliement de masse.

Bien que la vaste majorité des manifestants étaient des étudiants, dont certains d'Écoles Secondaires et très jeunes on ne pouvait pas douter de l'appui populaire dont ils jouissaient. De tous les coins du Québec les protestataires ont reçu une réponse massivement favorable. Où l'unité nationale contre le bill s'est manifestée le plus nettement c'est dans la compostion du Front du Québec Français, une large formation regroupant tous ceux qui s'opposaient au bill et réclamaient un Québec français. Les seules couches absentes du FQF étaient la minorité anglophone, le gouvernement, et la classe capitaliste. Lancé principalement par la Société St-Jean Baptiste, organisation petite-bourgeoise, le front est parvenu à englober pratiquement toute la petite-bourgeoisie, tous les groupements étudiants francophones, la plupart des groupes socialistes, et deux des trois centrales ouvrières québécoises. Même des associations religieuses telles que la Congrégation des pères du St-Sacrement et d'autres comme la Société des sourds du Québec se sont prononcées contre le Bill!

Les partis bourgeois étaient ébranlés. Au sein de l'Union Nationale, quatre députés ont annoncé qu'ils n'appuyeraient pas le bill, tandis que le Parti Libéral a subi une défection.

Un des aspects les plus importants de la lutte a été l'engagement du mouvement ouvrier. Ceci représente une rupture importante de la perspective étroite dont fait preuve quotidiennement la bureaucratie syndicale. La CSN, après des luttes internes, s'est prononcée contre le bill et en faveur de l'unilinguisme. La CEQ, qui représente 70,000 enseignants de la province, a pris la même position. Les syndicats des enseignants sont connus depuis longtemps comme nationalistes, mais dans ce cas ils sont allés plus loin qu'auparavant, collaborant avec les étudiants dans leurs actions, manifestations et teach-ins contre le bill. Deux représentants syndicaux siègent à l'exécutif du FQF, un de la CSN et l'autre de la CEQ.

L'autre centrale syndicale, la FTQ, a refusé de se prononcer officiellement. Louis Laberge, président de la centrale, avait déclaré que "c'est une question qui intéresse plus les pseudo-intellectuels que les travailleurs." Mais deux journalistes du Montreal Star, après avoir interviewé de nombreux syndicalistes, ont remarqué le 31 octobre: "Les principaux dirigeants syndicaux tendent à appuyer le Bill 63. Mais, des permanents jusqu'à la base, il est impossible de trouver une seule personne favorable à ce même bill." Deux des plus grands syndicats affiliés à la FTQ ont officiellement pris parti contre le bill: les Métallos, et le Syndicat Canadien de la Fonction Publique.

A l'heure actuelle, la lutte contre le bill a diminué considérablement. Les protestations étudiantes de masse ne pouvaient pas se maintenir sans renforts — et la direction syndicale n'a pas relevé le défi. Bien que le mouvement de défense de la langue française ait subi un échec momentané, il ne faudrait pas exagérer l'importance de l'échec. Le trait le plus important du mouvement, c'est son caractère de masse, et le front national sans précédant mobilisé contre le bilinguisme officiel au Québec. D'autres batailles, de plus grande envergure, menant à des victoires réelles, sont inévitables.

Il faut tirer certaines leçons politiques de cette phase de la lutte. Premièrement, que la conscience nationale se développe rapidement à l'heure actuelle. Cette conscience se cristallise en une détermination à défendre la langue française par une politique d'unilinguisme au Québec. L'unilinguisme demeurera l'axe principal des prochaines luttes nationales.

Deuxièmement, la nécessité d'un parti ouvrier au Québec ne pourrait pas être plus évidente. Il n'y a pas un seul représentant des travailleurs à l'Assemblée Nationale, bien que cette classe compose la majorité de la nation. Pendant que l'opposition au bill montait jusqu'au point où il devenait évident qu'une grande majorité des Québécois s'y opposaient, une majorité bipartisane à l'Assemblée Nationale poursuivait tranquillement son adoption. Seule une petite opposition désunie de cinq députés a voté contre le projet.

Un commentaire sur le rôle de Lévesque: il s'est opposé au Bill 63, et le Parti Québécois gagnera sans doute sur le plan électoral grâce à ce fait. Mais le PQ ne s'oppose pas au point fondamental du bill (il s'oppose à l'unilinguisme en principe) mais il s'oppose au bill parce qu'il est trop vague et ne va pas assez loin. Lévesque a soigneusement évité les manifestations et ralliements contre le bill, afin que ses collègues parlementaires ne puissent pas l'accuser d'être un "radical" ou un "agitateur".

Une troisième leçon est que les étudiants Québécois sont capables de se mobiliser rapidement et en grand nombre sur ces questions, mais qu'ils doivent s'orienter vers les travailleurs, et tenter de les impliquer dans la lutte par tous les moyens. Autrement les protestations étudiantes ne peuvent se maintenir, et surtout elles n'acquièrent pas la force nécessaire pour gagner.

Finalement, cette action essentielle de la classe ouvrière est peut-être moins lointaine que certaines peuvent le penser. La question de la langue concerne directement le travailleur. Le mouvement syndical a appuyé la lutte contre le Bill 63, même si une direction inadéquate a bloqué la possibilité d'aller jusqu'au bout et de gagner le combat. Mais ces mouvements initiaux des puissants bataillons du travail sont extrêmement significatifs.

Comme le criaient les manifestants ces dernières semaines: "Ce n'est qu'un début! Continuons le combat!"

La LSO prôna la grève générale

Les trotskystes sont intervenus activement dans la crise qui vient tout juste d'ébranler le Québec. Présents dans la lutte quotidienne pour développer le mouvement de protestation, ils ont dynamiquement mis de l'avant la solution socialiste, celle de la classe ouvrière, à la crise nationale. Notamment, la LSO a lancé un appel à la grève générale, voulant à travers cette action indépendante de la classe ouvrière assurer la victoire de la lutte. Elle a lancé l'appel au moment où la lutte contre le bill continuait de monter, impliquant des forces de plus en plus larges. Plus de 13,000 exemplaires de cet appel ont été distribués, et il a reçu une importante publicité dans la presse quotidienne.

L'appel de la LSO se lit comme suit:

"A tous les ouvriers et étudiants du Québec: L'assemblée nationale est en train d'étrangler la nation québécoise!

"Faisons la grève générale!

"Le gouvernement tente de faire passer une loi qui entraine inévitablement la mort du français au Québec. C'est un coup porté directement contre les travailleurs québécois. Il n'y a pas un seul député à l'Assemblée Nationale qui représente la classe ouvrière.

"Seule l'action de masse peut défaire le Bill 63. Les protestations étudiantes et populaires sont importantes, mais insuffisantes. L'action nécessaire, à ce point c'est **la grève générale**, par tous les Québécois. Il faut frapper le patronat directement, **car c'est lui qui contrôle l'Assemblée Nationale.** Les directions des centrales sont en crise. Suivons l'exemple des enseignants, des journalistes et des artistes —

"Organisons-nous, **débrayons!!"**

Tout au long des événements la LSO entreprit de fournir une perspective politique socialiste. Elle a publié un numéro spécial du journal **La Lutte Ouvrière** au début du mouvement de protestation. La réponse au numéro spécial fut simplement fantastique: dans environ une semaine le tirage de 3,000 copies était entièrement vendu! Deux des articles de ce numéro traitaient de l'étendue de l'opposition, présentaient une analyse de la manoeuvre du gouvernement et un programme de lutte. Un troisième item rapportait l'opposition syndicale au projet de loi, et un quatrième décrivait la répression lancée contre les révolutionnaires boliviens.

Les trotskystes ont joué une part active dans le développement du mouvement de protestation. La LSO a participé à la création du FQF et en même temps a aidé à lancer le "Comité de Coordination" un groupement de gauche de militants et représentants de divers groupes au sein du FQF. C'était le "Comité de Coordination" qui a dirigé l'aile étudiante militante des protestations, et aussi les manifestations de masse répétées. Les représentants de la LSO et de la LJS ont joué d'importants rôles dans ce comité. Entre autres choses, ils entreprirent l'organisation du service d'ordre qui a réussi à maintenir l'unité lors des manifestations de masse. Ce n'était pas une mince réalisation, vu que jusqu'à tout récemment chaque manifestation d'envergure s'est terminée en une escamourche avec la police et un fracas de vitrines brisées.

Tôt dans l'année scolaire, les membres de la LJS ont pris l'initiative d'établir des groupes sur leurs campus ayant pour but la participation dans la lutte pour un système scolaire unilingue français. Ces groupes à but unique, ouverts à tous, et orientés vers l'action, jouèrent un rôle important en permettant une mobilisation rapide des étudiants contre le projet de loi.

Les événements subséquents justifièrent l'appel à la grève générale lancé par la LSO, même si ce n'était que de façon négative. L'action de masse de la classe ouvrière faisant défaut le mouvement de protestation s'affaissait — le projet de loi était approuvé en Chambre. L'appel à la grève générale reçut nombre de réponses favorables de la part des ouvriers. Mais les directions syndicales ne le reprirent pas et de ce fait l'appel ne pût être traduit en réalité. Même l'aile gauche du Comité de Coordination ne voyait pas la nécessité pour un tel appel.

Cet echec illustre le problème politique central au Québec aujourd'hui. D'une part les nationalistes, même ceux qui se considèrent des socialistes radicaux, ont encore à comprendre le caractère de classe de l'oppression nationale au Québec, et la dynamique ouvrière de cette question. D'autre part les directions actuelles des organisations de la classe ouvrière québécoise manquent des conceptes les plus élémentaires de l'action de classe indépendante en dehors des demandes purement économiques. L'intervention vigoureuse de la LSO durant la crise a sans aucun doute atteint plusieurs militants aux prises avec ces questions, et leur a indiqué le chemin.

Les patrons face à la révolution

Les patrons lancèrent une idée fort intriguante lors de la présentation de leur mémoire à la Commission Gendron. Ce mémoire, présenté par le Centre des dirigeants d'entreprise, déclare:

"Une chose certaine, c'est qu'il faut faire quelque chose. Si on ne peut obtenir, au Québec, que les Canadiens français, qui sont la majorité, travaillent en français, alors on est voué à l'extinction ou à la révolution."

Vu que le gouvernement s'obstine à maintenir la domination de l'anglais au Québec, et vu que l'on ne veut pas se suicider, que faut-il conclure?

La Lutte Ouvrière
POUR QUE LES SYNDICATS LANCENT LE PARTI OUVRIER DE MASSE

1,000,000 manifestent aux E-U

par P. Simpson

Les manifestations du 15 novembre contre la guerre au Vietnam démontrent très clairement que la majorité des Américains s'oppose maintenant à cette guerre. Cette mobilisation constituait non seulement la plus considérable à avoir lieu aux Etats-Unis mais les manifestations étaient également les plus grandes de l'histoire américaine récente. Des millions de gens qui portaient des brassards noirs au travail et qui participaient aux rallies-midi du 15 oct., un million étaient prêts à se rendre dans la capitale américaine et à San Francisco afin de participer aux marches massives exigeant le retrait immédiat des troupes américaines du Vietnam.

Des centaines et des milliers de soldats américains ont participé à ces manifestations, démontrant l'opposition importante à la guerre qui s'est développée au sein de l'armée.

L'opposition a pénétré plus profondément aux E-U et dans la population mondiale que ne le croyaient possible les impérialistes. En plus du million de manifestants aux E-U, d'autres millions de personnes descendaient dans les rues du Japon, dont des travailleurs membres des plus grandes centrales syndicales. La campagne contre la complicité japonaise à la guerre et pour le retour d'Okinawa a ébranlé le gouvernement japonais. Malgré l'interdiction du gouvernement français et malgré l'arrestation de plusieurs centaines de militants dirigeants, des milliers de personnes manifestaient en France. Au Canada, des manifestations avaient lieu dans 12 villes et sur 25 campus, dont quelques 4-5,000 personnes à Vancouver et à Toronto. Une petite manifestation avait lieu à Outremont, où on a marché sur la maison du principal complice canadien à la guerre, P.E. Trudeau. Un heureux hasard, la maison de Trudeau se trouve dans cette banlieue où l'interdiction anti-constitutionnelle des manifestations à Montréal ne s'applique pas.

Vers où se dirige maintenant le mouvement anti-guerre? Le mouvement grandit quotidiennement car le sentiment contre la guerre s'approfondit et s'élargit dans la population. Même les politiciens cherchent à en profiter. Avec eux, ils amènent une perspective plus conservatrice et cherchent à se servir du militantisme contre la guerre pour leurs fins électorales. En 1968, ils se lancèrent dans les campagnes McCarthy-Kennedy et c'est ce qu'ils cherchent à répéter maintenant.

Les manifestations de novembre ont démontré que ces forces n'ont pas détourné le mouvement anti-guerre. Elles ont démontré que la principale demande est toujours celle du retrait immédiat de toutes les troupes américaines, et que les manifestations militantes de masse continueront dans les rues. Le potentiel de ce mouvement est évidemment énorme: de plus en plus d'Américains refusent d'accepter le déclin de leur niveau de vie et de voir leurs jeunes, conscrits et tués au Vietnam.

La "vietnamisation" de la guerre, la date secrète de Nixon pour retirer les troupes, le retrait si publicisé des troupes cédulées pour rentrer de toute façon — tout ceci ajoute à l'amertume et au malaise qui règne aux E-U. Même les astronautes du projet Apollo ont été déplacés de la première page pour faire place au reportage sur la vague de répulsion face aux massacres systématiques perpétrés par les troupes américaines au Vietnam.

L'administration américaine fait face maintenant à deux alternatives impossibles. Se retirer du Vietnam serait une défaite décisive. Une telle victoire pour les Vietnamiens précipiterait une vague révolutionnaire à travers toute l'Asie et l'Amérique Latine. Demeurer au Vietnam amènerait une crise interne qui ébranlerait les E-U jusqu'à dans leurs fondements même.

La Lutte
Ouvrière

La gauche livre un combat important au congrès NPD

par Louis Paquette

Le congrès du Nouveau Parti Démocratique qui vient de se dérouler était peut-être le congrès le plus important du parti depuis sa fondation. Sur un arrière-fond d'appui croissant au parti de la part des Canadiens de plus en plus mécontents du statu quo, ce congrès discutait des questions fondamentales du programme du parti. L'élément-clé dans ces discussions était la manifestation d'une aile gauche importante qui conteste les politiques réformistes de la direction du parti. Cette aile gauche projette une politique carrément socialiste; elle a reçu l'appui d'un tiers des délégués, et elle entend continuer son combat afin de changer le programme et la direction du parti.

L'essor du NPD vers le pouvoir politique ne pouvait pas ne pas être remarqué par les 1,000 délégués réunis à Winnipeg. La province dans laquelle ils se sont rassemblés venait d'élire un gouvernement NPD. Le Premier Ministre de la province, Ed Schreyer, leur a adressé la parole, et bon nombre de députés provinciaux ont participé au congrès.

Ce qui a donné au congrès sa grande importance était le combat livré par une aile gauche forte, afin de rendre réellement socialiste le programme du NPD. Depuis des années des socialistes se sont battus dans ce sens, mais à ce congrès la situation était transformée: la gauche n'était plus une poignée, mais une force imposante. Elle possédait l'appui de 25 associations de comté, de la jeunesse néo-démocrate, et de nombreux personnages dirigeants. La direction du parti, qui avait voulu minimiser ou nier les différences, se trouvait obligée de débattre ses politiques.

Politique de la gauche

La gauche s'est groupée autour d'un document intitulé "Pour un Canada indépendant et socialiste". Ce document, lancé principalement par le professeur Watkins, exige un changement radical du programme et de l'activité du parti. Il demande que le parti cesse d'être une machine électorale, et qu'il descende dans la rue pour participer et mener les contestations populaires. Le document déclare que "la priorité du NPD devrait être le développement d'une conscience socialiste". Un point important est la revendication du contrôle ouvrier, c'est-à-dire le droit des travailleurs à décider de l'organisation du travail dans les ateliers et bureaux.

Le point de départ du document est la domination croissante du Canada par l'impérialisme américain: il arrive à la conclusion qu'un Canada indépendant veut dire un Canada socialiste. Il prône la nationalisation de l'industrie comme moyen d'y parvenir.

Le débat entre la direction actuelle et la gauche dominait le congrès tout entier.

La direction proposait une réaffirmation de la politique québécoise adoptée par le parti en 1967, c'est-à-dire pour le "bilinguisme et le biculturalisme", pour un "statut spécial" du Québec au Canada. Cette politique refuse même de reconnaître l'existence d'une nation québécoise! La gauche attaquait cette politique: elle a proposé une résolution qui reconnaît la nation québécoise et son droit à l'autodétermination, y compris la séparation, qui s'oppose au "bilinguisme tel que pratiqué maintenant", et qui voit la libération nationale du Québec à travers une lutte anti-impérialiste.

Les partisans de cette résolution ont été traités de "pro-séparatistes" par la direction du parti, mais ils ont riposté que les socialistes du Canada-anglais doivent dire aux francophones; "Nous ne mettons aucune condition sur votre lutte."

Très peu de francophones ont participé à ce débat, car il n'y en avait qu'une qua-

(Suite page 2)

(Suite de la page 1)

rantaine parmi les mille délégués. L'adoption de la politique "Trudeau-iste" de la direction confirme aussi l'isolement du NPD de la lutte québécoise. C'est la gauche anglophone qui s'est battue pour les droits nationaux des Québécois.

Les délégués ont réaffirmé les liens du NPD au mouvement syndical, rejetant la tentative menée par le leader du NPD en C-B, Dave Barrett de mettre fin au système d'affiliation des syndicats au parti. Un fort pourcentage des délégués étaient des représentants de syndicats affiliés, reflétant par ce fait même l'appui donné au NPD par les syndicats du pays. La proposition de Barrett n'a obtenu que quelques votes.

C'est en 1961 que l'on a créé le NPD. Le pays était en proie à une vague de législation anti-ouvrière. Les chefs syndicaux devaient retirer leur appui tacite aux vieux partis qui dirigeaient cette attaque. Ils ont dû livrer bataille sur le front politique, et pour ce faire, ils ont créé le parti politique des syndicats, le NPD.

signification du NPD

Malgré le refus de la direction actuelle du NPD de l'admettre, il est hors de doute que le parti est dominé par les syndicats: des milliers de syndiqués sont affiliés au parti à travers leur syndicat, des chefs syndicaux occupent des postes de direction au parti, l'appareil et l'argent syndical sont essentiels pour le parti, surtout lors des élections.

Le défaut grave du NPD est son programme nettement réformiste et modéré: il exprime l'optique étroite des bureaucrates syndicaux qui le contrôlent. Mais cette faute fondamentale ne doit pas obscurcir la signification profondément progressiste du NPD. Il est actuellement enraciné sérieusement au Canada, il reçoit 18% du vote fédéral, il se classe 1er ou 2e dans les grandes villes, et il vient de gagner le pouvoir au Manitoba. Par son existence, et par sa lutte, il incite les travailleurs à s'opposer aux partis de la bourgeoisie, il les oblige à rechercher le pouvoir politique pour la classe ouvrière. Les travailleurs les plus politisés se trouvent déjà dans les rangs du NPD, où ils subissent l'expérience du réformisme. Un travail socialiste conséquent peut les gagner au socialisme révolutionnaire.

D'importants débats ont eu lieu sur la politique étrangère, et sur le rôle de la femme. Un caucus féminin est intervenu avec vigueur dans les débats, attaquant le chauvinisme masculin de la société et du NPD. Quand les femmes ont demandé que 25 des 120 sièges au conseil fédéral du NPD soient réservés aux femmes, la direction a fait repousser la revendication, réservant aux femmes 4 places!

Le congrès votait son appui aux manifestations du 15 nov. contre la guerre, et condamnait la complicité canadienne au Vietnam. Il s'est opposé à la participation canadienne à l'OTAN, et dans une autre résolution, les délégués ont demandé que le gouvernement aide les mouvements de libération nationale en Afrique.

A la suite du congrès, la politique du NPD reste réformiste, la vieille direction conserve sa place. Mais la gauche ne se sent nullement battue: le congrès était une première expérience pour elle, elle a beaucoup appris. Elle a gagné des sièges au niveau de la direction du parti: maintenant elle doit préciser son programme et s'organiser afin de pouvoir remplacer la direction actuelle du NPD. C'est à cette fin qu'elle a décidé de se maintenir, d'élire un comité de coordination de neuf personnes, de publier un bulletin, et de tenir une conférence centrale l'an prochain.



Le présidium du congrès de la LJS/YS. De gauche à droite: Walter Blumenthal, Gary Porter, Carole Oleniuk, Denis Lambert, et Joe Young.

Le congrès Jeune Socialiste:

Un grand pas en avant

par Jacquie Henderson

Plus de 200 jeunes socialistes ont assisté à la session spéciale du 3e congrès binational de la Ligue des Jeunes Socialistes/Young Socialists durant la fin de semaine de l'Action de Grâce à Montréal. Cette session clôturait une fin de semaine qui a marqué un grand pas en avant pour le mouvement étudiant socialiste.

Le clou du congrès fut l'allocution de Tariq Ali, leader étudiant connu à l'échelle internationale et membre de la section britannique du Parti Mondial de la Révolution Socialiste, la Quatrième Internationale fondée par Léon Trotsky en 1938. Le thème de son discours éloquent fut la nécessité pour les étudiants radicaux de joindre le parti d'avant-garde socialiste révolutionnaire.

Jacquie Henderson, secrétaire exécutive de la LJS/YS, présenta le rapport politique basé sur le projet de résolution politique du Conseil Exécutif Central. Un rapport minoritaire, basé sur un document intitulé "A quel stade sommes-nous arrivés" a été présenté par Michel Mill.

La Résolution Politique déclare: "La stratégie révolutionnaire dans les universités voit la révolution socialiste comme solution aux crises universitaires. Voilà pourquoi nous tentons de diriger l'attaque du mouvement étudiant contre son ennemi réel — la classe dirigeante capitaliste, et contre le pouvoir de cette classe sur l'université. Nous pensons que l'université et la société doivent être érigées dans l'intérêt de l'écrasante majorité de la société, c'est-à-dire la classe ouvrière. Or, nous voyons que le but du mouvement étudiant doit être la mobilisation et l'éducation des forces sociales en vue du socialisme et, par là, de faire de l'université un centre d'organisation pour le socialisme. ..."

Après une longue discussion impliquant plus de la moitié des délégués, le vote fut pris et la résolution politique adoptée.

Le rapport organisationnel présenté par Joe Young, organisateur de la section LJS/YS de Toronto, faisait état de la croissance de la LJS/YS et de l'ouverture de nouvelles sections dans les régions de Hamilton, Waterloo, Guelph, et Winnipeg.

Le congrès a pris fin dans l'enthousiasme avec le chant de l'Internationale.

Nationalisez Daly & Morin

par Walter Blumenthal

Devant la vague montante de militantisme ouvrier, les patrons recourrent de plus en plus souvent à la tactique du chantage. Les présidents des sociétés étrangères au Québec déclarent qu'ils ne peuvent plus se permettre d'accorder des augmentations de salaire, en vue de la "rentabilité" de leurs entreprises. Ces mêmes gens affirment que l'unilinguisme français dans l'usine et au bureau "coûterait trop cher", ils menacent de déménager en Ontario.

Prenant très au sérieux ces menaces, les politiciens bourgeois craignent que le "climat social" des luttes de masse ne "fasse peur" aux étrangers qui placent leurs fonds au Québec. Et, en réponse, le gouvernement assure des exemptions d'impôts aux intérêts impérialistes, versant des subsides quand il le faut, pour les garder au Québec.

Le cas de l'usine Daly & Morin à Lachine fait état de la connivance habituelle entre patrons et gouvernement dans ces complots de chantage contre les travailleurs. Les ouvriers y faisaient la grève depuis quatre mois, la grève était solide. Suivirent les menaces de déménagement en Ontario, si le syndicat ne cédait pas à l'offre patronale. Les syndiqués dirent "non". Le premier ministre, tout en affirmant que la décision de la Compagnie de déménager était "irréversible et irrévocable", a tenu des entretiens avec les patrons, dont les détails ne sont pas encore révélés.

Dénonçant ce chantage et la collusion entre le patronat et le gouvernement, Marcel Pépin, président de la CSN, a lancé: "La Companie a voulu vous tricher, le gouvernement a voulu vous tricher, mais les travailleurs de Daly & Morin n'ont pas accepté." Et, certes, face à cette attitude ferme des travailleurs, la Compagnie a dû signer la convention collective. Mais reste beaucoup à expliquer dans l'affaire de Daly & Morin.

Les représentants de la Compagnie se vantaient du fait que la Compagnie "a eu gain de cause sur toute la ligne et de ce fait elle restera donc au Québec". Les leaders syndicaux se moquèrent de cette déclaration arrogante. Mais même si cette déclaration est en grande partie de la propagande patronale, elle soulève des questions que le leadership syndical aurait dû soulever: ce "gain de cause" qui permet à la Compagnie de "rester au Québec" — s'agissait-il de subsides de la part du gouvernement? Daly & Morin, aurait-elle des amis dans le gouvernement?

Pour répondre à ces questions, le leadership syndical aurait dû exiger que les "entretiens" entre la Compagnie et le gouvernement soient tenus en présence du syndicat, que tout accord soit annoncé publiquement, et que le syndicat ait l'accès aux livres de compte de la Compagnie.

Le leadership du syndicat aurait dû prendre position carrément contre les octrois gouvernementaux, il aurait dû exiger que le gouvernement assure la bonne marche de cette entreprise québécoise, dans l'intérêt des ouvriers. Contre les dons gouvernementaux, on aurait dû soulever la revendication de *nationalisation* de Daly &Morin sans remboursement. Le gouvernement serait ainsi obligé d'assurer le financement de l'usine, qui serait gérée démocratiquement par un conseil des ouvriers.

(suite à la page 4)



mi-janvier 1970  10 cents



La vraie cause de l'inflation: les grandes corporations qui recherchent davantage de bénéfices. Tout examen des livres de compte des corporations démontrera ce fait.

Toujours au bagne: Vallières et Gagnon

par Michel Mill

Gagnon est acquitté; Vallières est condamné. Les accusations contre les deux révolutionnaires étaient pareilles, la preuve présentée par la Couronne était la même, les témoins étaient identiques. Mais douze personnes ont voté à l'unanimité pour libérer Charles Gagnon de l'accusation de meurtre, et douze autres personnes ont voté à l'unanimité, à peine plus d'une semaine plus tard, pour condamner Pierre Vallières. Tirez vos propres conclusions sur la justice au Québec . . .

Dans leur tentative de libérer la nation, Vallières et Gagnon ont risqué leur liberté et leur vie. De plus en plus de Québécois sont prêts à courir des risques aussi graves pour la libération de la nation. Arracher Vallières et Gagnon — car il ne faut pas oublier les autres accusations qui pèsent toujours contre ce dernier — des mains de la justice bourgeoise, qui depuis trois ans a démontré toute sa mesquinerie envers eux, est une tâche élémentaire de tous ceux qui aspirent au titre de révolutionnaire ou même de démocrate.

Dans ce contexte, que dire des commentaires du Juge Miquelon qui, en rendant son jugement a osé dire à Vallières qu'il aurait pu faire une belle carrière s'il n'avait pas choisi la mauvaise voie? Non, monsieur, il y a de plus en plus de Québécois qui sont prêts à affirmer avec Pierre Vallières que la bonne voie n'est pas celle de la petite carrière bourgeoise, faire sa vie sur le dos des autres, mais celle de la libération socialiste du Québec, coûte que coûte.

Notre solidarité totale avec la cause de Vallière et Gagnon ne doit quand même pas nous empêcher d'exprimer honnêtement nos divergences avec la tactique qu'ils ont choisie. Pour nous la violence de l'individu ou du petit groupe ne peut pas libérer les opprimés; seul un vaste mouvement révolutionnaire de ces opprimés eux-mêmes pourra détruire toute la structure d'exploitation capitaliste et d'oppression nationale. Les crimes de cette société québécoise ne peuvent que créer un désir brûlant de vengeance qui est totalement justifié, mais l'envergure même de ces crimes est tellement vaste que ce désir ne peut pas être satisfait par l'acte de violence isolé. Pour ceci il faut mettre en mouvement des milliers, des dizaines et des centaines de milliers d'opprimés à travers la nation et les diriger à l'assaut de toutes les forteresses de la vieille société.

Il y en a pour qui le refus de la tactique du FLQ signifie un refus de défendre ceux du FLQ qui sont devant les tribunaux; il y en a d'autres pour qui la défense de Vallières et Gagnon signifie l'acceptation sans critiques de leur pratique. Quant à nous, nous sommes fiers de continuer à crier à haute voix et devant qui que ce soit: **LIBÉREZ VALLIÈRES ET GAGNON!**

"Chassons le capital de l'hôtel de ville"

par P. Simpson

"Chassons le grand capital de l'hôtel de ville!" "Pour une administration municipale ouvrière et socialiste!" Voilà le thème des campagnes municipales menées à Ottawa et à Toronto par deux organisations socialistes. Face au refus du NPD de présenter un candidat à la mairie de chaque ville, à League for Socialist Action/Ligue Socialiste Ouvrière et la Young Socialists/Ligue des Jeunes Socialistes sont intervenues. Elles ont montré comment les socialistes se servent des moyens électoraux et non-électoraux pour concrétiser l'idée d'action politique indépendante par la classe ouvrière.

A Toronto, 90,000 dépliants et 8,000 affiches ont été distribués à travers la ville. John Riddell, le candidat à la mairie, s'est adressé à 8,200 personnes lors de 55 réunions; il a gagné le droit de participer au débat télévisé entre les candidats, malgré les tentatives de John Bassett (magnat de l'industrie de communications) d'empêcher sa participation.

Le candidat socialiste à Ottawa, Dave Porter a fait face à une presse bourgeoise farouchement hostile, mais avec très peu d'argent il a réussi à s'adresser à plus de 2,000 personnes et à participer à six émissions de radio ou de télévision, tout en travaillant quarante heures par semaine à son emploi habituel.

La grande question était la crise du logement. De nombreux candidats à Ottawa avaient admis que des agents d'immeubles leur avaient offert des pots-de-vin en vue d'un changement du zonage; Porter a choqué une audience de gens aisés quand il a exigé la nationalisation sans compensation de toute compagnie qui offre les pots-de-vin. Le candidat socialiste a reçu son plus grand appui dans les trois quartiers où la crise du logement est la plus aiguë.

A part des candidats aux mairies de Toronto et d'Ottawa, les deux organisations ont présenté une liste impressionnante d'autres candidats à Toronto. La LSA/LSO a présenté trois candidats à l'échevinage, et la Young Socialists/Ligue des Jeunes Socialistes a présenté huit candidats à la commission scolaire, tous les huit ayant moins de 22 ans.

Parmi les revendications des socialistes on remarque: un programme d'urgence de

(suite à la page 4)

Un vif débat au congrès FTQ

par Louis Paquette

Le dernier congrès de la Fédération des Travailleurs du Québec a ressemblé aux congrès bureaucratiques précédents mais il a indiqué aussi l'inquiétude croissante des travailleurs québécois.

Les délégués se sont réunis du 19 au 22 novembre, à Québec, pendant une période de crise nationale grave. La politique gouvernementale anti-ouvrière venait de se manifester encore une fois avec l'adoption d'une autre loi d'exception obligeant les enseignants de la régionale de Chambly à réintégrer leurs classes. Encore plus sérieuse est la menace ouverte de la part de Bertrand et cie. de limiter ou éliminer le droit de grève dans la fonction publique, droit gagné seulement après de récentes luttes aiguës.

En même temps, l'inflation continue sa montée vertigineuse, et le chômage augmente dangereusement et rapidement. Et comme si ce n'était pas assez, le Bill 63 tant détesté, fut adopté par l'Assemblée Nationale durant le congrès de la FTQ.

Mais le congrès n'a pas apporté de réponses à ces crises. Il a révélé plutôt l'incapacité de la bureaucratie dirigeante de la centrale à y répondre.

Pendant plus d'une journée, les délégués, à tour de rôle, ont pris la parole pour fustiger Laberge et les autres bureaucrates syndicaux à cause de leur opposition aux protestations contre le bilinguisme. Les délégués du syndicat des métallos, venus des villes minières où la division linguistique révèle crûment l'oppression de classe, étaient parmi les plus militants. Certains délégués avaient organisé une ligne de piquetage devant le Parlement pendant l'adoption du Bill 63: ces délégués ont été l'objet d'une attaque verbale de Laberge, qui les a accusés de négliger leurs responsabilités!

Les congressistes n'ont pas tardé à répliquer dans la même veine. L'un se voyait vivement applaudi en lançant: "Pendant qu'on passait le Bill 63 en Chambre, le président de la FTQ et ses acolytes se sont cachés." Un autre a demandé si le sigle FTQ voulait dire "Ferme-toi, Québécois." Mais l'intervention la plus dramatique a été celle d'un Métallo de l'Abitibi, Antonio Bruno. "Lorsqu'on est président d'une centrale syndicale, il faut agir. C'est un Italien qui vous le dit, un compatriote de ceux de St-Léonard. Prenez position pour l'unilinguisme" a-t-il déclaré.

La proposition de la direction a rencontré un mur solide d'opposition, et au fur et à mesure que le débat se développait, bien des observateurs ont pensé que la FTQ adopterait l'unilinguisme, à l'exemple des autres centrales. La vaste majorité de ceux qui sont intervenus dans le débat a prôné l'unilinguisme.

(suite à la page 4)



Le congrès FTQ débat le statut du français

Cependant, la direction de la FTQ sait bien comment manoeuvrer pour cacher et enterrer la volonté des membres. Elle a référé la politique linguistique à six ateliers, et ensuite elle a "fait la synthèse" des opinions exprimées dans les ateliers. Cette "synthèse" était finalement présentée au congrès, pour être rejetée ou adoptée. Par ce truchement bureaucratique la politique linguistique de la direction était adoptée, mais par une majorité extrêmement mince.

La politique linguistique officielle de la FTQ prône le français comme langue de travail, le maintien des écoles anglaises, et l'envoi obligatoire des enfants néo-québécois à l'école française.

Sur un autre sujet, le congrès a réalisé des pas importants vers l'unité tellement nécessaire du mouvement ouvrier. Dans une résolution-surprise adoptée à la fin du congrès, on a ordonné à la direction de la FTQ de commencer des discussions avec les autres centrales en vue d'une fusion du mouvement ouvrier au Québec.

Précédemment l'on avait voté pour l'intégration des Teamsters dans les rangs de la FTQ. Ce pas très positif a été pris malgré l'interdiction d'une telle action par la constitution de la FTQ. (Les Teamsters ne font pas partie du Congrès du Travail du Canada dont la FTQ est l'aile québécoise.)

L'échec le plus important du congrès était le refus de s'engager sur la voie de l'action politique ouvrière. Au dernier congrès de la FTQ en 1967, les délégués avaient adopté dans l'enthousiasme une résolution demandant que le leadership de la FTQ crée un parti ouvrier au Québec. Mais depuis ce congrès, les grosses légumes refusent de le faire, et ce malgré une situation qui s'aggrave pour le travailleur québécois. Ce congrès a endossé ce refus: il a réitéré son appui au Nouveau Parti Démocratique fédéral, toutefois il a également déclaré que le FTQ n'appuiera aucun parti politique provincial d'ici deux ans. La proposition du syndicat des travailleurs de l'auto en faveur de l'établissement d'un parti ouvrier au Québec n'a même pas été discutée par les délégués. Avec d'autres résolutions, elle a été référée au bureau de la FTQ, d'où elle sera renvoyée aux calendes grecques. Aux élections provinciales de 1970, les Québécois manqueront d'une alternative ouvrière de masse.

La dernière journée du congrès était consacrée aux élections. La vieille bureaucratie s'est fait réélire sans peine, bien que des visages aient changé.

L'opposition considérable aux bureaucrates de la FTQ, démontrée surtout lors du débat sur le français au Québec, n'était ni conséquente ni organisée. En 1965 un "caucus national" avait mené une bataille vigoureuse en vue de pousser la FTQ à la gauche; il avait présenté une liste de candidats; et il avait manqué la majorité par peu de votes. A ce congrès-ci, par contre, seulement la question de la langue a donné lieu à un combat sérieux contre la bureaucratie de la FTQ. On a vu une manifestation importante du mécontentement dans les rangs. Mais il reste à transformer ce mécontentement en un programme efficace d'action militante.

Notre réponse au chantage patronal

Une inspection des livres de compte de la Compagnie aurait fait état des profits arrachés par les patrons des ouvriers québécois depuis des années —profits qui annullent toute "obligation morale" de rembourser les patrons, et qui donnent à la classe ouvrière le droit de s'emparer de l'industrie québécoise et de la gérer dans son intérêt.

L'affaire Daly & Morin prouve que les investissements étrangers tant recherchés par le gouvernement du Québec, ne visent que la sur-exploitation des ouvriers québécois, et que toute politique patronale dans l'usine et dans l'économie est axée sur ce motif. Une fois que leurs profits sont le moindrement menacés, ils sont prêts à mettre en danger le gagne-pain de milliers d'ouvriers. Et de plus en plus, les grévistes au Québec réalisent qu'ils ne peuvent plus limiter leur action et leurs revendications au domaine strictement monétaire: leur action débouche sur le plan du *contrôle* de la production, du contrôle de l'économie nationale dans l'intérêt de la nation. De plus en plus ils remettent en question les priorités de la bourgeoisie — rentabilité. ils exigent que l'industrie soit gérée en faveur des travailleurs.

Dans ce contexte se place l'occupation de l'usine Domtar à Windsor Mills, en novembre, 1968, pour protester contre la menace de fermeture et pour protéger les ouvriers contre les scabs armés. Pour des motifs semblables, les ouvriers de Vickers et de Davies Shipbuilding ont fait le sit-in l'an dernier.

Les ouvriers ont le droit de protéger leur gagne-pain contre l'arbitraire du grand capital. La nationalisation et le contrôle ouvrier garantissent ce droit. Et si seule la classe ouvrière s'intéresse à la bonne marche de l'industrie nationale, voilà la tâche qui s'impose.

La Lutte
Ouvrière

"Chassons le capital de l'hôtel de ville"

par P. Simpson

"Chassons le grand capital de l'hôtel de ville!" "Pour une administration municipale ouvrière et socialiste!" Voilà le thème des campagnes municipales menées à Ottawa et à Toronto par deux organisations socialistes. Face au refus du NPD de présenter un candidat à la mairie de chaque ville, à League for Socialist Action/Ligue Socialiste Ouvrière et la Young Socialists/Ligue des Jeunes Socialistes sont intervenues. Elles ont montré comment les socialistes se servent des moyens électoraux et non-électoraux pour concrétiser l'idée d'action politique indépendante par la classe ouvrière.

A Toronto, 90,000 dépliants et 8,000 affiches ont été distribués à travers la ville. John Riddell, le candidat à la mairie, s'est adressé à 8,200 personnes lors de 55 réunions; il a gagné le droit de participer au débat télévisé entre les candidats, malgré les tentatives de John Bassett (magnat de l'industrie de communications) d'empêcher sa participation.

Le candidat socialiste à Ottawa, Dave Porter a fait face à une presse bourgeoise farouchement hostile, mais avec très peu d'argent il a réussi à s'adresser à plus de 2,000 personnes et à participer à six émissions de radio ou de télévision, tout en travaillant quarante heures par semaine à son emploi habituel.

La grande question était la crise du logement. De nombreux candidats à Ottawa avaient admis que des agents d'immeubles leur avaient offert des pots-de-vin en vue d'un changement du zonage; Porter a choqué une audience de gens aisés quand il a exigé la nationalisation sans compensation de toute compagnie qui offre les pots-de-vin. Le candidat socialiste a reçu son plus grand appui dans les trois quartiers où la crise du logement est la plus aiguë.

A part des candidats aux mairies de Toronto et d'Ottawa, les deux organisations ont présenté une liste impressionnante d'autres candidats à Toronto. La LSA/LSO a présenté trois candidats à l'échevinage, et la Young Socialists/Ligue des Jeunes Socialistes a présenté huit candidats à la commission scolaire, tous les huit ayant moins de 22 ans.

Parmi les revendications des socialistes on remarque: un programme d'urgence de

(suite à la page 4)

construction municipale d'habitations à prix modique; le transport en commun gratuit; le contrôle de la police par les citoyens; une fin à la discrimination exercée contre les femmes dans l'administration municipale; pour que le fardeau de la taxation soit sur le dos du grand capital.

En plus, les jeunes candidats de la YS/LJS ont exigé: l'abolition des frais de scolarité; un présalaire pour tous les étudiants âgés de plus de 16 ans; une fin à la discrimination contre la classe ouvrière dans le système d'éducation; la solidarité avec les revendications des enseignants.

Harry Kopyto a porté aux écoles mêmes à l'aide d'un porte-vois électrique le programme du contrôle étudiant-professeur. Quand un principal l'a obligé de quitter le terrain de l'école, 300 étudiants l'ont suivi. Joan Newbigging, une des candidates socialistes à l'échevinage a mené un groupe de femmes dans une invasion du bureau du maire afin de protester contre la discrimination que la ville fait subir aux femmes en matière salariale. Les partisans de Riddell ont aussi monté une ligne de piquetage devant la richissime église Timothy Eaton Memorial pour protester contre l'exemption de taxe des églises, le locataire et le petit propriétaire de maison en portant le fardeau.

Ces candidatures ont posé un défi contre la prétendue "indépendance" de la politique municipale. Elles étaient présentes là où les candidats du NPD, appuyés par le mouvement ouvrier, ne se sont pas présentés. Ainsi les citoyens de Toronto ont pu voter une liste complète de candidats ouvriers.

Un candidat "indépendant" a réussi à se faire élire: John Sewell promet de représenter "toute la communauté", de lui donner "une voix au conseil municipal". Malheureusement, il importe peu s'il le fait, car les décisions se feront toujours par la classe capitaliste qui contrôle la ville. Les gens comme Sewell (qui proclament qu'ils représentent tout le monde mais qui refusent en même temps de se lier à un programme ou à un groupe précis de personnes) seront les premiers à être entraînés dans les compromis de plus en plus grands avec les maîtres de la politique municipale, le grand capital. Seule une *équipe* liée *à la classe ouvrière* avec un programme pour des changements profonds est capable de changer les choses à l'hôtel de ville ou ailleurs.

Les candidats LSA/LSO — YS/LJS n'ont pas gagné les élections. Ils ont reçu un nombre de voix petit, mais significatif; Riddell en a reçu 2,400 Porter 2,340. Mais Porter a bien résumé la campagne socialiste en déclarant: "Que nous gagnions ou perdions l'élection, nous gagnons tout de même. Nous menons cette campagne afin de présenter une alternative ouvrière: nous l'avons fait. Nous la menons afin de faire connaitre les idées socialistes: nous l'avons fait. Nous la menons afin de bâtir un mouvement capable de transformer la société canadienne: c'est a que nous faisons!

La Lutte Ouvrière

Toujours au bagne: Vallières et Gagnon

par Michel Mill

Gagnon est acquitté; Vallières est condamné. Les accusations contre les deux révolutionnaires étaient pareilles, la preuve présentée par la Couronne était la même, les témoins étaient identiques. Mais douze personnes ont voté à l'unanimité pour libérer Charles Gagnon de l'accusation de meurtre, et douze autres personnes ont voté à l'unanimité, à peine plus d'une semaine plus tard, pour condamner Pierre Vallières. Tirez vos propres conclusions sur la justice au Québec . . .

Dans leur tentative de libérer la nation, Vallières et Gagnon ont risqué leur liberté et leur vie. De plus en plus de Québécois sont prêts à courir des risques aussi graves pour la libération de la nation. Arracher Vallières et Gagnon — car il ne faut pas oublier les autres accusations qui pèsent toujours contre ce dernier — des mains de la justice bourgeoise, qui depuis trois ans a démontré toute sa mesquinerie envers eux, est une tâche élémentaire de tous ceux qui aspirent au titre de révolutionnaire ou même de démocrate.

Dans ce contexte, que dire des commentaires du Juge Miquelon qui, en rendant son jugement a osé dire à Vallières qu'il aurait pu faire une belle carrière s'il n'avait pas choisi la mauvaise voie? Non, monsieur, il y a de plus en plus de Québécois qui sont prêts à affirmer avec Pierre Vallières que la bonne voie n'est pas celle de la petite carrière bourgeoise, faire sa vie sur le dos des autres, mais celle de la libération socialiste du Québec, coûte que coûte.

Notre solidarité totale avec la cause de Vallière et Gagnon ne doit quand même pas nous empêcher d'exprimer honnêtement nos divergences avec la tactique qu'ils ont choisie. Pour nous la violence de l'individu ou du petit groupe ne peut pas libérer les opprimés; seul un vaste mouvement révolutionnaire de ces opprimés eux-mêmes pourra détruire toute la structure d'exploitation capitaliste et d'oppression nationale. Les crimes de cette société québécoise ne peuvent que créer un désir brûlant de vengeance qui est totalement justifié, mais l'envergure même de ces crimes est tellement vaste que ce désir ne peut pas être satisfait par l'acte de violence isolé. Pour ceci il faut mettre en mouvement des milliers, des dizaines et des centaines de milliers d'opprimés à travers la nation et les diriger à l'assaut de toutes les forteresses de la vieille société.

Il y en a pour qui le refus de la tactique du FLQ signifie un refus de défendre ceux du FLQ qui sont devant les tribunaux; il y en a d'autres pour qui la défense de Vallières et Gagnon signifie l'acceptation sans critiques de leur pratique. Quant à nous, nous sommes fiers de continuer à crier à haute voix et devant qui que ce soit: **LIBÉREZ VALLIÈRES ET GAGNON!**

Dorion: Votons Manon Léger pour Un Québec français et socialiste!



Ailleurs, votons NPD

Ces élections n'empêchent pas les événements de suivre leur cours: c'est-à-dire de se détériorer. Le chômage atteint de nouveaux sommets, la crise du logement s'aggrave, les taxes montent toujours ainsi que le coût de la vie. On demeure sans protection pour notre langue, en fait, elle est plus menacée que jamais. La femme est une citoyenne de seconde classe, le système scolaire sert plus à un bourrage de crâne qu'à une éducation.

Point besoin de regarder les promesses électorales de l'Union Nationale ses quatre années au pouvoir suffisent à démontrer qu'il défend et sert les intérêts des patrons, ceux qui possèdent le Québec et exploitent la population. En grande partie, il s'agit de patrons étrangers. Pendant que les travailleurs sont forcés de se battre pour maintenir leur maigre niveau de vie, les monopoles amassent d'énormes profits.

Le Parti Libéral ne nous offre pas mieux. Il est au pouvoir à Ottawa, où il poursuit la même ligne que le gouvernement du Québec: que le peuple paie les frais!

Le Parti Libéral et l'Union Nationale sont tous deux des partis du patronat. Ils ne peuvent que nous offrir des conditions de vie encore pires qu'à l'heure actuelle.

Manon Léger nous propose un gouvernement tout à fait différent soit un gouvernement contrôlé par le peuple travailleur, et agissant dans son intérêt. Elle prône un gouvernement qui mettrait le bien-être du peuple avant le profit privé. Il établirait une économie planifiée, seule réelle assurance pour la population de bénéficier des énormes ressources du Québec et de procurer à tous un emploi convenable. Cette économie planifiée serait basée sur la propriété commune des usines et bureaux, des banques, et des ressources naturelles. Les travailleurs contrôleraient démocratiquement leurs lieux de travail, et toute la population serait impliquée dans l'établissement des politiques économiques importantes. La pleine démocratie y règnerait.

Dans une société contrôlée par les patrons, en grande majorité des anglophones, la langue française et constamment menacée. Mais quand les travailleurs québécois prendront en main leur société et commenceront à gérer l'économie, leurs lieux de travail, et la société en général, ce problème disparaîtra. On aura par le fait même un Québec français.

Un gouvernement des travailleurs et des cultivateurs pourvoira la nation de la possibilité de décider enfin de son sort national, si elle veut participer avec le Canada anglais dans un Etat, ou si elle préfère établir son Etat national indépendant.

Votons pour le gouvernement des travailleurs et des cultivateurs! Le 29 avril, dans Dorion, votons Manon Léger!

Manon Léger et la LSO qui appuie sa candidature ont avancé cette perspective pendant de nombreuses années. Elles ont surtout lutté pour l'établissement d'un parti ouvrier de masse. Ce parti représentant la classe ouvrière pourra mener la lutte pour le pouvoir politique contre les partis du patronat. Ce qui est nécessaire à ce point, c'est une convocation d'un congrès intersyndical visant l'établissement de ce parti et de son programme. Les syndicats, organisations de base de la classe ouvrière, sont les seules organisations capables d'établir ce parti ouvrier.

Les militants de la Fédération des Travailleurs du Québec ont adopté, lors du congrès de 1967, une résolution demandant l'établissement d'un parti ouvrier de masse. Mais les dirigeants syndicaux n'ont pas encore donné suite à cette exigence des membres.

Ainsi la grande majorité des Québécois ont peu de choix lors du scrutin. Mais les citoyens du comté de Dorion, eux, ont un choix. Ils ont une opportunité historique. Ils peuvent déposer leurs voix en faveur d'un gouvernement des travailleurs et des cultivateurs. Ils peuvent, par un vote massif en faveur de Manon Léger, indiquer le sentiment des milliers de Québécois à travers la province, qu'il faut faire un changement fondamental au Québec. L'élection de Manon Léger à l'Assemblée Nationale assurera que la population du Québec aura un porte-parole, quelqu'un qui luttera pour faire valoir son programme socialiste.

Votons pour la candidate socialiste dans Dorion! Le 29 avril, élisons Manon Léger!

Manon Léger

Manon Léger, candidate de la Ligue Socialiste Ouvrière dans le comté de Dorion aux élections provinciales du 29 avril, a 22 ans. Son expérience comme employée de bureau et activiste dans les mouvements anti-guerre et de libération des femmes marque un net contraste d'avec les qualifications professionnelles qu'ont la majorité des candidats au gouvernement et dans les partis d'opposition.

Née à St-Hyacinthe, Manon Léger y a commencé ses études et les a poursuivies à Montréal. Elle s'est jointe à la LSO à Montréal en 1968.

Manon Léger a eu plusieurs expériences dans le mouvement ouvrier, au cours des dernières années. En octobre 1968, elle a participé en tant que membre de la LJS, dans le mouvement d'occupation massif des Cegeps. Elle est membre de la Ligue pour l'Intégration Scolaire du NPD, et a tenu des responsabilités dans le mouvement anti-guerre. Elle est également une militante du mouvement de libération des femmes.

La candidature de Manon Léger exprime la détermination de la LSO à faire entendre l'alternative socialiste au présent marasme de la vie politique du Québec. En tant que jeune socialiste, ouvrière et femme, Manon Léger défendra les intérêts de la classe ouvrière québécoise.

La Lutte Ouvrière

POUR QUE LES SYNDICATS LANCENT LE PARTI OUVRIER DE MASSE

avril 1970



10 cents

Le Parti Québécois: une grande illusion

par Arthur Young

Nombre de gens mécontents des vieux partis, regardent le Parti Québécois comme une alternative véritable. Le PQ représente certainement une grande force dans cette campagne électorale.

Il revendique au-delà de 50.000 adhérents, il a tenu des assemblées regroupant des dizaines de milliers de personnes et aura sans doute des milliers de personnes pour travailler bénévolement. Son budget dans cette campagne se chiffre à un quart de million de dollars.

Que nous promet le PQ? L'indépendance politique du Québec et des réformes sociales.

Mais toute tentative de libérer le Québec doit être précédée d'une analyse sérieuse des sources de l'oppression nationale. Le Québec est dominé économiquement par un petit nombre de monopoles étrangers, américains et canadiens-anglais. Ces monopoles ont effet de ventouse sur le Québec comme il appert dans les colonies, retirant de ce fait même d'énormes profits et provoquant de grandes crises (chômage accentué, bas salaires, prix élevés, etc.).

Le Parti Québécois est incapable de changer la situation précisément parce qu'il refuse de reconnaître cette cause fondamentale de notre oppression.

Le PQ nous promet l'indépendance du Québec.

Une drôle d'indépendance, où la politique étrangère, les forces armées, le système bancaire et monétaire, les tarifs et les rapports commerciaux avec les E-U et les autres pays, seraient tous décidés de concert avec Ottawa. C'est plutôt un "statut spécial" pour le Québec au sein de la Confédération.

Que dit le PQ à propos de l'indépendance du Québec vis à vis des monopoles anglophones? Après tout, sans cette indépendance, on n'a rien changé d'important.

Il n'en est pas question, pour le PQ. Il propose justement un marché commun avec le reste du Canada afin de maintenir le statu quo économique: ainsi les compagnies canadiennes-anglaises n'auront même pas à franchir une barrière tarifaire pour exploiter les Québécois. Le programme du PQ déclare: "Le Canada tout entier, mais singulièrement l'Ontario, ont un intérêt direct à ce que la séparation se fasse dans l'ordre et sans bouleverser des rapports économiques (lire: exploitation) qui leur sont trop utiles (sic) pour qu'ils y renoncent volontiers." (P. 17). Les monopoles vont rester maîtres chez nous.

Tout en nous promettant l'indépendance, le PQ dévoile son vrai visage en déclarant aux hommes d'affaires qu'ils pourront continuer l'exploitation des Québécois tout comme avant.

Les actes posés en disent plus que les paroles. Et on sait bien quelles furent les actions du Parti Québécois pendant la crise du Bill 63. Bien qu'il se soit opposé au bill en raison d'un calcul opportuniste, le PQ a dénoncé les manifestations de masse et l'unilinguisme français. Quant au fond du Bill 63, le PQ est essentiellement d'accord avec le gouvernement dans son désir de maintenir les privilèges de la minorité anglaise dans le système scolaire.

René Lévesque n'a pas hésité à se ranger contre le mouvement ouvrier. Régulièrement il appuie les "lois d'urgence" à l'Assemblée Nationale, lois qui brisent certaines grèves importantes. La Fédération des Travailleurs du Québec a déclaré "inacceptable" le chapitre du programme du PQ visant l'étatisation des syndicats.

Tous les signes indiquent qu'un gouvernement péquiste serait un gouvernement capitaliste et anti-ouvrier.

Somme toute, le PQ est un parti engagé du côté du capital qui ne nous offre pas d'indépendance réelle. Il représente fondamentalement une tentative par certains nouveaux éléments de la classe moyenne (technocrates, fonctionnaires supérieurs, hommes d'affaires moyens, etc.) de modifier partiellement la situation afin d'améliorer leur position d'intermédiaire entre la population québécoise et les maîtres étrangers. En même temps, le PQ est très utile à l'Establishment car il canalyse le mécontentement populaire vers les anciennes voies parlementaires ne constituant aucune menace au système. Il détourne la protestation de la rue, et l'empêche d'assumer un clair caractère de classe.

(Suite à la page 3)

Rencontrez Manon Léger

Dimanche, le 26 avril, 7:30 heures p.m.

Réunion publique dans le comté de Dorion
Presbytère St-Édouard, salon C,
6617 St-Denis, (métro Beaubien).

"Manon Léger est membre du NPD. Je considère que dans le comté de Dorion, elle représente une alternative valable".
Roland Morin, président du NPD-Québec.

avril 1970

La Lutte Ouvrière

POUR QUE LES SYNDICATS LANCENT LE PARTI OUVRIER DE MASSE

Dorion: Votons Manon Léger pour Un Québec français et socialiste!

Ces élections n'empêchent pas les événements de suivre leur cours: c'est-à-dire de se détériorer. Le chômage atteint de nouveaux sommets, la crise du logement s'aggrave, les taxes montent toujours ainsi que le coût de la vie. On demeure sans protection pour notre langue, en fait, elle est plus menacée que jamais. La femme est une citoyenne de seconde classe, le système scolaire sert plus à un bourrage de crâne qu'à une éducation.

Point besoin de regarder les promesses électorales de l'Union Nationale ses quatre années au pouvoir suffisent à démontrer qu'il défend et sert les intérêts des patrons, ceux qui possèdent le Québec et exploitent la population. En grande partie, il s'agit de patrons étrangers. Pendant que les travailleurs sont forcés de se battre pour maintenir leur maigre niveau de vie, les monopoles amassent d'énormes profits.

Le Parti Libéral ne nous offre pas mieux. Il est au pouvoir à Ottawa, où il poursuit la même ligne que le gouvernement du Québec: que le peuple paie les frais!

Le Parti Libéral et l'Union Nationale sont tous deux des partis du patronat. Ils ne peuvent que nous offrir des conditions de vie encore pires qu'à l'heure actuelle.

Manon Léger nous propose un gouvernement tout à fait différent soit un gouvernement contrôlé par le peuple travailleur, et agissant dans son intérêt. Elle prône un gouvernement qui mettrait le bien-être du peuple avant le profit privé. Il établirait une économie planifiée, seule réelle assurance pour la population de bénéficier des énormes ressources du Québec et de procurer à tous un emploi convenable. Cette économie planifiée serait basée sur la propriété commune des usines et bureaux, des banques, et des ressources naturelles. Les travailleurs contrôleraient démocratiquement leurs lieux de travail, et toute la population serait impliquée dans l'établissement des politiques économiques importantes. La pleine démocratie y règnerait.

Dans une société contrôlée par les patrons, en grande majorité des anglophones, la langue française et constamment menacée. Mais quand les travailleurs québécois prendront en main leur société et commenceront à gérer l'économie, leurs lieux de travail, et la société en général, ce problème disparaîtra. On aura par le fait même un Québec français.

Un gouvernement des travailleurs et des cultivateurs pourvoira la nation de la possibilité de décider enfin de son sort national, si elle veut participer avec le Canada anglais dans un Etat, ou si elle préfère établir son Etat national indépendant.

Votons pour le gouvernement des travailleurs et des cultivateurs! Le 29 avril, dans Dorion, votons Manon Léger!

Manon Léger et la LSO qui appuie sa candidature ont avancé cette perspective pendant de nombreuses années. Elles ont surtout lutté pour l'établissement **d'un parti ouvrier de masse.** Ce parti représentant la classe ouvrière pourra mener la lutte pour le pouvoir politique contre les partis du patronat. Ce qui est nécessaire à ce point, c'est une convocation d'un congrès intersyndical visant l'établissement de ce parti et de son programme. Les syndicats, organisations de base de la classe ouvrière, sont les seules organisations capables d'établir ce parti ouvrier.

Les militants de la Fédération des Travailleurs du Québec ont adopté, lors du congrès de 1967, une résolution demandant l'établissement d'un parti ouvrier de masse. Mais les dirigeants syndicaux n'ont pas encore donné suite à cette exigence des membres.

Ainsi la grande majorité des Québécois ont peu de choix lors du scrutin. Mais les citoyens du comté de Dorion, eux, ont un choix. Ils ont une opportunité historique. Ils peuvent déposer leurs voix en faveur d'un gouvernement des travailleurs et des cultivateurs. Ils peuvent, par un vote massif en faveur de Manon Léger, indiquer le sentiment des milliers de Québécois à travers la province, qu'il faut faire un changement fondamental au Québec. L'élection de Manon Léger à l'Assemblée Nationale assurera que la population du Québec aura un porte-parole, quelqu'un qui luttera pour faire valoir son programme socialiste.

Votons pour la candidate socialiste dans Dorion! Le 29 avril, élisons Manon Léger!

Manon Léger

Manon Léger, candidate de la Ligue Socialiste Ouvrière dans le comté de Dorion aux élections provinciales du 29 avril, a 22 ans. Son expérience comme employée de bureau et activiste dans les mouvements anti-guerre et de libération des femmes marque un net contraste d'avec les qualifications professionnelles qu'ont la majorité des candidats au gouvernement et dans les partis d'opposition.

Née à St-Hyacinthe, Manon Léger y a commencé ses études et les a poursuivies à Montréal. Elle s'est jointe à la LSO à Montréal en 1968.

Manon Léger a eu plusieurs expériences dans le mouvement ouvrier, au cours des dernières années. En octobre 1968, elle a participé en tant que membre de la LJS, dans le mouvement d'occupation massif des Cegeps. Elle est membre de la Ligue pour l'Intégration Scolaire du NPD, et a tenu des responsabilités dans le mouvement anti-guerre. Elle est également une militante du mouvement de libération des femmes.

La candidature de Manon Léger exprime la détermination de la LSO à faire entendre l'alternative socialiste au présent marasme de la vie politique du Québec. En tant que jeune socialiste, ouvrière et femme, Manon Léger défendra les intérêts de la classe ouvrière québécoise.

Rencontrez Manon Léger

Dimanche, le 26 avril, 7:30 heures p.m.

Réunion publique dans le comté de Dorion Presbytère St-Édouard, salon C, 6517 St-Denis, (métro Beaubien).

"Manon Léger est membre du NPD. Je considère que dans le comté de Dorion, elle représente une alternative valable".
Roland Morin, président du NPD-Québec.

Manon Léger propose:

Fin au chômage! Un emploi pour tous

Le taux de chômage au Québec, — un travailleur sur dix chôme — est le double de celui de l'Ontario. A la fin du mois de février presque 200.000 travailleurs québécois se trouvaient sans emploi. Trudeau et Bertrand ne sont pas satisfaits: ils entendent mettre à pied d'avantage d'ouvriers au moyen de leur "programme contre l'inflation"! Ce "programme" sera utilisé de façon à supprimer les salaires et à assurer les marges de profits des corporations.

Pourquoi des centaines de milliers de travailleurs doivent-ils souffrir du chômage, afin de garantir les profits des richards? Tout le monde a droit à un emploi et à un standard de vie décent. L'automation et l'ordinateur créent des milliers de chômeurs. Mais les travailleurs devraient bénéficier de l'automation avec davantage de loisirs, avec de meilleures conditions de travail et avec une semaine de travail plus courte. Nous exigeons: **Une vacance annuelle d'un mois avec plein salaire pour tous: La semaine de travail plus courte — 30 heures de travail pour 40 heures de salaire.**

Personne ne va solutionner la crise du chômage par une politique de mises à pied croissante! Il faut au contraire raccourcir la semaine afin de donner à tous les travailleurs le travail actuellement disponible. Un gouvernement ouvrier à Québec légiférerait une **réduction immédiate de la semaine de travail (à 30 heures) sans réduction de salaire.**

Pour un Québec unilingue français

Notre nation survivra-t-elle? La question se pose en effet, car la langue française est menacée de disparition. Elle sera bientôt minoritaire à Montréal, et ensuite en province; ainsi le Québec, sa seule et unique base, lui sera perdu. Tout cela pourrait se produire en moins de trente ans.

De plus en plus de gens optent pour l'anglais pour échapper à la discrimination qui s'exerce contre tous les francophones. On nous oblige de parler l'anglais contre tous les francophones. On nous oblige de parler l'anglais pour obtenir un emploi ou une promotion. On nous confine aux postes inférieurs, moins rémunérateurs. Et pour le même travail, on nous paie moins qu'en Ontario.

Le bilinguisme au Québec a toujours été une fraude. La poignée de monopoles étrangers qui contrôlent la société québécoise emploie le bilinguisme officiel comme écran de fumée derrière lequel on nous impose l'anglais. L'anglicisation du Québec découle de cette emprise étrangère qui empêche l'épanouissement national et écrase la langue française.

Dans cette situation les réformes législatives, le "français prioritaire", etc. sont tous des voeux pieux. Le problème est profondément enraciné, la solution doit être profonde.

Pour un Québec unilingue français! Seulement de cette façon on peut défendre sérieusement les francophones et la langue française, et permettre que le français devienne la langue quotidienne, utilisée aux usines et bureaux, dans les magasins et ailleurs. C'est la simple démocratie de permettre à 83% de la population de parler sa langue maternelle.

La Ligue pour l'Intégration Scolaire a montré le chemin dans ses luttes pour un système unique d'écoles françaises. **Abolir le Bill 63: Légiférer un système scolaire unilingue français: Vive le Québec français!**

Crise du logement

Encore ce mois-ci les Montréalais doivent faire face à la crise du logement. Chaque année une famille sur cinq à Montréal déménage pour essayer de trouver un meilleur logis. En moyenne, on dépense un quart du revenu familial pour se loger. Mais on n'arrive pas à solutionner la crise. Les loyers montent par plus de 5
montent par plus de 5% chaque année.

La construction de logements à prix modique n'est pas "rentable" pour les grandes corporations. Elles préfèrent des projets plus payants qui leur garantissent des profits gigantesques.

Nous exigeons un gel immédiat des loyers et un programme massif de construction de logements publics à prix modique — voilà la réponse à la crise du logement. Un tel programme ferait revivre l'industrie de la construction au Québec, créant des milliers d'emplois permanents, et assurant des logements modernes aux travailleurs québécois. Des logements publics à prix modique briseraient le complot des propriétaires, permettant aux locataires de déterminer démocratiquement leurs propres conditions de vie.

Viet-Nam: fin a l'agression U.-S.

Le gouvernement américain intensifie actuellement son agression criminelle contre le peuple Vietnamien par une escalade de la guerre à travers le Laos et le Cambodge. Le bombardement effréné du Laos atteint présentement un niveau supérieur au bombardement dont fut victime le Vietnam du Nord, il y a deux ans.

Le gouvernement de l'Union nationale et les vieux partis du patronat sont complices dans la guerre du Vietnam. Ils appuient cette agression non seulement moralement, mais également matériellement. La vente d'armements fabriqués au Québec (tels que les pièces d'avions militaires américains fabriqués par CANADAIR) constitue un soutien important de la guerre américaine au Sud-est asiatique.

Le gouvernement de l'Union nationale qui réclame l'autodétermination nationale du peuple québécois, est complice de la tentative de Washington à empêcher le peuple vietnamien d'exercer ce même droit. **Fin à la complicité du Québec dans la guerre vietnamienne! Fin aux ventes d'armes aux E-U! Pour le retrait immédiat des troupes américaines du Sud-est asiatique! Le Québec aux Québécois, le Vietnam aux Vietnamiens!**

La femme: fin a la discrimination!

Dans notre société, la femme est traitée comme citoyenne de seconde classe. C'est la femme qui porte le fardeau de la famille, qui au niveau de l'éducation se voit détournée des matières analytiques pour être orientée vers des secteurs moins créateurs, moins prestigieux et aussi moins rémunérateurs, qui dans le monde du travail gagne les plus bas salaires. Il faut:

Plein contrôle de la femme sur son propre corps.

Contrôle des naissances: information et dispositifs disponibles et gratuits pour tous.

Avortement sur demande.

Libre accès de la femme à l'éducation, à tous les niveaux.

Enseignement du véritable rôle de la femme dans l'histoire.

Gééreux congés de maternité à plein salaire.

Garderies d'enfant gratuites.

Fin à la discrimination dûe au sexe dans la classification des emplois.

Salaire égal à travail égal.

Taxer les profits non les pauvres

Le gagne-petit porte l'écrasant fardeau des taxes. Mais le gouvernement actuel accorde aux grandes corporations étrangères toute une série de privilèges et d'exemptions d'impôt. Elles sont pourtant les plus capables de payer. Nous disons:

Éliminons les privilèges des grands monopoles!

Augmentons la taxation des profits des corporations afin de payer toutes les dépenses gouvernementales. Taxons les gains de capitaux! Exemption de l'impôt pour les célibataires gagnant moins de $6,000 et pour les familles gagnant moins de $8,000. Éliminons la taxe de vente qui écrase surtout le gagne-petit.

Que le gouvernement québécois dénonce le gaspillage énorme sur les dépenses militaires! Qu'il prenne des mesures pour recouvrir cet argent que le contribuable québécois paie à Ottawa.

Taxons les énormes biens de l'Eglise: ses vastes terrains, ses investissements, ses propriétés.

L'industrie, le commerce et les richesses naturelles sont plus que suffisantes pour financer toutes les dépenses gouvernementales. **Taxons les profits et non pas les pauvres!**

Éducation gratuite à tous les niveaux

De plus en plus de jeunes Québécois seront privés de l'accès aux études supé-

(Suite à la page 3)

LA LUTTE OUVRIÈRE
Rédacteur: Arthur Young

Publié chaque mois au 226 est rue Ste-Catherine, Montréal. Tél.: 861-3018. Abonnement d'un an: $1.00. Les opinions du journal sont exprimées dans les éditoriaux; les articles signés n'engagent que leur auteur. Imprimé chez Payette et Payette, 470 du Séminaire, St-Jean, Québec, pour le compte d'Arthur Young, 226 est Ste-Catherine, Montréal. Dépôt légal à la Bibliothèque nationale du Québec.

Vol. 6 No 3 (32) — Avril 1970

(de la p. 2)

rieures à cause de l'approfondissement de la crise des CEGEPS et le manque de facilités pour l'éducation. Ils iront renfler les rangs des jeunes chômeurs de 14 à 24 ans qui constituent déjà 42% du nombre total de chômeurs au Québec.

Actuellement tout le système d'éducation est conçu pour servir les intérêts des corporations et du capital étranger installés au Québec. Les écoles et les universités sont des structures d'enrégimentation produisant une force de travail qualifiée passive et obéissante, répandant l'idéologie des corporations et des profiteurs. Nous disons que le système d'éducation qui est financé à même les fonds publics devrait servir les boins des travailleurs et de leurs organisations. Les facilités de recherches, le talent académique devraient être disponibles aux syndicats et aux autres organisations de masse, plutôt qu'aux corporations. Les universités et les Cegeps devraient être placés sous le contrôle des étudiants et enseignants afin d'assurer une éducation de la jeunesse qui soit le plus efficace et la plus démocratique.

Fin au contrôle des campus par les corporations! Pour un système d'éducation unilingue français. Abolition de tous les frais de scolarité. Pour un présalaire étudiant!

Votons NPD! Une option de classe

Dans Dorion, votons Manon Léger! Ailleurs, votons NPD! Voilà la seule façon de voter ouvrier dans ces élections.

Pour la première fois, le Nouveau Parti Démocratique se présente aux élections provinciales. Au moment où nous allons sous presse, le NPD a nommé quinze candidats. Cette initiative du NPD mérite un appui sérieux, car il symbolise le principe de l'action politique de la classe ouvrière, indépendante des partis des autres classes. C'est un pas vers l'établissement d'un parti ouvrier.

Aucun des quatre autres partis majeurs ne mérite un appui. Ils sont tous, ou bien des partis ouvertement au service de la classe possédante, ou bien (comme le PQ) des partis réformistes de la classe moyenne qui n'offrent aux travailleurs aucun moyen de changer leur sort.

Au Québec, à l'heure actuelle, la tâche centrale est de bâtir le parti ouvrier de masse, un parti socialiste qui se base sur la classe ouvrière et qui peut lutter pour prendre le pouvoir. Voter pour un parti non ouvrier, c'est tourner le dos à cette tâche urgente. Voter NPD, c'est voter pour un candidat de la classe ouvrière.

Tout travailleur conscient, tout socialiste doit appuyer le NPD. Il est faible, c'est vrai, et il n'est pas en position d'arracher le pouvoir politique des mains des partis capitalistes. Dans ces élections, aucun parti de la classe ouvrière ne peut le faire. Mais ceux à qui la responsabilité incombe pour cette situation, ce sont les chefs syndicaux, qui refusent de rompre avec les partis établis. Ils ne veulent pas lutter pour le pouvoir politique, refusant toute action politique sérieuse de la classe ouvrière. Par ce refus, les bureaucrates syndicaux trahissent la classe ouvrière, assurant que les partis de patronat demeurent au pouvoir.

A cause de l'inaction des bureaucrates, il n'existe pas encore au Québec, le parti ouvrier de masse qui s'impose. Dans cette situation pénible, la seule façon de voter pour la classe ouvrière, c'est de voter pour les candidats du NPD dans les comtés où ils se présentent. La faiblesse du NPD, ainsi que son programme réformiste et fédéraliste sont le reflet du manque de sérieux de la part des chefs syndicaux, envers l'action politique.

Même s'il est faible, le NPD n'en demeure pas moins une force significative au Québec. Ses quinze candidats lui méritent la reconnaissance du gouvernement comme parti officiel. Lors des élections de 1965, il a fait une percée au Québec en gagnant plus de 250,000 votes, ce qui l'a presque mis en deuxième place dans la région de Montréal. Quelques 10,000 travailleurs sont affiliés au NPD-Québec à travers leurs syndicats. Le NPD, qui fut fondé en 1961 par le CCF et la principale centrale ouvrière du pays, le Congrès du Travail du Canada, a pu s'enraciner à travers le Canada. C'est le parti ouvrier au Canada anglais, où il a récemment pris le pouvoir au Manitoba.

Dans les comtés où il se présente, le NPD est la seule alternative possible. Il faut avoir le plus grand vote possible pour le NPD. L'élection de plusieurs députés NPD serait une action historique qui pourrait provoquer l'établissement du parti ouvrier de masse au Québec.

Le 29 avril, votons pour la classe ouvrière. Dans Dorion votons Manon Léger. Ailleurs, votons NPD.

Manon Léger

Manon Léger, candidate de la Ligue Socialiste Ouvrière dans le comté de Dorion aux élections provinciales du 29 avril, a 22 ans. Son expérience comme employée de bureau et activiste dans les mouvements anti-guerre et de libération des femmes marque un net contraste d'avec les qualifications professionnelles qu'ont la majorité des candidats au gouvernement et dans les partis d'opposition.

Née à St-Hyacinthe, Manon Léger y a commencé ses études et les a poursuivies à Montréal. Elle s'est jointe à la LSO à Montréal en 1968.

Manon Léger a eu plusieurs expériences dans le mouvement ouvrier, au cours des dernières années. En octobre 1968, elle a participé en tant que membre de la LJS, dans le mouvement d'occupation massif des Cegeps. Elle est membre de la Ligue pour l'Intégration Scolaire du NPD, et a tenu des responsabilités dans le mouvement anti-guerre. Elle est également une militante du mouvement de libération des femmes.

La candidature de Manon Léger exprime la détermination de la LSO à faire entendre l'alternative socialiste au présent marasme de la vie politique du Québec. En tant que jeune socialiste, ouvrière et femme, Manon Léger défendra les intérêts de la classe ouvrière québécoise.

La Lutte Ouvrière

POUR QUE LES SYNDICATS LANCENT
LE PARTI OUVRIER DE MASSE

avril 1970



10 cents

Le Parti Québécois: une grande illusion

par Arthur Young

Nombre de gens mécontents des vieux partis, regardent le Parti Québécois comme une alternative véritable. Le PQ représente certainement une grande force dans cette campagne électorale.

Il revendique au-delà de 50,000 adhérents, il a tenu des assemblées regroupant des dizaines de milliers de personnes et aura sans doute des milliers de personnes pour travailler bénévolement. Son budget dans cette campagne se chiffre à un quart de million de dollars.

Que nous promet le PQ? L'indépendance politique du Québec et des réformes sociales.

Mais toute tentative de libérer le Québec doit être précédée d'une analyse sérieuse des sources de l'oppression nationale. Le Québec est dominé économiquement par un petit nombre de monopoles étrangers, américains et canadiens-anglais. Ces monopoles ont effet de ventouse sur le Québec comme il appert dans les colonies, retirant de ce fait même d'énormes profits et provoquant de grandes crises (chômage accentué, bas salaires, prix élevés, etc.).

Le Parti Québécois est incapable de changer la situation précisement parce qu'il refuse de reconnaitre cette cause fondamentale de notre oppression.

Le PQ nous promet l'indépendance du Québec.

Une drôle d'indépendance, où la politique étrangère, les forces armées, le système bancaire et monétaire, les tarifs et les rapports commerciaux avec les E-U et les autres pays, seraient tous décidés de concert avec Ottawa. C'est plutôt un "statut spécial" pour le Québec au sein de la Confédération.

Que dit le PQ à propos de l'indépendance du Québec vis à vis des monopoles anglophones? Après tout, sans cette indépendance, on n'a rien changé d'important.

Il n'en est pas question, pour le PQ. Il propose justement un marché commun avec le reste du Canada afin de maintenir le statu quo économique: ainsi les compagnies canadiennes-anglaises n'auront même pas à franchir une barrière tarifaire pour exploiter les Québécois. Le programme du PQ déclare: "Le Canada tout entier, mais singulièrement l'Ontario, ont un intérêt direct à ce que la séparation se fasse dans l'ordre et sans bouleverser des rapports économiques (lire: exploitation) qui leur sont trop utiles (sic) pour qu'ils y renoncent volontiers." (P. 17). Les monopoles vont rester maitres chez nous.

Tout en nous promettant l'indépendance, le PQ dévoile son vrai visage en déclarant aux hommes d'affaires qu'ils pourront continuer l'exploitation des Québécois tout comme avant.

Les actes posés en disent plus que les paroles. Et on sait bien quelles furent les actions du Parti Québécois pendant la crise du Bill 63. Bien qu'il se soit opposé au bill en raison d'un calcul opportuniste, le PQ a dénoncé les manifestations de masse et l'unilinguisme français. Quant au fond du Bill 63, le PQ est essentiellement d'accord avec le gouvernement dans son désir de maintenir les privilèges de la minorité anglaise dans le système scolaire.

René Lévesque n'a pas hésité à se ranger contre le mouvement ouvrier. Régulièrement il appuie les "lois d'urgence" à l'Assemblée Nationale, lois qui brisent certaines grèves importantes. La Fédération des Travailleurs du Québec a déclaré "inacceptable" le chapitre du programme du PQ visant l'étatisation des syndicats.

Tous les signes indiquent qu'un gouvernement péquiste serait un gouvernement capitaliste et anti-ouvrier.

Somme toute, le PQ est un parti engagé du côté du capital qui ne nous offre pas d'indépendance réelle. Il représente fondamentalement une tentative par certains nouveaux éléments de la classe moyenne (technocrates, fonctionnaires supérieurs, hommes d'affaires moyens, etc.) de modifier partiellement la situation afin d'améliorer leur position d'intermédiaire entre la population québécoise et les maitres étrangers. En même temps, le PQ est très utile à l'Establishment car il canalyse le mécontentement populaire vers les anciennes voies parlementaires ne constituant aucune menace au système. Il détourne la protestation de la rue, et l'empêche d'assumer un clair caractère de classe.

(Suite à la page 3)

Le Parti Québécois

(Suite de la page 1)

La nature fondamentale du PQ est si bien établie qu'on ne peut pas changer le parti en y travaillant à l'intérieur. Il n'est pas non plus une "étape nécessaire" dans la libération nationale. Le PQ veut entraîner les travailleurs à la remorque de la petite-bourgeoisie, en leur disant de supprimer leurs intérêts de classe jusqu'à l'arrivée de l'indépendance. Ca, ce n'est nullement une "étape nécessaire" de la libération.

La prochaine "étape" sera franchie quand les travailleurs trouveront leur expression politique et prendront la tête de la lutte nationale. Pour ce faire, ils ont besoin de leur propre parti, un parti ouvrier de masse avec un programme socialiste. Notre tâche, en tant que socialistes, n'est pas de réformer le PQ petit-bourgeois, mais plutôt de le remplacer avec l'outi politique de la classe ouvrière.

Si, au lieu de se laisser emporter par la vague péquiste, les travailleurs et étudiants comprendraient cette tâche élémentaire, et commenceraient à agir dans ce sens, on pourrait accélérer considérablement l'établissement du parti ouvrier.

La candidature de Manon Léger symbolise cette nécessité du parti ouvrier de masse. Sa campagne expliquera cette idée à des milliers de Québécois, non seulement dans le comté de Dorion mais aussi à travers la province. Son programme qui est carrément socialiste pose l'alternative véritable à la politique bourgeoise et petite-bourgeoise. C'est le seul programme à poser correctement les besoins de la population québécoise et à faire progresser la lutte. Tout le monde est invité à participer dans la campagne Léger à Dorion: **pour un Québec libre, français et socialiste!**

Numéro Spécial

Ce numéro est un numéro spécial sur les élections.

Si vous voulez recevoir des nouvelles et analyses du mouvement nationaliste québécois, des luttes syndicales, du mouvement socialiste international, abonnez-vous dès maintenant à *La Lutte Ouvrière*.

L'abonnement d'un an ne coûte qu'un dollar.

Je m'abonne au journal.

Je veux aider la campagne socialiste. Voici ma contribution de $..............

liés au NPD-Québec à travers leurs syndicats. Le NPD, qui fut fondé en 1961 par le CCF et la principale centrale ouvrière du pays, le Congrès du Travail du Canada, a pu s'enraciner à travers le Canada. C'est le parti ouvrier au Canada anglais, où il a récemment pris le pouvoir au Manitoba.

Dans les comtés où il se présente, le NPD est la seule alternative possible. Il faut avoir le plus grand vote possible pour le NPD. L'élection de plusieurs députés NPD serait une action historique qui pourrait provoquer l'établissement du parti ouvrier de masse au Québec.

Le 29 avril, votons pour la classe ouvrière. Dans Dorion votons Manon Léger. Ailleurs, votons NPD.

Gagnon enfin libéré

par Michel Mill

Après 3 ans et demi d'emprisonnement dont plus de la moitié de détention préventive, Charles Gagnon a regagné la liberté le 20 février. Tout indépendantiste, tout socialiste, en fait tout démocrate ne peut que se réjouir de cette victoire extraordinaire. Grâce à une campagne de défense menée à merveille par le Comité Vallières-Gagnon et les avocats Mergler et Lemieux, Gagnon est sorti et tout permet un certain optimisme quant à la libération prochaine de Pierre Vallières, accusé essentiellement des mêmes "crimes".

Il y a beaucoup de gens dans la gauche québécoise qui adoptent une attitude fataliste face à la question de défense des militants amenés devant les tribunaux bourgeois. Certes, la justice au Québec est une justice de classe et une justice coloniale mais la libération de Gagnon prouve justement qu'il est possible et nécessaire d'exiger du système qu'il prenne au sérieux ses prétentions des droits de l'homme. Ce cas exemplaire indique également la nécessité dans des cas de défense légale de former le plus grand front commun possible et de ne pas exiger que tous ceux qui veulent défendre un militant soient d'accord avec toutes les idées révolutionnaires du militant en question.

La victoire de Gagnon est le couronnement de toute une série de victoires légales récentes dont la libération de Lemieux. Mais il reste une victoire à réaliser. Aussi longtemps qu'un militant reste en prison nous devons lutter. Libérez Vallières!

La Lutte Ouvrière

La "vietnamisation": un leurre

par Hélène Tremblay

Selon *la Presse* du 21 février 1970, le chef du Pentagone, Melvin Laird, a annoncé que de nouvelles réductions des effectifs militaires américains seraient possibles après le 15 avril, et que la vietnamisation de la guerre continuerait au cours de 1970. La publicité est bien coordonnée en hauts lieux: quelques jours auparavant, le message de Nixon sur "l'état du monde" proclamait que les U.S.A. abandonneraient leur rôle de "gendarme du monde" et renonceraient à leur croisade anti-communiste. Dramatique réalité: le jour même où Nixon affichait ses désirs universels de "paix", 400 bombardiers américains lâchaient leurs bombes sur le Laos, refuge des combattants vietnamiens... Que croirons-nous, les faits ou les pompeuses déclarations humanistes?

Qu'en est-il d'abord de cette fameuse "vietnamisation" de la guerre? Il est remarquable que Nixon a annoncé ce "plan" de paix au Vietnam le 15 avril 69, jour même où des milliers de personnes manifestaient pour le retrait immédiat des troupes américaines; de même, Melvin Laird prédit un nouveau retrait pour le 15 avril prochain, journée internationale de manifestations contre la guerre au Vietnam! Ce n'est évidemment pas un hasard: selon l'aveu même du New York Times (19 juin 69) qu'on ne pourrait soupçonner de tendances "subversives", "les retraits progressifs sont destinés en grande partie à réduire l'opposition interne à la guerre en réduisant le nombre de soldats engagés, donc les pertes et les dépenses, et en persuadant le public qu'une solution est en vue".

Nous ne nous laisserons pas prendre à cette ruse évidente: la "vietnamisation" n'est qu'un nouveau mensonge — comme les prétendues "offensives" de paix de Johnson, les pourparlers de Paris etc — pour nous faire croire que la guerre touche à sa fin. 400,000 GI sont encore emprisonnés dans cette sale guerre; et même si l'administration Nixon dit vouloir "désaméricaniser" la chair à canon, elle a admis songer garder en permanence "quelques troupes" au Vietnam.. (De même, 16 ans après la guerre de Corée il reste 50,000 soldats américains en Corée du Sud!)

Face aux mensongeuses déclarations de Washington, face à la ruse de la "vietnamisation", regardons les faits, n'oublions pas les révélations du massacre de My Lay — et combien d'autres? — et amplifions notre lutte. Non à la "vietnamisation" de la guerre! Pour la vietnamisation du Vietnam!



C'est le 18 avril! On voit les délégués au Student Mobilisation Committee des E-U décider de lancer une autre protestation de masse contre la guerre du Vietnam. Ils ont aussi demandé que des manifestations parallèles aient lieu dans les autres pays. Au Canada on organise une marche sur Ottawa qui sera tout probablement la plus grande manifestation que ce pays ait jamais vue. Une forte délégation québécoise y participera.

Sortons de la crise syndicale, lançons le parti ouvrier de masse

Aucun militant ouvrier ne manquera pas de reconnaitre dans la campagne électorale qui s'ouvre au Québec, un reflet de l'incapacité totale des politiciens bourgeois à résoudre les problèmes de la nation.

Aucun ouvrier avancé n'a manqué de constater le désarroi qui a existé dans le mouvement ouvrier face aux manoeuvres politiques de la bourgeoisie. Nombreux sont les militants qui se sont posé la question: la prochaine élection, sera-t-elle encore un concours inter-bourgeois? Qui va défendre les ouvriers?

Ces questions font écho dans l'intense débat qui se déroule dans la CSN et dans les autres milieux ouvriers sur la question de l'action politique des syndicats. Les partisans de Marcel Pepin se veulent "non-partisan" en politique, c'est-à-dire partisans de la collaboration de classe. Michel Chartrand et le Conseil Central de Montréal veulent "créer une machine électorale" des travailleurs, "politiser", même "radicaliser" le mouvement ouvrier.

Ces propos ne font que poser la question: comment? Personne n'ose aller au-delà du verbiage radical pour s'engager à organiser et structurer la "politisation" du mouvement ouvrier. Personne ne trace la voie de l'action politique indépendante.

Il y en a pour qui le Parti Québécois représente la solution du dilemme du mouvement ouvrier: c'est une illusion dangereuse. Les problèmes de la classe ouvrière appellent des solutions révolutionnaires. Or le programme réformiste du PQ n'est qu'un aspect de son incapacité de défendre la classe ouvrière.

Le PQ fut créé pour défendre et promouvoir les intérêts de la classe petite bourgeoisie, inévitablement aux dépens de la classe ouvrière. Ce parti tentera de mobiliser le peuple des travailleurs dans le seul but de se hisser au pouvoir pour y défendre d'abord le système capitaliste. Il leurrera les travailleurs avec une propagande progressiste, mais il est organiquement incapable de mener une lutte contre les patrons. D'ailleurs, ses dirigeants — Lévesque, Parizeau, Grégoire — sont des hommes qui ont déjà entériné des projets de lois anti-ouvriers des plus réactionnaires. Parizeau est l'auteur de la "politique salariale" de plusieurs gouvernements anti-ouvriers antérieurs. Dans les grèves des employés de la CTM et de la RAQ, face au vol des fonds de pension des fonctionnaires de Montréal, le Parti Québécois s'est retrouvé "à l'autre côté des barricades". Il serait désastreux d'attendre autre chose d'un PQ au pouvoir.

Non, il est grand temps que se construise au Québec un parti qui fera avancer d'abord et avant tout la cause des travailleurs, qui les organisera en fonction de leurs intérêts matériels, et qui les mènera au pouvoir. Si les partis capitalistes savent faire des campagnes impressionnantes lors des élections, ce n'est pas parce qu'ils ont un appui de masse, c'est à cause de leurs moyens financiers. Mais un parti des syndiqués se tiendra à la tête d'un vaste mouvement — le mouvement ouvrier — qui seul est capable de résoudre les problèmes du peuple.

Ce parti organisera et défendra le peuple travailleur à tous les niveaux — au travail, à l'école, dans le quartier, sur la ligne de piquetage, dans la rue — et fera la lutte au niveau étatique. Et la première lutte, c'est les élections qui viennent.

(suite à la page 2)



mars 1970 10 cents



La mère de Christiane Allary avait pris la thalidomide pendant sa grossesse. Toujours à la recherche d'une hausse de profits, les monopoles pharmaceutiques ont lancé la thalidomide sur le marché sans l'avoir investiguée suffisamment. Ces monopoles sont responsables de la naissance de milliers d'enfants déformés.

Les monopoles cachent la vérité sur la pilule!

par Penny Simpson

Qui sait quelle est la vérité sur la Pilule? Est-ce qu'elle provoque ou non le cancer? Est-ce qu'elle stimule ou entrave le désir sexuel? Augmente-t-elle la fécondité ou provoque-t-elle la stérilité? Déforme-t-elle nos filles, nous tue-t-elle par le caillot, ou est-ce qu'elle nous garde belles jusqu'à l'âge de quatre-vingt-dix ans? Les médecins se prononcent pour ou contre la Pilule, en faisant des déclarations fantastiques, mais il reste que nous ne savons pas tous les effets de la Pilule. Et si cela dépend des monopoles pharmaceutiques, nous ne saurons jamais. Ils se contentent de deux faits: la Pilule est le seul contraceptif qui est efficace à 100%, et par dessus tout, elle leur rapporte des milliards de dollars.

Les médecins et recherchistes ont témoigné avec force à l'enquête du Sénat américain sur les effets nocifs de la Pilule. Ils ont raconté que les compagnies ont lancé la Pilule sur le marché avec trop d'empressement malgré les risques qu'elle comportait. Mais beaucoup de médecins tâtonnent encore. Entre temps, les compagnies pharmaceutiques continuent leurs recherches sans se presser, et quelque 19 millions de femmes à travers le monde jouent le rôle de cobayes involontaires!

La Pilule a signifié un grand progrès pour l'humanité — le développement d'un moyen sûr de contrôler les naissances a apporté à la femme pour la première fois le contrôle de sa fécondité. Mais après des années de "vérifications" (sur des femmes pauvres du Mexique et de Porto Rico, bien sûr) et après dix ans de vente en Amérique du Nord, on nous informe qu'on n'a pas encore suffisamment recherché ses effets. La femme n'a aucune garantie que prendre la Pilule ne veut pas dire mettre en danger sa santé ou celle de ses enfants futurs. Nous n'avons même pas le droit de connaitre tous les faits qui sont connus sur la Pilule, pour que nous puissions juger des risques nous-mêmes. Un docteur torontois justifie la Pilule parce que ses risques sont moindres que ceux des avortements clandestins et meurtriers, et parce que les gouvernements interdisent l'avortement hygiénique fait à l'hôpital.

Chez les gouvernements et les médecins personnes ne croit que la femme a le droit à la santé et à un contraceptif sain et sûr.

Nous ne voulons plus devoir choisir entre les poisons! Nous ne voulons plus être abusées! Nous voulons le contrôle de notre corps, et nous voulons avoir un moyen absolument sûr de contrôler la naissance.

On a vu dans le passé comment les compagnies pharmaceutiques ont été responsables de la naissance de milliers d'enfants déformés, lorsqu'elles ont lancé la thalidomide sur le marché, sans avoir fait suffisamment de recherches là-dessus. Combien d'autres médicaments nous menacent chaque jour parce que ces compagnies se soucient bien trop de leurs profits, et beaucoup moins de la recherche?

Il faut mettre fin au racket des Pilules. Nationalisons les compagnies. C'est seulement par ce moyen qu'on peut les soustraire de la course aux profits qu'elles placent avant le souci de la santé.

Les gouvernements doivent enquêter sur la Pilule immédiatement, et consacrer toutes les installations de recherche nécessaires au développement et perfectionnement de la Pilule et des autres moyens de contrôle des naissances.

Lorsque le gouvernement américain décida de mettre un homme sur la lune, il consacra à la tâche les meilleures installations scientifiques, les meilleurs cerveaux, et des milliards de dollars. Les vies des millions de femmes méritent une initiative similaire, et bien davantage!

Entretemps, nous exigeons l'avortement gratuit et disponible à tout le monde, pour celles qui décident de ne pas risquer la Pilule. Nous exigeons une fin à cette exploitation de la femme, et nous ne nous tairons pas aussi longtemps que le scandale persistera!

Le NPD dans la lutte

par Louis Paquette

Le 21 février dernier, le NPD-Québec a décidé de se lancer dans la politique québécoise en participant aux élections qui s'approchent à grands pas. L'aile québécoise du parti ouvrier canadien avait toujours hésité devant cette nécessité impérieuse.

Roland Morin, président du NPD-Québec, annonce que le parti présentera plus de dix candidats avec un programme "franchement socialiste".

Malgré ses faiblesses, le NPD représente une force au Québec. Près de 200,000 Québécois l'ont appuyé lors des élections fédérales de 1968. Il se base sur le puissant mouvement ouvrier pan-canadien. Et, au Québec, le parti, malgré son manque d'activité compte quelque 400 adhérants, plus 10,000 membres "affiliés" par le biais des syndicats.

Les militants du parti sont convoqués à un congrès pour décider l'importante question du programme électoral. Ce congrès, qui choisira aussi un chef de parti aura lieu les 8, 9 et 10 mai à Montréal.

Mais l'heureuse initiative du NPD ne cache pas la faiblesse du parti. La grande question est de savoir si les syndicats vont relever le défi, et transformer cette alternative limitée en alternative concrète et puissante.

Au congrès de mai, il faut élaborer le programme socialiste qui réponde aux besoins des Québécois et qui est capable de les mobiliser contre le système actuel. Il faut mettre fin à la politique "fédéraliste" du NPD afin de lutter contre l'oppression nationale au Québec. Il faut se mettre sur le chemin de l'établissement d'un gouvernement des travailleurs et des cultivateurs!

Redoublons le combat pour un Québec indépendant et socialiste

La Lutte Ouvrière

POUR QUE LES SYNDICATS LANCENT LE PARTI OUVRIER DE MASSE

avril 1970  10 cents

Une contribution à une discussion

par Arthur Young

Au sein de la population québécoise s'exprime un appui sans précédent pour l'idée de l'indépendance du Québec; cet appui se manifeste surtout dans la classe ouvrière, ainsi que dans la jeunesse; les socialistes-révolutionnaires doivent désormais inscrire à leur programme le mot d'ordre *pour un Québec indépendant et socialiste*. Voilà les principales conclusions que l'on peut tirer des résultats de l'élection du 29 avril.

Le PQ a reçu 23% du vote populaire; ceci représente 30% du vote chez les Québécois francophones (les anglophones votant massivement pour le Parti Libéral). Dans les 15 comtés de l'est de Montréal le vote péquiste était de 40% du total, ce qui représente 50% du vote francophone de ces comtés.

Les élections étaient en quelque sorte un référendum sur la question de l'indépendance du Québec.

Pour le Parti Québécois, l'indépendance du Québec était le principal enjeu de l'élection. S'il a promis plusieurs réformes, selon lui ses réformes exigeaient au préalable l'indépendance. Les vieux partis ont eux aussi promis des réformes, surtout les Libéraux, mais ils ont attaqué vigoureusement le PQ pour son "séparatisme". Personne ne pouvait voter PQ sans savoir qu'il votait pour le parti indépendantiste.

En fait, aux votes indépendantistes du PQ, il faudrait ajouter une partie des votes obtenus par l'UN, qui n'avait pas hésité à utiliser la possibilité de l'indépendance en '74, ou d'une coalition avec le PQ, pour améliorer sa cote.

C'est le secteur décisif de la société québécoise, la classe ouvrière francophone de Montréal, qui a voté massivement pour le Parti Québécois et l'indépendance du Québec. Ces milliers de travailleurs et de jeunes ont non seulement voté pour le PQ, mais ils se sont mobilisés pour travailler bénévolement pour le parti, et pour assister à des assemblées qui ont réuni des assistances records.

Les sondages publiés au cours de la campagne confirment cette analyse. Ils démontrent une croissance importante de l'appui au PQ provenant de la classe ouvrière. Le sondage de Riegenstrief, publié au *Devoir*, révèle que 35% des Québécois favorisent un État québécois indépendant, qui aurait des liens économiques avec le Canada-anglais. La moitié des partisans de l'Union Nationale y sont favorables. Mais ces chiffres incluent les Québécois anglophones. Parmi les Francophones du Québec, 40% veulent l'indépendance du Québec, 45% s'y opposent. Les opinions sont partagées.

Rappelons que lors des élections de 1966, les partis indépendantistes, le RIN et le RN, ont obtenu seulement 9% du vote.

Les Québécois, et surtout les travailleurs québécois, sont en train d'adopter la revendication de l'indépendance du Québec. La lutte québécoise a atteint un niveau plein de possibilités révolutionnaires.

Les socialistes-révolutionnaires organisés dans la Ligue Socialiste Ouvrière ont toujours défendu le droit de toute nation à son auto-détermination. Les luttes de libération nationale sont des luttes historiquement progressistes qui se dirigent contre l'impérialisme. Le droit à l'auto-détermination nationale comprend le droit à l'indépendance politique. Mais les marxistes ne prônent pas dans tous les cas la séparation de la nation

(suite à la page 3)

Un instant plus tard, quatre étudiants meurent sous une pluie de balles. Les gardes nationaux fusillent des étudiants de Kent State University, (Ohio), le 4 mai. Assassinat du peuple indochinois, assassinat des protestataires américains: voilà le véritable visage de la guerre de Nixon.

E-U: Explosion d'opposition à la guerre

par Walter Blumenthal

L'invasion américaine du Cambodge, déchirant le masque nixonien de la "vietnamisation" pour révéler une politique d'élargissement de l'agression, a provoqué un nouvel essor du mouvement anti-guerre aux Etats-Unis.

La majorité écrasante de la population étudiante s'est mobilisée contre l'invasion. Non seulement a-t-on fait des grèves et des manifestations monstres, mais dans un nombre important de villes, on a aussi transformé les universités en quartiers-généraux du mouvement d'opposition à la guerre. Les centrales téléphoniques, les imprimeries, et les autres locaux étaient utilisés afin d'étendre le mouvement, de sa base étudiante à toute la population.

Le discours de Nixon ("J'élargis la guerre pour la raccourcir") a provoqué une protestation massive sur les campus américains et dans la population. La réponse des autorités prit la forme d'une escalade nouvelle dont la brutalité dépasse les normes de la répression policière: le 4 mai la garde nationale ouvrit le feu sur quelques centaines de manifestants étudiants de l'Université Kent, en tuant 4, et en blessant plusieurs autres.

L'assassinat des étudiants de Kent a, d'un seul coup, entraîné la majorité écrasante de la population étudiante aux E-U dans le mouvement anti-guerre, ébranlant fortement la société américaine. Le monde étudiant se mit en grève, grève tellement populaire que même les autorités, allant jusqu'au maire de la ville de New-York, durent la respecter. Cent mille étudiants ont répondu à l'appel de la manifestation du 9 mai à la Maison Blanche.

La manifestation de Washington n'était pas "une manifestation parmi tant d'autres"; elle était clairement une étape dans le mouvement de protestation spontanée qui déferlait à travers le pays. Elle n'a pas répété les discours des manifestations antérieures; elle a lancé un nouveau mot d'ordre: *transformons les universités en centres d'organisation contre la guerre*, mobilisons la population non-étudiante pour une journée de grèves et de protestations, le 30 mai.

Il était clair, à la marche du 9 mai, que le mouvement contre l'agression américaine au Vietnam s'était transformé en un vaste mouvement de masse capable d'une mobilisation soutenue, et qui pourrait pour la première fois se donner la tâche de mobiliser de grands secteurs de la population ouvrière. Dans des villes où les mobilisations antérieures n'avaient réussi qu'à attirer quelques milliers de manifestants, des marches de 20,000 et de 30,000 avaient lieu. C'est au cours de ces manifestations que davantage de martyrs tombèrent sous les balles des autorités; les 11-12 mai à Augusta, en Georgie, les flics ont assassiné, sans provocation, ni avertissement, 6 jeunes noirs qui protestaient contre le fait qu'un invalide noir eût été torturé à mort par les gardiens de la prison. Le 15 mai, 2 étudiants furent tués et 14 blessés dans une fusillade policière à Jackson, au Mississippi.

Le mouvement anti-guerre, fort de l'appui que ces événements sanglants avaient cristallisé, a pris un chemin nouveau. Des assemblées regroupant les étudiants, des professeurs, et d'autres employés des institutions décidaient de constituer "l'Université anti-guerre". Les universités occupées sont devenues des centres d'organisation contre la guerre. La complicité des campus dans la guerre a été démasquée avec la publication des dossiers secrets. Les ateliers sur l'histoire de l'Indochine, sur les mouvements de libération, sur l'organisation des manifestations, etc. ont remplacé les cours réguliers. Les moyens matériaux (presses, téléphones, locaux) ont été utilisés pour l'organisation de l'opposition massive à la guerre. Le but était d'influencer le reste de la population et de l'entraîner dans le mouvement contre la guerre.

Ce vaste élargissement du mouvement anti-guerre ne pouvait manquer de toucher le secteur capable de bel et bien mettre fin à la guerre de Nixon: la classe ouvrière. En effet, de grandes fissures se sont ouvertes dans le mouvement ouvrier américain, d'importants syndicats se prononçant contre la guerre et pour la protestation. Walter Reuther, le président des Travailleurs Unis de l'Automobile, a dénoncé l'escalade de la guerre juste avant sa mort accidentelle.

Le nouveau mouvement anti-guerre aux E.-U. est capable d'atteindre, au travers la population étudiante entièrement mobilisée, les masses américaines. Comme l'a expliqué Carol Lipman, secrétaire nationale du Student Mobilization Committee: "Notre but, dès maintenant, c'est de nous développer, d'un mouvement de l'immense majorité des étudiants à un mouvement de l'immense majorité de la population."

Les postes: Trudeau veut briser le syndicat

par Louis Paquette

La sécurité d'emploi et des salaires décents sont les deux grands enjeux du conflit postal actuel.

Face aux déclarations du Ministère des postes qui affirme qu'il lancera bientôt un vaste programme d'automation et de modernisation, les travailleurs exigent une ferme garantie de leur sécurité d'emploi. Ils ne veulent pas payer les frais des plans du Ministère. Kierans affirme qu'il y aura du travail "pour tous ceux qui veulent travailler"; autrement dit, il songe à des mises à pied.

Les travailleurs des postes ont fraîchement à la mémoire le souvenir du sort des camionneurs de Lapalme. Le gouvernement vient de révéler qu'il a dépensé $2 millions pour casser le syndicat, jetant de ce fait 450 personnes en chômage. Le gouvernement a réussi à briser la lutte des "gars de Lapalme" grâce à ses ressources considérables. Toutefois les camionneurs ont fait preuve d'un militantisme et d'un refus de lâcher formidable. Ce qui manquait c'était une solidarité active et concrète de la part du reste du mouvement ouvrier, et une stratégie de lutte élaborée par la direction syndicale. Mais les bureaucrates de la CSN se sont contentés de déclarations fracassantes et ont tenté vainement de convaincre leurs "amis" dans le cabinet Trudeau.

Les facteurs et postiers exigent une hausse de salaire de 30 cents l'heure, rétroactive au 1er octobre dernier, avec un autre hausse de 30 cents à partir du 1er octobre de cette année. Le gouvernement refuse d'augmenter les salaires de plus de 5% par année pour

(suite à la page 2)



Un instant plus tard, quatre étudiants meurent sous une pluie de balles. Les gardes nationaux fusillent des étudiants de Kent State University, (Ohio), le 4 mai. Assassinat du peuple indo chinois, assassinat des protestataires américains: voilà le véritable visage de la guerre de Nixon.

E-U: Explosion d'opposition à la guerre

par Walter Blumenthal

L'invasion américaine du Cambodge, déchirant le masque nixonien de la "vietnamisation" pour révéler une politique d'élargissement de l'agression, a provoqué un nouvel essor du mouvement anti-guerre aux Etats-Unis.

La majorité écrasante de la population étudiante s'est mobilisée contre l'invasion. Non seulement a-t-on fait des grèves et des manifestations monstres, mais dans un nombre important de villes, on a aussi transformé les universités en quartiers-généraux du mouvement d'opposition à la guerre. Les centrales téléphoniques, les imprimeries, et les autres locaux étaient utilisés afin d'étendre le mouvement, de sa base étudiante à toute la population.

Le discours de Nixon ("J'élargis la guerre pour la raccourcir") a provoqué une protestation massive sur les campus américains et dans la population. La réponse des autorités prit la forme d'une escalade nouvelle dont la brutalité dépasse les normes de la répression policière: le 4 mai la garde nationale ouvrit le feu sur quelques centaines de manifestants étudiants de l'Université Kent, en tuant 4, et en blessant plusieurs autres.

L'assassinat des étudiants de Kent a, d'un seul coup, entraîné la majorité écrasante de la population étudiante aux E-U dans le mouvement anti-guerre, ébranlant fortement la société américaine. Le monde étudiant se mit en grève, grève tellement populaire que même les autorités, allant jusqu'au maire de la ville de New-York, durent la respecter. Cent mille étudiants ont répondu à l'appel de la manifestation du 9 mai à la Maison Blanche.

La manifestation de Washington n'était pas "une manifestation parmi tant d'autres"; elle était clairement une étape dans le mouvement de protestation spontanée qui déferlait à travers le pays. Elle n'a pas répété les discours des manifestations antérieures; elle a lancé un nouveau mot d'ordre: *transformons les universités en centres d'organisation contre la guerre*, mobilisons la population non-étudiante pour une journée de grèves et de protestations, le 30 mai.

Il était clair, à la marche du 9 mai, que le mouvement contre l'agression américaine au Vietnam s'était transformé en un vaste mouvement de masse capable d'une mobilisation soutenue, et qui pourrait pour la première fois se donner la tâche de mobiliser de grands secteurs de la population ouvrière. Dans des villes où les mobilisations antérieures n'avaient réusi qu'à attirer quelques milliers de manifestants, des marches de 20,000 et de 30,000 avaient lieu. C'est au cours de ces manifestations que davantage de martyrs tombèrent sous les balles des autorités: les 11-12 mai à Augusta, en Georgie, les flics ont assassiné, sans provocation, ni avertissement, 6 jeunes noirs qui protestaient contre le fait qu'un invalide noir eût été torturé à mort par les gardiens de la prison. Le 15 mai, 2 étudiants furent tués et 14 blessés dans une fusillade policière à Jackson, au Mississippi.

Le mouvement anti-guerre, fort de l'appui que ces événements sanglants avaient crystallisé, a pris un chemin nouveau. Des assemblées regroupant les étudiants, des professeurs, et d'autres employés des institutions décidaient de constituer "l'Université anti-guerre". Les universités occupées sont devenues des centres d'organisation contre la guerre. La complicité des campus dans la guerre a été démasquée avec la publication des dossiers secrets. Les ateliers sur l'histoire de l'Indochine, sur les mouvements de libération, sur l'organisation des manifestations, etc. ont remplacé les cours réguliers. Les moyens matériaux (presses, téléphones, locaux) ont été utilisés pour l'organisation de l'opposition massive à la guerre. Le but était d'influencer le reste de la population et de l'entraîner dans le mouvement contre la guerre.

Ce vaste élargissement du mouvement anti-guerre ne pouvait manquer de toucher le secteur capable de bel et bien mettre fin à la guerre de Nixon: la classe ouvrière. En effet, de grandes fissures se sont ouvertes dans le mouvement ouvrier américain, d'importants syndicats se prononçant contre la guerre et pour la protestation. Walter Reuther, le président des Travailleurs Unis de l'Automobile, a dénoncé l'escalade de la guerre juste avant sa mort accidentelle.

Le nouveau mouvement anti-guerre aux E.-U. est capable d'atteindre, au travers la population étudiante entièrement mobilisée, les masses américaines. Comme l'a expliqué Carol Lipman, secrétaire nationale du Student Mobilization Committee: "Notre but, dès maintenant, c'est de nous développer, d'un mouvement de l'immense majorité des étudiants à un mouvement de l'immense majorité de la population."

Hugo Blanco, en prison au Pérou, écrit:

Problèmes de stratégie révolutionnaire


Hugo Blanco

De sa prison, le dirigeant révolutionnaire péruvien Hugo Blanco a répondu à quatre questions qui sont actuellement discutées dans l'avant-garde révolutionnaire latino-américaine. Nous avons traduit pour ce numéro l'interview du service de presse international, Intercontinental Press, publié à New York.

Hugo Blanco est le dirigeant du Frente de Izquierda Revolucionario (Front de la Gauche Révolutionnaire), la section péruvienne de la Quatrième Internationale. Au début des années '60, il mena la grande montée paysanne pour la récupération de leurs terres. Le gouvernement envoya son armée pour réprimer dans le sang ce mouvement populaire. Au cours de cette répression, un militaire fut tué, et le gouvernement utilisa ce prétexte pour chasser et emprisonner Blanco.

Ce mois-ci il entre dans sa 7e année d'incarcération. Sa vie est toujours en danger. Beaucoup d'autres prisonniers politiques sont morts dans les prisons latino-américaines, dans des circonstances "mystérieuses." Il faut maintenir et amplifier la campagne internationale en faveur de sa libération immédiate. Rappelons qu'en 1967 la FTQ a exigé la libération de Blanco et de ses camarades, et que 5,500 Québécois ont signé la pétition envoyée par la centrale à tous ses syndicats affiliés — NDLR

●

Question: Quelle relation établissez-vous entre le parti et la révolution?

Hugo BLANCO: Toute entreprise humaine nécessite pour sa réalisation une organisation. Une révolution sociale est une tâche immense et complexe. Bien que réalisant cette tâche les masses n'ont pas pleinement conscience de son processus avant son aboutissement. "L'avant-garde consciente" qui connaît le but à atteindre et en général les moyens pour y parvenir, ne représente qu'une minorité.

Comment peut-on justifier le refus d'organiser cette avant-garde? Les anarchistes ont eu une explication, les "guerilleristes" (les défenseurs de la guérilla considérée comme une panacée: Note du traducteur) qui ne sont pas très éloignés des anarchistes en ont une autre.

La position des "guerilleristes" découle directement de leur conception de la révolution. Pour eux, guérilla et révolution sont synonymes et par conséquent le travail révolutionnaire d'organisation c'est l'organisation des guérillas.

Pour nous, marxistes, la révolution est un processus dont la lutte armée représente une phase critique: la guerilla est une des formes que cette lutte armée peut prendre. En conséquence l'avant-garde consciente qui organisera et conduira les masses au cours de ce processus large et complexe a besoin d'une organisation appropriée à l'accomplissement de cette tâche. Cette organisation est le parti.

Utiliser l'inefficacité des partis communistes pour démontrer l'inefficacité du parti constitue un amalgame inexact. Ces partis ne servent pas la révolution parce que leur objectif est de maintenir la coexistence pacifique et de ne pas faire la révolution. L'enseignement que nous devons en retirer est que nous devons construire un parti qui interviendra dans tous les aspects du processus révolutionnaire. Précisément, la grande faiblesse de notre travail de masse parmi les paysans a été, sous la pression du mouvement des masses, de ne pas avoir accordé le temps suffisant à la construction du parti. Nous avons payé très lourdement cet oubli. La réalité nous frappe très durement, nous prouvant encore une fois combien LENINE avait raison de tenir le parti pour indispensable.

Question: Au Pérou quel rôle attribuez-vous à chacun des quatre principaux courants du mouvement communiste mondial: pro-soviétiques, maoïstes, trotskystes et fidélistes?

Les partis communistes pro-soviétiques sont des organisations au service de la bureaucratie soviétique. Leur objectif n'est pas la révolution mais le maintien de la coexistence pacifique. Au Pérou, ils sont contents d'avoir une ambassade soviétique. Donc ils soutiennent notre gouvernement bourgeois pro-impérialiste.

Les pro-chinois représentent un courant qui, à juste titre, a rompu positivement à gauche des vieux partis communistes. Mais malheureusement, ils agissent aussitôt en fonction du conflit Pékin-Moscou et non en fonction des nécessités du développement révolutionnaire dans notre pays. Leur sectarisme stalinien a atteint des dimensions grotesques. Non seulement ils sont sectaires envers le parti communiste pro-soviétique, mais aussi envers tous les autres courants, les groupes révolutionnaires compris. Le résultat étant qu'ils se combattent tout aussi sectairement entre eux. En ce qui concerne ce dernier point, je me réfère au Pérou, mais je ne serais pas surpris si cela était une caractéristique générale des maoïstes.

Leur incapacité à rompre avec le stalinisme, leurs diatribes substituées aux discussions politiques, leur action déterminée par les besoins de Pékin les rendent incapables de jouer un rôle dirigeant dans la révolution latino-américaine. Cependant, il y a parmi les maoïstes des révolutionnaires dynamiques et dévoués, certains d'entre eux peuvent surmonter ces erreurs et participer de manière positive au processus révolutionnaire.

Les camarades fidélistes confondent révolution et guerilla et substituent les guerillas à la conception du parti. C'est ce qui les a affaiblis le plus. En dépit du grand prestige de la révolution cubaine, de Fidel et du "Che", ils s'affaiblissent.

Ils présentent certains aspects contradictoires. En l'absence d'analyse profonde, leur rejet de l'opportunisme du Parti communiste les conduit à rompre avec le marxisme-léninisme sur plusieurs points fondamentaux. Ils sous-estiment l'importance des mouvements de masse. Ils surestiment et glorifient les actes héroïques isolés . . . Par ailleurs, l'héritage du stalinisme, que beaucoup d'entre eux conservent, demeure dans leur concept de "bourgeoisie progressive", leur manque de clarté sur la nature de notre révolution, la reprise de la "caractérisation" du trotskysme donnée par le stalinisme . . .

Au Pérou, la situation les oblige à un travail de masse de manière positive. J'espère qu'ils s'intégreront dans le réel mouvement révolutionnaire de masse et qu'ils comprendront qu'en tant que guerilleristes ils n'ont pas d'avenir.

Par-dessus tout, les fidélistes dans notre pays ont un problème: ils doivent combattre un gouvernement que Fidel soutient. Dans de telles conditions, comment les fidélistes pourraient-ils diriger notre révolution?

Nous, trotskystes, pensons que le mouvement révolutionnaire doit se développer à partir des besoins plus ressentis des masses, à leur niveau organisationnel actuel et à leur niveau présent de combativité et de conscience.

La révolution socialiste est la seule solution définitive à tous les problèmes des masses et c'est vers cet objectif que nous devons tendre.

Peu importe le caractère limité de chaque conquête des masses, si elle est acquise par leur mobilisation, car elle aide alors à leur éducation, à élever leur conscience, à renforcer leurs organisations et leurs méthodes de lutte.

Ce processus large et complexe devrait se baser sur une stratégie générale qui tienne compte de tous les aspects de la lutte et qui s'efforce d'atteindre tous les secteurs populaires.

C'est la conception du Manifeste communiste, la conception du léninisme, la conception du Programme de Transition, le document de fondation de la IVe Internationale.

Je suis trotskyste, membre de la IVe Internationale. Je crois en sa méthode et en sa

(suite de la p. 2)

LA LUTTE OUVRIÈRE

Rédacteur: ARTHUR YOUNG

Publié chaque mois au 226 est Ste-Catherine, Montréal par l'association "La Lutte Ouvrière." Téléphone: 861-3018. Abonnement d'un an: $1.00. Les opinions du journal sont exprimées dans les éditoriaux. Imprimé chez Payette & Payette Inc. à St-Jean, Québec.

VOL. 6 — No. 4 — (33) juin 1970

(de la p. 1)

pratique. Je considère comme fondamentale la construction de partis dans chaque pays, sur ces principes généraux.

Question: Que pensez-vous du discours où Fidel Castro avançait la possibilité pour le régime militaire péruvien de guider la révolution péruvienne?

Il est très triste de voir Fidel soutenir le gouvernement bourgeois pro-impérialiste à cause de sa politique de développement du pays et de sa démagogie anti-impérialiste. C'est le gouvernement qui a massacré des paysans, qui combat avec la bourgeoisie nationale et l'impérialisme les travailleurs péruviens, qui mène une politique de répression contre les étudiants qui résistent aux projets gouvernementaux livrant l'Université aux intérêts de l'impérialisme.

Au Pérou, tous les révolutionnaires sont contre le gouvernement, y compris naturellement les fidélistes.

Je me souviens d'un incident. A Chaupimoyo, je fus une fois réveillé par les cris d'une paysanne qui avait parcouru une longue distance pour venir de chez elle. Je pensais que quelque chose de terrible devait lui être arrivé. Aussi je lui demandai s'il y avait eu un accident. Elle répondit: "Non! J'ai entendu à la radio que notre cher Fidel a été assassiné!" Après, lorsque notre guérilla fut dans la jungle, on vibrait à l'écoute du soutien ardent de "Radio La Havane". Je suis certain que la camarade paysanne était également touchée dans sa cabane par "Radio La Havane".

Parce que nous devons toujours être sincères avec le peuple, il est très pénible de penser que cette camarade est à l'écoute de ce que "Radio La Havane" et Fidel disent sur le gouvernement péruvien. Cette camarade possède aujourd'hui les terres qu'elle a acquises au cours des luttes paysannes. Les gouvernements bourgeois n'ont pas osé reprendre les terres aux paysans. Le gouvernement actuel veut leur faire payer ces terres. Les paysans résistent, ils défendent leur réforme agraire contre la "réforme agraire" du gouvernement.

Pourquoi Fidel fait-il confiance à un gouvernement qui combat cette paysanne? Pourquoi ne fait-il pas confiance à la camarade qui combat pour sa terre et qui ravitaille, habille et protège sa guérilla qui lutte dans les montagnes? Fidel croit-il que seules les guérillas ou les armées bourgeoises sont capables de faire la révolution? Ce sont les masses du Pérou qui feront la révolution, camarade Fidel! Elles utiliseront les guérilleros comme l'une de leurs armes.

Question: Pensez-vous que la guérilla se poursuivra comme "Che" Guevara l'avait conçue ou que les révolutionnaires utiliseront d'autres tactiques dans le futur?

Les réponses aux questions précédentes indiquent clairement que nous ne concevons pas la guérilla comme une stratégie, mais seulement comme une tactique qui peut être utilisée à certains moments dans certaines conditions.

Développer la guérilla rurale comme une stratégie générale pour tous les pays d'Amérique latine a été une grande erreur de Fidel et de "Che". Ce fut une très pénible expérience pour l'Amérique latine. Heureusement, la dure réalité a obligé beaucoup de camarades fidélistes à reconsidérer leur position. Ils commencent à comprendre que le choix n'est pas opportunisme ou guérilla, mais opportunisme ou révolution.

Pierre Vallières enfin libéré

Pierre Vallières a finalement regagné sa liberté.

Vallières a toutefois passé 44 mois derrière les barreaux, même si jusqu'à date il n'a été condamné qu'à 37 mois de prison, dans des condamnations qui sont toujours en appel. Libéré sous caution, il y a toujours d'autres accusations qui pèsent contre lui.

La libération de Vallières, suite à celle de Gagnon il y a quelques mois, est une très grande victoire pour les droits civiques au Québec. Elle vient après une longue lutte, comportant nombre de pétitions, de manifestations, etc., et quatre jeûnes de la part de Vallières.

Cette victoire appelle au renforcement de la solidarité avec les autres prisonniers politiques toujours détenus, et avec les individus qui sont actuellement devant les tribunaux dans les procès politiques (dont Raymond Lemieux et Laurier Gravel).

La Lutte Ouvrière

Les socialistes dans Dorion: une victoire

par Alain Beiner

"Les résultats de notre campagne constituent une victoire importante", déclarait Manon Léger le soir du 29 avril. Car si la candidate de la Ligue Socialiste Ouvrière n'a évidemment pas gagné l'élection, il demeure vrai que la campagne a grandement réussi.

La candidature de Manon Léger, et de son programme socialiste posait la réelle alternative aux deux grands partis de la bourgeoisie, en mettant de l'avant les intérêts de la vaste majorité des Québécois. En même temps, elle posait la nécessité d'une véritable libération nationale et démontrait l'incapacité du Parti Québécois de l'accomplir. Finalement, elle avait réussi à poser carrément la voie en avant pour la lutte québécoise — l'établissement d'un parti ouvrier de masse basé sur les syndicats.

La campagne socialiste de Manon Léger et de la LSO demeure un exemple comment les socialistes révolutionnaires utilisent les élections pour atteindre un secteur massif de la population avec leur programme.

Léger faisait face à un boycottage systématique de la part des media d'information. Mais son intervention énergique en faveur du parti ouvrier a réussi à percer ce mur de silence.

La première intervention de la LSO pour un parti ouvrier de masse a eu lieu lors du colloque intersyndical (CSN—FTQ—CEQ) les 4 et 5 avril. A ce colloque, regroupant plus de 500 personnes, Léger a proposé la formation immédiate du parti ouvrier. Alors presque tous les bureaucrates syndicaux ont pris la parole pour la dénoncer, car ils voulaient continuer leur traitre jeu d'appui au PQ petit-bourgeois. **La Presse** a donné une place importante à ce débat dans son reportage du colloque. Mais les bureaucrates ont poursuivi leur attaque avec un article scandaleux dans **Québec-Presse** (numéro du 12 avril) écrit par Emile Boudreau, dirigeant du syndicat des Métallos. Il a traité Léger de saboteuse du mouvement de contestation à cause de sa position sur la nécessité de l'action politique ouvrière indépendante des partis bourgeois et petit-bourgeois. Dans le numéro suivant, **Québec-Presse** a accordé l'espace à Manon Léger, pour répondre à Emile Boudreau, où elle a bien démasqué le rôle des bureaucrates syndicaux qui tentaient d'éviter leurs responsabilités face au mouvement ouvrier.

Mais la campagne LSO est exemplaire à cause d'autres facteurs. La candidate, militante du mouvement de libération des femmes était le seul candidat à appuyer le programme de ce mouvement, leurs revendications: salaire égal pour travail égal, l'avortement libre et gratuit sur demande, des garderies d'enfants subventionnées et défrayées par l'État, etc.

La LSO était le seul mouvement politique dans les élections à avancer l'unilinguisme français comme pas important vers le contrôle de l'industrie québécoise par les ouvriers québécois. Tous les autres partis, y compris le PQ, parlaient du français comme 'langue prioritaire' ou 'langue de travail' — cependant, ils défendaient tous le statut privilégié de l'anglais et du système scolaire anglophone.

La LSO est aussi intervenue dans une réunion spéciale du Front du Québec Français tenue durant les élections, pour bloquer une proposition d'appui au PQ. L'assemblée a défait la proposition, interprétant la position du PQ sur la langue comme trop ambiguë.

Manon Léger était également la seule candidate (parmi tous les candidats et candidates) à se déclarer contre la guerre du Vietnam ainsi que contre la complicité criminelle des gouvernements de Québec et d'Ottawa dans la guerre. Elle a présenté un discours devant la manifestation antiguerre à Montréal deux semaines avant les élections.

Elle s'est prononcée en faveur de l'accessibilité générale à l'éducation supérieure, pour le présalaire étudiant, la fin au chômage étudiant, McGill français, et le contrôle des écoles par les étudiants et professeurs.

Les 133 votes que Léger a reçu n'indiquent pas l'importance de cette campagne. La campagne socialiste a touché des milliers de personnes dans l'est de Montréal et ailleurs avec la distribution porte-à-porte dans Dorion de plus de 15,000 exemplaires du numéro spécial de **La Lutte Ouvrière**. Un autre 20,000 exemplaires a été distribué dans d'autres secteurs de Montréal et en province. Des centaines d'affiches ont été collées sur les poteaux à travers le comté. Le 26 avril, Manon Léger a adressé la parole aux électeurs de Dorion, dans une réunion électorale tenue dans le comté.

Un bon moyen de comprendre toute la signification de cette campagne est de regarder la conduite des autres formations de la gauche. Une grande partie de la direction syndicale a ouvertement capitulé à la vague péquiste, comme a fait presque tout le mouvement étudiant. L'entrée du Nouveau parti démocratique était gravement limitée dès le début, à la fois par la défection des syndicats et par son programme fédéraliste et bilinguiste. Il n'était guère dans la lutte, son vote était miniscule. Les différentes tendances gauchistes ont également capitulé aux illusions péquistes. Malgré sa dénonciation violente de toute activité électorale comme 'gaspillage de temps' lors d'un colloque au Forum Socialiste, Charles Gagnon du FLQ a concédé, plus tard dans la campagne, qu'il faudrait voter pour le PQ. Le Front de Libération Populaire a prôné l'abstention, une politique inapplicable qui laissait les gens se faire charrier par le PQ. Le FLP a même annulé son projet de "manifestation anti-électoraliste" prévu pour le 24 avril. Finalement le Parti communiste a limité ses efforts à une campagne symbolique et peu sérieuse dans le comté de St-Louis, où il a présenté une candidate contre le NPD.

Seule la campagne LSO a exprimé les intérêts réels de la classe ouvrière. Et lorsque les militants ouvriers et étudiants verront leurs illusions péquistes éclater et commenceront à chercher une alternative valable, l'appel de la LSO à la formation d'un parti ouvrier de masse se démontrera comme seule voie à un Québec libre, français, et socialiste.

Des femmes en colère assiègent le Parlement

par Penny Simpson

Le 11 mai la session du Parlement fédéral fut interrompue par une manifestation et ceci, pour la première fois dans l'histoire. L'ajournement rapide de la Chambre était la seule réponse donnée par le gouvernement fédéral aux femmes qui étaient venues pour exiger la reconnaissance de leur droit à l'avortement libre et gratuit pour toutes.

Trois jours de manifestation et de réunions à Ottawa ainsi qu'à travers le Canada, sur la question brûlante de l'avortement, se sont terminés par cette action éclatante au Parlement. Six cents femmes, venues de Montréal, Toronto, et de dix autres centres, dont Halifax et Vancouver, se sont rassemblées à Ottawa.

Les manifestations exigeaient l'abolition de la section 237 du Code criminel, (qui déclare criminelle la demande ou l'opération d'un avortement). Cette loi oblige une femme à se confier à des charlatans sauf si elle a de l'argent et des connexions dans la profession médicale qui lui permette d'avoir un avortement légal à l'hôpital. Le résultat est que, chaque année au Canada, deux milles femmes meurent, 40,000 sont mutilées, stérilisées ou souffrent de lésions. Au Québec, dix milles avortements sont pratiqués annuellement, entrainant 300 morts.

C'est une situation affreuse quand on comprend que l'avortement aujourd'hui est une opération très simple, que c'est plus vite et pas plus dangereux qu'une visite chez le dentiste. C'est pourquoi les mouvements pour la libération des femmes, manifestant à Ottawa et partout au pays cette fin de semaine-la, ont exigé non seulement l'abolition de la loi contre les avortements, mais aussi les avortements gratuits pour toutes celles qui les veulent.



Sur le gazon de Trudeau, à Ottawa, Penny Simpson parle aux manifestantes qui exigent l'avortement libre et gratuit.

La réaction des responsables gouvernementaux? Trudeau est parti pour Hawaii. Le ministre de la santé assistait à une conférence mondiale à Vienne. Le ministre de la justice, Turner, a joué au tennis l'après-midi de la manifestation et de la réunion publique au Parlement.

Malgré la réponse arrogante du gouvernement, les actions ont été un grand succès pour les femmes — elles ont gagné pour la première fois une publicité énorme sur cette situation tragique, et elles ont unifié les divers mouvements de libération des femmes du pays pour une campagne à long terme en faveur des avortements légaux.

Les postes: Trudeau veut briser le syndicat

par Louis Paquette

La sécurité d'emploi et des salaires décents sont les deux grands enjeux du conflit postal actuel.

Face aux déclarations du Ministère des postes qui affirme qu'il lancera bientôt un vaste programme d'automation et de modernisation, les travailleurs exigent une ferme garantie de leur sécurité d'emploi. Ils ne veulent pas payer les frais des plans du Ministère. Kierans affirme qu'il y aura du travail "pour tous ceux qui veulent travailler": autrement dit, il songe à des mises à pied.

Les travailleurs des postes ont fraichement à la mémoire le souvenir du sort des camionneurs de Lapalme. Le gouvernement vient de révéler qu'il a dépensé $2 millions pour casser le syndicat, jetant de ce fait 450 personnes en chômage. Le gouvernement a réussi à briser la lutte des "gars de Lapalme" grâce à ses ressources considérables. Toutefois les camionneurs ont fait preuve d'un militantisme et d'un refus de lâcher formidable. Ce qui manquait c'était une solidarité active et concrète de la part du reste du mouvement ouvrier, et une stratégie de lutte élaborée par la direction syndicale. Mais les bureaucrates de la CSN se sont contentés de déclarations fracassantes et ont tenté vainement de convaincre leurs "amis" dans le cabinet Trudeau.

Les facteurs et postiers exigent une hausse de salaire de 30 cents l'heure, rétroactive au 1er octobre dernier, avec un autre hausse de 30 cents à partir du 1er octobre de cette année. Le gouvernement refuse d'augmenter les salaires de plus de 5% par année pour

(suite à la page 2)

...la grève des postes

(suite de la page 1)

ne pas dépasser les normes qu'il s'est arbitrairement fixées.

Cette lutte des travailleurs postaux revêt un caractère hautement politique. Le gouvernement tente d'imposer sur toute la fonction publique, sa politique salariale et ses conditions de travail.

LE PREMIER MAI

Le premier mai, fête internationale des travailleurs, était commémoré à Montréal par une grande manifestation syndicale. Les thèmes de la manifestation reflétaient les problèmes des travailleurs en lutte contre leurs patrons pour une vie décente — les ouvriers de la construction, des postes, de Lapalme, et des vignobles de Californie.

La place d'honneur dans la manifestation était accordée aux "gars de Lapalme", jetés en chômage par le gouvernement Trudeau. Le défilé a passé devant le bureau-chef des postes, entouré pour l'occasion par des centaines de policiers, matraques en main. Un esprit militant régnait pendant toute la marche.

La manifestation a en soi, marqué un progrès important vers l'unité syndicale. Les travailleurs étaient regroupés pour exprimer leurs luttes diverses, et il était évident qu'ils avaient essentiellement le même problème et le même ennemi, le patronat et son gouvernement.

De telles manifestations se sont déroulées partout à travers le monde. C'est une expression de solidarité internationale des ouvriers.

Plusieurs orateurs ont pris la parole, dont Michel Chartrand, Louis Laberge, et Marcel Pepin. La Ligue Socialiste Ouvrière a participé à la manifestation, derrière une grande bannière qui se lisait: "Que les syndicats lancent un parti ouvrier de masse."

LUTTE OUVRIÈRE

Rédacteur: ARTHUR YOUNG

au 226 est Ste-Catherine, Montréal par l'associa-
vrière." Téléphone: 861-3018. Abonnement d'un
ions du journal sont exprimées dans les éditoriaux.
te & Payette Inc. à St-Jean, Québec.

(33) juin 1970

La Lutte Ouvrière
POUR QUE LES SYNDICATS LANCENT LE PARTI OUVRIER DE MASSE

La libération, tâche des travailleurs

Quel est le rôle des travailleurs dans la lutte nationale? Comment vaincre l'oppression pour se libérer? Et comment agir face à la bourgeoisie nationale et la petite-bourgeoisie qui essaient de prendre la tête du mouvement national?

Les socialistes discutent ces questions depuis fort longtemps. Les expériences du mouvement ouvrier international présentent des enseignements fort valables dans le contexte québécois.

Les écrits de Lénine sur la question nationale sont disponibles et connus d'un certain nombre de socialistes au Québec. Moins bien connues sont les positions de Léon Trotsky, qui a développé encore plus loin les idées de Lénine après la mort de ce dernier. Nous présentons ici des extraits d'un texte presque inconnu qui répond en partie aux questions posées plus haut. Intitulé "Thèses générales sur la question de l'Orient", il fut adopté au Troisième Congrès de l'Internationale Communiste en juin 1921. Quoiqu'il s'adresse explicitement à l'Orient, on voit bien qu'il s'applique en grande partie à notre situation au Québec.

A l'époque, les partis communistes et l'Internationale Communiste étaient la plus haute expression de la pensée révolutionnaire. Depuis ce temps, ils ont complètement dégénéré, jusqu'au point où, aujourd'hui, ils ne sont que les serviteurs fidèles des intérêts bureaucratiques de Moscou ou de Pékin.

Ce texte commence en mentionnant les thèses adoptées au deuxième congrès du C.I. (Ces thèses sont connues



Les faits précités sont l'indice d'une modification survenue à la base sociale du mouvement révolutionnaire des colonies; cette modification provoque une intensification de la lutte anti-impérialiste dont, de cette façon, la direction n'appartient plus exclusivement aux éléments féodaux et à la bourgeoisie nationaliste qui sont prêts à des compromis avec l'impérialisme.

La guerre impérialiste de 1914-18 et la longue crise du capitalisme, surtout du capitalisme européen, qui s'ensuivit, ont débilité la tutelle économique des métropoles sur les colonies.

D'un autre côté, les mêmes circonstances qui ont eu pour résultat un rétrécissement de la base économique et de la sphère d'influence politique du capitalisme mondial ont accentué encore davantage les compétitions capitalistes autour des colonies, d'où une rupture d'équilibre dans l'ensemble du système du capitalisme mondial (lutte pour le pétrole, conflit anglo-français en Asie-Mineure, rivalité japono-américaine pour la domination sur l'Océan Pacifique, etc).

C'est précisément cet affaiblissement de l'ascendant capitaliste sur les colonies, en même temps que la rivalité croissante des divers groupes impérialistes, qui a facilité le développement du capitalisme indigène dans les pays coloniaux et semi-coloniaux; ce capitalisme a déjà débordé et continue à déborder le cadre étroit et gênant de la domination impérialiste des métropoles. Jusqu'à présent, le capital des métropoles persistant à vouloir monopoliser la plus-value de l'exploitation commerciale, industrielle et fiscale des pays arriérés, tâchait d'isoler ces derniers de la circulation économique du reste du monde. La revendication d'une autonomie nationale et économique arborée par le mouvement nationaliste colonial est l'expression du besoin de développement bourgeois éprouvé par ces pays. Le progrès constant des forces productrices indigènes aux colonies se trouve ainsi en contradiction irréductible avec les intérêts du capitalisme mondial, car l'essence même de l'impérialisme comporte l'utilisation de la différence de niveau qui existe dans le développement des forces productrices des divers secteurs de l'économie mondiale, dans le but de s'assurer la totalité de la plus-value monopolisée.

La tâche fondamentale, commune à tous les mouvements nationaux-révolutionnaires, consiste à réaliser l'unité nationale et l'autonomie politique. La solution réelle et logique de cette tâche dépend de l'importance des masses travailleuses que tel ou tel mouvement national saura entraîner dans son cours, après avoir rompu toutes relations avec les éléments féodaux et réactionnaires et incarné dans son programme les revendications sociales de ces masses.

Se rendant fort bien compte que dans diverses conditions historiques les éléments les plus variés peuvent être les porte-paroles de l'autonomie politique, l'Internationale Communiste soutient tout mouvement national-révolutionnaire dirigé contre l'impérialisme. Toutefois, elle ne perd pas de vue en même temps que, seule, une ligne révolutionnaire conséquente, basée sur la participation des grandes masses à la lutte active et la rupture sans réserve avec tous les partisans de la collaboration avec l'impérialisme peut amener les masses opprimées à la victoire. La liaison qui existe entre la bourgeoisie indigène et les éléments féodalo-réactionnaires permet aux impérialistes de tirer largement parti de l'anarchie féodale, de la rivalité qui règne entre les divers clans et tribus, de l'antagonisme entre la ville et les campagnes, de la lutte entre castes et sectes nationalo-religieuses pour désorganiser le mouvement populaire (Chine, Perse, Kurdistan, Mésopotamie).

LES OBJECTIFS GÉNÉRAUX DES PARTIS COMMUNISTES DE L'ORIENT

Les nationalistes bourgeois apprécient le mouvement ouvrier selon l'importance qu'il peut avoir pour leur victoire. Le prolétariat international apprécie le mouvement ouvrier oriental au point de vue de son avenir révolutionnaire. Sous le régime capitaliste, les pays arriérés ne peuvent pas prendre part aux conquêtes de la science et de la culture contemporaine sans payer un énorme tribut à l'exploitation et à l'oppression barbares du capital métropolitain. L'alliance avec les prolétariats des pays hautement civilisés leur sera avantageuse, non seulement parce qu'elle correspond aux intérêts de leur lutte commune contre l'impérialisme, mais aussi parce que c'est seulement après avoir triomphé que le prolétariat des pays civilisés pourra fournir aux ouvriers de l'Orient un secours désintéressé pour le développement de leurs forces productrices arriérées. L'alliance avec le prolétariat occidental fraie la voie vers une fédération internationale des républiques soviétiques.

Les tâches objectives de la révolution coloniale dépassent le cadre de la démocratie bourgeoise. En effet, sa victoire décisive est incompatible avec la domination de l'impérialisme mondial. Au début, la bourgeoisie indigène et les intellectuels indigènes assument le rôle de pionniers des mouvements révolutionnaires coloniaux; mais dès que les masses prolétariennes et paysannes s'incorporent à ces mouvements, les éléments de la grosse bourgeoisie et de la bourgeoisie foncière s'en écartent, laissant le premier pas aux intérêts sociaux des couches inférieures du peuple. Une longue lutte, qui durera toute une époque historique, attend le jeune prolétariat des colonies, lutte contre l'exploitation impérialiste et contre les classes dominantes indigènes qui aspirent à monopoliser tous les bénéfices du développement industriel et intellectuel et veulent que les masses restent comme par le passé dans une situation "préhistorique".

Cette lutte pour l'influence sur les masses paysannes doit préparer le prolétariat indigène au rôle d'avant-garde politique. Ce n'est qu'après s'être soumis à ce travail préparatoire et après lui avoir soumis les couches sociales adjacentes que le prolétariat indigène se trouvera en mesure de faire face à la démocratie bourgeoise orientale, qui porte un caractère de formalisme encore plus hypocrite que la bourgeoisie d'Occident.

Le refus des communistes des colonies de prendre part à la lutte opntre l'oppression impérialiste sous le prétexte de "défense" exclusive des intérêts de classe, est le fait d'un opportunisme du plus mauvais aloi qui ne peut que discréditer la révolution prolétarienne en Orient. Non moins nocive est la tentative de se mettre à l'écart de la lutte pour les intérêts quotidiens et immédiats de la classe ouvrière au nom d'une "unification nationale" ou d'une "paix sociale" avec les démocrates bourgeois. Deux tâches confondues en une seule incombent aux partis communistes coloniaux et semi-coloniaux: d'une part, ils luttent pour une solution radicale des problèmes de la révolution démocratique-bourgeoise ayant pour objet la conquête de l'indépendance politique; d'autre part, ils organisent les masses ouvrières et paysannes pour leur permettre de lutter pour les intérêts particuliers de leur classe et utilisent à cet effet toutes les contradictions du régime nationaliste démocratique-bourgeois. En formulant des revendications sociales, ils stimulent et libèrent l'énergie révolutionnaire qui ne se trouvait point d'issue dans les revendications libérales bourgeoises. La classe ouvrière des colonies et semi-colonies doit savoir fermement que, seules, l'extension et l'intensification de la lutte contre le joug impérialiste des métropoles peuvent lui donner un rôle directeur dans la révolution, et que, seules, l'organisation économique et politique et l'éducation politique de la classe ouvrière et des éléments semi-prolétariens peuvent augmenter l'amplitude révolutionnaire du combat contre l'impérialisme.

Les partis communistes des pays coloniaux et semi-coloniaux d'Orient, qui sont encore dans un état plus ou moins embryonnaire, doivent participer à tout mouvement

(Suite p. 6)



L'occupation de l'école Aimé-Renaud à St-Léonard galvanisa tout le Québec en 1968, et déclencha la lutte de masse pour l'unilinguisme français. Sur notre photo on voit les occupants (dans les fenêtres) saluer les manifestants venus les appuyer.

La libération sera l'oeuvre des travailleurs

(Suite de la page 5)

apte à leur ouvrir un accès aux masses. Mais ils doivent mener une lutte énergique contre les préjugés patriarco-corporatifs et contre l'influence bourgeoise dans les organisations ouvrières pour défendre ces formes embryonnaires d'organisations professionnelles contre les tendances réformistes et les transformer en organes combatifs des masses. Ils doivent s'employer de toutes leurs forces à organiser les nombreux journaliers et journalières ruraux, de même que les apprentis des deux sexes sur le terrain de la défense de leurs intérêts quotidiens.

LE FRONT ANTI-IMPÉRIALISTE UNIQUE

Dans les pays occidentaux qui traversent une période transitoire caractérisée par une accumulation organisée des forces, a été lancé le mot d'ordre du front prolétarien unique; dans les colonies orientales, il est indispendable, à l'heure présente, de lancer le mot d'ordre du front anti-impérialiste unique. L'opportunité de ce mot d'ordre est conditionnée par la perspective d'une lutte à longue échéance contre l'impérialisme mondial, lutte exigeant la mobilisation de toutes les forces révolutionnaires. Cette lutte est d'autant plus nécessaire que les classes dirigeantes indigènes sont enclines à des compromis avec le capital étranger et que ces compromis portent atteinte aux intérêts primordiaux des masses populaires. De même que le mot d'ordre du front prolétarien unique a contribué et contribue encore en Occident à démasquer la trahison par les social-démocrates des intérêts du prolétariat, de même le mot d'ordre du front anti-impérialiste unique contribuera à démasquer les hésitations et les incertitudes des divers groupes du nationalisme bourgeois. D'autre part, ce mot d'ordre aidera au développement de la volonté révolutionnaire et à la clarification de la conscience de classe des travailleurs en les incitant à lutter au premier rang, non seulement contre l'impérialisme, mais encore contre toute espèce de survivance du féodalisme.

Le mouvement ouvrier des pays coloniaux et semi-coloniaux doit, avant tout, conquérir une position de facteur révolutionnaire autonome dans le front anti-impérialiste commun. Ce n'est que si on lui reconnait cette importance autonome et s'il conserve sa pleine indépendance politique que des accords temporaires avec la démocratie bourgeoise sont admissibles et même indispensables. Le prolétariat soutient et arbore des revendications partielles, comme par exemple la république démocratique indépendante, l'octroi aux femmes des droits dont elles sont frustrées, etc., tant que la corrélation des forces qui existe à présent ne lui permet pas de mettre à l'ordre du jour la réalisation de son programme soviétiste.

Le danger d'une entente entre le nationalisme bourgeois et une ou plusieurs puissances impérialistes hostiles, aux dépens des masses du peuple, est beaucoup moins grand dans les pays coloniaux que dans les pays semi-coloniaux (Chine, Perse) ou bien dans les pays qui luttent pour l'autonomie politique en exploitant à cet effet les rivalités impérialistes (Turquie).

Reconnaissant que des compromis partiels et provisoires peuvent être admissibles et indispensables quand il s'agit de prendre un répit dans la lutte d'émancipation révolutionnaire menée contre l'impérialisme, la classe ouvrière doit s'opposer avec intransigeance à toute tentative d'un partage de pouvoir entre l'impérialisme et les classes dirigeantes indigènes, que ce partage soit fait ouvertement ou sous une forme déguisée, car il a pour but de conserver leurs privilèges aux dirigeants.

LES TACHES COLONIALES DES PARTIS MÉTROPOLITAINS

L'importance primordiale du mouvement révolutionnaire aux colonies pour la révolution prolétarienne internationale exige une intensification de l'action aux colonies des partis communistes des puissances impérialistes.

L'impérialisme français compte, pour la répression des forces de la révolution prolétarienne en France et en Europe, sur les indigènes des colonies qui, dans sa pensée, serviront de réserves à la contre-révolution.

Les impérialismes anglais et américain continuent, comme par le passé, à diviser le mouvement ouvrier en attirant à leurs côtés l'aristocratie ouvrière par la promesse de lui octroyer une partie de la plus-value provenant de l'exploitation coloniale.

Chacun des partis communistes des pays possédant un domaine colonial doit se charger d'organiser systématiquement une aide matérielle et morale au mouvement révolutionnaire ouvrier des colonies. Il faut, à tout prix, combattre opiniâtrement et sans merci les tendances colonisatrices de certaines catégories d'ouvriers européens bien payés travaillant dans les colonies. Les ouvriers communistes européens des colonies doivent s'efforcer de rallier les prolétaires indigènes en gagnant leur confiance par des revendications économiques concrètes (hausse des salaires indigènes jusqu'au niveau des salaires des ouvriers européens, protection du travail, etc ...) La création aux colonies (Egypte et Algérie) d'organisations communistes européennes isolées n'est qu'une forme déguisée de la tendance colonisatrice et un soutien des intérêts impérialistes. Construire des organisations communistes d'après le principe national, c'est se mettre en contradiction avec les principes de l'internationalisme prolétarien. Tous les partis de l'Internationale Communiste doivent constamment expliquer aux multitudes travailleuses l'importance extrême de la lutte contre la domination impérialiste dans les pays arriérés. Les partis communistes agissant dans les pays métropolitains doivent former auprès de leurs comités directeurs des commissions coloniales permanentes qui travailleront aux fins indiquées ci-dessus. L'Internationale Communiste doit aider les partis communistes de l'Orient, au premier chef, en leur donnant son aide pour l'organisation de la presse, l'édition périodique de journaux rédigés dans les idiomes locaux. Une attention particulière doit être accordée à l'action parmi les organisations ouvrières européennes et parmi les troupes d'occupation coloniales. Les partis communistes des métropoles doivent profiter de toutes les occasions qui se présentent à eux pour divulguer le banditisme de la politique coloniale de leurs gouvernements impérialistes ainsi que de leurs partis bourgeois et réformistes.

Le "grand tournant" du FLP

par Alain Beiner

Suite à la manifestation qu'ils nt organisée le 1er juillet contre la Confédération, le Front de Libération Populaire (FLP) a annoncé son intention de mettre l'accent sur des "actions de harcèlement par des groupes de 5 à 6 personne plutôt que sur des manifestations de masse". Les quelques 400 personnes qui ont participé se sont trouvées au tout début pris dans un piège sur la rue Amherst où la manifestation était déclarée "illégale" et brisée par la police, sous prétexte qu'il n'y avait pas de permis. Pour les dirigeants du FLP, ceci fait preuve de "l'im-p Montréal" et de la nécessité de "s'orienter vers de nouvelles formes d'action du type de celles qu'utilisent les employés de Lapalme pour combattre leur mise à pied. Cette lutte de guérilla n'exclut pas l'organisation de quelques manifestations de masse."

Cette "nouvelle orientation" du FLP de surbordonner des actions de masse aux "actions de harcèlement par des groupes de 5 à 6 personnes" met en question le rôle, la valeur, et le pourquoi des manifestations de masse et des autres actions de masse (grèves, rallies, lignes de piquetage, campagnes pour les droits civiques, etc.) Et cette question ouvre un débat plus global — comment et avec quelle force changer la société?

Le Front de Libération Populaire est l'expression québécoise de l'ultra-gauchisme. Le FLP croit aux actions spectaculaires — des manifestations violentes et illégales, cassage de fenêtres, la "guérilla urbaine", des groupes de commandos, etc. L'annonce de la manifestation du 1er juillet dans le journal **La Masse** du FLP était complémentée par des photos de mitrailleuse et de masques à gaz.

De telles confrontations ne peuvent que rassembler les gens déjà radicalisés et ne peuvent pas convaincre les larges masses de la population de la justice des revendications avancées. Elles visent, au fond, non pas à bâtir un mouvement de masse, mais plutôt à effrayer les patrons par leurs actions violentes.

Le FLP, comme tous les gauchistes, abandonne la perspective de masse. Ceci se voit le plus clairement dans son attitude face aux élections. Le FLP rejète toute participation électorale en disant que c'est jouer le jeu de la bourgeoisie, mais en réalité, en ce faisant il rate tout moyen de s'adresser aux masses dans une période où son intérêt dans la politique est plus grand que jamais. Par son refus d'engager la lutte aux élections du 29 avril, le FLP a laissé la porte ouverte au PQ, parti bourgeois, de récupérer un bon nombre de radicaux. Le balayage du PQ dans la gauche québécoise a été tellement profond que le FLP a dû décommander sa manifestation "anti-électoraliste" du 24 avril, faute d'appui. Bien des membres du FLP ont cédé aux pressions et ont voté péquiste. C'était le résultat inévitable de la politique ultra-gauchiste du FLP, l'abstention.

La stratégie correcte pour les socialistes révolutionnaires est celle qui essaie de construire de larges mouvements qui peuvent mobiliser les masses et les entrer en lutte contre le gouvernement, sur des questions qu'elles comprennent actuellement. C'est à travers leur participation dans des actions autour des questions précises — que ce soit l'indépendance du Québec, l'unilinguisme français, ou la libération des femmes — que les masses commencent à mettre en question tout le système, à voir les liens qui existent entre toutes ces questions et en fait à se radicaliser. Cette stratégie générale implique l'emploi de tout moyen qui nous permet à s'adresser aux masses, autant que ces moyens ne compromettent pas nos principes.

Seul un mouvement avec la perspective de gagner les masses au programme socialiste à travers des mobilisations peut réussir à les mener dans la construction d'une nouvelle société. Autrement on ne fait que jouer à la révolution.

La défaite des Travaillistes

Les travailleurs anglais ont accueilli leur nouveau gouvernement à leur façon: par la première grève des débardeurs depuis 1926. Cette grève est vite devenue une confrontation majeure entre le gouvernement et

ne signifie pas un revirement dans la lutte des classes, elle indique carrément la complète incapacité pour l'aile droite du leadership du mouvement ouvrier, de donner aux luttes futures une direction les conduisant

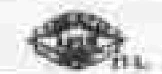
Socialisme et libération nationale

voir p. 4-5

La Lutte Ouvrière

POUR QUE LES SYNDICATS LANCENT LE PARTI OUVRIER DE MASSE

août 1970



10 cents

La "lutte" contre l'inflation: le gagne-petit paie les frais

par Philippe Cournoyer

A quoi se résume la campagne anti-inflationniste de Trudeau? Léonard Woodcock, successeur de Walter Reuther au poste de président du syndicat international des Travailleurs Unis de l'Auto (TUA), a répondu correctement lorsqu'il a dit: "Il y a une chose que l'on peut dire au sujet de Trudeau, il fait contre le Canada ce que Nixon fait contre les Etats-Unis." Ce qui veut dire, faire payer les travailleurs et les chômeurs pour l'inflation massive amenée par la guerre américaine en Indochine.

Quels sont les faits, concernant les salaires, l'inflation et le chômage au Canada. En juillet le Bureau Fédéral de la Statistique communiquait deux rapports: l'un sur les salaires, et l'autre sur le chômage. Durant la période d'hiver, l'inflation a coupé les salaires réels des travailleurs canadiens. La moyenne de salaires en mars au Canada avait été inférieure à celle de quatre des six mois précédents. Le rapport du Bureau porte sur les salaires hebdomadaires, mais tient compte des modifications apportées à l'indice des prix à la consommation.

Le BFS rapporte que le chômage atteint la marge de 6.6% à travers le Canada. Combien de milliers de travailleurs n'apparaissent pas dans ces chiffres? Officiellement il y a 146.000 chômeurs de plus cet été, que l'an passé; et 16.000 de plus qu'en mai. L'amélioration attendue pour juin n'est jamais venue. Au lieu de cela, des milliers d'étudiants joignaient les rangs des sans-emplois.

Les travailleurs québécois subissent un double fardeau. Non seulement travaillons-nous pour des salaires plus bas, mais nous subissons également le taux de chômage le plus élevé. Le pourcentage actuel, 7.6% bien que relativement plus bas qu'en mai (8.6%) est tout de même de 2% plus élevé que celui de la région des Maritimes, présentement en dépression économique.

La création délibérée d'un large réservoir de chômeurs, est une partie de la poursuite de la 'politique salariale'. Trudeau avec sa politique de 6% pose les bases pour une offensive générale contre les niveaux de salaires et les conditions de travail. Les capitalistes canadiens et leurs "associés séniors américains" tentent de maintenir leurs marges de profits auxquels ils s'étaient habitués, durant les 20 années qui ont suivi le boom, provoqué par la guerre. Maintenant, lorsqu'ils font face à une compétition internationale plus dure et à une baisse économique générale, les patrons sont déterminés à forcer les ouvriers à se serrer la ceinture. Ils veulent réduire leurs dépenses sur les salaires, maintenir leur position concurrentielle sur le marché mondial, et maintenir leurs taux de profits.

La masse croissante de chômeurs permanents — planifiée par Trudeau — est désignée à maximiser la pression contre les demandes salariales des ouvriers organisés et non-organisés. Cette pression est particulié-

(Suite p. 7)



Des logements inadéquats, insalubres et en nombre insuffisant: une des "réalisations" de la campagne d'austérité menée par Trudeau et Bourassa. Les familles vivront encore longtemps dans des taudis comme ceux-ci.

FRAP: vers un pouvoir ouvrier à Montréal?

par Arthur Young

Depuis une dizaine d'années le régime Drapeau-Saulnier a régné sans opposition sérieuse à Montréal. Mais en 1970 il aura à affronter le plus grand défi jamais posé contre son pouvoir. Le Front d'action politique (FRAP) se prépare à monter une attaque sérieuse.

Le FRAP est issu des comités de citoyens et des syndicats. Depuis quelques années, des militants des comités de citoyens constatent que leurs efforts sont continuellement mis en échec par le pouvoir municipal, et qu'il faut remplacer le régime actuel par un gouvernement qui réponde aux besoins de la population. Parallèlement, les syndicats en sont venus à la même conclusion.

En octobre 1969 un noyau de militants décidait d'agir. On tenait 8 assemblées publiques de confrontation avec les conseillers municipaux (qui brillèrent par leur absence, sauf dans St-Henri). Tout de même, les assemblées réunissaient plus de 1.000 personnes. En mai, on formait le FRAP.

Depuis quelques années les syndicats sont en train de bouger sur le plan de l'action municipale. L'an dernier, à Baie-Comeau, Hauterive, St-Jérôme et ailleurs les syndiqués se sont organisés pour prendre le pouvoir municipal. A Baie-Comeau et Hauterive ils ont largement réussi. Le FRAP entre dans cette ligne d'action, et au colloque intersyndical de Montréal en avril dernier les délégués des trois centrales ont décidé de participer au FRAP. En plus, le Conseil Central de Montréal (CSN) a endossé le programme du Front.

Le FRAP, qui est en pleine croissance, constitue déjà une force importante. Ses comités de base existent dans une dizaine de districts électoraux; d'autres comités se forment actuellement. Il dispose d'une organisation centrale, des permanents et des locaux. L'appui populaire déjà manifesté en faveur du Front est considérable, posant la possibilité d'une victoire du FRAP aux élections d'automne.

Le programme du FRAP, intitulé "Manifeste 1970", développe une ligne ouvrière assez radicale et anti-capitaliste. On commence avec la phrase "A Montréal, les salariés passent à l'action politique", expliquant ensuite qu'au municipal "C'est la bourgeoisie... qui occupe la plupart des postes de commande", qu'il faut renverser l'équipe Drapeau-Saulnier, "L'expression du capitalisme" à Montréal. Le FRAP résume son action ainsi: "il s'agit de bâtir un pouvoir populaire de salariés en dehors des partis existants et au niveau municipal."

Les comités de base sont ouverts uniquement aux "salariés" (syndiqués, non-syndiqués, chômeurs, étudiants et "intellectuels"). Les bourgeois y sont exclus.

L'initiative mérite l'appui de tous les Montréalais. Les socialistes doivent intervenir activement dans les activités du FRAP. C'est ce qu'a déclaré la Ligue Socialiste Ouvrière en annonçant sa participation du FRAP. La LSO déclare que le succès du FRAP pourrait bien montrer la voie aux ouvriers vers l'action politique indépendante des travailleurs à tous les paliers politiques, étant donné le caractère ouvrier du FRAP et son indépendance des partis bourgeois.

(Suite p. 3)

La Lutte Ouvrière

POUR QUE LES SYNDICATS LANCENT LE PARTI OUVRIER DE MASSE



Des logements inadéquats, insalubres et en nombre insuffisant: une des "réalisations" de la campagne d'austérité menée par Trudeau et Bourassa. Les familles vivront encore longtemps dans des taudis comme ceux-ci.

FRAP: vers un pouvoir ouvrier à Montréal?

par Arthur Young

Depuis une dizaine d'années le régime Drapeau-Saulnier a régné sans opposition sérieuse à Montréal. Mais en 1970 il aura à affronter le plus grand défi jamais posé contre son pouvoir. Le Front d'action politique (FRAP) se prépare à monter une attaque sérieuse.

Le FRAP est issu des comités de citoyens et des syndicats. Depuis quelques années, des militants des comités de citoyens constatent que leurs efforts sont continuellement mis en échec par le pouvoir municipal, et qu'il faut remplacer le régime actuel par un gouvernement qui réponde aux besoins de la population. Parallèlement, les syndicats en sont venus à la même conclusion.

En octobre 1969 un noyau de militants décidait d'agir. On tenait 8 assemblées publiques de confrontation avec les conseillers municipaux (qui brillèrent par leur absence, sauf dans St-Henri). Tout de même, les assemblées réunissaient plus de 1,000 personnes. En mai, on formait le FRAP.

Depuis quelques années les syndicats sont en train de bouger sur le plan de l'action municipale. L'an dernier, à Baie-Comeau, Hauterive, St-Jérôme et ailleurs les syndiqués se sont organisés pour prendre le pouvoir municipal. A Baie-Comeau et Hauterive ils ont largement réussi. Le FRAP entre dans cette ligne d'action, et au colloque intersyndical de Montréal en avril dernier les délégués des trois centrales ont décidé de participer au FRAP. En plus, le Conseil Central de Montréal (CSN) a endossé le programme du Front.

Le FRAP, qui est en pleine croissance, constitue déjà une force importante. Ses comités de base existent dans une dizaine de districts électoraux; d'autres comités se forment actuellement. Il dispose d'une organisation centrale, des permanents et des locaux. L'appui populaire déjà manifesté en faveur du Front est considérable, posant la possibilité d'une victoire du FRAP aux élections d'automne.

Le programme du FRAP, intitulé "Manifeste 1970", développe une ligne ouvrière assez radicale et anti-capitaliste. On commence avec la phrase "A Montréal, les salariés passent à l'action politique", expliquant ensuite qu'au municipal "C'est la bourgeoisie... qui occupe la plupart des postes de commande", qu'il faut renverser l'équipe Drapeau-Saulnier, "L'expression du capitalisme" à Montréal. Le FRAP résume son action ainsi: "il s'agit de bâtir un pouvoir populaire de salariés en dehors des partis existants et au niveau municipal."

Les comités de base sont ouverts uniquement aux "salariés" (syndiqués, non-syndiqués, chômeurs, étudiants et "intellectuels"). Les bourgeois y sont exclus.

L'initiative mérite l'appui de tous les Montréalais. Les socialistes doivent intervenir activement dans les activités du FRAP. C'est ce qu'a déclaré la Ligue Socialiste Ouvrière en annonçant sa participation du FRAP. La LSO déclare que le succès du FRAP pourrait bien montrer la voie aux ouvriers vers l'action politique indépendante des travailleurs à tous les paliers politiques, étant donné le caractère ouvrier du FRAP et son indépendance des partis bourgeois.

(Suite p. 3)



L'armée fédérale "protégeant" Jean Drapeau contre les citoyens de Montréal l'an dernier, lors de la grève des policiers. On a même installé des nids de mitrailleuses sur le toit de l'hôtel de ville!

Le FRAP contre Drapeau

(Suite de la page 1)

La LSO souligne toutefois certaines réserves a l'égard du FRAP. D'abord le FRAP a annoncé qu'il ne songe pas se présenter à la mairie, contre Drapeau. Ceci affaiblit énormément la portée de l'action électorale du FRAP.

Prévoit-on une majorité du FRAP au conseil municipal, bloqués à chaque instant par le maire Drapeau? Sans un porte-parole (le candidat à la mairie) qui symboliserait toute la liste des candidats du FRAP, les gen auront de la difficulté à croire que le FRAP veut sérieusement prendre le pouvoir municipal.

Ensuite, poursuit la LSO, il faut maintenir l'indépendance du FRAP vis-à-vis du PQ. Jusqu'à date des liens solides n'existent pas. Mais si le PQ, parti bourgeois, se mêlerait à l'action du FRAP, ceci changerait la nature même du FRAP: l'on ne peut pas défendre les travailleurs en suivant les partis bourgeois. Vu la force et l'orientation du PQ, une intervention péquiste au FRAP est loin d'être impossible. Déjà on est en droit de se demander si certains gens au FRAP ne songent pas à appuyer un candidat du PQ; en refusant de se présenter à la mairie, est-ce que le FRAP laisse la porte ouverte à la candidature de Lévesque ou Parizeau?

Les socialistes ont un grand rôle à jouer dans l'élaboration du programme du FRAP, qui reste toujours assez vague. Il faut préciser les revendications concrètes susceptibles de mobiliser les Montréalais contre le régime municipal.

S'il maintient son indépendance du PQ, le FRAP pourrait bien défaire Drapeau-Saulnier, devenant un pas de géant sur le chemin de l'action politique de la classe ouvrière, indépendant des partis bourgeois, le chemin d'un gouvernement des travailleurs et des cultivateurs. Le défi est de taille!

La Lutte Ouvrière

POUR QUE LES SYNDICATS LANCENT LE PARTI OUVRIER DE MASSE

Défendons Morgentaler et le droit à l'avortement!



par Penny Simpson

Des gens de toutes professions, médecins etc., des membres du mouvement de libération des femmes et nombre d'individus, choqués par l'arrestation du Dr. Morgentaler (accusé d'avoir fait un avortement illégal) ont formé un comité pour coordonner une campagne en sa défense. Morgentaler, président de la Société Humaniste du Canada, est un des défenseurs des plus acharnés de l'avortement, dans la profession médicale canadienne. Son arrestation survenait un mois après avoir pris la parole à Ottawa, devant les femmes de la Caravane pour l'avortement, venues pour confronter le gouvernement fédéral. Son arrestation constitue une attaque cynique sur tout le mouvement réclamant la légalisation de l'avortement.

Le Comité de Défense pour Morgentaler s'est donné deux buts précis: le retrait de toutes les accusations contre Morgentaler, et le retrait du code pénal de toute mention de l'avortement. Le Comité réunit plusieurs groupes qui ont lancé, immédiatement après l'arrestation de Morgentaler, des actions au sujet de l'avortement. Il comprend "Les médecins pour l'abolition des lois sur l'avortement", qui ont obtenu en moins de deux jours, les signatures de 187 médecins, et qui ont fait publier leur déclaration dans le Montreal Star. Cette déclaration se lit comme suit: "les médecins soussignés croient intolérables que plusieurs femmes meurent, victimes d'avortements clandestins faits par des incompétents, alors que la situation actuelle empêche les médecins qualifiés de terminer les grossesses non désirables dans des conditions aseptiques et sans danger."

"Les lois canadiennes et hospitalières sur l'avortement sont restrictives et cruelles. Elles rendent l'avortement inaccessible.

"La seule façon d'éviter que d'autres meurent, c'est d'abolir la loi sur l'avortement."

Ces médecins continuent leur campagne de pétition pour les signatures des médecins, particulièrement des médecins francophones.

Depuis l'arrestation de Morgentaler, la presse, tant française qu'anglaise, indique un appui très large pour l'abolition de la loi sur l'avortement.

Mais il reste une question importante. Lors de l'élection d'avril dernier, le mouvement de libération des femmes confrontait le Premier Ministre Bourassa, revendiquant l'avortement gratuit et sur demande, lui demandant ce qu'il entendait faire là-dessus. Rougissant comme un gosse, il a simplement haussé les épaules et dit que "l'avortement relève du fédéral". Eh bien, M. Bourassa, toutes sortes d'affaires publiques sont actuellement entre les mains du gouvernement fédéral. Les Québécois veulent que cesse ce contrôle fédéral sur nos taxes, notre bien-être social, notre langue, sur tous nos droits nationaux. Nous en avons assez de voir Ottawa piétiner nos droits. Et parmi ces droits est le droit des Québécoises à l'autodétermination — le droit de décider quand on veut un enfant, le droit de contrôler notre corps, et notre vie.

Qu'est-ce que le gouvernement Bourassa va faire de cette situation?

Les Québécoises en ont assez de cette histoire d'affaire "fédérale". C'est le gouvernement québécois qui applique le code pénal du fédéral: c'est sa responsabilité de refuser de l'appliquer et de demander l'abolition de toutes les lois sur l'avortement dans ce code. C'est le gouvernement québécois qui a arrêté le Dr. Morgentaler, fermant ainsi tout accès à l'avortement aseptique. Les autres médecins craignent l'arrestation. Le gouvernement doit laisser tomber ses accusations. Il doit abolir les structures hospitalières dominées par le clergé qui bloquent actuellement l'avortement aseptique dans les hôpitaux québécois. Il doit fournir des grandes facilités aux hôpitaux et des cliniques d'avortement, où les femmes pourront obtenir l'avortement gratuit et sur demande dans les cadres du régime de l'assurance-maladie. Ces facilités, sont de toute urgence, face à l'épidémie de rubéole qui se répand à travers le pays, — autrement des milliers d'enfants naîtront déformés ou retardés.

Quant au Parti Québécois, dont les députés ont proclamé leurs comtés "territoires libres": n'oublions pas que la moitié de la nation est composée de femmes, et qu'il n'y a pas de Québec libre sans femmes libérées. Le silence du PQ surla question de l'avortement est hypocrite et intolérable.

Une défense large et massive pour Morgentaler s'organise. Il faut exiger le retrait des accusations; il faut obliger le gouvernement fédéral de retirer ses lois du code pénal.

Pour de plus amples renseignements sur la défense du Dr. Morgentaler, écrivez au Comité de Défense pour Morgentaler, B.P. 924, Station Place d'Armes, Montréal. On a grand besoin de votre appui et de vos contributions, afin d'élargir encore la portée de cette campagne.



Le Dr. Henri Morgentaler, victime de la loi réactionnaire sur l'avortement.

La Lutte Ouvrière

Le "grand tournant" du FLP

par Alain Beiner

Suite à la manifestation qu'ils nt organisée le 1er juillet contre la Confédération, le Front de Libération Populaire (FLP) a annoncé son intention de mettre l'accent sur des "actions de harcèlement par des groupes de 5 à 6 personne plutôt que sur des manifestations de masse". Les quelques 400 personnes qui ont participé se sont trouvées au tout début pris dans un piège sur la rue Amherst où la manifestation était déclarée "illégale" et brisée par la police, sous prétexte qu'il n'y avait pas de permis. Pour les dirigeants du FLP, ceci fait preuve de "l'im-p Montréal" et de la nécessité de "s'orienter vers de nouvelles formes d'action du type de celles qu'utilisent les employés de Lapalme pour combattre leur mise à pied. Cette lutte de guérilla n'exclut pas l'organisation de quelques manifestations de masse."

Cette "nouvelle orientation" du FLP de surbordonner des actions de masse aux "actions de harcèlement par des groupes de 5 à 6 personnes" met en question le rôle, la valeur, et le pourquoi des manifestations de masse et des autres actions de masse (grèves, rallies, lignes de piquetage, campagnes pour les droits civiques, etc.) Et cette question ouvre un débat plus global — comment et avec quelle force changer la société?

Le Front de Libération Populaire est l'expression québécoise de l'ultra-gauchisme. Le FLP croit aux actions spectaculaires — des manifestations violentes et illégales, cassage de fenêtres, la "guérilla urbaine", des groupes de commandos, etc. L'annonce de la manifestation du 1er juillet dans le journal **La Masse** du FLP était complémentée par des photos de mitrailleuse et de masques à gaz.

De telles confrontations ne peuvent que rassembler les gens déjà radicalisés et ne peuvent pas convaincre les larges masses de la population de la justice des revendications avancées. Elles visent, au fond, non pas à bâtir un mouvement de masse, mais plutôt à effrayer les patrons par leurs actions violentes.

Le FLP, comme tous les gauchistes, abandonne la perspective de masse. Ceci se voit le plus clairement dans son attitude face aux élections. Le FLP rejète toute participation électorale en disant que c'est jouer le jeu de la bourgeoisie, mais en réalité, en ce faisant il rate tout moyen de s'adresser aux masses dans une période où son intérêt dans la politique est plus grand que jamais. Par son refus d'engager la lutte aux élections du 29 avril, le FLP a laissé la porte ouverte au PQ, parti bourgeois, de récupérer un bon nombre de radicaux. Le balayage du PQ dans la gauche québécoise a été tellement profond que le FLP a dû décommander sa manifestation "anti-électoraliste" du 24 avril, faute d'appui. Bien des membres du FLP ont cédé aux pressions et ont voté péquiste. C'était le résultat inévitable de la politique ultra-gauchiste du FLP, l'abstention.

La stratégie correcte pour les socialistes révolutionnaires est celle qui essaie de construire de larges mouvements qui peuvent mobiliser les masses et les entrer en lutte contre le gouvernement, sur des questions qu'elles comprennent actuellement. C'est à travers leur participation dans des actions autour des questions précises — que ce soit l'indépendance du Québec, l'unilinguisme français, ou la libération des femmes — que les masses commencent à mettre en question tout le système, à voir les liens qui existent entre toutes ces questions et en fait à se radicaliser. Cette stratégie générale implique l'emploi de tout moyen qui nous permet à s'adresser aux masses, autant que ces moyens ne compromettent pas nos principes.

Seul un mouvement avec la perspective de gagner les masses au programme socialiste à travers des mobilisations peut réussir à les mener dans la construction d'une nouvelle société. Autrement on ne fait que jouer à la révolution.

Les Irlandais luttent pour leur liberté

par Robert Lefer

La situation en Irlande du Nord demeure tendue et explosive. Elle ne manifeste aucune stabilité réelle, malgré le fait que les arrogants défilés orangistes du 12 juillet se sont déroulés sans incident majeur.

Le gouvernement britannique s'est donné la tâche de "solutionner" le problème par une campagne massive de répression dirigée contre la minorité catholique. La politique britannique, est une politique d'assassinat des civils, d'emprisonnements massifs, de descentes policières, de couvre-feu, et d'envois accrus de soldats.

L'Irlande, pays originairement catholique, voyait après la victoire militaire Britannique de 1690, l'implantation sur son territoire d'une majorité protestante. Les Britanniques soucieux de s'assurer une base loyale, accordait à cette dernière des privilèges, divisant par là la population. Après la tentative de révolution anti-Britannique en 1916, l'Angleterre céda l'indépendance au sud du pays. Au nord, les Catholiques restés sous le règne des Britanniques et de la majorité protestante locale, sont toujours victimes d'une discrimination sévère dans le logement, l'emploi et le droit de vote. Bref, l'Irlande reste divisée, et au nord la classe ouvrière est aigrement divisée sur les lignes religieuses. Ce désamorçage de la question nationale irlandaise a bien servi les intérêts économiques de la Grande-Bretagne — elle continue d'exploiter les deux parties du pays.

Mais maintenant la lutte nationale démontre encore une fois son potentiel révolutionnaire énorme.

Le mouvement pour les droits civiques, lancé il y a quelques années pour combattre la discrimination envers les catholiques du Nord, progresse rapidement et gagne un appui massif. Entretemps, les réformes promises n'ont pas vu jour — au lieu des emplois, des logements, et du droit de vote, les travailleurs catholiques appauvris n'ont récolté que répression. Plus tôt cette année, le gouvernement de l'Irlande du Nord, a fait adopter une loi "sur l'ordre public" qui donne au gouvernement le droit d'interdire les sit-in et les défilés.

Le calme était à nouveau rompu par suite de l'emprisonnement de Bernadette Devlin, dirigeante du mouvement des droits civiques. Les défilés orangistes provocateurs, qui n'avaient pas été interdits, constituaient la goutte qui a fait déverser le vase. Les travailleurs catholiques, qui l'an passé avaient accueilli la venue des troupes britanniques ont maintenant pris les armes pour se défendre contre ces mêmes troupes qui envahissaient brutalement leurs maisons. Dans les combats sanglants qui ont eu lieu depuis le 26 juin, on compte six personnes tuées et presque 300 blessés.

Dans cette lutte, les socialistes doivent appuyer les actions défensives des travailleurs Catholiques de Belfast et de Derry. Ils doivent mettre en avant la seule solution véritable: l'unification de l'Irlande sous un gouvernement de tous les travailleurs — contre l'exploitation britannique — pour une Irlande socialiste.



Bernadette Devlin

La Lutte Ouvrière, #34 août 1970

Socialisme et libération nationale

par Dick Fidler

Dans notre dernier numéro, nous avons publié une appréciation des dernières élections écrite par Arthur Young. Cet article prônait l'adoption par les socialistes révolutionnaires du slogan "pour un Québec indépendant et socialiste". Nous poursuivons la discussion dans ce numéro avec l'article suivant extrait du **Labour Challenge**, *bimensuel canadien-anglais. NDLR.*

Marx prônait fortement l'indépendance de l'Irlande et insistait que les ouvriers anglais ne pouvaient être libres sans l'indépendance de l'Irlande de l'Angleterre. Ses points de vue étaient repris par James Connolly, le dirigeant ouvrier irlandais. Au début du siècle, ce martyr avait construit un mouvement ouvrier pour l'indépendance, autour du slogan "pour la République ouvrière de l'Irlande".

Les socialistes révolutionnaires en Russie tsariste ont aussi joué un rôle-clé dans le développement de la position marxiste sur la question nationale. Le capitalisme est venu tard à l'Empire russe, où 57 pourcent des habitants était de nationalité non-russe. La révolte de ces nations contre l'oppression tsariste était primordiale dans la préparation et l'extension des forces de la révolution socialiste qui a vaincu en octobre 1917. Les Bolchéviks dirigés par Lénine ont tôt compris, l'importance de la lutte nationale, et ont ardemment défendu le fameux neuvième point de leur programme qui prônait le droit à l'auto-détermination y compris la séparation. Cette défense du droit à la séparation était considérée par des critiques dans la gauche européenne comme une capitulation au nationalisme bourgeois.

Mais les Bolchéviks, qui ont constamment accentué de la nécessité du prolétariat de ne pas subordonner sa ligne sur la question nationale à celle de la bourgeoisie, ont distingué entre la défense du droit à la séparation et l'avancement même du slogan d'indépendance. "En général, disait Lénine, le prolétariat se limite, pour ainsi dire, à la revendication négative de la reconnaissance du droit à l'auto-détermination," en même temps qu'il appelle conséquemment à l'unité internationale dans leur lutte de classes. Mais c'était l'opinion de Lénine et d'autres socialistes dirigeants que les socialistes polonais, par exemple, étaient en droit d'avancer le slogan pour l'indépendance politique. "Du point de vue des socialistes, c'est absolument une erreur que de négliger les tâches de libération nationale dans une situation où l'oppression nationale existe."

En d'autres mots, le programme des révolutionnaires dans la nation opprimée serait incomplet s'il ne posait pas de revendications nationales qui vont plus loin que la simple défense du droit à l'auto-détermination.

Si des socialistes doivent ou ne doivent pas exiger l'indépendance dans une situation donnée dépend de plusieurs facteurs, y compris la force relative du mouvement ouvrier dans la nation opprimante, les liens organisationnels et politiques entre les classes ouvrières dans les nations opprimantes et opprimées, l'ampleur relative des luttes ouvrières dans les nations respectives et surtout si oui ou non, les masses dans la nation opprimée démontrent une nette tendance à se mobiliser autour du slogan pour l'indépendance politique au cours de leur lutte pour la libération nationale. Lénine a remarqué "qu'il est impossible d'évaluer d'avance tous les rapports possibles entre les mouvements de libération bourgeoise des nations opprimées et le mouvement d'émancipation prolétarienne de la nation opprimante" — et pour cette raison-là il a refusé de prendre d'avance une position catégorique pour ou contre la séparation des nations opprimées.

Même après la victoire d'Octobre 1917, les Bolchéviks ont continué à soutenir le droit des nations au sein de la République Soviétique à l'auto-détermination.

Suite à la mort de Lénine et à la dégénérescence du parti du régime soviétique sous Staline, Léon Trotsky a eu de nombreuses occasions d'approfondir l'analyse léniniste en l'appliquant à la question de séparation où elle s'est posée dans des pays relativement avancés. Durant les années 30, quand le sentiment séparatiste des Catalans est devenu une expression politique importante d'opposition au gouvernement central réactionnaire à Madrid. Trotsky a souligné sa signification progressiste dans la classe ouvrière et dans la paysannerie comme "l'enveloppe de leur indignation sociale". Il a insisté sur l'importance pour les socialistes de défendre la revendication démocratique du droit à l'auto-détermination de la Catalogne. Mais l'avant-garde prolétarienne doit adopter le slogan de séparation seulement s'il exprime le sentiment de la majorité de la population de Catalogne: "Ceci pourrait être exprimé" a-t-il dit "par voie d'un plébiscite libre, par une assemblée des représentants de Catalogne, par les partis importants que les masses catalannes appuient, ou par une révolte nationale des Catalans." Plus tard, Trotsky s'est exprimé en faveur d'un plébiscite sur la question de séparation.

Dans le cas des Noirs américains Trotsky a appliqué une analyse semblable à une minorité opprimée, qui manque un territoire national et quelques autres attributs normaux d'une nation. A ce moment-là dans les années '20, les dirigeants noirs exprimaient leur but comme étant "l'intégration" à la société américaine. Mais Trotsky a averti ses co-penseurs dans le Socialist Workers Party aux Etats-Unis du danger de considérer cette revendicaion comme étant permanente. Il a noté que la société capitaliste s'est révélée incapable d'assimiler la population noire. L'attitude de la bureaucratie syndicale blanche et des ouvriers blancs arriérés pleins de préjugés racistes serait cruciale au développement de la conscience des ouvriers noirs. Si à un moment donné les masses noires montrent qu'elles veulent suivre une voie séparée de développement, — quelque soit sa forme (État séparé, retour en Afrique, ou simplement l'établissement de leurs propres organisations et communautés, etc.) — les socialistes révolutionnaires se devraient de les appuyer. L'histoire a démontré la capacité de Trotsky de prévoir le cours des événements: aujourd'hui le mouvement de masse parmi les noirs pour le contrôle de leurs propres communautés et écoles indique nettement le chemin vers la mobilisation de ce secteur-clé de la classe ouvrière américaine dans l'action politique indépendante autour d'un programme révolutionnaire.

Un autre exemple pertinent est celui de l'Ukraine soviétique. En 1939, Trotsky a avancé le slogan pour une Ukraine unie, libre et indépendante, dirigée par les ouvriers et les paysans. Encore une fois, sa position était basée sur la preuve que l'opposition des Ukrainiens au stalinisme prenait la forme d'un mécontentement profond de leur sort national et un "désir de le changer radicalement", et que "de larges masses du peuple ukrainien désirent se séparer de l'URSS."

Trotsky a expliqué qu'ici, bien qu'elle exprime un principe démocratique, la revendication d'indépendance prend plus de signification révolutionnaire car "elle vise directement la bureaucratie de Moscou," et "ouvre l'opportunité au parti prolétarien de jouer un rôle dirigeant dans le mouvement national ukrainien en Pologne, en Roumanie et en Hongrie." Ceci "pourrait faire avancer le mouvement révolutionnaire et augmenter le poids spécifique de l'avant-garde prolétarienne." Que le slogan d'indépendance soit mis de l'avant pour une nation déjà au sein d'un État ouvrier sert à souligner l'importance que Trotsky attribue à la lutte de libération nationale comme question-clé de stratégie révolutionnaire.

Le slogan "pour un Québec socialiste et indépendant" est posé dans ce cadre.

La montée d'un puissant mouvement pour l'émancipation nationale au Québec, situé au coeur de l'impérialisme, offre aux socialistes une opportunité sans précédent d'appliquer ces leçons sur la question nationale à une nation opprimée, où la classe ouvrière constitue l'immense majorité de la population.

La Lutte Ouvrière

Léon Trotsky: les travailleurs et le nationalisme

par Léon Trotsky

NDLR — Nous publions ici quelques extraits des écrits de Léon Trotsky, à l'occasion du 30e anniversaire de son assassinat par un agent de Staline. Ces extraits ne sont qu'une infime échantillon des écrits de ce révolutionnaire traitant de la question de la libération nationale et la lutte pour le socialisme.

Lutte nationale et lutte des classes en Chine

C'est une erreur grossière de penser que l'impérialisme crée mécaniquement, de l'extérieur, une cohésion entre toutes les classes de la Chine. ... La lutte révolutionnaire contre l'impérialisme, loin d'affaiblir la différenciation politique entre les classes, la renforce. L'impérialisme est, en Chine, dans toutes les relations intérieures, une force de première puissance. La source de cette force ne se trouve pas dans les navires de guerre du Yang-TséKiang (ce ne sont là que des moyens auxiliaires), mais dans la liaison politique et économique du capital étranger avec la bourgeoisie indigène. La lutte contre l'impérialisme, précisément à cause de la puissance économique et militaire de celui-ci, exige de la part du peuple chinois, dans toute sa masse, un effort colossal. Pour soulever véritablement contre l'impérialisme les ouvriers et les paysans, il faut rattacher leurs intérêts vitaux les plus essentiels et les plus profonds à la cause de la libération nationale. Une grève, petite ou grande, une émeute paysanne, une insurrection du peuple opprimé des villes et des campagnes contre les usuriers, contre la bureaucratie, contre les satrapes locaux, en un mot, tout ce qui éveille la foule, la groupe, l'éduque, la trempe, est un progrès réel dans la voie de l'affranchissement révolutionnaire et social du peuple chinois. Faute de cela, les succès militaires et les échecs des généraux de droite, de demi-droite ou de demi-gauche, resteront une écume à la surface de l'Océan. Mais, tout ce qui relève la foule opprimée et écrasée des travailleurs, pousse fatalement la bourgeoisie nationale à l'alliance déclarée avec l'impérialisme. La lutte des classes entre la bourgeoisie et les masses ouvrières et paysannes, loin d'être affaiblie par l'oppression impérialiste, est au contraire exaspérée à chaque conflit sérieux, jusqu'à se changer en guerre civile sanglante. La bourgeoisie chinoise a toujours derrière elle un arrière solide en la personne de l'impérialisme, toujours disposé à l'aider contre les ouvriers et les paysans chinois de son argent, de ses marchandises et de ses obus.

Pour penser qu'on puisse arriver à l'affranchissement national de la Chine, en calmant la lutte des classes, en freinant les grèves, les mouvements agraires, en renonçant à l'armement des masses, il faut être de ces misérables philistins ou sycophantes qui espèrent dans leur coeur obtenir la liberté de la Chine comme une aumône de l'impérialisme, en récompense de la bonne conduite du peuple chinois.

Le nationalisme comme facteur révolutionnaire

Un bon système de revendications et d'actions et un ferme programme de lutte pour l'influence sur les masses ouvrières et paysannes ne peuvent être basés que sur l'étude détaillée de l'originalité réelle de chaque pays, c'est-à-dire de l'enchaînement vivant des différentes étapes du développement historique. Un pays qui n'a pas fait ou qui n'a pas achevé sa révolution démocratique présente des particularités extrêmement importantes, qu'on doit mettre à la base du programme de l'avant-garde prolétarienne. C'est seulement avec de pareils programmes *nationaux* que le parti communiste peut engager, avec succès, une lutte effective contre la bourgeoisie et ses agents démocratiques, et gagner à lui la majorité de la classe ouvrière et des travailleurs.

Bien entendu, les chances de succès de cette lutte dépendent principalement du rôle du prolétariat dans l'économie du pays, par conséquent du degré de développement capitaliste. Ce n'est pourtant pas l'unique critère. Il est non moins important de savoir qu'il existe dans le pays un problème "populaire" de grande envergure et de passionnante actualité, qui touche aux intérêts de la majorité de la nation et dont la solution ne pourra être donnée que par des mesures révolutionnaires extrêmement hardies. Tels sont le problème agraire et le problème national, dans leurs différentes combinaisons. Étant donné l'acuité du problème agraire et le caractère odieux de l'oppression nationale, le prolétariat des pays coloniaux, en dépit de sa jeunesse et de son développement relativement faible, peut, en se plaçant sur le terrain de la *révolution nationale démocratique*, arriver au pouvoir plus tôt que le prolétariat d'un pays avancé qui se placerait sur un terrain purement *socialiste*.

La Révolution permanente.

Le prolétariat doit prendre la tête du mouvement national

Dans les conditions de l'époque impérialiste, la révolution démocratique nationale ne peut être victorieuse que si les rapports sociaux et politiques d'un pays sont mûrs pour porter au pouvoir le prolétariat en qualité de chef des masses populaires. Et si les choses n'en sont pas encore arrivées à ce point? Alors la lutte pour la libération nationale n'aboutira qu'à des résultats incomplets, dirigés contre les masses travailleuses.

Nous pouvons d'ores et déjà affirmer avec certitude que la Chine aussi bien que l'Inde ne pourront arriver à une véritable démocratie populaire, c'est-à-dire ouvrière et paysanne, qu'au moyen de la dictature du prolétariat. Un grand nombre d'étapes différentes peuvent les attendre sur ce chemin. Sous la pression des masses populaires, la bourgeoisie fera encore des pas à gauche, pour frapper ensuite le peuple d'une manière plus impitoyable. Des périodes de "double pouvoir" (coexistence du pouvoir ouvrier et du pouvoir bourgeois — NDLR) sont possibles et probables. Mais ce qui est complètement exclu, c'est une véritable dictature démocratique qui ne soit pas la dictature du prolétariat. Une dictature démocratique indépendante ne peut prendre que le caractère du Kouomintang, ce qui signifie qu'elle sera entièrement dirigée contre les ouvriers et les paysans. Il faut le comprendre à l'avance et l'enseigner aux masses, sans masquer la réalité des classes sous une formule abstraite...

La Révolution permanente,

Le mouvement national converge vers le socialisme.

Rien ne caractérise aussi nettement le retard historique de la Russie, si on la considère comme un pays européen, que ceci: au XXe siècle, elle a dû liquider le fermage forcé et les zones de résidence des juifs, c'est-à-dire la barbarie du servage et du ghetto. Mais, pour résoudre ces tâches, la Russie, précisément par suite de son développement arriéré, possédait de nouvelles classes, de nouveaux partis et programmes modernes au plus haut degré. Pour en finir avec les idées et les méthodes de Raspoutine, la Russie eut besoin des idées et des méthodes de Marx.

La pratique politique restait, il est vrai, beaucoup plus primitive que la théorie, car les choses se modifient plus difficilement que les idées. La théorie néanmoins n'était là que pour pousser jusqu'aux extrêmes déductions les besoins de la politique. Pour obtenir l'émancipation et un relèvement culturel, les nationalités opprimées se trouvaient forcées de lier leur sort à celui de la classe ouvrière. Et pour cela il leur était indispensable de se débarrasser de la direction de leurs partis bourgeois et petits-bourgeois, c'est-à-dire de précipiter la marche de leur évolution historique...

Le passage inéluctable et irrésistible des masses, allant des plus élémentaires problèmes de l'émancipation politique, agraire, nationale, vers la domination du prolétariat, procédait non point d'une agitation "démagogique", non point de schémas préconçus, non point de la théorie de la révolution per-

(Suite p. 6)

...Léon Trotsky

(Suite de la page 4)

manente, comme le croyaient les libéraux et les conciliateurs, mais de la structure sociale de la Russie et des circonstances de la situation mondiale. La théorie de la Révolution permanente formulait seulement le processus combiné du développement.

Il ne s'agit point ici seulement de la Russie. La subordination des révolutions nationales arriérées à la révolution du prolétariat a son déterminisme sur le plan mondial. Alors qu'au XIXe siècle la tâche essentielle des guerres et des révolutions consistait encore à assurer aux forces productives un marché national, la tâche de notre siècle consiste à affranchir les forces productrices des frontières nationales qui sont devenues pour elles des entraves. Dans un large sens historique, les révolutions nationales de l'Orient ne sont que des degrés de la révolution mondiale du prolétariat, de même que les mouvements nationaux de la Russie sont devenus des degrés vers la dictature soviétique...

De ce jugement sur les révolutions et les guerres nationales ne découle en tout cas nullement la reconnaissance de quelque mission révolutionnaire de la bourgeoisie des nations coloniales et semi-coloniales. Au contraire, précisément, la bourgeoisie des pays arriérés, dès ses dents de lait, se développe comme une agence du capital étranger et, bien qu'elle ait à l'égard de ce dernier une envieuse hostilité, se trouve et se trouvera dans tous les cas décisifs unie à lui dans un même camp. Le système chinois des *compradores*[1] est la forme classique de la bourgeoisie coloniale de même que le Kuomintang est le parti des *compradores*. Les sommets de la petite-bourgeoisie, dans ce nombre les intellectuels, peuvent prendre une part active, parfois très bruyante, à la lutte nationale, mais ils ne sont pas du tout capables de jouer un rôle indépendant. Seule la classe ouvrière, ayant pris la tête d'une nation, peut mener jusqu'au bout une révolution nationale ou agraire.

Histoire de la révolution russe-Octobre.

1. Terme d'origine portugaise, qui désigne les marchands chinois en relations d'affaires avec les Occidentaux, principalement à Changhai.

#34 - août 1970

L'assurance-maladie au Québec: un scandale

par André Doucet

L'assurance-maladie tant attendue par les Québécois est finalement arrivée. Mais au lieu de soulever l'enthousiasme général, le projet de loi fut accueilli, avec raison, par une énorme opposition.

Depuis plus de dix ans le plan d'assurance-maladie était à l'étude; nous étions en droit de nous attendre à un régime des mieux pensés et des plus complets, trois commissions ayant remis de très volumineux rapports.

Mais Bourassa nous donne un système qui, dans ces principales caractéristiques favorise les riches. La forme du financement, au lieu d'être gratuite et payée par les grandes compagnies, est un pourcentage fixe pour les petits salariés; ce pourcentage diminue sans cesse pour les revenus de plus de $15,000. Le médecin est libre d'accepter ou non, tel ou tel patient, les riches se réservant ainsi les meilleurs médecins. Egalement favorable aux riches est la façon dont seront payés les médecins, qui au lieu d'être payés à salaire, le seront au nombre de services rendus. Pour avoir un plus gros revenu, ils en feront le plus possible, le plus rapidement possible au détriment de la qualité des soins. Bien entendu les riches pourront toujours pour retenir un peu plus l'attention du médecin donner un petit supplément sous la table. Evidemment le gouvernement qui est au service des grands monopoles, n'a pas osé toucher ceux des produits pharmaceutiques. C'est pourquoi le gouvernement ne paie pas les médicaments: il doit préserver la liberté de ces trusts de surexploiter les malades québécois. En passant le gouvernement a bien sûr sauté sur l'occasion de retirer aux employeurs la charge du huit millions de dollars qu'ils versaient chaque année pour les accidents de travail, pour les mettre a la charge de l'assurance-maladie payée en bonne partie par les petits salariés. En fin de compte, ce système boiteux n'est qu'une très bonne assurance de gros revenus pour les médecins!

Les centrales syndicales se sont faites les porte-paroles de la levée de boucliers populaires contre ce projet de loi scandaleux. Elles critiquaient de façon détaillée les principales insuffisances du projet, et proposaient un certain nombre d'améliorations, notamment, la gratuité des soins dentaires, la couverture et la baisse des prix des médicaments. Les 15 comités conjoints régionaux mis sur pied pour les colloques intersyndicaux ont été réactivés, et on a sorti un journal **Front commun** pour expliquer la position des centrales.

Mais la direction du front commun des centrales n'a pas suffisamment tenté de mobiliser dans l'action les masses pour obtenir ces changements. Ils se sont contentés seulement du lobbying, c'est-à-dire d'aller faire pression sur les députés pour les convaincre de leurs idées. Le gouvernement avait les

De son côté le PQ, loin de son programme officiel sur cette question, tentait des compromis proposant même de laisser de côté les services de psychanalyse. Lorsque le gouvernement céda sur les deux points mineurs, le chef parlementaire du PQ le Dr. Camille Laurin affirma dans un élan d'enthousiasme, que le projet de loi amendé constituait "la loi la plus progressive du Canada", et lança "Je m'en félicite au nom du Québec." (**La Presse**, 10-7-70). Bien qu'il continua le lendemain à s'opposer au Bill 8, ceci montre la limite et l'opportunisme du PQ.

Cuba, qui est un pays-sous-développé et qui subit l'hostilité et le blocus économique des pays qui l'entourent, devrait faire rougir le gouvernement d'un pays aussi industrialisé et riche en ressources que le Québec. Là-bas on a été beaucoup plus loin, tous les services médicaux sont gratuits y compris les soins dentaires. Les médicaments sont distribués gratuitement et massivement par les établissements hospitaliers et d'assistance médicale de l'Etat. Le prix des médicaments que le public acquiert dans les pharmacies diminue constamment, contrairement à ici, où il ne cesse de s'élever. Depuis la révolution le gouvernement s'est lancé dans une grande campagne de construction d'hôpitaux et de cliniques ainsi qu'à la formation d'un nombre illimité de médecins, en encourageant les étudiants à l'étude de la médecine aux moyens de bourses et de diverses facilités offertes aux étudiants qui n'en ont pas les moyens matériels. Ce n'est pas comme ici, où le gouvernement ne touche pas aux prérogatives du Collège des médecins, institution privée qui décide du nombre de médecins dont la société a besoin, ou plutôt du nombre de médecins à $50,000 que la société est capable de payer. Le contrôle qu'a le Collège de décider les normes du programme d'étude et d'accorder le droit de pratique, lui permet de contrôler le nombre de médecins qu'il doit y avoir sur le marché pour éviter, s'il y en a un trop grand nombre, une concurrence provoquant la baisse de leur revenu.

En plus à Cuba la lutte contre la maladie se déroule dans le cadre d'une politique générale qui tend à l'amélioration des conditions de vie de la population et qui est inséparable du vaste plan de médecine curative et préventive que le gouvernement révolutionnaire s'est tracé. C'est ainsi que la mortalité infantile, les maladies et épidémies qui ravagent massivement la population des pays sous-développés (telles que la polio, le tetanos, la dyphtérie, etc ...) ont été presqu'entièrement éliminées à Cuba.

Le Québec, beaucoup plus développé que Cuba, aurait beaucoup plus la possibilité d'assurer le bien-être et la santé de la population. Commençons par la nationalisation des

Montréal francais! Votons Manon Léger candidate socialiste

Manon Léger sera candiate contre Jean Drapeau dans les élections municipales du 25 octobre.

Manon Léger, la candidate socialiste-révolutionnaire aux élections du 29 avril, sera la seule candidate ouvrière à la mairie. Elle exprimera les aspirations et les revendications des travailleurs et des jeunes du Québec. L'axe de sa campagne sera la défense de la langue française tant menacée, et sa revendication centrale sera de mobiliser tous les pouvoirs de la ville dans la lutte pour l'unilinguisme français.

Cette candidature est présentée par la branche montréalaise de la Ligue Socialiste Ouvrière. La LSO, qui exige un Québec indépendant et socialiste, avancera un programme d'action pour la métropole qui mettra Montréal à l'avant-garde de la lutte pour la défense de nos droits.

La décision de la LSO de se lancer contre Drapeau suit la décision du Front d'action politique de ne pas s'opposer au maire. Les membres et sympathisants de la LSO au sein du FRAP ont tenté sans succès de le convaincre de se présenter contre Drapeau pour donner à la campagne municipale du FRAP un caractère sérieux. Fin août, au congrès du FRAP, la LSO avait adressé un appel à tous les membres du FRAP, posant une série de revendications qui aiderait le FRAP dans la clarification de ses buts ouvrier et socialiste. La LSO appuie le FRAP, "étant donné son caractère ouvrier, ses origines dans les comités de citoyens et les syndicats, et son indépendance des partis bourgeois..." Le FRAP pourrait bien à son avis devenir une force d'opposition ouvrière très sérieuse, mais sans une liste complète de candidats, il limite sévèrement son propre potentiel.

La principale responsabilité de confronter Drapeau avec une opposition de principe incombe donc aux maigres ressources de la LSO par l'entremise de la campagne Léger. La LSO demande à tous les mouvements et individus radicaux d'appuyer la campagne. Cet appel s'adresse surtout aux étudiants et aux nationalistes.

La Ligue des Jeunes Socialistes, vient d'annoncer son appui à la campagne. L'organisation de l'appui dans les écoles et dans les universités sera une partie importante de la campagne Léger. Une première série de conférences par la candidate a déjà été organisée par la LJS.



La Lutte Ouvrière
POUR UN QUÉBEC INDÉPENDANT ET SOCIALISTE
octobre 1970 10 cents



Manon Léger, candidate de la Ligue des Jeunes Socialistes et de la Ligue Socialiste Ouvrière à la mairie de Montréal.

Le congrès du FRAP attaque Drapeau & Cie

par Philippe Cournoyer

Plus de 400 personnes, délégués et membres participèrent au congrès du Front d'action politique à la fin d'août. Rassemblant les travailleurs de Montréal dans un parti politique municipal indépendant des partis bourgeois, ce congrès manifesta l'énorme potentiel de l'action politique indépendante de la classe ouvrière au Québec. Le programme adopté par l'assemblée, malgré certaines lacunes, a indiqué la voie en avant vers une alternative ouvrière aux cliques capitalistes qui dirigent actuellement l'hôtel de ville.

Les délégués adoptèrent toute une série de revendications susceptibles de stimuler la lutte des Montréalais contre le contrôle de la ville exercé par Drapeau et Cie. Deux traits importants du programme adopté sont les sections sur l'unilinguisme français à Montréal et sur les droits de la femme.

Suite à l'intervention de la LSO au congrès, et malgré l'opposition têtue de quelques responsables syndicaux et du Parti Communiste, le congrès du FRAP décida que "En tant que métropole de la nation, la Ville de Montréal doit rétablir et sauvegarder son caractère francophone en exigeant que toutes les compagnies emploient le français comme seule langue de travail sous peine de sanctions." Une autre proposition adoptée exigea le français comme langue unique dans l'administration municipale. Mais la majorité des délégués refusa d'appuyer la proposition visant un système scolaire unilingue français.

Le congrès demanda la fin à la discrimination contre les femmes dans l'administration municipale, la mise en vigueur du salaire égal pour travail égal, les congés de maternité payés sans perte d'ancienneté, et l'application de ces conditions de travail par tous les employeurs sous juridiction municipale... Le FRAP prône aussi l'avortement gratuit sur demande.

Exigeant que le problème de la pollution soit attaqué à sa source, les corporations industrielles, le congrès demanda que les frais de l'asainissement et de la prévention de la pollution soient payés à même les bénéfices des corporations, sous peine de sanctions allant jusqu'à la "municipalisation" de ces corporations.

Parmi d'autres points revendiqués dans le programme du FRAP sont: le transport en commun gratuit et l'extension du Métro; la municipalisation du service du taxi; l'ouverture au public des écoles après les heures de cours; les cliniques de santé communautaires sous la direction de la communauté. Le congrès projeta également l'établissement d'unités du FRAP dans les usines, bureaux et autres lieux de travail.

Des conceptions réformistes ont milité contre l'idée d'une offensive sérieuse du FRAP, telle que celles voulant que le FRAP ne devrait revendiquer seulement que les choses tombant sous la juridiction municipale telle que définie par la Province. Accepter de telles limites est simplement capituler d'avance à l'impuissance des administrations municipales actuelles. D'autres délégués insistaient que le FRAP se borne à l'étude des problèmes civiques

(Suite à la page 3)

Editorial

Défendons la révolution palestinienne!

A peine quelques jours avant sa mort, le président Nasser avait parrainé une trêve entre les combattants de la guerre civile en Jordanie. Peu de gens croyait alors à une trêve durable. Maintenant suite au départ de Nasser, encore moins de geps y croient.

Conscient du pouvoir croissant de la résistance palestinienne et de la dynamique révolutionnaire de cette lutte, Hussein avait décidé d'écraser la résistance avant de trouver son pouvoir royal décisivement miné. Son armée lança son attaque-éclair non seulement contre les organisations de fedayines, mais également contre l'entière population civile des villes importantes. L'artillerie et l'aviation rasèrent Amman, la capitale, ainsi que nombre d'autres villes. On a déversé une pluie d'obus et de napalm sur les habitations palestiniennes, souvent sur des tentes. Bref, ce fut le massacre: le nombre de morts est estimé à plus de 10,000.

Les organisations de résistance palestinienne, ayant pris forme sur la base simple de l'opposition à l'État sioniste d'Israël, se trouvaient de plus en plus projetées dans un conflit les opposant directement aux classes possédantes des pays arabes. Ces classes dirigeantes ne voulaient pas sérieusement lutter contre Israël et ses partisans impérialistes, étant donné leur liaison étroite avec ces mêmes impérialistes. La victoire dramatique des sionistes en 1967 a démontré une fois pour toute l'incapacité de toutes les élites arabes, y compris les nasserites, de libérer la Palestine.

Depuis lors, le mouvement de résistance a connu une croissance spectaculaire. Appuyés massivement par la population des camps de réfugiés et des régions urbaines, organisés indépendamment des gouvernements des États où ils vivent, les combattants palestiniens ont réussi à impliquer de larges masses dans leurs luttes. Des milliers de personnes sous les armes. Établissant des liens avec d'autres couches de la population, les organisations de résistance en sont venues à constituer une sorte de deuxième pouvoir en Jordanie (et dans une moindre mesure, au Liban), obligeant le roi Hussein à leur donner des concessions majeures.

Les détournements spectaculaires d'avions ont annoncé au monde la détermination des Palestiniens de rejeter le soi-disant "plan de paix" Rogers et de poursuivre leur lutte contre le colonisateur impérialiste de façon toujours plus décisive. À ce moment Hussein décidait de frapper.

Évidemment, l'action d'Hussein était prévue et approuvée par Washington. Quelques heures après le déclenchement des combats en Jordanie, la Sixième Flotte, munie de troupes prêtes pour le combat, se trouvait à proximité du pays. Nixon a carrément déclaré que les É.-U. envahirait la Jordanie si Hussein subissait un échec sérieux.

Mais ils avaient mal calculé, car les fedayines n'étaient pas surpris, sans défense. Luttant magnifiquement contre une armée numériquement supérieure et dotée de tout l'armement des plus modernes, ils réussirent à tenir tête, et à exercer le contrôle dans plusieurs secteurs importants du pays. Hussein se voyait contraint de signer une trêve.

En toute probabilité, une autre étape de la guerre civile jordanienne éclatera bientôt. Et cette fois si les defayines se manifestent encore plus fort, l'intervention militaire américaine est à prévoir. Nous devons lutter contre cette possibilité dès maintenant. Mettons-nous à la tâche d'expliquer le droit des Palestiniens à l'auto-détermination, à leur libération nationale. Renforçons notre solidarité dans les actions (assemblées, manifestations, etc.)

Vive le combat des fedayines!

Vive la révolution palestinienne!

Montréal francais! Votons Manon Léger candidate socialiste



octobre 1970 VOL. 6 No. 6 (35)

Manon Léger sera candiate contre Jean Drapeau dans les élections municipales du 25 octobre.

Manon Léger, la candidate socialiste-révolutionnaire aux élections du 29 avril, sera la seule candidate ouvrière à la mairie. Elle exprimera les aspirations et les revendications des travailleurs et des jeunes du Québec. L'axe de sa campagne sera la défense de la langue française tant menacée, et sa revendication centrale sera de mobiliser tous les pouvoirs de la ville dans la lutte pour l'unilinguisme français.

Cette candidature est présentée par la branche montréalaise de la Ligue Socialiste Ouvrière. La LSO, qui exige un Québec indépendant et socialiste, avancera un programme d'action pour la métropole qui mettra Montréal à l'avant-garde de la lutte pour la défense de nos droits.

La décision de la LSO de se lancer contre Drapeau suit la décision du Front d'action politique de ne pas s'opposer au maire. Les membres et sympathisants de la LSO au sein du FRAP ont tenté sans succès de le convaincre de se présenter contre Drapeau pour donner à la campagne municipale du FRAP un caractère sérieux. Fin août, au congrès du FRAP, la LSO avait adressé un appel à tous les membres du FRAP, posant une série de revendications qui aiderait le FRAP dans la clarification de ses buts ouvrier et socialiste. La LSO appuie le FRAP, "étant donné son caractère ouvrier, ses origines dans les comités de citoyens et les syndicats, et son indépendance des partis bourgeois..." Le FRAP pourrait bien à son avis devenir une force d'opposition ouvrière très sérieuse, mais sans une liste complète de candidats, il limite sévèrement son propre potentiel.

La principale responsabilité de confronter Drapeau avec une opposition de principe incombe donc aux maigres ressources de la LSO par l'entremise de la campagne Léger. La LSO demande à tous les mouvements et individus radicaux d'appuyer la campagne. Cet appel s'adresse surtout aux étudiants et aux nationalistes.

La Ligue des Jeunes Socialistes, vient d'annoncer son appui à la campagne. L'organisation de l'appui dans les écoles et dans les universités sera une partie importante de la campagne Léger. Une première série de conférences par la candidate a déjà été organisée par la LJS.



Manon Léger, candidate de la Ligue des Jeunes Socialistes et de la Ligue Socialiste Ouvrière à la mairie de Montréal.



Montréal, le 10 mai: le Front de libération de la femme manifeste la journée de la "fête des mères". "Reine - 1 jour. Esclave - 364 jours" proclame une femme. D'autres exigent le droit à l'avortement pour toutes.

La Lutte Ouvrière

POUR QUE LES SYNDICATS LANCENT LE PARTI OUVRIER DE MASSE

Le congrès du FRAP attaque Drapeau & Cie

par Philippe Cournoyer

Plus de 400 personnes, délégués et membres participèrent au congrès du Front d'action politique à la fin d'août. Rassemblant les travailleurs de Montréal dans un parti politique municipal indépendant des partis bourgeois, ce congrès manifesta l'énorme potentiel de l'action politique indépendante de la classe ouvrière au Québec. Le programme adopté par l'assemblée, malgré certaines lacunes, a indiqué la voie en avant vers une alternative ouvrière aux cliques capitalistes qui dirigent actuellement l'hôtel de ville.

Les délégués adoptèrent toute une série de revendications susceptibles de stimuler la lutte des Montréalais contre le contrôle de la ville exercé par Drapeau et Cie. Deux traits importants du programme adopté sont les sections sur l'unilinguisme français à Montréal et sur les droits de la femme.

Suite à l'intervention de la LSO au congrès, et malgré l'opposition têtue de quelques responsables syndicaux et du Parti Communiste, le congrès du FRAP décida que "En tant que métropole de la nation, la Ville de Montréal doit rétablir et sauvegarder son caractère francophone en exigeant que toutes les compagnies emploient le français comme seule langue de travail sous peine de sanctions." Une autre proposition adoptée exigea le français comme langue unique dans l'administration municipale. Mais la majorité des délégués refusa d'appuyer la proposition visant un système scolaire unilingue français.

Le congrès demanda la fin à la discrimination contre les femmes dans l'administration municipale, la mise en vigueur du salaire égal pour travail égal, les congés de maternité payés sans perte d'ancienneté, et l'application de ces conditions de travail par tous les employeurs sous juridiction municipale... Le FRAP prône aussi l'avortement gratuit sur demade.

Exigeant que le problème de la pollution soit attaqué à sa source, les corporations industrielles, le congrès demanda que les frais de l'asainissement et de la prévention de la pollution soient payés à même les bénéfices des corporations, sous peine de sanctions allant jusqu'à la "municipalisation" de ces corporations.

Parmi d'autres points revendiqués dans le programme du FRAP sont: le transport en commun gratuit et l'extension du Métro; la municipalisation du service du taxi; l'ouverture au public des écoles après les heures de cours; les cliniques de santé communautaires sous la direction de la communauté. Le congrès projeta également l'établissement d'unités du FRAP dans les usines, bureaux et autres lieux de travail.

Des conceptions réformistes ont milité contre l'idée d'une offensive sérieuse du FRAP, telle que celles voulant que le FRAP ne devrait revendiquer seulement que les choses tombant sous la juridiction municipale telle que définie par la Province. Accepter de telles limites est simplement capituler d'avance à l'impuissance des administrations municipales actuelles. D'autres délégués insistaient que le FRAP se borne à l'étude des problèmes civiques

(Suite à la page 3)

(suite de la page 1)

pour ensuite les présenter à l'Hôtel de Ville, au lieu de mener une campagne électorale cet automne. À cause de ces courants arriérés qui se manifestèrent au congrès, le FRAP fut incapable de formuler une politique de logement, une des questions municipales les plus brûlantes, touchant tous les travailleurs, étudiants et retraités.

L'échec principal du congrès fut la décision de ne pas présenter de candidat à la mairie, minant ainsi tout le sérieux du défi posé par le FRAP contre la machine Drapeau-Saulnier. Est-ce une opportunité consciemment donnée au PQ de présenter un candidat-vedette du PQ à ce plus haut poste municipal? De fortes rumeurs circulent dans ce sens.

Le FRAP ne peut pas devenir un instrument utile aux travailleurs en flirtant avec le Parti Québécois bourgeois. La nation québécoise et la langue française subissent le plus grand assaut dans la métropole montréalaise. L'espèce de nationalisme avancé par le PQ, tellement inadéquat sur la question de la langue, n'est aucunement un substitut à une alternative indépendantiste de la classe ouvrière. La campagne LSO-LJS montrera la voie en avant vers cette alternative.



Editorial

Défendons la révolution palestinienne!

A peine quelques jours avant sa mort, le président Nasser avait parrainé une trêve entre les combattants de la guerre civile en Jordanie. Peu de gens croyait alors à une trêve durable. Maintenant suite au départ de Nasser, encore moins de gens y croient.

Conscient du pouvoir croissant de la résistance palestinienne et de la dynamique révolutionnaire de cette lutte, Hussein avait décidé d'écraser la résistance avant de trouver son pouvoir royal décisivement miné. Son armée lança son attaque-éclair non seulement contre les organisations de fedayines, mais également contre l'entière population civile des villes importantes. L'artillerie et l'aviation rasèrent Amman, la capitale, ainsi que nombre d'autres villes. On a déversé une pluie d'obus et de napalm sur les habitations palestiniennes, souvent sur des tentes. Bref, ce fut le massacre: le nombre de morts est estimé à plus de 10.000.

Les organisations de résistance palestinienne, ayant pris forme sur la base simple de l'opposition à l'État sioniste d'Israël, se trouvaient de plus en plus projetées dans un conflit les opposant directement aux classes possédantes des pays arabes. Ces classes dirigeantes ne voulaient pas sérieusement lutter contre Israël et ses partisans impérialistes, étant donné leur liaison étroite avec ces mêmes impérialistes. La victoire dramatique des sionistes en 1967 a démontré une fois pour toute l'incapacité de toutes les élites arabes, y compris les nasserites, de libérer la Palestine.

Depuis lors, le mouvement de résistance a connu une croissance spectaculaire. Appuyés massivement par la population des camps de réfugiés et des régions urbaines, organisés indépendamment des gouvernements des États où ils vivent, les combattants palestiniens ont réussi à impliquer de larges masses dans leurs luttes. Des milliers de personnes sous les armes. Établissant des liens avec d'autres couches de la population, les organisations de résistance en sont venues à constituer une sorte de deuxième pouvoir en Jordanie (et dans une moindre mesure, au Liban), obligeant le roi Hussein à leur donner des concessions majeures.

Les détournements spectaculaires d'avions ont annoncé au monde la détermination des Palestiniens de rejeter le soi-disant "plan de paix" Rogers et de poursuivre leur lutte contre le colonisateur impérialiste de façon toujours plus décisive. À ce moment Hussein décidait de frapper.

Évidemment, l'action d'Hussein était prévue et approuvée par Washington. Quelques heures après le déclenchement des combats en Jordanie, la Sixième Flotte, munie de troupes prêtes pour le combat, se trouvait à proximité du pays. Nixon a carrément déclaré que les E.-U. envahirait la Jordanie si Hussein subissait un échec sérieux.

Mais ils avaient mal calculé, car les fedayines n'étaient pas surpris, sans défense. Luttant magnifiquement contre une armée numériquement supérieure et dotée de tout l'armement des plus modernes, ils réussirent à tenir tête, et à exercer le contrôle dans plusieurs secteurs importants du pays. Hussein se voyait contraint de signer une trêve.

En toute probabilité, une autre étape de la guerre civile jordanienne éclatera bientôt. Et cette fois si les defayines se manifestent encore plus fort, l'intervention militaire américaine est à prévoir. Nous devons lutter contre cette possibilité dès maintenant. Mettons-nous à la tâche d'expliquer le droit des Palestiniens à l'auto-détermination, à leur libération nationale. Renforçons notre solidarité dans les actions (assemblées, manifestations, etc.)

Vive le combat des fedayines!

Vive la révolution palestinienne!

Socialisme et mouvement de libération des femmes

Le texte suivant constitue la majeure partie d'un des documents adoptés au congrès de la Ligue Socialiste Ouvrière League for Socialist Action.

Nos lecteurs ne devraient pas s'étonner que les révolutionnaires considèrent le mécontentement des femmes comme une question d'importance politique au même titre que la lutte pour l'indépendance du Québec et la construction d'un parti révolutionnaire. Depuis deux ans, on a vu la crystallisation de ce mécontentement en un mouvement militant visant la libération totale des femmes. Ceci a eu lieu non seulement en Amérique du Nord: il se répand rapidement maintenant en Europe et en Asie.

Ce mouvement a connu son plus grand développement aux États-Unis. Dans ce pays, les femmes ont obligé l'État de New York de libéraliser ses lois d'avortement, elles ont occupé les bureaux et gagné de meilleurs opportunités d'emploi. Elles obligent aussi le gouvernement américain d'appliquer aux femmes les lois contre la discrimination.

Le 26 août, 50e anniversaire de l'obtention du droit de vote par les femmes américaines, des manifestations à travers le pays ont attiré l'attention mondiale, forçant beaucoup de personnes, y compris les gouvernements et les journaux, de prendre les femmes très au sérieux.

Au Canada cette année, les femmes ont lancé une campagne pour l'avortement légal, gratuit et sur demande. Leur marche sur Ottawa le jour de la "fête des mères" ébranla le pays.

Ces revendications ne demandent pas seulement des "petites améliorations" dans le statut de la femme. Elles expriment le désir des femmes pour une fin à l'oppression et pour la liberté complète sur leurs propres vies: c'est-à-dire, pour l'autodétermination. Voilà la dynamique révolutionnaire de ce nouveau mouvement des femmes. Tout comme la lutte d'une nation opprimée se heurte à la puissance économique et politique de ceux qui exploitent la nation, le mouvement de libération des femmes attaque la puissance de ces mêmes exploiteurs capitalistes qui perpétuent l'oppression de la femme pour en profiter. Le potentiel d'une lutte de masse pour la libération de la femme est énorme parce que l'oppression de la femme est très profondément enracinée dans la société et aussi parce que ce mouvement touche la majorité, 51% de la population mondiale.

Ce document contient une analyse révolutionnaire du mouvement de libération des femmes, et explique la stratégie qui le transformera en mouvement de masse anti-capitaliste.



"Femmes de tous les pays, unissez-vous" lit-on sur la bannière à la tête de l'énorme manifestation pour les droits de la femme tenue à New York le 26 août.

Derrière le surgissement du mouvement de libération des femmes se trouve le fait — fait d'ailleur de plus en plus évident à de plus en plus de gens — que la possibilité de plus de liberté que jamais s'offre actuellement aux femmes. À une époque où la période dans la vie d'une femme qu'elle consacre aux fonctions traditionnelles de mère et gardienne d'enfants, se raccourcit, il devient plus que jamais évident que les moyens matériels de sa libération des aspects des plus onéreux de la maternité et du travail ménager existent. La science médicale est actuellement capable d'offrir à la femme un degré de contrôle sur son corps qu'elle n'a jamais pu atteindre dans le passé. De plus en plus de femmes accèdent aux études supérieures, et un nombre toujours grandissant entre sur le marché du travail industriel où elles prennent part aux luttes actuelles du mouvement étudiant et de la classe ouvrière.

Néanmoins, ces développements ne font qu'accentuer la contradiction entre le potentiel de la libération de la femme et la quotidienneté de son oppression, ceci en rendant plus clair la profondeur de son oppression sociale, économique et psychologique et en lui permettant de comprendre l'effet déshumanisant et abrutissant de son éducation, et de prévoir la maigreur de son avenir.

Le surgissement du mouvement de libération des femmes d'abord parmi les étudiantes, les professionnelles, bref parmi les plus privilégiées n'est pas fortuit; elles sont les premières à ressentir ces contradictions et les plus libres d'y réagir. Malgré cela, ce mouvement a la capacité de dépasser ces couches pour en arriver aux femmes de la classe ouvrière, qui elles, sont les plus durement frappées par la discrimination dans les salaires qui souvent peut rendre leurs revenus inférieurs à ceux reconnus par le gouvernement comme minimum vital. Elles sont également les plus grandes victimes des lois actuelles contre l'avortement, souffrant le plus sous le double fardeau d'être ouvrières et ménagères.

Le mouvement de libération des femmes possède le potentiel d'atteindre toutes les femmes et de les impliquer dans la lutte anti-capitaliste, dans le processus de la solution socialiste. Des revendications telles que celles pour un salaire égal les lancent dans la lutte anti-capitaliste au niveau économique, d'autres telles que la revendication pour un système adéquat de garderies d'enfants financé par le gouvernement, les lancent contre l'État capitaliste au niveau politique. L'oppression de la femme est si fortement enracinée dans les fondements du système qu'aucune série de réformes, aussi profondes qu'elles soient, ne peut l'extirper. Ainsi, la lutte dans sa dynamique se heurte de plus en plus clairement au système capitaliste qui est à la fois responsable et bénéficiaire de l'oppression de la femme.

Le mouvement de libération des femmes au Canada en est toujours à ses premiers pas et jusqu'ici, n'a organisé dans des groupes indépendants que peu de femmes. Ces groupes, qui à l'heure actuelle existent dans tous les principaux centres ainsi que dans plusieurs petites communautés au Canada, sont toujours engagés dans le processus de la définition organisationnelle, programmatique et stratégique. En général ils se sont avérés incapables de

Suite à la page 2

Socialisme et mouvement de libération des femmes



Suite de la page 1

s'orienter vers les femmes en voie de radicalisation. Leur peu d'effectifs est un contraste avec l'effervescence globale qui existe autour de cette question et qui se réflète non seulement dans le nombre croissant de femmes qui continuent à venir autour des groupes ou dans l'action pan-canadiene de la caravane des avortements, mais également dans la discussion très large qui se poursuit dans les "mass media" et dans les oganisations féminines de toute sorte. Cette effervescence se reflète aussi, dans l'impact qu'elle a eu sur des organisations aussi traditionnellement conservatrices que l'Association médicale du Canada et l'Association psychiatrique du Canada. Cette lutte est devenue une partie de la radicalisation globale au Canada dont l'importance ne cesse de s'accroître, et qui a maintenant le potentiel d'impliquer de très larges couches de femmes.

Notre intervention

Dès le début, notre brochure (Le statut de la femme au Canada) a joué le rôle central dans notre intervention dans le mouvement. Il constitue une introduction à l'oppression de la femme au Canada liée à une série de revendications et il reste la fondation programmatique de notre travail dans ce domaine. Ses quatre thèmes programmatiques constituent la base de notre programme de transition sur la question de la libération de la femme.

Ces quatre thèmes sont:

1) La femme doit exercer le contrôle total de son corps; disponibilité totale des moyens contraceptifs et des renseignements à ce sujet; l'abrogation de toutes les restrictions sur l'avortement.

2) mesures spéciales pour assurer à la femme ses droits complets à l'éducation; abolition des frais de scolarité et un pré-salaire; l'école mixte à tous les niveaux; encouragement spécial dans les domaines analytiques; le rétablissement du rôle de la femme dans l'histoire; l'abolition de toutes les formes de discrimination sexuelle dans le système scolaire.

3) la femme doit être libérée de ses responsabilités traditionnelles envers l'enfant; il faut établir un système gouvernemental de garderies et d'écoles pré-maternelles contrôlé par celles qui l'emploient. Ceci permettra à la femme de chercher un emploi à l'extérieur du foyer, un revenu pour celles qui veulent être ménagères.

4) pour l'égalité complète au travail.

Plusieurs de nos revendications ont été reprises par le mouvement de libération des femmes, elles ont reçu une réponse massive. Dans le mémoire nous avons exigé l'abrogation de toute restriction sur le droit de la femme de décider si elle voulait un enfant ou non. Aujourd'hui l'avortement sur demande s'est avéré une des revendications mobilisatrices du mouvement. Ce fut autour de ce défi que le mouvement fit un pas en avant décisif qui lança la première action pan-canadienne impliquant plusieurs groupes de libération des femmes de régions différentes ayant des philosophies différentes. De plus, nous avons avancé la revendication du rétablissement du rôle de la femme dans l'histoire. Actuellement, dans plusieurs régions, le mouvement exige l'établissement de programmes d'études féminines dans les écoles et dans les universités.

Depuis la publication de notre brochure, le mouvement de libération des femmes, a lui-même fait des études intéressantes qui mirent en lumière plusieurs aspects importants de l'oppression de la femme. Ces études comprennent des sujets tels que, la dynamiqe de la famille en régime capitaliste, l'oppression psychologique et émotive de la femme, et l'image déshumanisée de la femme comme objet sexuel, image tant essentielle à la publicité et à la "culture" des grandes corporations. Ces études jouent un rôle fondamental, permettant aux femmes de voir leurs difficultés et leurs frustrations comme problème social plutôt que comme problème personnel. Aini les femmes peuvent affronter les aspects les plus diversifiés de leur oppression. Une stratégie pour le mouvement de libération des femmes, bien que basée en grande partie sur ces études, doit nécessairement les dépasser et introduire une série de revendications conçues dans une perspective véritablement révolutionnaire, à partir d'une analyse matérialiste-historique.

Notre perspective globale dans le mouvement de libération des femmes a toujours été de construire un mouvement qui attirera de nouvelles couches de femmes, qui les éduquera et qui les impliquera dans la lutte autour des revendications transitoires et démocratiques. Nous nous sommes fixés la tâche de travailler dans des groupes existants afin de développer des programmes et des activités destinés à impliquer des femmes nouvellement radicalisées. Dans des régions où de tels groupes n'existaient pas encore ou lorsque nous n'avons pas pu gagner ces groupes à cette perspective, nous avons pris l'initiative de créer des groupes nouveaux. Nous participons aux luttes quotidiennes de ce mouvement pour des réformes qui allègeront quelques-uns des aspects les plus inhumains de l'oppression de la femme. Nous essayons de démontrer à la femme que les racines de son oppression se trouvent dans le capitalisme et nous essayons de la gagner à une compréhension de ce qu'il faut pour détruire ce système et pour atteindre la libération. Nous voulons fusionner cette lutte avec d'autres luttes anti-capitalistes et les pousser vers la solution socialiste.

Les organisations indépendantes des femmes

Nous soutenons que le développement d'organisations indépendantes de femmes, a prouvé que c'était un pas nécessaire et hautement progressiste attirant pour les femmes qui n'ont eu aucune expérience politique antérieure et qui fuient timidement les organisations dominées par les hommes.

À l'intérieur de ces groupes, les femmes apprennent à devenir des dirigeantes, des théoriciennes, des organisatrices; elles développent leurs capacités, apprennent des qualifications et gagnent les expériences dont la société les a privées. À l'intérieur de ces organisations, les femmes assurent leur dignité et une confiance en tant qu'êtres humains individuels. Ces groupes sont, en fait, un terrain d'apprentissage pour les luttes révolutionnaires de l'avenir. Loin d'encourager des divisions à l'intérieur de la classe, ce processus amène à la lutte contre le système bien plus de femmes, qu'il ne serait autrement possible.

Comment construire le mouvement?

À travers le pays, nos interventions dans ce mouvement ont souligné certaines orientations que le mouvement doit adopter, afin de mobiliser ce mécontentement très généralisé.

Le mouvement ne devra exclure personne. Il doit avoir comme but l'implication de toutes les femmes qui veulent faire partie de la lutte, sans considération de leur politique, expériences, origine de classe, etc. Nous nous sommes opposés à la prise de décisions par consensus ou par tout autre moyen désorganisé et antidémocratique. Nous avons soutenu que les normes organisationnelles du mouvement doivent être telles qu'elles permettent la participation de toutes les femmes dans les décisions et dans le choix d'activités.

Nous reconnaissons l'importance pour le mouvement d'organiser et les manifestations et les discussions éducatives. Les discussions intensives (appelées dans le mouvement les "discucussions de développement de conscience) peuvent jouer un rôle clé en permettant aux femmes d'affronter leur oppression. Les manifestations de masse, telles que la caravane pour l'avortement au Canada, et les manifestations du 26 août aux E-U, jouent un rôle décisif,

Suite à la page 3

Suite de la page 2

permettant au mouvement de sentir et de manifester sa force.

À Toronto nous avons participé dans la construction du Toronto Womens Caucus selon ces grandes lignes. À Vancouver, une lutte s'est développée autour de nous dans le Vancouver Womens Caucus' parce que nous avancions toujours ce point de vue. Dans d'autres villes du pays nous travaillons avec cette perspective à la construction du mouvement de libération des femmes.

Nous demandons toujours que les différents groupes et tendances faisant partie du mouvement de libération des femmes s'unissent et travaillent ensemble sur les projets généraux et sur les questions précises.

Les rapports entre le mouvement et les autres questions et luttes

Il existe tout un éventail de vues sur cette question, allant de la position que le mouvement de libération des femmes devrait prendre position sur toute une série de différentes questions non directement liées à la libération de la femme, jusqu'à la position que la libération de la femme n'est reliée à aucune autre question sociale ou politique.

Nous rejettons la conception que les groupes de libération des femmes qui se développent maintenant devraient adopter un programme globalement "anti-impérialiste", "révolutionnaire", "socialiste" ou "marxiste", conception qui ne sert qu'à limiter le groupe à des radicales déjà convaincues, qu'à les limiter souvent à une seule tendance particulière. En même temps nous nous opposon à la conception que le mouvement de libération des femmes devrait devenir un mouvement à but unique autour d'un seul aspect de l'oppression des femmes, tel que l'avortement.

Parce que l'oppression de la femme touche tous les aspects de la vie, cette lutte se lie rapidement et se chevauche avec d'autres. Pour nous le critère qui doit être utilisé pour déterminer si le mouvement devrait prendre position sur une question qui n'est pas uniquement une question féminine, est si oui ou non cette lutte particulière élargit le mouvement et si elle lui permet d'aller dans une direction anticapitaliste. Pour nous la meilleure manière de lier d'autres questions à la libération de la femme est à travers l'action. Nous voulons les amener à la compréhension que leur lutte est une composante importante de la lutte globale contre l'exploitation et l'oppression.

Par exemple, nous essayons de sensibiliser davantage les membres du mouvement de libération des femmes à s'opposer à la guerre du Vietnam, en leur faisant remarquer comment l'inflation engendrée par la guerre en s'attaquant au budget familial, rend ce mouvement attirant pour les femmes; comment le système impérialiste qui mène la guerre contre les Vietnamiens soutient aussi l'oppression des femmes et comment leurs soeurs vietnamiennes sont à l'avant-garde de la lutte mondiale pour la libération des femmes. Nous rechercons les moyens par lesquels les femmes peuvent démontrer leur solidarité avec les autres luttes en cours; par exemple en créant des colonnes de femmes dans les manifestations anti-guerre ou, en participant avec leurs propres bannières aux actions autour de la lutte nationale au Qué-

Au Québec, on a vu le développement du slogan "Pas de Québec libre sans femmes libérées" qui exprime le lien étroit entre le mouvement nationaliste et le mouvement de libération des femmes francophones. Les Québécoises qui participent au mouvement indépendantiste, animées par les mêmes aspirations que les hommes, restent tout de même des personnes de seconde classe au sein de ce mouvement: elles sont les dactylographes, les laveuses de vaisselle, non pas les dirigeantes et les oratrices.

La participation des femmes dans le mouvement de libération québécois les mène nécessairement à la compréhension qu'elles doivent lutter sur deux fronts à la fois: pour s'autodéterminer en tant que Québécoise et femme. Le développement des liens étroits entre la lutte nationale et la lutte de libération des femmes francophones, élargira et approfondira la lutte des Québécoises.

Mais il serait une erreur pour le mouvement de libération des femmes anglophones d'adopter une prise de position en faveur de l'indépendance du Québec. Une telle position isolerait le mouvement anglophone de son milieu, rendant ainsi impossible la mobilisation des femmes anglophones dans la lutte contre leur oppression.

Réformer les hommes ou détruire le capitalisme?

Une position, à laquelle nous nous affrontons et qui n'a jusqu'à présent pas été formulée d'une manière globale, soutient que l'oppression des femmes est enracinée dans la psychologie des hommes et des femmes, dans leurs relations interpersonnelles plutôt que dans la structure économique et sociale de la société. Il s'ensuit que la première tâche du mouvement serait d'atteindre les hommes et les femmes sur une base individuelle, en transformant leurs manières de se voir et d'avoir des relations les uns avec les autres et de là en éliminant graduellement l'oppression des femmes. Dans cette optique, le chauvinisme masculin, vu comme un phénomène dépourvu de racines sociales, est la première cible.

Bien que nous reconnaissions que la lutte contre toutes les diverses manifestations de chauvinisme masculin est une tâche importante, l'orientation générale du mouvemnt doit aller bien plus loin. C'est en relation avec cela que nous mettons de l'avant l'approche historique matérialiste de base développée par Marx et Engels. Nous démontrons comment les femmes n'ont pas toujours été opprimées depuis des temps immémoriaux, mais que c'est l'avènement de la société de classe, basée sur la propriété privée et sur la succession des moyens de production, qui a apporté leur oppression. Nous renvoyons à la période de la pré-histoire connue comme le matriarcat, où les femmes jouèrent le rôle dirigeant pour faire avancer la société humaine, pour démontrer comment la situation des femmes prend racines dans les conditions économiques et sociales de la société et non dans la psychologie éternelle de l'homme et de la femme.

Nous soutenons que c'est seulement par la destruction des structures économiques et sociales existantes, c'est seulement par la destruction du capitalisme et la création d'une société socialiste, que se réalisera la libération des femmes.

Ceci n'est pas une question académique mais une question qui implique la stratégie essentielle du mouvement. Elle détermine que la stratégie du mouvement doit être menée dans une direction anticapitaliste. Les revendications que nous mettons de l'avant sont destinées à donner à cette lutte une expression et une direction à la dynamique inhérente anti-capitaliste. Ce sont des revendications transitoires, qui articulent les besoins des femmes, élèvent leur niveau de conscience et les propulsent dans la lutte contre le système. Une des tâches clé des révolutionnaires dans le mouvement de libération des femmes est de convaincre les autres femmes du mouvement de la nécessité d'une telle stratégie et de participer avec elles pour formuler cette stratégie.

Le besoin d'une telle stratégie est peu compris, même par beaucoup de femmes qui dans le mouvement se déclarent marxistes et qui souvent recommandent des projets à toutes fins réformistes ou des actions gauchistes qui tendent à les isoler du courant principal des femmes en voie de radicalisation. Par exemple: il est évident qu'il y a un besoin pressant pour des garderies et pour un service de référence pour l'avortement, et que le mouvement de libération des femmes doit lutter activement pour ces choses-là, mais ce ne peut être la responsabilité du mouvement de libération des femmes que de fournir elles-mêmes ces services. Ce substitutisme proposé par beaucoup de femmes nouvelles-gauchistes ne fait qu'épuiser les ressources déjà faibles du mouvement et empêcher sa capacité à se développer en un puissant mouvemet social. Plus encore, il détourne l'attention de la solution réelle — que c'est la responsabilité de l'État, à fournir ces services, sous le contrôle démocratique de ceux qui en font usage.

L'oppression frappe-t-elle seulement les ouvrières?

Toutes les femmes, quelle que soit leur classe, sont reléguées à un rôle sexuel particulier, et on leur dérobe leur capacité de se développer comme des êtres humains créatifs et indépendants. Les questions fondamentales sur lesquelles se construit le mouvement de libération des femmes — telles que l'avortement, la discrimination au travail et à l'école, le manque de garderies — touchent toutes les femmes et les entraînent, quelle que soit leur origine de classe, dans la lutte. Soutenir que seules les ouvrières sont opprimées, c'est aussi ne pas comprendre que les femmes sont opprimées depuis l'avènement de la société de clas-

Suite à la page 4

Suite de la page 3

ses non pas juste depuis la naissance du capitalisme et la création du prolétariat moderne. C'est parce que le mouvement de libération des femmes est projetté en avant par sa propre dynamique indépendante, anti-capitaliste, qu'il a le potentiel de devenir un allié puissant de la classe ouvrière dans la lutte pour le socialisme.

Le débat sur la famille.

Une autre question qui est vivement battue dans le mouvement tourne autour de la famille en tant qu'institution économique et sociale sur cette question. Toute une série de vues différents sont avancés.

Nous mettons de l'avant l'approche matérialiste historique. Nous expliquons comment la famille nucléaire a émergé avec la société de classes comme le mécanisme par lequel la propriété privée, la propriété privée des moyens de production, passait d'une génération à la suivante. La société de classes rejette la responsabilité du soin et de l'éducation des enfants sur la famille nucléaire à l'intérieur de laquelle cela devient la tâche spécifique et la fonction sociale des femmes. La famille nucléaire porte le fardeau de prendre soin des personnes âgées et des infirmes, de l'éducation et de l'inculcation des valeurs bourgeoises aux enfants. Entre ses murs, se nourissent le conservatisme et un étroit égoisme. D'intolérables fardeaux économiques et, comme résultat, des pressions psychologiques intolérables, sont mises sur cette unité fondamentale, que l'on proclame alors sacrée. Comme résultat, la famille, telle que nous la connaissons aujourd'hui, loin de lier ensemble les individus sur la base d'une réelle relation humaine, les enchaîne les uns aux autres sur la base d'une nécessité économique. La famille est un pilier réactionnaire de la société de classes dont il faut détruire les fondements économiques pour libérer ses membres de ses entraves et pour permettre aux relations réellement humaines de s'épanouir.

Sur cette question nous nous opposons fermement à la position réformiste du Parti Communiste et d'autres qui soutiennent que la famille telle que nous la connaissons maintenant doit être préservée, que seules ses pires traits doivent être supprimés.

Nous nous opposons aussi fermement à la vue gauchiste pour laquelle la tâche aujourd'hui est de créer des "alternatives communistes" à la famille, comme les communes, des garderies et des écoles où les gens, et premièrement les femmes et les enfants, peuvent échapper aux pressions et à la dureté de la société capitaliste.

C'est dans ce contexte que nous affirmons que c'est la responsabilité de la société dans son ensemble de predre soin et d'éduquer les enfants; que nous posons nos revendications pour un profond système de garderies et de crèches financées par le gouvernement et contrôlées par celles qui les utilisent. Nous posons le besoin pour les femmes d'être financièrement indépendantes — la revendication de travail pour toutes les femmes à travers l'échelle mobile des heures; la revendication de salaire égal et d'une politique d'embauche préférentielles; la revendication d'un salaire pour les ménagères.

Le mouvement de libération des femmes et la LSO/LSA.

À cause du riche héritage révolutionnaire que notre mouvement revêt et qu'il applique à cette lutte particulière, nos camarades jouent un rôle-clé dans le mouvement de libération des femmes. Le programme et les traditions de notre mouvement, autour desquels nous sommes tous éduqués, soutiennent entièrement la libération de la femme.

Notre mouvement se trouve en contraste total avec tous les autres mouvements de gauche. Les femmes ont joué un rôle important comme dirigeantes et militantes dans notre mouvement bien avant l'avènement du mouvement de libération des femmes. Notre héritage remonte aux premiers jours du Parti Communiste, avec ses remarquables femmes dirigeantes telles que Florence Custance. Aujourd'hui notre mouvement a plus de femmes dans sa direction que jamais et il recrute et développe les meilleures femmes qui se radicalisent.

Nous construisons un mouvement qui unira dans ses rangs les éléments les plus conscients de tous les secteurs de la population et qui les soudera dans un parti de combat unifié. Dans nos rangs nous devons faire tout ce que nous pouvons pour combatre les préjugés qui sont le produit des influences de classes étrangères, créant les divisions et les antagonismes. Nous ne sommes pas une fédération des groupes opprimés, représentant des intérêts différents et en conflit, mais un mouvement dans lequel tous les membres participent à développer le programme de la lutte à plusieurs facettes pour l'abolition du capitalisme, et à aider à mener cette lutte à la victoire.

Nous accueillons pleinement le développement du mouvement de libération des femmes comme une puissante indication de l'approfondissement de la radicalisation qui a lieu au Canada. C'est un mouvement qui a le potentiel d'inclure la moitié de la population et qui actuellement lance toute une nouvelle couche de la société canadienne dans la lutte active contre le capitalisme. Nous travaillons dans ce mouvement avec la plus grande confiance et le plus grand enthousiasme, nous y sommes des militantes et des dirigeantes; nous travaillons à le construire et à le diriger contre la source de l'oppression des femmes — la société de classe. En même temps, nous avons vu les faiblesses du mouvement tel qu'il est maintenant, sans perspective marxiste, généralement limité à des rêves utopiques, réformes de petite échelle, et des cul-de-sacs du sectarisme.

Nous travaillons dans le mouvement de libération des femmes, convaincus que notre programme n'est pas seulement correct mais indispendable pour le progrès futur du mouvement. C'est le seul fondement sur lequel on peut créer le mouvement. Il donne la perspective correcte à la lutte, afin d'impliquer la masse des femmes canadiennes dans la lutte contre le système autour d'une série de revendications transitoires. Il pose la question de qui le mouvement de libération des femmes devrait regarder comme ses alliés dans sa lutte — la classe révolutionnaire, les travailleurs. Il lie cette lutte aux autres luttes de libération anti-capitaliste. Il avance l'idée que le renversement complet du capitalisme et l'établissement d'une société libérée de l'exploitation, de l'oppression une société socialiste — est nécessaire pour la libération des femmes. Sans cette analyse que nous apportons au mouvement de libération des femmes, il ne peut achever son but.

Le but de ce mouvement n'est pas seulement la libération des femmes, mais la libération de toute l'humanité de la profonde oppression sexuelle, psychologique, sociale, et économique. Nous devons démontrer que cela nécessite rien de moins que la révolution socialiste, que les femmes libérationnistes doivent participer à la construction du parti révolutionnaire, prouvé indispensable pour mener cette révolution. Elles doivent joindre la Ligue Socialiste Ouvrière/League for Social-ist Action.

La Lutte Ouvrière
(35) octobre 1970

Le mouvement trotskyste pan-canadien en plein essor

par Louis Paquette

Le congrès de la Ligue Socialiste Ouvrière/League For Socialist Action, tenu à Toronto du 4 au 7 septembre, fut de loin la plus grande assemblée jamais tenue par les Trotskystes canadiens.

Dans une salle bondée de 240 congressistes prenaient part 50 délégués venus de 13 branches de la Ligue. La quasi-totalité des délégués participèrent aux débats, obligeant le congrès à limiter à cinq minutes chaque intervention, afin de permettre à tous les délégués d'atteindre le micro.

Ce congrès marqua un tournant dans le travail des socialistes révolutionnaires au Québec. Constatant l'essor de l'indépendantisme québécois, et la dynamique du nationalisme québécois dans la lutte de classe démontrés par les énormes mobilisations de masse, la LSO/LSA adopta la revendication "Pour un Québec indépendant et socialiste" proposé par le Comité Politique dans un document soumis au congrès.

Le document affirme: "...Une puissance montée du nationalisme a profondément touché la classe ouvrière urbaine, la vaste majorité de la population québécoise, et a pris forme surtout autour de mobilisations massives pour la défense de la langue française et autour du développement d'un sentiment de masse pour un Québec indépendant."

"L'appui croissant à l'indépendantisme est profondément révolutionnaire. Il signifie avant tout un désillusionnement collectif face à la capacité potentielle des structures politiques et juridiques existantes — et par implication des structures sociales qui y sont consacrées — de surmonter l'inégalité nationale; et, il démarque un profond désir de changement radical dans la structure politique. Voilà l'essentiel de la dynamique révolutionnaire de la conscience nationale."

Présentant le document, Arthur Young, rédacteur de La Lutte Ouvrière, expliqua que l'énorme croissance dans l'appui à l'indépendance fut enregistré lors des élections d'avril dernier par le vote pour le PQ. Bien que cette volonté d'indépendance nationale soit profondément progressiste, sa principale forme d'expression politique, le Parti Québécois, ne l'est pas. Le congrès caractérisa le PQ comme parti nationaliste *bourgeois*, solidement engagé à protéger les intérêts des corporations étrangères qui dominent le Québec. Pour les travailleurs, le PQ représente non pas un pas en avant, mais un détour de la voie nécessaire, celle de l'action politique indépendante de la classe ouvrière, c'est-à-dire l'établissement d'un parti ouvrier de masse.



Plus de 400 personnes assistèrent à la séance d'ouverture du congrès, à laquelle s'adressa Alain Krivine.

"La tâche centrale des révolutionnaires québécois", avançait Young, "est d'intervenir dans le mouvement de masse nationaliste et de le mener vers un développement de conclusions anticapitalistes, selon la dynamique même de la lutte".

Après une longue discussion, dans laquelle tous les camarades québécois participèrent, le congrès adopta le rapport et le document.

(Ce document sera publié dans un prochain numéro de *(la Lutte Ouvrière)*.

La discussion du mouvement de libération de la femme fut une autre session très animée. Vingt-trois délégués dont vingt femmes intervinrent parlant de la croissance spectaculaire de ce mouvement, et du rôle de la Ligue dans son développement. La confiance et l'enthousiasme des oratrices montraient le fait que ce mouvement contribue beaucoup dans la formation de dirigeantes féminines. Le document, adopté à l'unanimité, est publié dans ce numéro.

Le congrès fut imprégné par une conscience internationaliste. Réunissant les révolutionnaires des deux nations du pays, il consacra plusieurs sessions au travail de construction du parti socialiste de la révolution mondiale, la Quatrième Internationale. Alain Krivine présent au congrès apporta les salutations du Secrétariat Unifié de la IVe Internationale. Dans son discours à la séance d'ouverture, il décrivit la nouvelle situation révolutionnaire en Europe depuis mai '68 et les progrès accomplis par le mouvement trotskyste.

Krivine est un des dirigeants de la Ligue Communiste, section française de la Quatrième Internationale. La depuis 1968, où ses membres actuels avaient alors joué un rôle décisif dans le soulèvement de mai-juin, est maintenant devenue une force révolutionnaire importante, triplant depuis lors ses effectifs.

Une des discussions des plus importantes a souligné le fait que toutes ces nouvelles possibilités d'une victoire du socialisme au Canada nécessite pour sa réalisation l'édification d'un parti révolutionnaire de masse, capable de mener une révolution victorieuse. Le congrès caractérisa la période actuelle comme période de préparation de ce parti, où les cadres révolutionnaires sont rassemblés et formés dans l'organisation d'avant-garde, la LSO/LSA.

Le congrès a montré que ce processus est déjà bien entrepris. La Ligue compte 35% de plus de membres qu'en 1968. Elle a connu une percée sur le plan de son rayonnement géographique: dans deux ans ses cinq branches ont atteint le nombre de 13 et sont réparties dans six provinces.

La démocratie la plus complète régnait au congrès. Précédemment au congrès, une discussion très poussée avait été tenue dans toutes les branches. Dix-neuf bulletins de discussion sont parus, dont neuf en français et dix en anglais. Tous les membres pouvaient contribuer à ces bulletins, et un grand nombre de contributions personnelles furent publiées et discutées par les membres. En fait, une tendance minoritaire s'est organisée afin de présenter un autre point de vue sur plusieurs questions importantes. Bien que l'élection de délégués à la proportionnelle ait donné à cette minorité seulement un délégué au congrès, le congrès a tout de même accordé à la minorité un temps égal pour la présentation de contre-rapports sur les questions les plus débattues. Un représentant de la minorité fut élu à la nouvelle direction de la Ligue, le Comité Central. Le congrès a eu un tel impact que la minorité laissa tomber certaines de ces anciennes positions.

Les élections au CC ont montré le développement qualitatif de la direction québécoise de la LSO/LSA. Manon Léger, candidate de la LSO à la mairie de Montréal, fut élue présidente de l'organisation pan-canadienne, Ross Dowson fut ré-élu secrétaire-exécutif.

Le congrès se termina avec le chant de "l'Internationale", avec un esprit d'unité et de confiance, sachant que cette assemblée avait jeté les bases pour une percée et une croissance qualitative de la LSO/LSA.

La Lutte Ouvrière

POUR QUE LES SYNDICATS LANCENT
LE PARTI OUVRIER DE MASSE

NUMERO SPECIAL

HALTE A LA REPRESSION POLICIERE, AUX DESCENTES, ARRESTATIONS ET PERQUISITIONS.

LIBEREZ TOUS LES DETENUS

Retrait immediat des troupes federales



RETRAIT IMMEDIAT DE LA LOI DES MESURES DE GUERRE

FIN A TOUTE VIOLATION DE LA DEMOCRATIE

FIN AU TERRORISME EN ACCORDANT AUX QUEBECOIS LEURS DROITS DEMOCRATIQUES

FIN A CETTE SITUATION QUI FONT DES ELECTIONS CIVIQUES UNE FARCE

VOTEZ FRAP ET MANON LEGER A LA MAIRIE

POUR UN MONTREAL FRANCAIS DANS UN QUEBEC INDEPENDENT ET SOCIALISTE

Votons contre la répression!

A Montréal le 25 octobre, les élections municipales se tiendront, mais depuis le 16 octobre, la population québécoise s'est vue renier tout droit démocratique par une force armée étrangère. C'est dans une ville assiégée que, semble-t-il, les montréalais décideront de leurs représentants au municipal. Ceci ressemble plus à une farce qu'à une élection démocratique.

Lois d'urgence, perquisitions, arrestations, ne font que se succéder. Nos droits de réunions publiques, de distributions de tracts, tout cela est désormais remis en question.

La campagne Manon Léger, candidate à la mairie nommée par La Ligue Socialiste Ouvrière et La Ligue des Jeunes Socialistes, subit également la répression actuelle; son agent de publicité, Arthur Young, et sa trésorière, Penny Simpson, ont tous deux été arrêtés vendredi dernier, dans la première vague d'arrestations ceci malgré sa position explicite contre le terrorisme. Manon Léger n'est evidemment pas la seule dans cette situation. FRAP a également vu deux de ces candidats arrêtés, sans compter les perquisitions.

Tente-t-on par ces moyens d'assurer à Drapeau & Cie, le pouvoir municipal? Le régime Drapeau représente les intérêts de la bourgeoisie qui a pour but de s'accumuler le plus de profits possible, aux dépens de la masse des salariés. A ceci Drapeau a réussi.

L'heure est excessivement grave. Nous devons maintenant élire des gens qui nous représentent vraiment, et qui feront passer le bien-être commun avant la course aux profits. En ce sens, la liste ouvriére du, FRAP, présente cette alternative. De plus, la candidature socialiste de la LSO/LJS constitue à la mairie, l'alternative réelle à l'administration patronale actuelle, et vient en quelque sorte compléter la liste du FRAP.

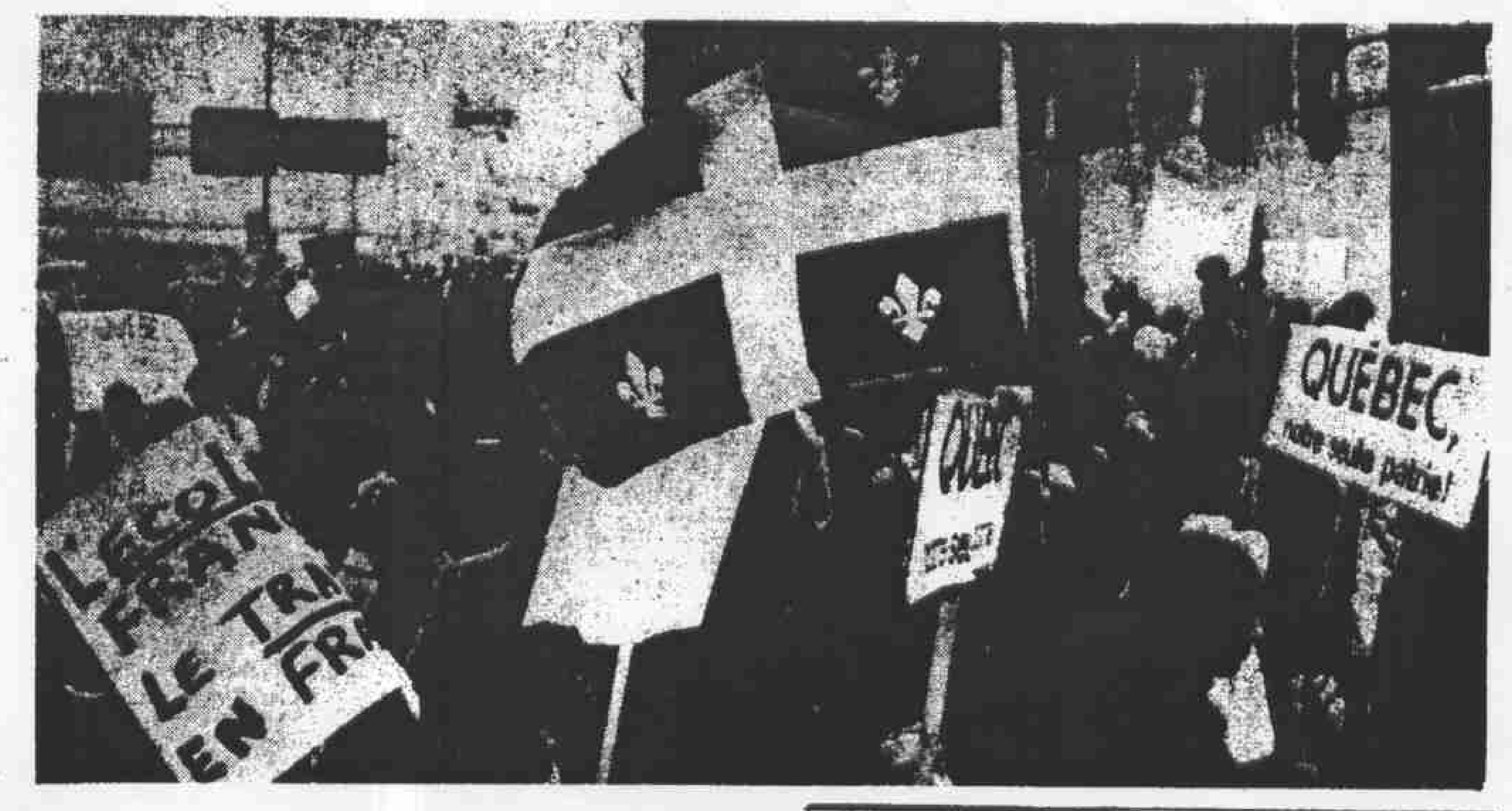
Un vote pour Manon Léger est un vote pour le retrait immédiat des troupes fédérales de la loi d'urgence, pour la réelle démocratie, en un mot pour l'hôtel de ville aux travailleurs!

Le terrorisme ou

Pour combattre le terrorisme, que les partisans du FLQ croient être dans l'intérêt des Québécois, le gouvernement fédéral a saisi l'opportunité de lancer, par l'entremise des vastes ressources qu'il détient, sa propre vague de terreur -- non seulement contre les Québécois mais également contre les anglophones du Canada anglais.

Ottawa a imposé par son décret et sa mise en vigueur d'une loi des mesures de guerre, un état policier au Québec et au Canada.

Le FLQ a été pouseé par le gouvernement fédéral, ses représentants Québecois et ses policiers qui ont la gâchette facile, dans un cul-de-sac qui a dé jà abouti à la mort de Laporte et qui peut possiblement se terminer par la mort de Cross et par



l'action de masse?

le martyre des felquistes.

Quel est le résultat final des actions du FLQ et de sa politique terroriste? Loin d'embarasser le gouvernement et de le forcer à reculer, le FLQ a renforcé la main de Trudeau. Les actions du FLQ ont-elles mobilisé et inspiré la classe ouvrière? Non.

Le FLQ a substitué les actions isolées d'une petite poignée à l'action politique de masse de la classe ouvrière, la seule voie pour la libeeration du Québec. La tâche des socialistes et de tous ceux qui veulent un Québec socialiste indépendant est de gagner la classe ouvrière à un programme de lutte; nous devons nous organiser en tant que classe sur un niveau économique et politique pour prendre le pouvoir dans nos mains.

Mobilisations en défense des droits démocratiques

Après une courte période de confusion emenée par les descentes éclairs et les arrestations de centaines de militants de toutes tendances et de toutes orientations politiques les Québécois ont commencé à faire entendre leur opposition aux mesures d'état policier imposées par Ottawa.

Au moment d'aller sous presse, 700 permanents du mouvement ouvrier organisé se sont rassemblés à Québec, dans une conférence d'urgence largement représentative, pour condamner la loi spéciale et renforcer sa position contre le terrorisme.

Suite p.4

LA LUTTE OUVRIÈRE

Rédacteur: Arthur Young-Emprisonné
Edition Spéciale-Octobre 1970

ce que veut dire la loi totalitaire

Par cette loi des mesures de guerre décidé avec la complicité des gouvernements Bourassa et Drapeau toute police ou a le soldat pouvoir d'arrêter sans mandat, n'importe qui suspect d'avoir violé ces mesures ambiques et sans limite.

La loi d'habeas corpus, demandant qu'une charge soit déposée contre une personne dans les vingt-quatre heures suivant son arrestation, a été suspendue.

Mais sous son couvert à travers une campagne de terreur ils ont tenté de décapiter le mouvement national de masse. Ils espèrent également établir les bases pour écraser le mouvement ouvrier organisé - FTQ, CSN, CEQ - le fondement même du mouvement pour les droits démocratiques.



Penny Simpson, trésorière pour la campagne Léger à la mairie emprisonnée sous la loi des mesures de guerre.

Arthur Young, agent de publicité pour la campagne Léger à la mairie, emprisonné sous la loi des mesures de guerre.

Suite de la p. 3

Le Comité Québécois pour la Défense des Droits Démocratiques composé de figures bien connues de plusieurs facultés et universités, projette un "teach-in". La Ligue des Droits de l'Homme a, elle aussi, condamné le gouvernement pour son imposition de la loi des mesures de guerre.

Un facteur important dans la renaissance de l'opposition au Québec a été les manifestations nombreuses et largement répandues à travers le Canada Anglais ainsi que les diverses actions de solidarité qui se sout déroulées aux Etats-Unis, en France et ailleurs.

La grande majorité du groupe parlementaire du Nouveau Parti Démocratique à Ottawa, a condamné le geste de Trudeau. Lorsque l'on a tenté de défier cette position en disant que cela coûterait surement des votes au NDP, son leader T.C. Douglas a répliqué qu'il s'agissait là d'une question de principe comparable à celle de la guerre du Vietnam.

Des manifestations allant de quelques douzaines à quelques centaines de participants ont été organisées d'un océan a l'autre; Fredericton, Ottawa, Toronto, Winnipeg, Edmonton, Vancouver, etc.

Libérez Michel Chartrand et tous les autres prisonniers politiques !

La Lutte Ouvrière

POUR UN QUÉBEC INDÉPENDANT ET SOCIALISTE

Nov.-Déc. 1970  15 cents

Le gouvernement québécois vient de déclencher une nouvelle vague de procès politiques, dans l'espoir d'estropier le mouvement indépendantiste. Une cinquantaine de personnes sont accusées au moment où nous mettons sous presse; d'autres seront bientôt accusées. Entre temps, elles sont toutes derrière les barreaux, sans cautionnement, pour au moins trois mois.

Le but du gouvernement se voit clairement lorsqu'il accuse le syndicaliste Michel Chartrand (militant politique depuis le temps du Bloc Populaire) d'être un membre clandestin du FLQ. Cet indépendantiste socialiste bien connu est aussi censé avoir participé à une "conspiration séditieuse". Le gouvernement refuse de préciser les détails de son accusation, disant simplement que les crimes ont été commis "entre le 1er janvier 1968 et le 16 octobre 1970". C'est-à-dire dans une période de près de trois ans!

L'on accuse Chartrand et avec lui quatre autres de quelque chose qui alors n'était même pas un crime!

Les accusations sont simplement fantaisistes. Pierre Vallières et Charles Gagnon sont encore derrière les barreaux, même si le gouvernement était incapable de les faire condamner pour aucun crime sérieux dans une longue série de procès politique s'étendant sur trois ans.

Est-ce à cause de leur défense des prisonniers politiques tels que Vallières et Gagnon que Jacques Larue-Langlois et Robert Lemieux se trouvent accusés eux aussi? Accuse-t-on Robert Lemieux parce qu'il a négocié pour obtenir la libération des 23 prisonniers politiques? Si c'est le cas, son unique crime est d'avoir cru la parole du gouvernement qui disant vouloir négocier sérieusement.

Ces procès constituent l'attaque la plus sérieuse contre nos droits. Si le gouvernement réussit à faire condamner Chartrand et les autres, il aura les mains libres pour en emprisonner beaucoup d'autres qui s'opposent au régime actuel. Il faut une campagne gigantesque en vue de libérer tous ces nouveaux prisonniers politiques. Nos propres libertés sont en péril.

Le gouvernement veut intimider le mouvement nationaliste grandissant qui se développe toujours au Québec, ceci à travers la limitation de nos droits civiques, limitant ainsi la possibilité des Québécois de s'organiser et de lutter contre leur domination; à travers les arrestations et perquisitions arbitraires; et à travers l'emprisonnement prolongée de figures bien connues sous l'accusation de conspiration séditieuse.

Aux universités et CEGEPs, de nombreux militants étudiants ont été arrêtés et les autres ne connaissent pas trop leurs possibilités d'action sous un tel climat. Il devient même difficile d'obtenir une salle pour se réunir. On peut voir une situation semblable dans le mouvement syndical, dans la gauche et le mouvement nationaliste allant jusqu'au PQ qui se voit obligé de réagir quelque peu.

Mais heureusement le mouvement d'opposition à la loi restrictive s'aggrandit chaque jour. Le Comité québécois pour la défense des libertés a reçu une grande réponse en organisant deux teach-in et plusieurs autres projets sont à l'étude.

Les centrales syndicales ont réagi dès le début en s'opposant à la Loi des mesures de guerre et en formant un cartel syndical, ce qui sans doute réduisit considérablement l'élan du gouvernement et de la police dans son travail de répression. L'existence du mouvement syndical est basée et a été gagnée à travers la lutte pour les droits démocratiques. Les centrales doivent passer de la parole aux actes. Elles ne doivent pas permettre l'atteinte du mouvement syndical par cette répression.

Les centrales doivent mobiliser leurs effectifs pour défendre les militants touché par la répression. En particitouché par la répression. En particulier pour la libération et le retrait des accusations qui pèsent contre Michel Chartrand.

La tâche principale maintenant est d'élargir le plus possible le mouvement

(Suite à la page 2)

Emprisonné par Trudeau pour 6 jours

par Arthur Young

"Que penses-tu de notre société?"

"Qu'est-ce que c'est, le socialisme?"

"On ne peut pas changer la nature humaine. Il y aura toujours des criminels et des paresseux qui ne voudront pas travailler."

"Vous êtes socialiste. Donc, appuyeriez-vous le FLQ?"

J'étais dans une petite chambre en train de parler à deux hommes bien habiles. Tout socialiste a eu ce genre de discussion politique avec des centaines de gens. Mais avec une seule différence.

Mes deux interlocuteurs étaient des flics qui ont débuté la discussion en me disant que s'ils n'étaient pas satisfaits de mes réponses, je resterais en prison pour trois mois. "La charte des droits de l'homme, ça n'existe plus" m'avait-on proclamé au début.

J'avais déjà passé plusieurs jours en prison avant cette discussion. Et j'allais en passer plusieurs autres derrière les barreaux, arrêté supposément parce que la police me soupçonnait d'appuyer le FLQ.

Mais dans cet interrogatoire, la seule occasion où la police s'est donné la peine de me questionner, ils m'ont simplement posé quelques questions routinières sur le FLQ, pour la forme: qu'est-ce que je pense du FLQ, par exemple. Ils n'ont même pas pris la peine de me demander où j'étais lorsque les enlèvements se sont produits.

Ce n'était guère nécessaire pour les flics de me jeter en tôle pour une semaine, de saisir mes affaires personnelles, afin de découvrir mes idées politiques. Ils auraient pu s'acheter un abonnement à **La Lutte Ouvrière,** au coût modique d'un dollar, pour découvrir que je suis un socialiste révolutionnaire, opposé au terrorisme individuel.

Nous étions quelque 400, les prisonniers politiques québécois d'octobre 1970, et nous avons discuté entre nous. La police, pensait-elle que Michel Chartrand, président du Conseil Central de Montréal (CSN) (65,000 membres affiliés) est un terroriste? Gaston Miron, un de nos plus grands poète, un membre du FLQ? Pauline Julien, chansonnière de renommée internationale? Ils étaient tous derrière les barreaux, comme moi. Il y avait aussi de nombreux journalistes, des Vietnamiens contre la guerre américaine dans leur pays, des dirigeants du PQ, et deux candidats du FRAP. La police avait raflé presque toute la gauche québécoise.

Vendredi le 16 octobre, à 5h. du matin, la sonnette de ma porte s'affolait. Penny Simpson et moi se sont vite ré-

Suite à la page 7)



Michel Chartrand, le jour précédant son emprisonnement, parlait-il à ce soldat de la démocratie ouvrière et de la démocratie à la Trudeau?

Le nouveau bill Turner: une autre loi antiquébécoise

par Alain Beiner

L'arme tant recherchée par la bourgeoisie canadienne pour contrer le mouvement nationaliste québécois est trouvée! En remplaçant la loi sur les mesures de guerre, Trudeau essaye de camoufler ce que c'est la nouvelle loi — une tentative de bloquer le sentiment massif en faveur de l'indépendance, et de l'écraser de façon légale et permanente.

En la présentant le gouvernement avoue que la loi de guerre comprenait des pouvoirs beaucoup trop vastes pour simplement combattre le FLQ. La loi de guerre permet au gouvernement de tout faire à l'exception d'abolir le parlement. La mise à sa place d'une loi dite "plus normale" a pour but de calmer la population québécoise ainsi que la population canadienne-anglaise, profondément troublées par la destruction d'un seul coup de toutes libertés et droits humains.

Mais le contenu de la 'Loi prévoyant des pouvoirs d'urgence provisoires pour le maintien de l'ordre public au Canada' démontre clairement qu'Ot-

(Suite à la page 2)

Spécial:

Pour un Québec indépendant et socialiste

pp 4-6

Libérez Michel Chartrand et tous les autres prisonniers politiques!

Le gouvernement québécois vient de déclencher une nouvelle vague de procès politiques, dans l'espoir d'estropier le mouvement indépendantiste. Une cinquantaine de personnes sont accusées au moment où nous mettons sous presse; d'autres seront bientôt accusées. Entre temps, elles sont toutes derrière les barreaux, sans cautionnement, pour au moins trois mois.

Le but du gouvernement se voit clairement lorsqu'il accuse le syndicaliste Michel Chartrand (militant politique depuis le temps du Bloc Populaire) d'être un membre clandestin du FLQ. Cet indépendantiste socialiste bien connu est aussi censé avoir participé à une "conspiration séditieuse". Le gouvernement refuse de préciser les détails de son accusation, disant simplement que les crimes ont été commis "entre le 1er janvier 1968 et le 16 octobre 1970". C'est-à-dire dans une période de près de trois ans!

L'on accuse Chartrand et avec lui quatre autres de quelque chose qui alors n'était même pas un crime!

Les accusations sont simplement fantaisistes. Pierre Vallières et Charles Gagnon sont encore derrière les barreaux, même si le gouvernement était incapable de les faire condamner pour aucun crime sérieux dans une longue série de procès politique s'étendant sur trois ans.

Est-ce à cause de leur défense des prisonniers politiques tels que Vallières et Gagnon que Jacques Larue-Langlois et Robert Lemieux se trouvent accusés eux aussi? Accuse-t-on Robert Lemieux parce qu'il a négocié pour obtenir la libération des 23 prisonniers politiques? Si c'est le cas, son unique crime est d'avoir cru la parole du gouvernement qui disant vouloir négocier sérieusement.

Ces procès constituent l'attaque la plus sérieuse contre nos droits. Si le gouvernement réussit à faire condamner Chartrand et les autres, il aura les mains libres pour en emprisonner beaucoup d'autres qui s'opposent au régime actuel. Il faut une campagne gigantesque en vue de libérer tous ces nouveaux prisonniers politiques. Nos propres libertés sont en péril.

Le gouvernement veut intimider le mouvement nationaliste grandissant qui se développe toujours au Québec, ceci à travers la limitation de nos droits civiques, limitant ainsi la possibilité des Québécois de s'organiser et de lutter contre leur domination; à travers les arrestations et perquisitions arbitraires; et à travers l'emprisonnement prolongée de figures bien connues sous l'accusation de conspiration séditieuse.

Aux universités et CEGEPs, de nombreux militants étudiants ont été arrêtés et les autres ne connaissent pas trop leurs possibilités d'action sous un tel climat. Il devient même difficile d'obtenir une salle pour se réunir. On peut voir une situation semblable dans le mouvement syndical, dans la gauche et le mouvement nationaliste allant jusqu'au PQ qui se voit obligé de réagir quelque peu.

Mais heureusement le mouvement d'opposition à la loi restrictive s'aggrandit chaque jour. Le Comité québécois pour la défense des libertés a reçu une grande réponse en organisant deux teach-in et plusieurs autres projets sont à l'étude.

Les centrales syndicales ont réagi dès le début en s'opposant à la Loi des mesures de guerre et en formant un cartel syndical, ce qui sans doute réduisit considérablement l'élan du gouvernement et de la police dans son travail de répression. L'existence du mouvement syndical est basée et a été gagnée à travers la lutte pour les droits démocratiques. Les centrales doivent passer de la parole aux actes. Elles ne doivent pas permettre l'atteinte du mouvement syndical par cette répression.

Les centrales doivent mobiliser leurs effectifs pour défendre les militants touché par la répression. En particitouché par la répression. En particulier pour la libération et le retrait des accusations qui pèsent contre Michel Chartrand.

La tâche principale maintenant est d'élargir le plus possible le mouvement

(Suite à la page 2)

La Lutte Ouvrière

A la défense des accusés

(Suite de la page 1)

pour la libération de Chartrand et tous les autres prisonniers. On ne doit pas laisser les Québécois s'habituer et s'endormir avec une telle loi répressive sur le dos. Il faut éveiller leur conscience sur les dangers qu'elle représente pour notre propre libération. Ce qui leur révèlera en même temps la véritable nature anti-démocratique des gouvernements qui contrôlent notre vie.

Il est possible de créer une puissante opposition de masse, seule vraiment efficace et capable de faire céder le gouvernement. Pour ce faire, nous devous organiser l'opposition à cette loi sur une base large et démocratique regroupant sans exclusion toute personne ou organisation qui veut y participer.

Le Comité québécois pour la défense des libertés est déjà une initiative dans ce sens. Il faut s'organiser sur nos campus et dans nos syndicats, en contactant ce comité. (Tél.: 738-6631).

Exigeons:

- La libération de Michel Chartrand
- La libération de tous les autres prisonniers politiques!
- L'abrogation de toutes lois répressives!
- Troupes fédérales, hors du Québec!

Loi des mesures de guerre:

Trudeau et sa 'democracy'

par Arthur Young

Quels sont les motifs qui ont poussé Trudeau et son cabinet a imposer leur loi dictatorialle sur le Québec? Et quel est la véritable signification de la crise qui vient de connaître le Québec?

Les derniers événements manifestent surtout la force croissante et le potentiel révolutionnaire du nationalisme québécois, aussi bien que les énormes difficultés que la bourgeoisie canadienne éprouve face à ce nationalisme. Car, bien que l'imposition de la Loi des mesures de guerre, l'occupation armée du Québec, et l'emprisonnement d'un certain nombre de dirigeants de la lutte indépendantiste, représentent sans doute a court terme de forts coups portés contre la lutte de libération québécoise, ils représentent en même temps un aveu de faiblesse de la part du fédéral, de son incapacité de traiter avec le Québec autrement que par la répression massive.

Il n'y avait pas d'"insurrection appréhendée", ni de la part du FLQ, ni de la part d'autre personnes. L'histoire de Marchand, d'une présence felquiste "à tous les niveaux politiques au Québec", les révélations de Drapeau d'un "gouvernement provisoire" (révolutionnaire), l'appui de Trudeau à ses révélations: toutes ces histoires se révèlent maintenant comme une grande fumisterie sans aucun fondement.

Ce n'étaient pas non plus des motifs humanitaires qui ont joué dans les calculs d'Ottawa. Son intervention brutale avait virtuellement assuré la mort de Pierre Laporte.

C'était surtout le refus quasi-total des Québécois d'appuyer la ligne d'Ottawa dans la crise qui a obligé le gouvernement fédéral à intervenir. Une majorité écrasante de Québécois voulaient des négotiations avec le FLQ pour libérer les 23 prisonniers politiques québécois contre la vie de Laporte et Cross. Mais Ottawa refusa catégoriquement de céder sur cette question.

Il avait décider d'imposer sa ligne sur les Québécois. Ce que voulait la nation directement concernée, était secondaire. Le gouvernement fédéral ne négocierait pas avec le FLQ. Le faire serait affaiblir son autorité, a-t-il dit. Libérer les priosnniers politiques serait une victoire pour le FLQ et encouragerait d'autres initiatives terroristes. Même plus important du point de vue d'Ottawa, c'était l'aspect international: le terrorisme révolutionnaire se répand à travers le globe. La classe possédante canadienne, consciente de ses responsabilités internationales, était d'accord avec ses partenaires impérialistes qu'il fallait ne plus céder aux terroristes. Le Québec allait fournir au monde l'exemple de cette nouvelle ligne dure.

Ainsi la stratégie fondamentale de Trudeau-Bourassa pendant toute la crise fut de refuser les exigeances du FLQ, mais de jouer pour gagner du temps, en intensifiant les arrestations et perquisitions dans l'espoir de découvrir les cachettes du FLQ.

Mais ils avaient mal calculé: les Québécois n'allait pas observer passivement le spectacle. Les frustrations nationalistes s'étant exacerbées depuis l'année passée lorsque les plus grandes manifestations du Québec depuis des décennies n'arrêtèrent pas la légalisation des privilèges scolaires anglophones (Bill 63). Entrainés par la campagne électorale du PQ, un demi-million de Québécois ont vu ce parti modéré être menacé (le coup de la Brinks) et volé de sa juste représentation à l'Assemblée nationale. La crise du FLQ a fourni aux Québécois une occasion de s'exprimer contre l'oppression nationale. Une fois commencée, la vague populaire menacait de tout emporter.

L'hypocrisie de Trudeau qui offrait la négociation tout en visant en réalité une fusillade avec les ravisseurs; l'ingérence flagrante du fédéral dans une affaire qui concernait surtout le Québec; et le désir très généralisé de voir les prisonniers politiques libérés; tout ces éléments ont produit un mélange explosif.

Pour que ce mécontentement national éclata il fallait seulement l'enlèvement spectaculaire de Pierre Laporte et la publication du manifeste du FLQ, exprimant l'oppression et la colère ressentie par toute la nation.

Le FRAP, le Conseil Central de Montréal (CSN), qui parlent au nom de milliers de travailleurs se sont déclarés favorables au "buts visés par le FLQ". Campus sur campus tenurent des réunions de protestations contre la ligne "dure" du gouvernement. On rapporte que plus de la moitié des gens qui ont téléphoné aux émissions "hot-line" dans cette période ont fustigé la position gouvernementale. Des sondages ont montré la même réponse.

L'assemblée massive au centre Paul Sauvé le 15 oct. démontre ce qui était en train de se produire: un mouvement de masse commencait. Dans l'espace de quelques jours, les réunions étudiantes auraient débordé les écoles, devenant des énormes manifestations de rue, jouissant d'un appui populaire important.

Les autorités, se rappelant des manifestations de masse contre le Bill 63 l'an passé, se demandaient comment ils pourraient écraser ce mouvement une fois descendu dans la rue, et en même temps faire face au FLQ. Quelques heures après la réunion du Centre Paul Sauvé, on invoquat la Loi des mesures de guerre et on emprisonna les dirigeants potentiels de ce mouvement de masse en développement.

Un indice de l'ampleur du sentiment populaire est fourni par l'unité sans précédent des directions des trois centrales syndicales, ainsi que les chefs péquistes et des personnages tels que Claude Ryan dans une prise de position demandant des négociations. Il n'y a aucun doute qu'ils exprimaient les sentiments de l'écrasante majorité des Québécois. Ce sentiment était tellement puissant que le cabinet Bourassa lui-même en fut divisé; la plupart des Ministres favorisait la négociation, à ce qu'il paraît. Le gouvernement québécois était tellement isolé et discrédité que Ryan, qui était en position de le savoir, craignait sa désintégration.

Trudeau décida de frapper décisivement. En invoquant la Loi des mesures de guerre, l'emploi de l'armée, et par les rumeurs d'"insurrection", il espérait reprendre en main la situation. En attendant plus longtemps, il aurait pu perdre le contrôle. Ces mesures arbitraires lui ont permis d'arrêter les militants nationalistes, de museler l'opinion publique à travers la censure de la presse, et de déclencher une vague de répression dans les écoles et contre les syndicats.

Sans doute croyait-il véritablement que ces pouvoirs policiers gravement accrus amènerait aussi la découverte du FLQ et sa liquidation.

En même temps, cette intervention a permis à Trudeau d'affaiblir sérieusement la gauche québécoise. Drapeau encourage Trudeau dans son oeuvre, pas mal inquièt par la monté du FRAP aux élections municipales. On a maintenant jeté les bases pour une législation répressive plus permanente qui essayera d'estropier la lutte de libération québécoise.

Trudeau a réussi dans cette tâche. La gauche a subit un dur coup. Le FRAP n'a pas gagné un seule siège au conseil municipal; beaucoup de radicaux sont encore en prison. L'aventurisme du FLQ a donné au gouvernement le feux vert pour procéder avec ses plans de répression.

Mais ces victoires de Trudeau pourraient bien s'avérer de courte durée. A plus long terme, le gouvernement québécois a été affaibli décisivement. Pendant la crise tout le monde pouvait voir son impuissance. Toutes les actions décisives sont venu du gouvernement fédéral et de son armée qui occupe toujours la nation. Peut-on avoir une meilleur expression de notre oppression?

Ce ne sont pas tellement les bombes du FLQ qui effraient la bourgeoisie. Mais pour elle, tout le Québec devient de plus en plus un grand baril de poudre. Un événement aussi bizarre que deux enlèvements a provoqué une crise de premier ordre. Qu'es-ce qui arrivera lorsque les Québécois commenceront à exprimer leur voéonté de libération nationale dans l'action de masse autour des revendications socialistes?

La Lutte Ouvrière

Emprisonné par Trudeau pour 6 jours

par Arthur Young

"Que penses-tu de notre société?"

"Qu'est-ce que c'est, le socialisme?"

"On ne peut pas changer la nature humaine. Il y aura toujours des criminels et des paresseux qui ne voudront pas travailler."

"Vous êtes socialiste. Donc, appuyeriez-vous le FLQ?"

J'étais dans une petite chambre en train de parler à deux hommes bien habiles. Tout socialiste a eu ce genre de discussion politique avec des centaines de gens. Mais avec une seule différence.

Mes deux interlocuteurs étaient des flics qui ont débuté la discussion en me disant que s'ils n'étaient pas satisfaits de mes réponses, je resterais en prison pour trois mois. "La charte des droits de l'homme, ça n'existe plus" m'avait-on proclamé au début.

J'avais déjà passé plusieurs jours en prison avant cette discussion. Et j'allais en passer plusieurs autres derrière les barreaux, arrêté supposément parce que la police me soupçonnait d'appuyer le FLQ.

Mais dans cet interrogatoire, la seule occasion où la police s'est donné la peine de me questionner, ils m'ont simplement posé quelques questions routinières sur le FLQ, pour la forme: qu'est-ce que je pense du FLQ, par exemple. Ils n'ont même pas pris la peine de me demander où j'étais lorsque les enlèvements se sont produits.

Ce n'était guère nécessaire pour les flics de me jeter en tôle pour une semaine, de saisir mes affaires personnelles, afin de découvrir mes idées politiques. Ils auraient pu s'acheter un abonnement à **La Lutte Ouvrière**, au coût modique d'un dollar, pour découvrir que je suis un socialiste révolutionnaire, opposé au terrorisme individuel.

Nous étions quelque 400, les prisonniers politiques québécois d'octobre 1970, et nous avons discuté entre nous. La police, pensait-elle que Michel Chartrand, président du Conseil Central de Montréal (CSN) (65,000 membres affiliés) est un terroriste? Gaston Miron, un de nos plus grands poète, un membre du FLQ? Pauline Julien, chansonnière de renommée internationale? Ils étaient tous derrière les barreaux, comme moi. Il y avait aussi de nombreux journalistes, des Vietnamiens contre la guerre américaine dans leur pays, des dirigeants du PQ, et deux candidats du FRAP. La police avait raflé presque toute la gauche québécoise.

Vendredi le 16 octobre, à 5h. du matin, la sonnette de ma porte s'affolait, Penny Simpson et moi se sont vite ré-

Suite à la page 7)

Notre rédacteur détenu, interrogé

(Suite de la page 1)

veillés. Quatre flics faisaient irruption dans l'appartement, fouillant partout avant même que nous puissions ouvrir les yeux.

Ils ont vite rempli le coffre arrière de leur voiture d'un énorme tas de livres et papiers personnels. Un pauvre flic, simple constable, reçut l'ordre de fouiller ma bibliothèque (contenant peut-être 500 livres), livre par livre, page par page. Sans doute cherchait-il des mitraillettes!

Une confusion incroyable régnait au poste de police, rue Parthenais. Au sous-sol, des centaines de gens sont inscrits dans les dossiers, avec leurs empreintes digitales et photos, et envoyés en haut. Je proteste contre la prise des empreintes digitales, et on menace de me casser les doigts. Mais, cette courte protestation ralentit l'inscription, style chaîne de montage des prisonniers politiques.

En haut, dans une cellule commune avec des douzaines d'autres, on commence à voir clair. Presque tout le monde était arrêté en même temps. Les flics avaient préparé l'opération plusieurs jours à l'avance. Plusieurs prisonniers ont raconté comment ils ont été réveillé, une lampe de poche sous les yeux et un revolver braqué à leur tête.

J'allais passer une semaine sous les verrous, dans une toute petite cellule qui me permettait à peine de faire quatre pas. Rarement, on nous permettait de sortir pour une période de "récréation": une demi-heure de marche avec mes camarades des autres cellules.

L'esprit de solidarité montait rapidement parmi les 24 prisonniers de mon secteur. Partager tout devenait la norme. La période de récréation tant limitée était le moment d'une discussion politique intense entre les prisonniers: socialistes, étudiants, indépendantistes, syndicalistes, et des gens apolitiques ramassés par erreur.

En tant que prisonniers politiques, nous avions un traitement particulier: pire que celui des criminels de droit commun. Pas de journaux. Pendant quelques jours, pas de douche, pas de rasoir, pas de cigarette, ni stylo ni papier. La radio jouait la journée longue: mais on la fermait juste avant les nouvelles. On avait interdit aux gardiens de nous communiquer ce qui se passait à l'extérieur. Personne dehors ne pouvait découvrir qui était en dedans.

Après quelques jours, les conditions ont commencé à s'améliorer. Finalement, ils ont même offert de contacter un de nos amis pour lui dire où nous étions. Ce n'était pas un changement d'esprit de la part de Trudeau ou Bourassa, mais une réponse partielle aux protestations montantes contre notre emprisonnement arbitraire et injustifié.

Le gouvernement voulait-il briser notre moral? Il a certainement raté son but. Le sentiment parmi mes camarades des emprisonnés était d'une détermination accrue, d'une solidarité nouvelle entre radicaux ayant des différents points de vue, et pour plusieurs, d'une nouvelle perspective sur la frauduleuse "démocratie canadienne."

On m'a libéré comme on m'avait arrêté: prestement et secrètement. Un gardien s'introduit tranquillement dans ma cellule en plein milieu de la nuit, pour me réveiller et m'expédier



Deux des orateurs à la conférence des Jeunes Socialistes année passée: Arthur Young et Michel Chartrand.

ailleurs. On me déshabille et je suis fouillé systématiquement. On me confisque mon journal de prison et la liste des noms de mes camarades de prison.

Au bout d'une demi-heure, j'étais libre. On m'avait emprisonné pendant une semaine, pendant laquelle ni moi ni les 400 autres n'ont vu ni juge ni avocat. On m'avait relâché comme ça, sans accusation ni explication.

Treize étages plus bas, j'examinais la rue déserte. Elle était belle, plus belle que jamais. Un jeune soldat avec une mitrailleuse qui surveillait la prison m'a dit de ficher le camp, vite. Ce que je fit.


La Lutte Ouvrière

Campagne socialiste dans un Montréal occupé

Manon Léger vs Jean Drapeau

par Colleen Levis

À 4h. am le 16 octobre, le cabinet Trudeau invoquait la Loi sur les mesures de guerre. Les élections montréalaises qui devaient se tenir une semaine plus tard, sous la menace des mitrailleuses de l'armée fédérale, apparaissaient pour la première fois à des milliers de Montréalais comme la véritable farce qu'elles étaient devenues. Le 25 octobre, les Montréalais qui déambulaient le long de rues vides, patrouillées par l'armée, pouvaient bien se demander où était rendue la fameuse "société juste."

Deux candidats du FRAP étaient emprisonnés incommunicado sous les mesures arbitraires. Le même matin, Manon Léger, candidate de la Ligue Socialiste Ouvrière à la mairie, perdait sa trésorière et son directeur de publicité dans les prisons montréalaises. Dans un communiqué de presse, Léger protestait que: "Sans droit à la distribution de tracts, journaux, sans droit aux réunions publiques, ces élections ne seront qu'une farce.... Toute opposition politique au régime de Drapeau est maté, ceci dans le cadre d'une élection dite 'libre et démocratique'". Du soir au lendemain tout était devenu illégal. Censure, refus des journaux de parler de la campagne Léger, peur, intimidation, attaques calomnieuses contre le FRAP (dénoncé comme terroriste, une façade du FLQ). Drapeau pouvait traiter son principal adversaire de toutes sortes de choses sans que le FRAP puisse répondre. Drapeau pouvait faire campagne dans les premières pages de journaux chaque jour, mais Manon Léger, candidate socialiste à la mairie menant campagne contre les lois d'exception était arrêtée avec certains de ses partisans pour avoir distribuer ses tracts électoraux. Au début, la police déclara qu'il était même illégal de posséder des tracts politiques. On ne pouvait discuter les mesures de guerre et les récents événements en tant que candidat, seulement si l'on était en faveur des mesures. Manon Léger a même été abordée par deux flics lors d'une de ses réunions à l'Université du Québec pour se faire dire qu'elle ne devrait pas se sentir libre de distribuer des tracts dans la rue parce que ceci n'était le privilège que de "certains" candidats.

La demande de plusieurs syndicats, du Parti Québécois aussi bien que de la LSO, de remettre les élections a été ignorée par Drapeau qui a bien prouvé qu'il n'était pas aussi intéressé à la démocratie qu'à sa réélection.

Nous n'avons jamais vu une répression aussi féroce que celle-ci. Mais depuis le début, Léger et ses partisans considéraient que leur effort électoral serait utilisé parmi les étudiants et ouvriers montréalais à propager l'idée d'un Montréal français dans un Québec indépendant et socialiste. Cette campagne ne devait pas être une campagne routinière et réformiste visant à obtenir le plus grand nombre de votes. L'imposition de la répression a posé un défi à la campagne Léger et celle-ci s'est mis en branle à toute vapeur. L'opposition aux mesures de guerre et à l'occupation par l'armée devenait l'axe majeur de la campagne. pagne.

Bien que la légalité des idées socialistes et indépendantistes étaient remises en question par les arrestations et perquisitions continuelles, il était un peu difficile pour la police d'empêcher un candidat de propager ses idées pendant une élection, même si cette candidate se prononçait en faveur d'un Québec indépendant et socialiste.

Par cette campagne électorale, les socialistes révolutionnaires ont été rapidement capables de monter une campagne anti-répression: communiqués de presse, conférences publiques, distribution sous forme de dépliants électoraux des premiers tracts attaquant les mesures de guerre. Puis, plus tard, 10,000 exemplaires d'un numéro spécial de **La Lutte Ouvrière.** Des réunions se sont tenues sur les campus; des apparitions à la télévision et à la radio, bien que censurées furent utilisées dans la mesure du possible pour dénoncer la répression. Finalement, le jour avant les élections il y eut un piquetage anti-militaire dramatique devant la caserne des "Black Watch" et une distribution de tracts électoraux dans la rue. Cette dernière action amena la brève arrestation de Léger et six de ses partisans, arrestation motivée par un obscur règlement municipal.

Mais en définitive, Drapeau remportait 92% du vote et son Parti Civique faisait élire tous ses candidats. Peut-on parler d'une victoire démocratique alors qu'il lui fut nécessaire de terroriser toute la ville pour obtenir ses votes? Malgré toutes les attaques, les arrestations, la censure, malgré des resources financières considérablement moindres, le FRAP obtenait de 10 à 15% du vote. Fait significatif, les deux candidats arrêtés gagnaient plus de votes que la plupart des autres candidats du FRAP.



"Armée fédérale, hors du Québec!" Les partisans de Manon Léger font une ligne de piquetage devant une caserne militaire.

Manon Léger et la LSO n'avaient pas à sa disposition tout l'argent que Drapeau possède. Elle n'avait pas suffisamment d'"influence" pour entrer ce qu'elle disait dans les premières pages de la presse bourgeoise et aux émissions de télévision. Mais les 5,000 tracts que ses partisans réussissaient à distribuer, elle a eu plus de 7,000 votes. Ce succès obtenu avec les modestes ressources de la LSO démontre que si le FRAP avait décidé de contester la mairie, il aurait été en meilleure position pour s'opposer aux mesures de guerre et pour démontrer que ce n'était pas tous les étudiants et travailleurs de Montréal qui appuyaient le régime Trudeau-Drapeau-Bourassa.

Le FRAP a démontré l'importance de l'action politique indépendante de la classe ouvrière. Il a su se tenir fermement debout, même devant les attaques les plus vicieuses. Et le FRAP ne cesse pas avec les élections mais s'est promis de continuer la lutte cet hiver contre toutes les injustices sociales qui selon Drapeau seraient inexistantes.

La victoire de Drapeau est illusoire. Le chômage des conditions de logement intolérables, l'imposition aux Québécois d'une langue étrangère, tout ceci ne peut être réglé par l'appel à l'armée. Par la force, il ne peut faire disparaître le mécontentement... il ne peut que l'obscurcir temporairement.

Les véritables vainqueurs sont le FRAP et la LSO. Le reflux amené par les lois répressives commence déjà à se retourner. L'on doit continuer à s'opposer aux lois répressives. Il faut les dénoncer afin de prouver clairement la nécessité du socialisme et d'un contrôle démocratique exercé par les travailleurs et étudiants québécois.

Nouveau journal, congrès des Jeunes Socialistes

"Nous avons grandement besoin des droits civiques afin de mener à bien notre lutte de libération nationale. Le mouvement étudiant et le mouvement ouvrier ont absolument besoin du droit de s'organiser, de se réunir pour discuter, et de diffuser leurs idées afin d'avancer leurs intérêts. La meilleure façon de défendre nos droits c'est de les exercer".

C'est ainsi que Victor Raymond de la Ligue des Jeunes Socialistes a expliqué pourquoi la LJS a tout fait pour maintenir son activité durant la crise des mesures de guerre. Malgré la répression qui frappait ses militants, elle a su organiser des étudiants autour de la campagne Léger à la mairie. Elle a distribué des tracts et tenu des assemblées aux campus durant toute la crise, afin d'informer et d'activer le milieu étudiant.

"L'histoire démontre que les libertés démocratiques qui existent ne sont pas là grâce à la bonne volonté des politiciens bourgeois. Nos droits ont été gagnés par des mouvements de masse qui ont lutté pour la démocratie indépendamment des partis du patronat. Seul un mouvement de masse peut défaire la loi de guerre et toute autre loi répressive anti-québécoise".

C'est dans ce cadre que la LJS a participé à la création du "Comité Québécois pour la défense des Libertés" et continue d'y jouer un rôle important.

La LJS, seule organisation de jeunes en faveur de l'indépendance socialiste se veut coordonnateur des luttes dans les campus. De pair avec ses organisations soeurs dans d'autres pays, elle est en train d'élaborer un programme de lutte étudiante. Pour la LJS seule l'action consciente des masses étudiantes et ouvrières peut réaliser la transformation radicale de la société québécoise, et c'est à cette fin qu'elle oeuvre.

Grâce à son opposition énergique et audacieuse à la répression la LJS est aujourd'hui en mesure d'établir des groupes de jeunes socialistes sur divers campus. Au Cegep Vieux-Montréal, elle est intervenue dans les élections étudiantes afin d'obliger les candidats à se prononcer sur la loi de guerre et la nouvelle loi Turner. A l'Assomption un colloque incluant la LJS était interdit par l'administration. Selon l'administration, Manon Léger la représentante de la LJS est une personne aussi contreversée que Michel Chartrand! Le numéro de nov-déc de Jeune Garde, journal de la LJS vient de paraître pour faire connaître l'analyse socialiste des récents évenements ainsi que la voie à la libération du Québec.

Mais la vie de la LJS ne s'arrêtera pas à son journal: Elle tiendra un congrès binational cet hiver, à Montréal, où seront traités tous les problèmes du développement de la lutte nationale dans les campus, ainsi que des luttes au Canada anglais. Ce congrès, organisé en solidarité avec le mouvement nationalistes québécois, sera ouvert à tous ceux qui désirent élaborer de pair avec les militants de la LJS, la stratégie socialiste pour la période à venir.

Comme Raymond de la LJS l'a déclaré, "... Si vous êtes jeune si vous appuyez les révolutions vietnamienne et palestinienne, et si vous voulez vous engager dans la lutte pour un Québec indépendant, socialiste et français, c'est votre devoir de joindre la Ligue des Jeunes Socialistes".

La Lutte Ouvrière

Le nouveau bill Turner: une autre loi antiquébécoise

par Alain Beiner

L'arme tant recherchée par la bourgeoisie canadienne pour contrer le mouvement nationaliste québécois est trouvée! En remplaçant la loi sur les mesures de guerre, Trudeau essaye de camoufler ce que c'est la nouvelle loi — une tentative de bloquer le sentiment massif en faveur de l'indépendance, et de l'écraser de façon légale et permanente.

En la présentant le gouvernement avoue que la loi de guerre comprenait des pouvoirs beaucoup trop vastes pour simplement combattre le FLQ. La loi de guerre permet au gouvernement de tout faire à l'exception d'abolir le parlement. La mise à sa place d'une loi dite "plus normale" a pour but de calmer la population québécoise ainsi que la population canadienne-anglaise, profondément troublées par la destruction d'un seul coup de toutes libertés et droits humains.

Mais le contenu de la 'Loi prévoyant des pouvoirs d'urgence provisoires pour le maintien de l'ordre public au Canada' démontre clairement qu'Ot-

(Suite à la page 2)

Ottawa et le refus québécois

(Suite de la page 1)

tawa a l'intention de rendre permanent les aspects les plus répressifs de la loi des mesures de guerre (fouilles et perquisitions sans mandat, détention sans accusation, etc.). Les mesures de guerre sont laissées en réserve où elles pourraient être invoquées si nécessaire.

La nouvelle loi a été conçue, formellement, de façon à ce que l'action dictatoriale de la police "soit confinée exclusivement aux activités du FLQ et à la province de Québec!" M. Turner, ministre de la Justice, a insisté sur le fait qu'il ne sera pas possible d'utiliser ses pouvoirs répressifs à d'autres fins dans d'autres provinces. Mais c'est clair que le gouvernement Trudeau s'est servi de la crise déclenchée par les enlèvements et la mort de Laporte pour justifier l'emploi de tels pouvoirs totalitaires contre tout le mouvement nationaliste québécois, qui en s'agrandissant démontre de plus en plus son potentiel révolutionnaire.

L'oppression nationale a démontré sa capacité de radicaliser de plus en plus d'étudiants et de jeunes ouvriers québécois et les faire descendre dans la rue. Les secteurs les plus importants de la classe ouvrière québécoise se sont prononcés en faveur de l'indépendance. Une mise en question de l'État canadien se transforme vite en mise en question du système capitaliste, et le patronat anglo-américain voit bien la menace que ceci constitue à son emprise économique sur le Québec.

Le fédéral cherche de nouveaux pouvoirs permanents 'exclusivement' contre les Québécois, bien qu'il va également tenter d'employer la nouvelle loi pour contrer la révolte dans les campus à travers le Canada. On peut s'attendre à ce que Trudeau et Cie. essayent de créer une situation qui leur permettrait d'avancer contre le mouvement ouvrier organisé afin de le rendre moins capable de défendre ses intérêts contre ceux du patronat.

Le mouvement syndical et les autres secteurs de la population doivent maintenir et approfondir la protestation qu'a provoqué le décret des mesures de guerre, car même selon la presse bourgeoise la nouvelle loi contient fondamentalement les mêmes pouvoirs, bien que quelque articles sont un peu "adoucis". La menace qu'ont sentie les syndicats à la liberté d'organisation lors du décret de la loi de guerre est toujours présente.

La nouvelle loi déclare que "... tout groupe de personnes ou toute association qui préconise l'emploi de la force ou de commettre des crimes comme moyen de réaliser au Canada un changement de gouvernement identique ou à peu près identique à celui préconisé par ledit FLQ, ou d'y contribuer, est

(Suite page 3)

(Suite de la page 2)

l'emploi de tels pouvoirs totalitaires contre tout le mouvement nationaliste québécois, qui en s'agrandissant démontre de plus en plus son potentiel révolutionnaire.

L'oppression nationale a démontré sa capacité de radicaliser de plus en plus d'étudiants et de jeunes ouvriers québécois et les faire descendre dans la rue. Les secteurs les plus importants de la classe ouvrière québécoise se sont prononcés en faveur de l'indépendance. Une mise en question de l'État canadien se transforme vite en mise en question du système capitaliste, et le patronat anglo-américain voit bien la menace que ceci constitue à son emprise économique sur le Québec.

Le fédéral cherche de nouveaux pouvoirs permanents 'exclusivement' contre les Québécois, bien qu'il va également tenter d'employer la nouvelle loi pour contrer la révolte dans les campus à travers le Canada. On peut s'attendre à ce que Trudeau et Cie. essayent de créer une situation qui leur permettrait d'avancer contre le mouvement ouvrier organisé afin de le rendre moins capable de défendre ses intérêts contre ceux du patronat.

Le mouvement syndical et les autres secteurs de la population doivent maintenir et approfondir la protestation qu'a provoqué le décret des mesures de guerre, car même selon la presse bourgeoise la nouvelle loi contient fondamentalement les mêmes pouvoirs, bien que quelque articles sont un peu "adoucis". La menace qu'ont sentie les syndicats à la liberté d'organisation lors du décret de la loi de guerre est toujours présente.

La nouvelle loi déclare que "... tout groupe de personnes ou toute association qui préconise l'emploi de la force ou de commettre des crimes comme moyen de réaliser au Canada un changement de gouvernement identique ou à peu près identique à celui préconisé par ledit FLQ, ou d'y contribuer, est déclaré être une association illégale". Est-ce que ceci veut dire que la nouvelle loi sera utilisée pour bannir tout groupe socialiste ou indépendantiste? Est-ce qu'on va continuer à arrêter des personnes à cause de leurs idées politiques et non à cause de leurs actions? La rétroactivité de la loi n'est pas définie, et donc n'importe qui peut être arrêté pour quelque chose qu'il a dit il y a cinq ans.

Que ce point est extrêmement grave est souligné dans le cas des cinq personnes déjà accusées de conspiration séditieuse — les "preuves" datent de janvier 1968!

Les "forces de l'ordre" sont toujours à l'oeuvre pour arrêter et harceler des socialistes et des indépendantistes. Les fouilles continuent. Le gros du contenu de la loi des mesures de guerre est toujours là, malgré sa forme modifiée. Et donc, la lutte doit continuer. De nouvelles couches de la population doivent être éveillées, informées, et activées afin de gagner la libération de toutes les victimes de cette loi, le retrait de toutes les accusations sous cette loi, ainsi que l'abrogation de la nouvelle loi anti-démocratique.

La Lutte Ouvrière

Bolivie: grand soulèvement d'étudiants et de mineurs

par Jean Lemire

Des manifestations de masse des ouvriers et des étudiants boliviens ont marqué les coups et contre-coups d'état des factions militaires qui ont récemment déposé le Général Alfredo Ovando à la faveur du Général Juan Jose Torres.

Selon Malcolm Browne du **New York Times** du 10 octobre, "des étudiants marxistes et des guérillas urbaines ont ces derniers jours presque complètement détruit la police nationale. Ils ont imposés un règne de terreur sur la nation. Des étudiants armés de fusils, de pistolets et de mitraillettes ont occupé les postes de police à travers le pays. Ils ont mis tous les dossiers de police à feu et forcé des hauts fonctionnaires à démissionner... le terrorisme et l'assassinat sont devenus la règle."

L'agence Reuters écrit le 16 octobre que "Des travailleurs de gauche ont saisi hier soir (le 14 octobre) les mines d'étain. Ils ont expulsé les policiers et déclaré qu'ils vont réorganiser la société d'état minière."

Selon **Le Monde** du 13 octobre, le leadership de ce mouvement de masse revendiquait comme priorité la reconnaissance d'un "commandement politique" comprenant les ouvriers, étudiants, et partis de gauche, qui feraient partie d'un "parlement populaire."

"En somme, elles voulaient établir le pouvoir double réclamé par les trotskystes boliviens. Mais cette demande a effarouché tous les militaires, si bien qu'elle n'a pas pu être acceptée."

Ce soulèvement massif des ouvriers et étudiants démontre l'extrême instabilité de la société bolivienne. Au pouvoir, le Général Ovando avait proféré des menaces envers les énormes intérêts américains. Les États-Unis ont réagi à cette menace avec un appui au général droitier Miranda, qui a arraché le pouvoir au Général Ovando le 6 octobre. Mais, face à une division dans les forces armées et au danger d'une guerre civile, le général "de gauche" Torres a pris le pouvoir avec l'appui de la puissante confédération ouvrière bolivienne (COB). La COB a exigé l'application d'un programme de réforme, une suspension des paiements d'indemnité par le gouvernement à la Gulf Oil, la nationalisation des mines et l'instauration d'une politique étrangère indépendante incluant l'établissement de relations avec les États ouvriers.

Mais, le Général Torres, une fois au pouvoir, a refusé de se soumettre à ces demandes. En plus, il a formé un cabinet que les syndicalistes ont qualifié de "régime conservateur" avec une "orientation réactionnaire,".

Pour sa part, le département d'État à Washington, même si son favori a perdu la course, a fait une évaluation du nouveau régime, et il a décidé que ce n'était pas question de rompre les relations diplomatiques ou de suspendre "l'aide" économique et militaire. Un porte-parole du propriétaire majeur de Bolivie expliqua: "Le gouvernement Torres exerce le contrôle à la suite d'une acte constitutionnel des forces armées boliviennes."

Allende: marxiste?

Le Dr. Salvador Allende, qui se considère marxiste, a accédé au pouvoir après l'acceptation par le congrès chilien des résultats des élections présidentielles du 4 septembre. Allende dirige l'Unité Populaire, la coalition "pluraliste" des partis ouvriers et bourgeois qui a gagné l'élection. Mais parce qu'il n'avait pas obtenu une majorité absolue, la question devait être tranchée au congrès où les deux autres formations politiques sont majoritaires. Elles ont finalement cédé à l'élection d'Allende après une période d'anxiété marquée par une panique financière et une importante fuite de capitaux.

Le Chili est saigné à blanc par de grandes sociétés américaines de cuivre et d'autres investissements qui en 1968 valaient $964 millions. Face à un taux de profit de 27.3% dans les investissements miniers, le gouvernement précédent d'Eduardo Frei avait décidé d'acheter la grande société américaine d'Anaconda. Évidemment, Washington s'inquiétait de la meance d'extension des nationalisations des intérêts américains au Chili et de la portée de la victoire d'Allende ailleurs en Amérique latine

Mais, Allende avait vite rassuré ses critiques bourgeois. "Notre gouvernement ne sera pas un gouvernement marxiste, mais un gouvernement pluraliste, chrétien, démocrate et populaire" (**La Presse**, 8 septembre). Il a reçu également l'appui et même les félicitations du parti démocrat-chrétien, auquel il succédait. **Le Monde** du 23 octobre rapporte une déclaration assez claire d'Allende: "Nous n'allons pas faire un gouvernement marxiste. Cela n'a pas de sens."

Pablo Neruda du Parti Communiste chilien, élément composant important dans la coalition d'Allende, formule des assurances semblables: il n'y a "aucune raison de s'inquiéter. Nous n'avons jamais prétendu former un gouvernement socialiste le 4 novembre. Allende l'a dit: l'Unité Populaire est composée de six formations différentes dont les Radicaux, qui ont largement dominé la vie politique chilienne au cours des trente dernières années..."

Libérez les prisonniers! NON à la répression!



par A. Charbonneau

Fouilles, perquisitions et arrestations continuent au Québec, ce, sous le couvert de la 'légalité' du Bill C-181. La promulgation de la nouvelle loi d'urgence, la loi Turner ne faisait que présager l'intensification répressive des autorités gouvernementales.

Par l'entremise du ministre de l'Éducation, le gouvernement annonçait le 1er décembre, la nomination d'un commissaire-enquêteur dont le rôle serait d'étudier les plaintes portées contre certains enseignants relativement à la propagande politique en milieu scolaire. Ceci n'est qu'un moyen parmi tant d'autres pour réprimer le sentiment nationaliste montant de la jeunesse québécoise. Ainsi le gouvernement peut procéder à éliminer tout enseignant qui tente d'apporter une étude objective de la situation québécoise. Les dirigeants patronaux bien représentés sur les "Board of Governors" ne sont nullement intéressés à l'objectivité mais bien plutôt au statut-quo.

Loin de s'en tenir là, un plan serait maintenant élaboré pour éviter le "grabuge" lors des procès des accusés politiques. On parle maintenant de comparution dans une cage de verre, peut-être même à l'extérieur de la salle d'audience.

Plusieurs témoignages ont été rapportés au sujet du traitement des prisonniers politiques par des avocats qui défendent les détenus. Tout indique que des détenus ont été soumis en prison à diverses formes de sévices, allant des coups rudes à la réclusion dans une cellule sans aucune aération.

Il ne faut pas non plus oublier la tentative de démolir le FRAP en tant que "front felquiste" et la campagne du gouvernement et de ses porte-parole tentant de lier l'indépendantisme au terrorisme.

Tout ceci ne suffit pas pour M. Trudeau — le 10 décembre au réseau américain de télévision, le premier ministre a averti les étudiants canadiens que "... si les campus universitaires, sous prétexte de liberté académique, deviennent des foyers de troubles et de révolution, l'État n'aura d'autre recours que d'y accroître la surveillance policière et éventuellement, d'interdire au pays l'entrée de personnages — intellectuels ou autres — dont les idées sont trop radicales ou expressément révolutionnaires. Il nous faudra employer des méthodes policières mieux adaptées..."

L'opposition à cette campagne de répression s'élargit et organise des actions concrètes.

Le mouvement d'opposition a démarré au début de novembre au teach-in à l'université de Montréal organisé par le Comité québécois pour la défense des libertés (CQDL). La plus importante assemblée a eu lieu le 25 novembre au Centre Paul Sauvé où plus de 3,000 personnes ont fortement applaudi les orateurs qui ont manifesté leur opposition à la loi de guerre. Parmi les orateurs à cette réunion, également organisée par le CQDL, il y avait Michel Bourdon, René Lévesque, Fernand Daoust de la FTQ, Mathias Rioux de l'Alliance des professeurs de Montréal (CEQ) et autres.

Le 2 décembre le Mouvement pour la défense des prisonniers politiques québécois (MDPPQ) a tenu une rencontre de toutes les victimes des rafles policières au Centre social de l'Université de Montréal.

Le 13 décembre, plus de 250 personnages bien connus ont participé à un colloque au monastère Saint-Albert-le-Grand sur le genre d'action à entreprendre au Québec pour lutter contre la répression. Parmi les participants on compte Claude Ryan, le Père Vincent Harvey, Charles Taylor, Guy Rocher, les syndicalistes Jean Gérin-Lajoie, Raymond Laliberté, Louis Laberge et d'autres.

Encore plus importantes sont les deux manifestations très réussies organisées par le MDPPQ le 23 décembre et le 1er janvier qui réclamaient la libération des prisonniers politiques. Pour sa part le CQDL planifie une grande assemblée vers la fin janvier avec des orateurs d'autres pays — on songe à Jean-Paul Sartre, Jane Fonda, Bernadette Devlin, etc.

Bien que M. Gordon Archibald, président de la Chambre de Commerce du Canada félicite le premier ministre Trudeau et le cabinet pour "... l'attitude de fermeté qu'ils ont adoptée lors de la crise d'octobre", Michel Chartrand du fond de sa cellule pense autrement: "... le crime de ceux qui sont en prison, c'est de vouloir se débarrasser du capitalisme qui a fait mourir des dizaines et des centaines, sinon des milliers de personnes en Amérique du Nord, grâce aux bandits internationaux qui sont à Washington et à Ottawa, et dont MM. Trudeau, Bourassa et leurs amis sont les serviteurs, les valets."

La Lutte Ouvrière

La LSO cible des autorités

par Penny Simpson

Même si les troupes fédérales sont parties, la répression systématique, instituée par la Loi des mesures de guerre, continue.

La Ligue Socialiste Ouvrière est de plus en plus une cible dans cette répression. La veille de la libération du diplomate Cross la police a fait des descentes chez quatre de ses membres. Les flics n'y ont rien trouvé suffisamment suspect pour emporter avec eux, même après une double fouille dans un appartement où ils avaient menacé un des locataires dans un langage belliqueux de lui frapper la tête contre le mur. Dans un autre appartement, ils ont sommé le concierge d'ouvrir (le locataire étant au travail), sous menace de défoncer la porte.

Le 4 décembre, de la même semaine, quatre autres membres de la LSO étaient devant les tribunaux. Ils ont plaidé non-coupable aux accusations d'avoir porté "quelque drapeau, étendard, bannière... écriteau" pendant l'élection municipale. Ces accusations contre Manon Léger (candidate contre Drapeau), Léon Peillard, Jean Hériveault et Michel Lévesque font suite à une manifestation devant la caserne Black Watch la veille du scrutin, en protestation contre la présence de l'armée fédérale au Québec.

Ce règlement municipal interdit en effet les campagnes électorales militantes mais non pas celles menées par les riches, avec leurs annonces télévisées, leur panneaux-réclame, etc. Ces quatre camarades risquent d'écoper chacun d'une lourde peine de $200 d'amende et/ou six mois de prison.

La raison majeure de ces harcèlements est sans doute le fonctionnement continu et accentué de la LSO et de la LJS malgré les mesures de guerre et la répression; le succès de la campagne Léger à la mairie, et les ventes spectaculaires récentes de **La Lutte Ouvrière** et de **Jeune Garde.** Le mouvement trotskyste est le seul mouvement socialiste qui a continué à fonctionner publiquement durant la crise.

Ces incidents ne sont pas des initiatives isolées de la police. Récemment, deux Libéraux québécois dirigeants, Gilles Lalande et Gérard Filion, ont qualifié les Trotskystes de "subversifs", soulignant surtout leur participation au mouvement indépendantiste.

Mais les Trotskystes ne cachent pas leur point de vue. Ils l'expriment à tous ceux qui veulent l'entendre; ils fonctionnent publiquement, avec des locaux ouverts au public, des journaux qui expliquent leurs idées, et des forums publics hebdomadaires. Ils interviennent dans toutes les luttes de masse. Récemment, ils ont présenté une candidate à la mairie de Montréal, parlant ainsi à des centaines de milliers de personnes, et recevant l'appui de plus de 7,000 d'entre eux.

Des drôles de "subversifs", ces Trotskystes, qui cherchent ouvertement à convaincre les gens à leurs idées! Peut-être que ce que ces messieurs Libéraux n'aiment pas c'est le contenu radical socialiste et indépendantiste du trotskysme: Dans ce cas, qu'ils le disent, et les trotskystes seront contents d'engager un débat public avec eux, devant tout le monde.

Mais ces messieurs préfèrent mener leur campagne au moyen d'insinuations et de calomnies, afin de poursuivre leur offensive contre toute la gauche québécoise. Ils veulent détruire par ce moyen tous leurs adversaires radicaux et indépendantistes. Mais ils ne réussiront pas.

La Lutte Ouvrière

Le congrès de la CSN: combattons la répression

par Jean Hérivault

Le 44e congrès de la CSN s'est déroulé sans un important porte-parole du mouvement ouvrier, Michel Chartrand emprisonné par les ennemis des travailleurs.

Dès le début des assises, les congressistes en s'attaquant au document majeur du congrès, qui parle en termes sévères des atteintes à la démocratie et à la liberté dont est victime au Québec la classe ouvrière, ont exigé le retrait de toutes lois brimant les droits de la nation québécoise. Cette prise de position par les délégués fut affirmée en demandant la libération sous cautionnement du prisonnier politique, le syndicaliste Michel Chartrand.

Il faut retenir qu'au cours de ce congrès l'expression des opinions fut nettement délimitée par un cadre de procédure rigide accentuant la confusion qui a régné dans les discussions, confusion entretenue à plaisir par les dirigeants avec des textes et des rapports pour "tous les goûts". Une grande partie des rapports fut, après 7 jours de discussions, référés au Conseil confédéral.

Au niveau de l'orientation politique de la centrale, la politique "non partisane" contenue dans le rapport Pepin, fut après quelques modifications mineures, adoptée dans ses grandes lignes. Pepin a clairement déclaré qu'il n'était nullement question que la centrale appuie ou crée un parti partisan des intérêts des travailleurs.

Plusieurs autres points d'importance furent discutés; c'est le cas de la question linguistique qui revint à différentes reprises, et où la position pour l'unilinguisme de la CSN a été réaffirmée.

Un courant critique s'est manifesté tout au long du congrès, courant qui venait en grande partie de délégués isolés représentant des petits syndicats dans le reste de la province, militants auxquels "la gauche" officielle aurait dû offrir son opposition à la direction réformiste. C'est ici la carence frappante du Conseil Central de Montréal, qui adopta une stratégie Apolitique, délaissant l'explication constante de leur ligne et la politisation des militants, pour une tactique opportuniste uniquement électoraliste en vue de deux postes dont il brigua les suffrages.



Octobre et la faillite du terrorisme

par Arthur Young

Les événements d'octobre forcent les révolutionnaires à tirer quelques conclusions importantes. Ces événements confirment nettement la justesse de la position marxiste qui rejette le terrorisme.

Cette position se base, non pas sur un faux moralisme ou sur une opposition à la violence en soi, mais sur le résultat des attentats terroristes, qui n'aident jamais la cause révolutionnaire, fournissant plutôt le prétexte à une répression encore plus accentuée de la part de la classe possédante.

Bien sûr, la racine fondamentale de la violence aujourd'hui se trouve dans le système capitaliste qui maintient la nation dans un état d'oppression et de misère, qui à travers le monde n'hésite pas à assassiner les masses lorsqu'elles mettent en question la domination impérialiste. (Vietnam, Palestine). Mais la question est: comment renverser cette société violente pour la remplacer par une société de paix et d'abondance, par le socialisme.

Quel était le résultat des actions des felquistes cet automne? Des centaines de protestataires furent emprisonnés, des dizaines sont toujours derrière les barreaux, menacés d'écoper de longues années d'emprisonnement.

La police avait carte blanche pour faire tout ce qu'elle voulait; elle s'en est servi amplement. Trudeau et Bourassa ont profité de la situation pour imposer sur le Québec une loi d'État policier et l'armée fédérale. C'est un précédent très utile pour eux.

La classe possédante s'est servi du FLQ pour lancer une campagne de propagande sans précédent contre notre mouvement de libération. Elle a su tromper les gens, en disant que les révolutionnaires sont responsables de la violence de la société.

N'est-il pas évident que les actions des felquistes ont fait le jeu du gouvernement?

Trudeau a sauté sur les événements pour déclencher sa campagne anti-québécoise. C'était pour lui une occasion inespérée pour mettre le Québec à sa "place". Le gouvernement, pour justifier sa répression accrue devant la population, prétend que le FLQ est une conspiration très solide, impliquant beaucoup de membres.

Mais qu'est-ce que c'est, ce FLQ? Tout indique qu'il n'existe pas comme organisation. Il y a quelques individus, écoeurés par le système, qui ont choisi le terrorisme. Il ne semble pas y avoir de coordination entre les différents groupuscules FLQ: même les cellules responsables des deux enlèvements ne semblent pas avoir pu communiquer entre elles.

La police semble avoir beaucoup de mal à dépister le FLQ, et ce non pas parce que les felquistes sont bien organisés, mais plutôt parce qu'ils sont si peu nombreux, si isolés des luttes au Québec.

Et quel a été le résultat de leurs actions? Depuis 1963 des dizaines de révolutionnaires ont été emprisonnés pendant des années; la plupart sont ensuite devenus démoralisés, délaissant l'action révolutionnaire. Quelques jeunes révolutionnaires, et quelques passants ont trouvé la mort dans des attentats. Mais malgré l'héroïsme personnel de quelques personnes, ces attentats n'ont d'aucune façon avancé la révolution.

Une révolution réussie ne peut se faire que par les masses, entrées en action autour d'une série de revendications anticapitalistes. C'est une action hautement consciente de millions de personnes, ayant choisi leur direction au cours de la lutte. Afin de dégager l'énergie révolutionnaire des masses, celles-ci doivent être fortement inspirées d'une image claire de l'avenir socialiste, et éduquées à la politique révolutionnaire.

Les terroristes nient tout ceci. Ils substituent aux masses un tout petit groupe clandestin, isolé des luttes des masses. En général, les terroristes ont perdu l'espoir dans les actions de masse. Leur attitude est élitiste et antidémocratique car elle nie aux masses leur droit de décider le chemin à suivre. Elle renforce la passivité des masses, prônant une dépendance totale sur les initiatives de quelques terroristes.

Au Québec, le "FLQ" a connu un essor après la fin de chaque lutte de masse. (McGill Français, le Bill 63, etc.) Les ravisseurs de Cross, selon leur "manifeste FLQ", étaient stimulés à leur entreprise felquiste seulement après avoir appuyé le PQ, pour ensuite découvrir que les élections d'avril dernier n'étaient pas honnêtes. Le "FLQ" est fondamentalement une expression de frustration, de désespoir de la part de gens incapables de voir l'importance de luttes massives, leur force croissante et leur dynamique révolutionnaire. Ils ne voient que les défaites partielles et temporaires; ils se convainquent de l'impossibilité d'une révolution.

Les terroristes et les libéraux partagent un refus profond de voir la force révolutionnaire des masses. Ils refusent tous les deux de voir l'éducation, l'organisation et la mise en marche consciente des masses comme le seul moyen de changer profondément notre société.

Ce trait commun explique pourquoi les terroristes sont si souvent des anciens libéraux, ou, plus souvent, des anciens péquistes.

C'est une erreur tragique de ne pas voir la force croissante de la lutte de libération au Québec, et de s'isoler de ce mouvement de masse. La tâche de tout révolutionnaire est d'y participer, de le faire avancer et de le gagner à la perspective socialiste révolutionnaire. Et en ce faisant, de construire le parti révolutionnaire, instrument essentiel pour mener les masses ouvrières au pouvoir.

Editorial

Comment défendre les accusés?

Ces dernières semaines, des forces nouvelles se sont jointes à la protestation, de nouvelles actions ont été entreprises, et l'opinion publique continue de tourner contre Trudeau.

Le début des procès des prisonniers politiques, arrêtés sous la Loi des mesures de guerre, ouvre un nouveau chapitre dans la campagne pour les libertés au Québec. Plus que jamais, il est possible d'arrêter et de faire reculer l'offensive réactionnaire.

Le point essentiel de cette campagne est la défense des prisonniers politiques. Ces victimes de la répression ont passé au moins deux mois et demi derrière les barreaux. Leurs procès qui viennent de commencer, risquent de s'étendre en longueur. Le gouvernement emprisonne ses adversaires politiques, les calominie, les entraîne dans des procès longs et coûteux.

Aujourd'hui c'est Michel Chartrand et Robert Lemieux. Demain, ce sera qui?

La défense de ces victimes de la répression est une question de principe; ils doivent être défendus, indépendamment des crimes dont ils sont accusés et de leurs opinions politiques. Ce sont tous des prisonniers politiques. Le coupable, c'est le gouvernement qui répond par l'armée fédérale et ses lois dictatoriales aux justes revendications des Québécois.

Les procès politiques ayant débuté, la campagne de défense avancera rapidement. Déjà le Comité québécois pour la défense des libertés organise un ralliement géant pour relancer cette campagne.

Une des tâches fondamentales est maintenant d'ouvrir et d'étendre la campagne de défense aux écoles: jusqu'à date cette campagne n'a pas eu une participation étudiante très importante. Avec la réouverture des écoles, il faut éduquer les étudiants sur ce qui se passe afin que leur grand potentiel d'action de masse soit dirigé pour lutter contre la répression. Les étudiants devraient commencer des actions locales et poursuivre la mise sur pied de comités locaux du CQDL.

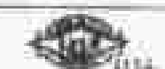
Une tâche similaire se pose devant les directions et membres des syndicats et du PQ. Ces organisations ont dénoncé verbalement la répression, sans pour autant mobiliser dans l'action leurs organisations.

La victoire de la campagne de défense, la libération des prisonniers et accusés et l'abrogation de la loi Turner marquera un progrès significatif dans la lutte pour la libération du Québec, pour un Québec indépendant et socialiste!

VICTOIRE: les "Cinq" gagnent! Passons à l'action pour libérer TOUS les prisonniers politiques!

La Lutte Ouvrière

POUR UN QUÉBEC INDÉPENDANT ET SOCIALISTE

Février 1971  10 CENTS

par la rédaction

C'est une victoire majeure! Le gouvernement n'a pu triompher des Cinq. Voilà le sens de la décision du juge Roger Ouimet, cassant l'acte d'accusation de "conspiration séditieuse" dirigée contre Michel Chartrand, Robert Lemieux, Pierre Vallières, Charles Gagnon et Jacques Larue-Langlois.

C'est une défaite importante de la tentative Trudeau-Bourassa d'emprisonner des dirigeants de la lutte québécoise et d'imposer la répression à toute la nation. Une justification majeure de la Loi des mesures de guerre vient de s'écrouler.

La décision de Ouimet sera évidemment suivie d'autres concessions: libération sous cautionnement des accusés; rejet des autres accusations; acquittement de certains accusés; etc...

Cette victoire a été gagnée grâce à la campagne pour la libération des prisonniers politiques. À travers le monde, on a vu se développer un mouvement de solidarité avec les victimes de la répression au Québec; notamment, de nombreuses actions ont eu lieu au Canada-anglais. Il y a donc eu une pression importante, de la part de l'autre nation du pays, exercée sur Trudeau et son cabinet.

Au Québec, le mouvement a pris une très grande ampleur, touchant tous les secteurs de la société, même les secteurs traditionnellement plus conservateurs: par exemple, des centaines d'étudiants en droit ont signé une pétition contre la loi Turner. De plus, on a entrepris une série d'actions au niveau national: déclarations, réunions, manifestations, spectacles, etc. Toutes s'élevaient contre la répression et surtout, contre les procès politiques. Cette pression populaire, québécoise et internationale, nous a valu la victoire.

Maintenant, intensifions la campagne de défense! La cassation de l'acte d'accusation n'est qu'une victoire partielle. Transformons-la en victoire totale!

LIBÉRONS TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES!

GAGNONS L'ABROGATION DE LA LOI DES MESURES DE GUERRE ET DE LA LOI TURNER!

"Libérez Chartrand et les autres accusés" crient les manifestants, lors de cette protestation organisée par le Conseil Central de Montréal (CSN), le 1er février. De telles manifestations furent essentielles à l'obtention de cette victoire.

Français langue de travail: Bourassa échoue

par André Doucet

Les grands mouvements des dernières années autour du problème de la langue, qui ont amplement démontré l'insatisfaction des Québécois quant au statut de leur langue, ont poussé le gouvernement actuel à lancer une campagne de persuasion auprès des grandes entreprises pour qu'elles fassent du français la langue de travail.

Dans cette politique le gouvernement a subi un retentissant échec à la GM, l'une des plus riches compagnies au monde. Suite à cela il n'envisagea pas de mesures "coercitives", en donnant par exemple force de loi à ce projet. Voyons, suite à cette échec, la déclaration du ministre du Travail Cournoyer "Le Français langue de travail est un concept bien vaste et nous n'allons pas inscrire cela en toutes lettres dans le code du travail." (La Presse, le 22 décembre). Le gouvernement ne sait pas lui-même ce qu'il entend lorsqu'il parle du français langue de travail!

Le président de la banque de Montréal M. G. Arnold exprima, devant cette absence de politique bien définie sur la langue, les craintes des investisseurs capitalistes qui, disait-il, craignent plus l'unilinguisme que les bombes et, avertissait le gouvernement" . . . qu'il serait néfaste de vouloir forcer les entreprises à agir contre leur gré par la loi ou par d'autres moyens." (**La Presse,** le 26 janvier). En réponse le ministre des Affaires Culturelles Cloutier les rassura, le 26 janvier, dans la bonne tradition du Bill 63, sur cette politique du français langue de travail" . . . il s'agit d'un objectif qui ne mettra pas en question les droits acquis des anglophones québécois et qui tient compte du contexte nord-américain," c'est-à-dire se plier au contexte de la domination de l'économie québécoise par les grandes compagnies nord-américaines, et donc se plier à leur langue! Et comment ne pas douter de la sincérité du gouvernement quand à la Sidbec-Dosco, une compagnie du gouvernement, la langue de travail c'est l'anglais! (**Québec-Presse,** le 20 décembre).

La domination de l'anglais et la pression croissante vers l'anglicisation persistera tant et aussi longtemps que l'anglais demeurera la langue d'avancement et la langue de grandes décisions économiques du Québec. Comme le dit la SSJB dans son mémoire à la commission Gendron: "En écartant la langue française des secteurs administratif, politique, économique et militaire, le colonisateur a diminué son utilité et partant, sa richesse et sa vigueur."

Pour stopper ce processus qui menace notre existence, il faut l'inverse. Il faut l'unilinguisme français, il faut que ce soit le français qui domine dans les principales sphères d'activités, de sorte que même un unilingue francophone pourra atteindre les plus hauts postes, comme le peut aujourd'hui un unilingue anglophone; c'est essentiel pour sauver notre langue et s'épanouir en tant que Québécois. Tout autre solution ne peut être qu'un palliatif qui nous bandera les yeux devant ce danger qui menace de nous faire disparaître en tant que nation.

Mais si les investisseurs refusent d'employer les grands profits qu'ils réalisent sur nous à cette fin et menacent de retirer leurs capitaux, alors nationalisons-les! Nous ne pouvons devant ce péril, comme le gouvernement actuel, laisser notre destin au bon vouloir des capitalistes étrangers!

Grève des enseignants

Au moment où nous mettons sous presse, les grèves tournantes déclenchées par les professeurs prennent encore de l'ampleur. Le conflit semble se diriger vers une confrontation de première importance avec le gouvernement québécois.

Les professeurs protestent contre la reclassification de leur statut, reclassification qui a pour effet de leur retirer leurs droits acquis. Dans de nombreux cas, les salaires des enseignants seront réduits, et certains d'entre eux sont sommés de repayer aux commissions scolaires de forts montants d'argent à titre de "salaires versés en trop."

Cette reclassification arbitraire transforme, en une farce toute la convention collective. Le gouvernement s'arroge le droit de décider seul les conditions d'emploi des professeurs.

Profondément choqués, les professeurs de Montréal sont passés à l'action. Et maintenant, d'autres professeurs se joignent à eux.

Ces grèves rencontrent une large sympathie dans le public, qui voit le gouvernement tenter d'économiser des sous aux dépens du système d'éducation.

Les enseignants n'ont pas hésité à employer des moyens radicaux pour faire pression sur le gouvernement: débrayage pendant la durée de la convention, occupation des locaux, comité de base pour diriger la grève, et réunions régulièrement pour tenir les membres au courant de chaque nouveau développement.

À l'heure actuelle, la CEQ discute la possibilité de répandre la grève à travers le Québec. Et les étudiants à leur tour commencent à débrayer pour appuyer les revendications des professeurs.

La Lutte Ouvrière

POUR UN QUÉBEC INDÉPENDANT ET SOCIALISTE

Février 1971

VICTOIRE: les "Cinq" gagnent !

par la rédaction

C'est une victoire majeure! Le gouvernement n'a pu triompher des Cinq. Voilà le sens de la décision du juge Roger Ouimet, cassant l'acte d'accusation de "conspiration séditieuse" dirigée contre Michel Chartrand, Robert Lemieux, Pierre Vallières, Charles Gagnon et Jacques Larue-Langlois.

C'est une défaite importante de la tentative Trudeau-Bourassa d'emprisonner des dirigeants de la lutte québécoise et d'imposer la répression à toute la nation. Une justification majeure de la Loi des mesures de guerre vient de s'écrouler.

La décision de Ouimet sera évidemment suivie d'autres concessions: libération sous cautionnement des accusés; rejet des autres accusations; acquittement de certains accusés; etc...

Cette victoire a été gagnée grâce à la campagne pour la libération des prisonniers politiques. À travers le monde, on a vu se développer un mouvement de solidarité avec les victimes de la répression au Québec; notamment, de nombreuses actions ont eu lieu au Canada-anglais. Il y a donc eu une pression importante, de la part de l'autre nation du pays, exercée sur Trudeau et son cabinet.

Au Québec, le mouvement a pris une très grande ampleur, touchant tous les secteurs de la société, même les secteurs traditionnellement plus conservateurs: par exemple, des centaines d'étudiants en droit ont signé une pétition contre la loi Turner. De plus, on a entrepris une série d'actions au niveau national: déclarations, réunions, manifestations, spectacles, etc. Toutes s'élevaient contre la répression et surtout, contre les procès politiques. Cette pression populaire, québécoise et internationale, nous a valu la victoire.

Maintenant, intensifions la campagne de défense! La cassation de l'acte d'accusation n'est qu'une victoire partielle. Transformons-la en victoire totale!

LIBÉRONS TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES!

GAGNONS L'ABROGATION DE LA LOI DES MESURES DE GUERRE ET DE LA LOI TURNER!

La Lutte Ouvrière

Bourassa, Trudeau:

Michel Chartrand les accuse

NDLR — Derrière les barreaux depuis le 16 octobre, accusé de complot séditieux, frappé d'une condamnation d'un an de prison pour "outrage au tribunal" lorsqu'il a essayé de s'exprimer en cour, le dirigeant syndical Michel Chartrand a tout de même réussi à expliquer pourquoi le gouvernement le maintient toujours en prison. Voici quelques extraits de ses déclarations face au tribunal:

J'accuse Trudeau et Bourassa

"Je les accuse de participer au banditisme international pour voler les pays sous-développés . . ."

Robert Lemieux: "dont le Québec..."

Chartrand... c'est clair ça. Je les accuse de faire brailler et de martyriser des dizaines de milliers de mères de famille, d'enfants, pis de pères parce qu'ils leur refusent des jobs et puis qu'ils ferment des usines à tous les jours; et puis qu'ils empêchent la jeunesse de faire leur affaire, par-dessus le marché ils la méprisent, ils méprisent la jeunesse à part de dilapider ses ressources. C'est des arriérés; c'est des peureux; c'est des bandits qui se servent de la police. C'est vraiment la figure du capitalisme, le fascisme, on l'a vu pour vrai; l'armée au service des petits possédants et pis des héritiers comme Trudeau qui a hérité de son père et pis (Bourassa) qui a hérité des Simard qui avaient volé le gouvernement et qui avaient volé le peuple dans des contrats.

"Je suis très proche, c'est exactement parce qu'on attaque le fondement de toute la corruption, hein, à partir des ministres jusqu'à la magistrature, puis de la magistrature à la grande pègre industrielle, c'est précisément pour ça qu'on est en prison et pis que ça va prendre du temps les procès et pis qu'on va y rester longtemps . . .

C'est un procès politique . . .

Notre crime: d'être contre le capitalisme

Le crime de ceux qui sont en prison, c'est de vouloir se débarrasser du capitalisme qui a fait mourir des dizaines et des centaines, sinon des milliers de personnes en Amérique du Nord, grâce aux bandits internationaux qui sont à Washington et à Ottawa, et dont MM. Trudeau, Bourassa et leurs amis sont les serviteurs, les valets.

Le fond du problème, c'est que ces accusations que l'on porte contre moi et mes collègues sont les mêmes que dans le temps de Duplessis alors qu'on accusait la CSN, à Asbestos, des pires crimes de l'humanité.

La conspiration qui existe est une conspiration contre la dictature économique qui décide de laisser des centaines et des centaines de travailleurs dans la misère . . .

Il est question de . . . changer de gouvernement et de se débarrasser de la dictature économique, que c'est une vieille histoire qui va se régler un jour ou l'autre, et plus tôt qu'on ne le croit.

Les vrais bandits sont au Parlement

Mais je vous dis que ces accusations ne suffisent plus. Ce n'est pas ce qui empêchera les jeunes de penser. On n'aura jamais assez de soldats pour les empêcher.

Ils se rendent compte que les vrais bandits ne sont pas ici, en cour, mais bien à l'Assemblée nationale, à Québec, et au Parlement, à Ottawa, où l'on participe à des complots internationaux pour semer la destruction.

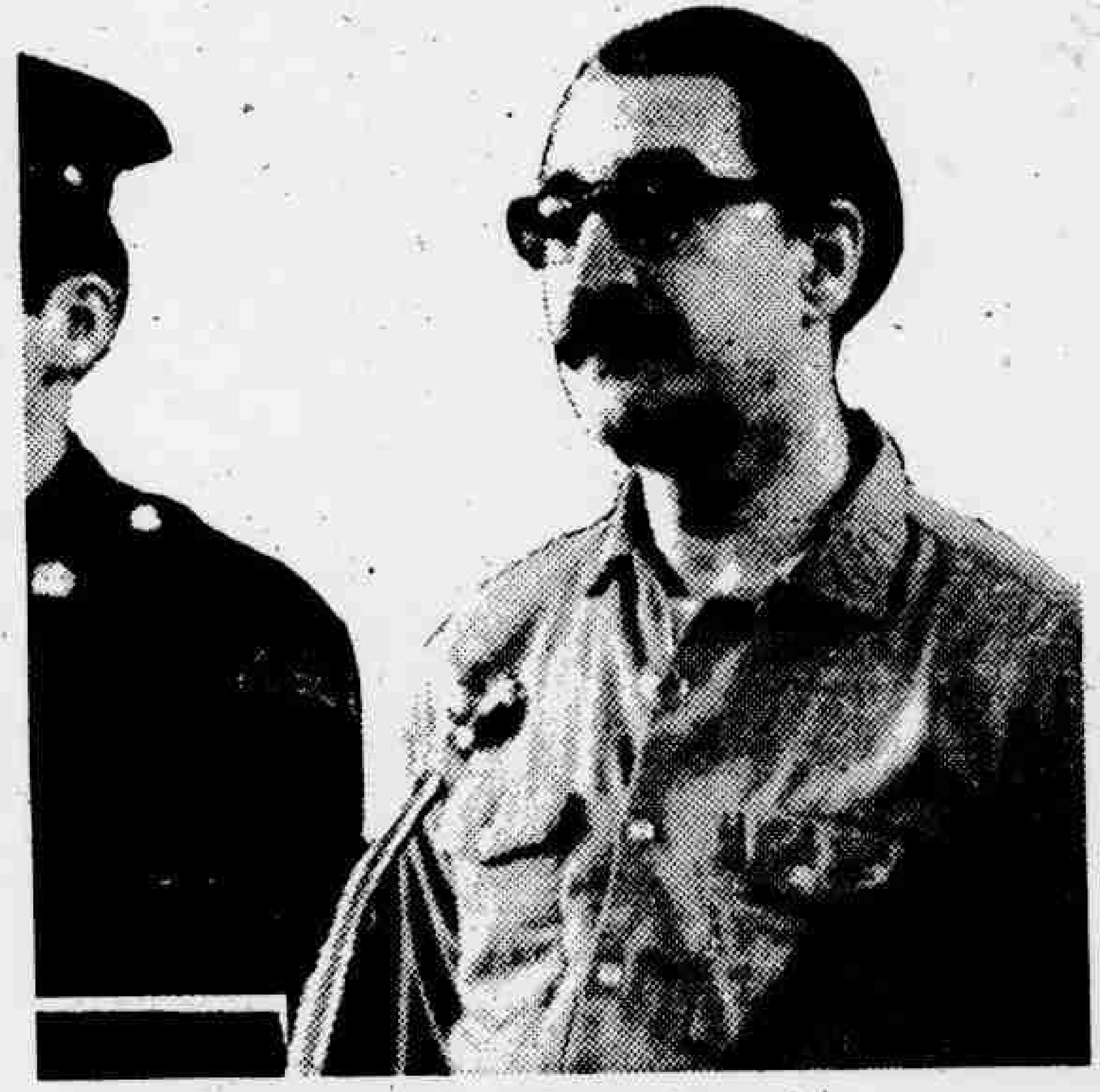
Nous serons bientôt plus forts que toutes vos armées

Les lettres de cachet de Jérôme Choquette ont été abolies en France en 1790, le 2 avril. Nous sommes en 1970. Allons-nous revenir aux lois françaises du 18e siècle? Nous vivons dans une colonie britannique on en subit tous les désavantages mais on ne jouit d'aucun avantage . . .

On veut nous garder en prison mais il faudrait qu'on joue cette partie convenablement et non pas avec des lois anarchiques de petits politiciens incompétents et passagers. Conspiration séditieuse pour répéter ce que tout le monde sait et que l'on pense depuis longtemps? Il est pourtant facile de prouver que les libéraux conspirent criminellement avec le banditisme international pour faire mourir des êtres humains au Vietnam, pour asservir des populations aux exploiteurs capitalistes. Le Canada est un de leurs plus gros fournisseurs d'armes.

Les bandits ne sont pas devant vous, monsieur le juge, ils sont au Parlement. James Cross, lui, il les a vus (le FLQ) de plus proche que ceux qui font des lettres de cachet et alors il a dit que c'était un petit groupe de 7 ou 8 enfants qui voulaient faire la révolution. C'est le gouvernement libéral du Québec qui a tué Pierre Laporte sous les ordres de Trudeau qui a sacrifié une vie humaine à la raison d'Etat parce qu'il préfère se réfugier dans les mesures de guerre plutôt que de parler des vrais problèmes . . .

Les travailleurs morts dans des accidents de travail dont le gouvernement est responsable, les mères et les pères inquiets à cause du chômage croissant et les jeunes de plus en plus instruits seront bientôt beaucoup plus forts que tous vos soldats, toutes vos armées et toutes vos lois d'exception des petits politiciens.



Michel Chartrand dans le box des accusés.

Mouvement croissant en faveur des accusés

par Penny Simpson

Environ mille personnes ont manifesté en face de la prison sur la rue Parthenais le 1 février, malgré la température (-15) faisant preuve d'une solidarité militante avec ceux qu'on voyait derrière les barreaux — les prisonniers politiques. Mais cette action organisée par le mouvement syndical, n'est qu'une partie de toute la campagne de défense. Cette campagne a connu un grand progrès au mois de janvier, avec l'organisation par les deux comités de défense d'une série de manifestations, de rallyes, de conférences, et de spectacles.

Fait particulièrement significatif, un grand nombre d'étudiants ont assisté à la journée de travail du CQDL le 16 janvier afin de discuter les actions à entreprendre et de la manifestation du 20 janvier de 1500 personnes devant le Palais de justice.

Les manifestations et les rallyes à Québec ont également constitué un important pas en avant pour le travail de défense. Le MDPPQ a pu appeler et coordonner les manifestations à Québec et à Montréal le 20 janvier, puis de les faire suivre par une marche d'ex-détenus venus de toute la province dans la vieille capitale pour piqueter le parlement et organiser la même journée un rallye, ce qui indique les possibilités d'impliquer l'autre moitié de la population qui ne vit pas à Montréal.

En plus des efforts de la campagne de défense, les efforts quotidiens des prisonniers pour dévoiler la nature politique et inconstitutionnelle des procès ont un effet énorme sur l'opinion politique populaire. La coordination du travail de défense légale et du travail de défense extra-légal est essentielle pour gagner des milliers de Québécois à la revendication de libération des prisonniers politiques et à la fin de la répression.

La réponse débordante aux "Poèmes et chants de la résistance" (les billets se sont vendus comme des petits pains chauds, on a dû ajouter plusieurs représentations) indique que tous les moyens de communication, des chansons jusqu'aux manifestations, ouvrent des possibilités au travail de défense, si les comités vont aggressivement de l'avant pour en profiter.

La Lutte Ouvrière

Français langue de travail: Bourassa échoue

par André Doucet

Les grands mouvements des dernières années autour du problème de la langue, qui ont amplement démontré l'insatisfaction des Québécois quant au statut de leur langue, ont poussé le gouvernement actuel à lancer une campagne de persuasion auprès des grandes entreprises pour qu'elles fassent du français la langue de travail.

Dans cette politique le gouvernement a subi un retentissant échec à la GM, l'une des plus riches compagnies au monde. Suite à cela il n'envisagea pas de mesures "coercitives", en donnant par exemple force de loi à ce projet. Voyons, suite à cette échec, la déclaration du ministre du Travail Cournoyer "Le Français langue de travail est un concept bien vaste et nous n'allons pas inscrire cela en toutes lettres dans le code du travail." (La Presse, le 22 décembre). Le gouvernement ne sait pas luimême ce qu'il entend lorsqu'il parle du français langue de travail!

Le président de la banque de Montréal M. G. Arnold exprima, devant cette absence de politique bien définie sur la langue, les craintes des investisseurs capitalistes qui, disait-il, craignent plus l'unilinguisme que les bombes et, avertissait le gouvernement" . . . qu'il serait néfaste de vouloir forcer les entreprises à agir contre leur gré par la loi ou par d'autres moyens." (**La Presse,** le 26 janvier). En réponse le ministre des Affaires Culturelles Cloutier les rassura, le 26 janvier, dans la bonne tradition du Bill 63, sur cette politique du français langue de travail" . . . il s'agit d'un objectif qui ne mettra pas en question les droits acquis des anglophones québécois et qui tient compte du contexte nord-américain," c'est-à-dire se plier au contexte de la domination de l'économie québécoise par les grandes compagnies nord-américaines, et donc se plier à leur langue! Et comment ne pas douter de la sincérité du gouvernement quand à la Sidbec-Dosco, une compagnie du gouvernement, la langue de travail c'est l'anglais! (**Québec-Presse,** le 20 décembre).

La domination de l'anglais et la pression croissante vers l'anglicisation persistera tant et aussi longtemps que l'anglais demeurera la langue d'avancement et la langue de grandes décisions économiques du Québec. Comme le dit la SSJB dans son mémoire à la commission Gendron: "En écartant la langue française des secteurs administratif, politique, économique et militaire, le colonisateur a diminué son utilité et partant, sa richesse et sa vigueur."

Pour stopper ce processus qui menace notre existence, il faut l'inverse. Il faut l'unilinguisme français, il faut que ce soit le français qui domine dans les principales sphères d'activités, de sorte que même un unilingue francophone pourra atteindre les plus hauts postes, comme le peut aujourd'hui un unilingue anglophone. Ceci est essentiel pour sauver notre langue et s'épanouir en tant que Québécois. Tout autre solution ne peut être qu'un palliatif qui nous bandera les yeux devant ce danger qui menace de nous faire disparaître en tant que nation.

Mais si les investisseurs refusent d'employer les grands profits qu'ils réalisent sur nous à cette fin et menacent de retirer leurs capitaux, alors nationalisons-les! Nous ne pouvons devant ce péril, comme le gouvernement actuel, laisser notre destin au bon vouloir des capitalistes étrangers!

La Lutte Ouvrière

Le "Waffle", aile gauche du NPD

par Léon Peillard

Le dernier congrès fédéral du Nouveau Parti Démocratique, tenu à Winnipeg l'automne dernier, avait été marqué par l'émergence d'une aile gauche, le "Waffle Caucus", qui devait obtenir un peu plus du tiers des votes du congrès. Le NPD jouit de l'appui et de la confiance des secteurs les plus conscients de la classe ouvrière canadienne-anglaise, malgré sa direction bureaucratique et son caractère réformiste. Aussi, l'apparition en son sein d'un courant de gauche disposant d'un appui considérable auprès des militants actifs du parti ne peut manquer de susciter l'intérêt des forces socialistes et indépendantistes québécoises.

Fait intéressant, ce groupe a son origine dans la réaction suscitée dans plusieurs milieux du Canada-anglais par la mainmise croissante de l'impérialisme américain sur l'économie canadienne, notamment sur les ressources naturelles. Contrairement aux "nationalistes" bourgeois, type Walter Gordon, le "Waffle" propose la nationalisation des corporations étrangères. Étant donné le rôle joué par les corporations américaines dans l'oppression nationale des Québécois, il devient assez compréhensible de voir le "Waffle" rechercher des alliés au sein du mouvement nationaliste québécois. D'autant plus, que le candidat du "Waffle" à la direction du parti, Jim Laxer, y est allé récemment de déclarations sur le Québec qui constituent un pas en avant par rapport à la position fédéraliste de la direction actuelle du NPD.

La position initiale du "Waffle" dénonçait le bilinguisme comme menant à l'affaiblissement de la langue et de la culture québécoises et prenait position pour le droit des Québécois à l'autodétermination. Mais elle refusait d'aller jusqu'au bout en reconnaissant explicitement le droit du Québec à se séparer du restant du Canada. Par contre, dans une de ses plus récentes résolutions, "Socialisme et autodétermination: fondements d'une nouvelle alliance", le "Waffle" franchit ce pas. Parmi les propositions concrètes de ce texte, on compte notamment celle de continuer la lutte contre les mesures de guerre ou toute autre législation qu'on pourra leur substituer, celle d'entreprendre "une campagne d'information au Canada afin d'y faire connaître l'aliénation nationale et l'aliénation de classe que subissent les Québécois", ainsi que celle qui reconnaît le droit à "l'autodétermination nationale, y compris le droit d'établir un État indépendant du Québec". Au moins sur la question nationale, le "Waffle" semble avoir évolué vers la gauche. Maintenant, entendrons-nous, il est évident que les Québécois n'ont pas de permission à demander pour se séparer du Canada. Aussi, "Waffle", ou pas, reconnaissance du droit à l'indépendance ou pas, la lutte des masses québécoises pour l'indépendance de leur nation sera menée jusqu'au bout. Toutefois, cette lutte sera d'autant moins coûteuse que les forces indépendantistes et socialistes pourront disposer d'alliés importants au Canada-anglais, au sein même de la nation opprimante. Une lutte pour un Québec indépendant et socialiste se heurtera à l'opposition farouche de la "Canadian bourgeoisie". Celle-ci a prouvé lors de la crise d'octobre qu'elle ne reculerait pas devant une invasion armée du Québec pour maintenir celui-ci dans son état d'oppression. Les possibilités qu'aura Trudeau, ou n'importe quel de ses successeurs au poste de politicien en chef de l'impérialisme canadien, d'envoyer d'autres fantassins armés mater le Québec dépendra en bonne partie de l'opposition qu'il rencontrera dans son propre pays. En ce sens, le développement au Canada-anglais, d'une gauche reconnaissant la légitimité de la lutte nationale au Québec et disposée à propager cette conception au sein de la classe ouvrière anglophone, constitue pour nous un atout précieux.

Il est assez intéressant de noter que le "Waffle" lors du dernier congrès néo-démocrate a insisté particulièrement sur la nécessité de l'action extra-parlementaire. Cette proposition s'est plus ou moins concrétisée (bien que de façon peu conséquente) depuis lorsque cette tendance s'est impliquée dans l'organisation de manifestations contre la Loi des mesures de guerre et contre la mainmise américaine sur l'économie. Malgré ses nombreuses limitations (ce groupe oscille constamment entre l'opportunisme, par ses compromis avec l'aile droite du parti, et le sectarisme envers les autres formations de gauche), malgré les insuffisances de son programme (souvent ambigu et en deça des solutions requises) le "Waffle" demeure un phénomène progressiste en ce qu'il constitue le développement d'une première forme organisée d'opposition de gauche ayant une audience tant soit peu significative au sein du mouvement ouvrier du Canada anglais.

Le Laos envahi; bientôt le Nord-Vietnam?

Nouvelle escalade en Indochine

La Lutte Ouvrière

POUR UN QUÉBEC INDÉPENDANT ET SOCIALISTE

Mars 1971  10 cents

par Manon Léger

L'invasion brutale du Laos par l'armée de Nixon indique l'objectif réel de son gouvernement en Asie — l'écrasement de la révolution indochinoise, voire même le renversement militaire de l'Etat ouvrier du Nord-Vietnam. En plus, un point à ne pas oublier, Washington ne reconnait pas l'existence de la Chine populaire, et aimerait bien être en mesure de "modifier" la réalité pour que celle-ci s'accorde à ses désirs.

Jusqu'ici, les mensonges de Nixon et Cie. à savoir 'la Vietnamisation de la guerre, le retrait des troupes américaines, le plan secret de paix, etc...' ne furent pas totalement perçus par la majorité des gens. Maintenant il devient de plus en plus évident que ces mensonges ne constituent que des subterfuges pour opérer une escalade qui ne se limite pas au Sud Vietnam.

Selon un rapport du Toronto *Globe and Mail* du 9 février, l'invasion du Laos était planifiée depuis quelque temps déjà, avant janvier de cette année. A ceci nous devons ajouter que cette invasion aurait été pratiquement impossible sans les 9,000 soldats américains impliqués dans l'opération et se trouvant à quelques milles de la frontière laotienne. Ce sont les Américains qui maintiennent les voies de ravitaillement, qui fournissent les équipes de secours, la 'couverture aérienne', etc...

L'objectif de Nixon était de masquer la nature réelle des opérations au Laos (censures, excuses, mensonges, etc.), tentant par ceci de prévenir une autre riposte massive telle que celle qui avait suivi l'invasion du Cambodge en mai dernier. Si cette tactique a connu une réussite très brève, les nombreuses actions anti-guerre en cours ou prochaines, témoignent de son échec.

Il est clair que les généraux de la bourgeoisie américaine poursuivront leurs tentatives d'écraser la révolution indochinoise jusqu'à ce qu'ils soient forcés de retirer toutes leurs forces militaires du Sud-Est asiatique. Ceci ne peut se faire que par la construction d'un mouvement d'opposition massif. La fin de ces manoeuvres crapuleuses ainsi que le retrait de toutes les troupes US est la tâche du mouvement anti-guerre non seulement aux Etats-Unis mais partout à travers le monde.

Même si Nixon ne jouit pas de la présence de l'armée canadienne au Vietnam, le gouvernement de Trudeau est là en termes d'armements et d'appui politique et en cela appuyé fidèlement par Bourassa. Ceci permet au Canada de se compter parmi les plus grands producteurs d'armes du monde. Mitchell Sharp, 'notre' ministre des Affaires Extérieures, tout en déplorant la tournure de la guerre, ne pouvait que déclamer des apologies et des justifications pour l'invasion américaine. Sa déclaration est un outrage que l'on nous fait et nous devons contrer la complicité de nos gouvernements dans cette guerre. Nous devons exiger la fin de cette guerre, c'est-à-dire le retrait immédiat de l'armée américaine.

Joignons-nous à la journée internationale de protestations contre la guerre au Vietnam, le 24 avril, date lancée par les forces anti-guerre américaines.

Leçons du congrès du Parti Québécois



Quelques milliers de personnes ont assisté au 3e Congrès du Parti Québécois tenu à Québec en février dernier.

par Louis Paquette
notre envoyé spécial au congrès

Réunis à Québec les 26-27-28 février, les quelque 1,200 délégués au congrès du Parti Québécois ont resté complètement dans la ligne avancée par la haute direction du parti. C'était un congrès très axé sur les élections à la direction, et sur quelques modifications structurelles.

Le seul événement marquant fut l'élection de Pierre Bourgault à l'exécutif national du parti, victoire certes pour l'aile "gauche" du parti, mais la seule de tout le congrès. C'était d'ailleurs une élection qui, aux yeux des dirigeants péquistes, allait servir de soupape de sûreté.

La gauche du parti, plus nombreuse qu'au congrès de fondation, était pourtant plus impuissante que jamais. Le congrès n'a guère reflété la radicalisation importante que le Québec a connue depuis l'an dernier; la répression actuelle et les événements d'octobre ont été rejetés à l'arrière-plan, pour faire l'objet d'une piètre résolution.

Lévesque établit le ton dominant du congrès dès l'ouverture des sessions vendredi soir, lorsqu'il fustigea les socialistes (qu'il appelle toujours les "extrémistes", les "violents", les "révolutionnaires"). "Le Parti Québécois", déclara-t-il, "n'a pas été et ne sera jamais une couverture pour ceux qui veulent coucher ou même flirter avec la violence ou avec les illusions brumeuses d'une action révolutionnaire." Ce genre de discours résonna tout au long du congrès. L'exécutif est intervenu dans les débats à plusieurs reprises pour empêcher les délégués d'adopter certaines résolutions que la direction du parti jugeait trop radicales.

La confrontation la plus importante eut lieu sur la langue. Il ne fait aucun doute que la majorité du congrès était favorable à la proposition visant l'établissement d'un système scolaire unilingue français. Cette proposition, adoptée à l'unanimité en atelier, fut l'objet de virulentes attaques de la part de la haute direction. Face à ces attaques, les partisans de la proposition les mieux connus (Bourgault, Charron, Unterberg) l'ont abandonnée. Seuls les jeunes militants l'ont défendue au micro; au micro des opposants se trouvait René Lévesque avec ses arguments habituels, y compris la menace de démission de toute la direction. Même face à cette opposition déchainée, près de 40% des délégués votèrent pour la proposition.

Les unilinguistes ont bien démontré l'hypocrisie de la position officielle du PQ, qui veut faire du Québec un pays "normal" et qui en même temps s'obstine à préserver le principal instrument d'anglicisation de toute la nation. "Il y a une différence entre les droits acquis et les droits conquis" s'est écrié un délégué. Lévesque déclara qu'après la prise du pouvoir par le PQ, on n'aura pas besoin d'éliminer les écoles anglaises parce que le français sera automatiquement la langue de travail. Mais qu'est-ce qui nous assure que sous un régime péquiste les compagnies ne vont pas continuer à nous imposer leur langue? Une loi formelle? Il existe bien des lois, à l'heure actuelle, qui ne sont pas respectées par les capitalistes: les lois contre la pollution et celles sur la sécurité dans la construction, par exemple. Etant donné la dépendance extrême d'un gouvernement péquiste sur les capitalistes étrangers, on pourrait soupçonner fortement que le PQ au pouvoir ne tordra pas tellement le bras aux compagnies pour les obliger à obéir à la loi sur la langue de travail.

La direction n'y est pas allée de main morte sur quelques autres propositions non plus. Une proposition demandait la libération sous cautionnement de Vallières et Gagnon. L'exécutif, jugeant inacceptable cette résolution l'a fait remplacer avec une autre qui ne mentionnait pas ces prisonniers politiques. Le gouvernement devrait verser $500 à un fonds de compensation des victimes de la répression d'octobre, selon cette résolution. C'est-à-dire un dollar par victime!

Ce fut la seule résolution spéciale présentée par l'exécutif. La lutte des enseignants ne fut même pas effleurée lors du congrès.

L'affaire de "l'espion fédéral dans le parti" ne fut jamais éclaircie. Mais elle a servi à la direction pour faire établir des modalités d'exclusions de membres; suite aux attaques virulentes de Lévesque contre les "radicaux", on peut fort bien imaginer contre qui ces expulsions vont s'opérer.

(*Suite à la page 2*)

Sens et portée de la grève des enseignants

par Michel Mill

Depuis plus d'un mois maintenant, le système scolaire de la région de Montréal ne suit plus son petit train-train routinier: le groupe de travailleurs le plus matraqué par l'Etat bourgeois et colonisé du Québec — par des lois d'urgences, les injonctions et des décrets ministériels — a réagi et violemment. Les enseignants montréalais de la CEQ, suivis par leurs confrères du PAPT et en partie de la FNEQ (CSN), ont passé outre à la légalité et se battent pour leurs droits légitimes de plus en plus bafoués par un Etat devenu l'Etat-patron.

Depuis un an, le ministère a, par une série de décisions arbitraires déclassifiant les diplômes étrangers et certains brevets québécois, décrété d'en haut une dette de plusieurs milliers de dollars et une perte de salaire également de plusieurs milliers de dollars à un énorme groupe de professeurs du secondaire. C'était trop à avaler. De surcroit, le seul recours qu'avait le professeur déclassifié était d'aller en appel à un Comité provincial de classification dont le fonctionnement était, pour dire le moins, drôle. Composé de représentants des commissions scolaires et des syndicats, le Comité devait faire des décisions unanimes. Si la décision n'était pas unanime — c'est arrivé souvent — le président du comité, nommé par et responsable au Ministère décidait tout seul!

Alors, vers la fin de janvier, la grève tournante de l'Alliance des professeurs de Montréal, accompagnée par l'occupation de la CECM et du bureau régional du ministère, a commencé. Peu après,

(*Suite à la page 3*)

Le Laos envahi; bientôt le Nord-Vietnam?

Nouvelle escalade en Indochine

La Lutte Ouvrière

POUR UN QUÉBEC INDÉPENDANT ET SOCIALISTE

Mars 1971  10 cents

par Manon Léger

L'invasion brutale du Laos par l'armée de Nixon indique l'objectif réel de son gouvernement en Asie — l'écrasement de la révolution indochinoise, voire même le renversement militaire de l'Etat ouvrier du Nord-Vietnam. En plus, un point à ne pas oublier, Washington ne reconnait pas l'existence de la Chine populaire, et aimerait bien être en mesure de "modifier" la réalité pour que celle-ci s'accorde à ses désirs.

Jusqu'ici, les mensonges de Nixon et Cie. à savoir 'la Vietnamisation de la guerre, le retrait des troupes américaines, le plan secret de paix, etc...' ne furent pas totalement perçus par la majorité des gens. Maintenant il devient de plus en plus évident que ces mensonges ne constituent que des subterfuges pour opérer une escalade qui ne se limite pas au Sud Vietnam.

Selon un rapport du Toronto *Globe and Mail* du 9 février, l'invasion du Laos était planifiée depuis quelque temps déjà, avant janvier de cette année. A ceci nous devons ajouter que cette invasion aurait été pratiquement impossible sans les 9,000 soldats américains impliqués dans l'opération et se trouvant à quelques milles de la frontière laotienne. Ce sont les Américains qui maintiennent les voies de ravitaillement, qui fournissent les équipes de secours, la 'couverture aérienne', etc...

L'objectif de Nixon était de masquer la nature réelle des opérations au Laos (censures, excuses, mensonges, etc.), tentant par ceci de prévenir une autre riposte massive telle que celle qui avait suivi l'invasion du Cambodge en mai dernier. Si cette tactique a connu une réussite très brève, les nombreuses actions anti-guerre en cours ou prochaines, témoignent de son échec.

Il est clair que les généraux de la bourgeoisie américaine poursuivront leurs tentatives d'écraser la révolution indochinoise jusqu'à ce qu'ils soient forcés de retirer toutes leurs forces militaires du Sud-Est asiatique. Ceci ne peut se faire que par la construction d'un mouvement d'opposition massif. La fin de ces manoeuvres crapuleuses ainsi que le retrait de toutes les troupes US est la tâche du mouvement anti-guerre non seulement aux Etats-Unis mais partout à travers le monde.

Même si Nixon ne jouit pas de la présence de l'armée canadienne au Vietnam, le gouvernement de Trudeau est là en termes d'armements et d'appui politique et en cela appuyé fidèlement par Bourassa. Ceci permet au Canada de se compter parmi les plus grands producteurs d'armes du monde. Mitchell Sharp, 'notre' ministre des Affaires Extérieures, tout en déplorant la tournure de la guerre, ne pouvait que déclamer des apologies et des justifications pour l'invasion américaine. Sa déclaration est un outrage que l'on nous fait et nous devons contrer la complicité de nos gouvernements dans cette guerre. Nous devons exiger la fin de cette guerre, c'est-à-dire le retrait immédiat de l'armée américaine.

Joignons-nous à la journée Internationale de protestations contre la guerre au Vietnam, le 24 avril, date lancée par les forces anti-guerre américaines.

La Lutte Ouvrière

POUR QUE LES SYNDICATS LANCENT LE PARTI OUVRIER DE MASSE

Leçons du congrès du Parti Québécois



Quelques milliers de personnes ont assisté au 3e Congrès du Parti Québécois tenu à Québec en février dernier.

par Louis Paquette
notre envoyé spécial au congrès

Réunis à Québec les 26-27-28 février, les quelque 1.200 délégués au congrès du Parti Québécois ont resté complètement dans la ligne avancée par la haute direction du parti. C'était un congrès très axé sur les élections à la direction, et sur quelques modifications structurelles.

Le seul événement marquant fut l'élection de Pierre Bourgault à l'exécutif national du parti, victoire certes pour l'aile "gauche" du parti, mais la seule de tout le congrès. C'était d'ailleurs une élection qui, aux yeux des dirigeants péquistes, allait servir de soupape de sûreté.

La gauche du parti, plus nombreuse qu'au congrès de fondation, était pourtant plus impuissante que jamais. Le congrès n'a guère reflété la radicalisation importante que le Québec a connue depuis l'an dernier ; la répression actuelle et les événements d'octobre ont été rejetés à l'arrière-plan, pour faire l'objet d'une piètre résolution.

Lévesque établit le ton dominant du congrès dès l'ouverture des sessions vendredi soir, lorsqu'il fustigea les socialistes (qu'il appelle toujours les "extrémistes", les "violents", les "révolutionnaires"). "Le Parti Québécois", déclara-t-il, "n'a pas été et ne sera jamais une couverture pour ceux qui veulent coucher ou même flirter avec la violence ou avec les illusions brumeuses d'une action révolutionnaire." Ce genre de discours résonna tout au long du congrès. L'exécutif est intervenu dans les débats à plusieurs reprises pour empêcher les délégués d'adopter certaines résolutions que la direction du parti jugeait trop radicales.

La confrontation la plus importante eut lieu sur la langue. Il ne fait aucun doute que la majorité du congrès était favorable à la proposition visant l'établissement d'un système scolaire unilingue français. Cette proposition, adoptée à l'unanimité en atelier, fut l'objet de virulentes attaques de la part de la haute direction. Face à ces attaques, les partisans de la proposition les mieux connus (Bourgault, Charron, Unterberg) l'ont abandonnée. Seuls les jeunes militants l'ont défendue au micro ; au micro des opposants se trouvait René Lévesque avec ses arguments habituels, y compris la menace de démission de toute la direction. Même face à cette opposition déchainée, près de 40% des délégués votèrent pour la proposition.

Les unilinguistes ont bien démontré l'hypocrisie de la position officielle du PQ, qui veut faire du Québec un pays "normal" et qui en même temps s'obstine à préserver le principal instrument d'anglicisation de toute la nation. "Il y a une différence entre les droits acquis et les droits conquis" s'est écrié un délégué. Lévesque déclara qu'après la prise du pouvoir par le PQ, on n'aura pas besoin d'éliminer les écoles anglaises parce que le français sera automatiquement la langue de travail. Mais qu'est-ce qui nous assure que sous un régime péquiste les compagnies ne vont pas continuer à nous imposer leur langue ? Une loi formelle ? Il existe bien des lois, à l'heure actuelle, qui ne sont pas respectées par les capitalistes : les lois contre la pollution et celles sur la sécurité dans la construction, par exemple. Etant donné la dépendance extrême d'un gouvernement péquiste sur les capitalistes étrangers, on pourrait soupçonner fortement que le PQ au pouvoir ne tordra pas tellement le bras aux compagnies pour les obliger à obéir à la loi sur la langue de travail.

La direction n'y est pas allée de main morte sur quelques autres propositions non plus. Une proposition demandait la libération sous cautionnement de Vallières et Gagnon. L'exécutif, jugeant inacceptable cette résolution l'a fait remplacer avec une autre qui ne mentionnait pas ces prisonniers politiques. Le gouvernement devrait verser $500 à un fonds de compensation des victimes de la répression d'octobre, selon cette résolution. C'est-à-dire un dollar par victime !

Ce fut la seule résolution spéciale présentée par l'exécutif. La lutte des enseignants ne fut même pas effleurée lors du congrès.

L'affaire de "l'espion fédéral dans le parti" ne fut jamais éclaircie. Mais elle a servi à la direction pour faire établir des modalités d'exclusions de membres ; suite aux attaques virulentes de Lévesque contre les "radicaux", on peut fort bien imaginer contre qui ces expulsions vont s'opérer.

(Suite à la page 2)

Le PQ piège pour la gauche

(Suite de la première page)

Ainsi, le programme du parti reste inchangé. Le sens du programme est précisé dans une brochure distribuée gratuitement aux congressistes intitulée "L'avenir économique d'un Québec souverain" par Jacques Parizeau. Ecrite en réponse aux questions de la rédaction de la revue *Maintenant*, publié à la veille des élections, cette brochure a maintenant été rééditée à grand tirage et sert au PQ comme document de base.

Rien ne démontre mieux l'incapacité du PQ d'apporter une "solution" réelle à notre état d'oppression nationale.

Parizeau parle de l'inégalité nationale du Québec au sein du Canada — "l'étau du chômage et des bas revenus." Il souligne le manque d'investissements, les industries désuètes, le peu d'industries de points, etc. Les raisons de cette situation sont bien connues. L'économie québécoise échappe des mains des Québécois. Ce sont les capitalistes étrangers qui possèdent la quasi-totalité des richesses nationales. Depuis toujours une économie colonisée, destinée à enrichir le pays métropole, l'économie québécoise n'a jamais connu un développement équilibré. Les capitalistes étrangers l'ont axée sur l'extraction et l'exportation des matières primaires, de même que sur la production des biens de consommation légers. Très vulnérable donc aux fluctuations du commerce international, elle sert à l'impérialisme comme source des matières primaires, de "cheap labor", et comme marché pour leurs produits finis.



René Lévesque au micro : "Si la résolution pour l'unilinguisme français est adoptée, je démissionne."

Une conclusion saute aux yeux : le seul moyen de mettre fin à cette oppression est d'enlever au capital étranger le contrôle de notre économie, de la "nationaliser" (dans le plein sens du mot), afin d'établir une économie planifiée et socialiste sous contrôle ouvrier.

Ce n'est nullement l'idée de Parizeau et du PQ. Au contraire, son but c'est d'utiliser "les instruments gouvernementaux avec un peu plus d'énergie qu'il n'a été jusqu'ici coutumier."

Parizeau et le PQ veulent établir un Etat québécois similaire à l'Etat que nous connaissons : seulement, cet Etat sera un peu modernisé et plus intelligent que celui de nos Bourassa-Trudeau. Parizeau déclare : "... Nous sommes déjà engagés dans un processus indiscutable d'autonomie. *Ce qui ne veut pas dire évidemment qu'un grand nombre de centres de décisions extérieurs* (lire capitalistes étrangers — LP) *ne continuent pas et ne continueront pas de diriger une bonne partie de l'activité économique.*" Souligné par nous.)

Voilà, rien de fondamental va changer, peut-être le nom du propriétaire du Québec sera différent, mais nous ne serons pas plus maîtres de notre destin qu'auparavant. Parizeau explique que les Québécois, "nés pour un petit pain", vont rester une nation d'exploités, car, nous informe-t-il, dans un Québec péquiste, nous ne serons pas encore assez compétents pour être gérant d'usine. Il va falloir maintenir les gérants étrangers en place. "Encore peu tournés vers l'industrie manufacturière, les Canadiens français (sic) capables de gérer une usine efficacement ne sont pas encore très nombreux." Loin de l'esprit de Parizeau de penser que les travailleurs québécois, (80% de la population), bien rompue à l'industrie, pourraient prendre en main le contrôle de leurs usines et bureaux !

Et s'il n'est pas question de devenir même (?) gérant d'usine, on pourrait vite oublier tout espoir que le peuple québécois puisse devenir *propriétaire* de son économie !

Le chômage va persister. Le congrès du parti a rejeté une proposition en faveur du droit au travail, les délégués disant que le PQ au pouvoir serait incapable de fournir un emploi à tout le monde. Parizeau ne parle pas d'éliminer cette plaie, mais de "*réduction* du chômage" comme un "objectif central". L'argent de l'Etat ira aux capitalistes; on subventionnera ceux qui décident de s'installer au Québec, comme on fait à l'heure actuelle. "Il... faut susciter la fusion d'entreprises" avec des subventions. On donnera des cadeaux d'argent aux capitalistes monopolistes qui éliminent leurs concurrents pour mieux exploiter le marché. Québec n'a pas assez de monopoles !

Ce n'est que le début de l'histoire. Un régime péquiste appartiendra aux capitalistes, davantage que le gouvernement actuel déclare Parizeau. "Il est indéniable que ce régime sera caractérisé par une interpénétration beaucoup plus grande de l'action gouvernementale et de celles des entreprises que tout ce que nous avons connu jusqu'à présent."

Dans un même ordre d'idée, le programme officiel du PQ prévoit un contrôle étatique beaucoup plus poussé sur les syndicats, dans le but de réduire "l'ampleur excessive des conflits de travail."

Dominés et exploités comme autrefois, les travailleurs québécois ne vont pas manquer de réagir contre un tel gouvernement. C'est pourquoi Parizeau et le PQ veulent garder "une force de défense civile, destinée, entre autres choses, à faire face aux grèves de la police," et, on pourrait bien l'imaginer, aux autres grèves, manifestations et explosions de colère des masses qui découvriront que le PQ les a trompés.

Ce n'est pas vrai, explique Parizeau, que les capitalistes se dresseront contre le P.Q. A l'heure actuelle, ils sont contre, mais ce n'est qu'une "des règles du jeu".

"S'il apparait clairement que le Parti Québécois peut prendre le pouvoir, les mêmes sociétés qui auront tellement poussé pour éviter que l'idée se propage, exerceront des pressions tout aussi fortes sur le gouvernement fédéral comme sur le gouvernement du Québec pour que, si la séparation doit se faire, elle se fasse dans l'ordre, dans la modération, dans un cadre aussi rationnel que possible. Don't upset the applecart..."

"En fait, à partir de ce revirement, les principaux adversaires de l'indépendance deviendront ses principaux alliés." Voilà, dit Parizeau, du moment où il apparaît aux capitalistes que le mouvement indépendantiste va prendre le pouvoir, ils se rallieront au PQ pour s'assurer que l'indépendance ne menace pas leurs investissements et privilèges. Ces mêmes capitalistes deviendraient *les meilleurs alliés* du PQ, pour empêcher le mouvement de masse indépendantiste d'établir une véritable indépendance socialiste. Le PQ s'offre ainsi comme dernier rempart pour la défense du capitalisme étranger au Québec.

Le comble, c'est lorsque Parizeau affirme à la fin de la brochure : "Etre indépendant pour le Québec, cela ne veut pas dire que les Québécois orientent seuls leurs propres politiques..." Non ? Alors, qui les orientera ? L'impérialisme international, explique Parizeau dans l'autre partie de la phrase : "... mais jouer à l'intérieur des règles d'une concurrence internationale impitoyable, en vertu desquelles, pour être prospère, il faut être efficace et concurrentiel."

Traduisons le langage du technocrate en français ordinaire : "l'indépendance" péquiste ne permettra pas aux Québécois de s'autodéterminer, car ils vivront toujours en régime capitaliste, et alors l'impérialisme international sera toujours plus fort pour imposer ses règles du jeu. C'est exactement ce que disent les socialistes. Sans le socialisme il n'y a pas d'indépendance réelle.

Pour les Québécois qui cherchent à se libérer, à prendre en mains les richesses du Québec et les développer à leur guise dans une économie planifiée et dirigée démocratiquement par toute la population; le PQ n'est qu'un leurre. Loyal en dernière analyse au capitalisme étranger, le P.Q. ne peut pas satisfaire nos aspirations.

Le Parti Québécois joue sur la corde raide. Bénéficiant d'un appui très important des travailleurs québécois, qui veulent gagner la libération nationale, il maintient une orientation fondamentalement procapitaliste qui l'empêche de répondre aux aspirations de ses partisans ouvriers. La mobilisation grandissante des travailleurs en vue de gagner leur émancipation les amène inévitablement dans une lutte contre les patrons que le PQ défend ; ainsi la corde raide commencera à trembler, et le PQ perdra pied.

Les travailleurs verront qu'ils n'ont de choix que d'entreprendre une action politique indépendante des partis capitalistes, de construire leur propre parti et de prendre le pouvoir pour établir un Québec réellement indépendant, un Québec socialiste.

Critique de livres

Une histoire de la IV Internationale

par Léon Peillard

La Quatrième Internationale, par Pierre Frank, Ed. François Maspéro, 153 pages, $2.45.

Militant trotskyste depuis plus de 40 ans, membre de la direction de la Quatrième Internationale depuis les années d'après-guerre, Pierre Frank est bien placé pour parler de son sujet.

Frank commence par tracer les origines du trotskysme en décrivant la naissance de l'Opposition de Gauche au stalinisme au sein du Parti Communiste Russe, puis ses transcroissances successives qui devaient finalement aboutir à la création de la Quatrième Internationale, en 1938.

Peu après sa fondation, la nouvelle Internationale, partiellement désorganisée, lors de la 2e guerre mondiale, sous l'effet de la répression combinée du stalinisme, du fascisme et des soi-disant puissances démocratiques, devait récupérer rapidement à la faveur de la vague révolutionnaire qui devait secouer l'Europe à partir de 1944. Toutefois, trahie par ses directions sociales-démocrates ou staliniennes, la classe ouvrière européenne ne devait pas mener à bien la lutte pour le pouvoir et les progrès enregistrés par les trotskystes devaient se stabiliser vers le début des années '50. Les changements de la situation internationale et la montée du stalinisme devaient contribuer à désorienter tout le mouvement ouvrier international et la Quatrième Internationale ne devait pas rester à l'abri de ce malaise. En 1953-54, une scission divisait l'Internationale en deux factions, l'une regroupée autour du Secrétariat International, l'autre autour du Comité International. Elle devait durer 10 ans.

A la faveur de la nouvelle montée de la révolution mondiale, sous l'impact de la révolution coloniale (Cuba, Algérie) et de la désintégration du monolithe stalinien, les divergences les plus graves entre les deux factions commencèrent à s'estomper et en 1963 se tenait le Congrès de la réunification de la Quatrième Internationale.

Réunifiée, elle a pu profiter, avec le maximum d'efficacité, des possibilités qui se sont offertes à elle et a réussi, dans plusieurs pays à consolider des noyaux substantiels.

Le PQ, parti des travailleurs ?

EMILE BOUDREAU, permanent du syndicat des Métallos, fustiga plusieurs délégués qui avaient fait des interventions nettement antisyndicales. Il révéla qu'un responsable du PQ à Montréal était le principal témoin à charge pour la compagnie Noranda Mines contre son syndicat.

• • •

CHARLES TREMBLAY, député péquiste, déclara au congrès : "Nous sommes encore assez loin des masses laborieuses. Dans un comté... lors de l'élection de l'exécutif local, j'ai vu un ouvrier qui se tenait à l'écart... Il m'a dit "voyez-vous, ici, la ville est divisée en deux. Du côté nord de la rue Principale habitent généralement les médecins, professeurs, collets blancs. En un mot, les bourgeois. Du côté sud, les ouvriers et les chômeurs... Je crois qu'ils (les bourgeois) nous verraient mal sur LEUR exécutif." Et mon gars poursuivait en affirmant ceci, ce qui m'a littéralement mis KO : "Le Parti Québécois c'est bien beau, mais ça semble être le parti des intellectuels, non celui des ouvriers."

• • •

Selon un sondage efectué au congrès, un délégué sur cinq gagne plus de $11,000 par année ; hormis les étudiants, un délégué sur vingt-cinq gagne moins de $3,000. Trois délégués sur quatre étaient délégués au dernier congrès du PQ.

La Lutte Ouvrière

Le congrès du NPD-Québec: un pas en avant, deux pas en arrière

par Alain Beiner

Le congrès NPD-Québec du 19, 20 et 21 février a témoigné de la montée du sentiment indépendantiste ainsi que de l'échec du programme fédéraliste et du non-sérieux de l'engagement du NPD au Québec. Que le NPD soit touché par cette montée est favorable en soi, et confirme une fois de plus la puissance de la question nationale, et l'isolement de toute formation politique qui n'en est pas consciente.

L'ancienne direction fédéraliste de Roland Morin et Charles Taylor a connu la défaite face à l'opposition nationaliste majoritaire, menée par Emile Boudreau, Laurier Lapierre et Raymond Laliberté. Laliberté, ancien président de la Corporation des Enseignants du Québec (CEQ), fut élu président du NPD-Québec. Les propositions adoptées par la majorité des 150 délégués constituera la position des délégués du Québec au Congrès fédéral du NPD-Canada prévu à Ottawa en avril. Cette position consiste généralement à gagner le NPD-Canada à la défense du droit à l'autodétermination des Québécois, jusqu'à, et y compris la séparation. Cette position s'accorde avec celle de l'opposition de gauche au sein du NPD au Canada anglais, regroupée dans le caucus Waffle..

La prise de position en faveur du droit à l'autodétermination par le NPD-Canada, parti ouvrier de masse, pourrait être très significative pour le Québec lors des élections fédérales prochaines. La classe ouvrière québécoise aurait une alternative de classe qui défend ses intérêts de classe ainsi que ses intérêts nationaux, face à la bourgeoisie fédéraliste à Ottawa, le gouvernement patronal de Trudeau.

Pourtant, le congrès NPD-Québec n'a pas pu définir une stratégie pour les socialistes en ce qui concerne la politique nationale, ici au Québec. Ceci indique l'incapacité plus générale au Québec de plusieurs formations socialistes de s'orienter vers le mouvement indépendantiste, de développer un programme pour un Québec indépendant et *socialiste*, et d'intervenir indépendamment avec ce programme politique dans les luttes nationalistes. Une telle stratégie implique nécessairement une lutte contre tout parti bourgeois, y compris le Parti Québécois.

La dissolution du NPD-Québec au niveau national, adoptée par les deux tendances majeures au congrès constitue une capitulation opportuniste aux sympathies des masses pour le PQ. Cette liquidation d'une formation socialiste ne peut que renforcer les illusions péquistes, au lieu de les dégonfler. Cet appui implicite qu'a donné la majorité du congrès au PQ ne peut que renforcer l'illusion d'un Québec indépendant et capitaliste prôné par le PQ.

Seuls les membres de la Ligue Socialiste Ouvrière se sont opposés au projet de dissolution, en insistant sur la nécessité des socialistes indépendantistes de maintenir une activité et une propagande autonome, à l'extérieur du PQ, contre *tout* parti bourgeois. Un tract diffusé par la LSO expliquait la nécessité d'un regroupement des forces ouvrières, socialistes et indépendantistes, à l'extérieur du PQ, en vue de la création éventuelle d'une formation politique ouvrière capable de défendre les intérêts des travailleurs contre tout patron, anglophone et francophone. Bien que le NPD n'est pas un tel parti, il peut se transformer en élément capable d'oeuvrer, tout comme la LSO, pour un tel regroupement.

Malgré la réussite du congrès en ce qui concerne le fédéral, la dissolution du parti en tant que force nationale nous oblige à qualifier ce congrès d'échec, et de capitulation aux ennemis de classe.

Le stalinisme en Tchécoslovaquie :

Jeunes, accusés de "Trotskysme"

par Natalie Dubé

Tenus sous les verrous depuis plus d'un an, 19 jeunes Tchécoslovaques comparaitront le 8 mars, devant les tribunaux de Prague sous l'inculpation double de "subversion" et de "Trotskysme". Ces accusations, selon le code pénal tchécoslovaque, sont passibles de 5 ans d'emprisonnement.

Le procès remis à maintes reprises s'explique selon l'Agence France-Presse à la décision du régime d'Husak, d'éviter d'ouvrir le procès au moment de la tenue du 10e congrès de l'Union Internationale des Etudiants à Bratislava. Au nombre des accusés on remarque plusieurs étudiants.

Les 19 sont inculpés de délits d'opinions politiques, d'appartenance au Parti Socialiste Révolutionnaire (PRST), de tendance trotskyste, dont le crime réside essentiellement dans la propagation publique de leurs idées, par tracts et publications diverses.

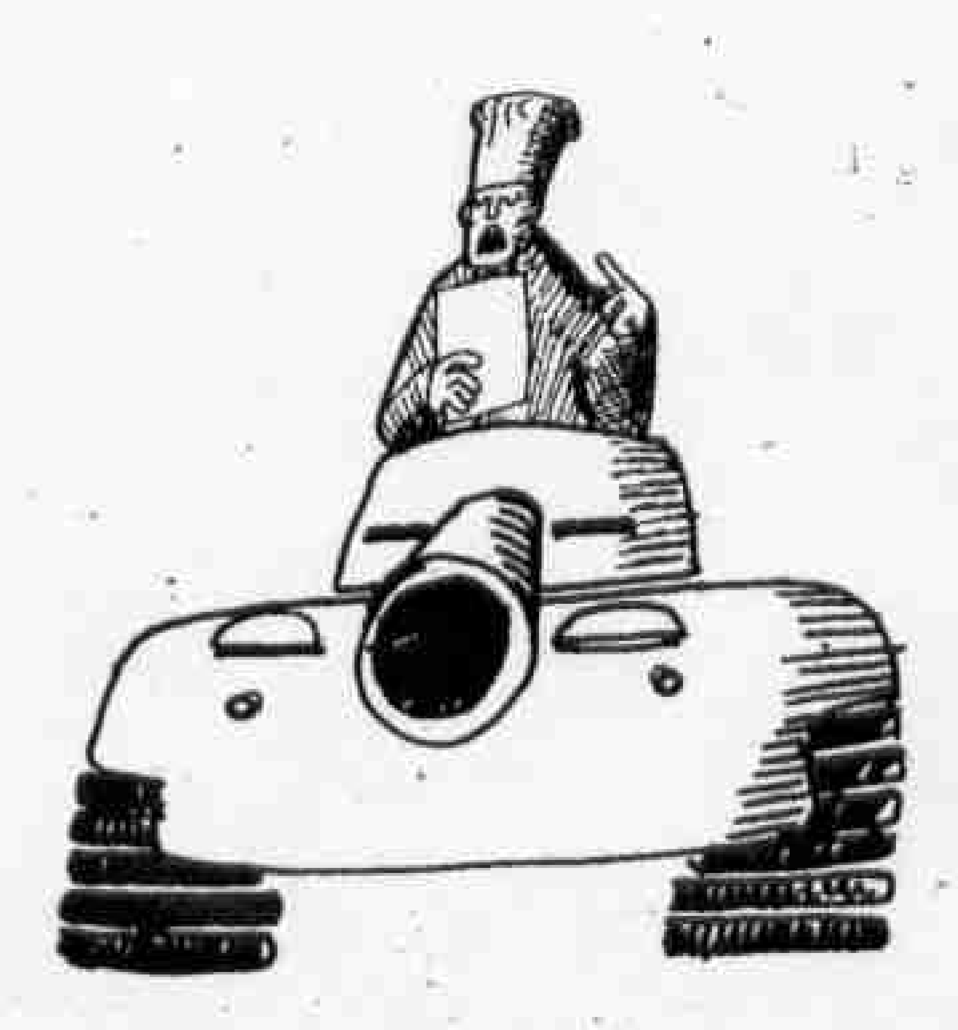
Leurs idées politiques sont celles d'instaurer la véritable démocratie socialiste en Tchécoslovaquie et dans tous les états ouvriers et pour ceci ils expriment la nécessité de supprimer la bureaucratie comme couche sociale détenant les pouvoirs politique et économique.. Ils revendiquent les conseils ouvriers dans les lieux de travail, l'autogestion ouvrière, la planification de l'économie, en un mot une véritable société socialiste.

A ces demandes exprimées en août '68, les blindés soviétiques apportaient leur réponse à un peuple qui ne demandait que de renouer avec les principes léninistes fondamentaux. Hanté par le Printemps de Prague, le régime poursuit ses représailles.

Ce n'est pas la première fois dans les annales staliniennes que de tels procès ont lieu. Ce procès, s'il réussit, ne marquera que le premier temps dans une longue série de procès épuratifs. Présentement des mises en accusation pèsent contre nombre d'écrivains et de syndicalistes qui ont joué des rôles importants dans le Printemps de Prague.

Le premier appui de solidarité aux 19 accusés, s'est déjà manifesté sous forme de lettre ouverte au gouvernement tchécoslovaque, lettre rédigée par nombre de personnalités européennes bien connues pour ne citer que Jean-Paul Sartre, Ernest Bloch, François Maspéro et Ernest Mandel.

La lettre, toujours en circulation pour l'obtention de signataires additionnels, revendique la remise en liberté des prisonniers accusés d'appartenance au PRST et une "discussion politique publique... sur leurs activités et leurs points de vue".



"... ont voulu renverser le gouvernement par la force et la violence ..."



Matraques en mains, l'escouade anti-émeute envahit le Cegep Vieux-Montréal. A maintes reprises, l'administration fit appel aux forces policières pour déloger les étudiants du Pavillon Marie-Victorin. L'enseignement de la "democracy" suit son cours !

Le forum socialiste : tribune libre pour la gauche, tous les vendredis

L'assistance au Forum Socialiste, seul endroit où les perspectives pour un Québec indépendant et socialiste se dessinent chaque semaine, a connu dernièrement une croissance significative. Au forum l'ample période de discussion permet à tous de faire valoir leur point de vue. Il ne serait pas exagéré de dire que le Forum Socialiste est déjà devenu une institution où de plus en plus de militants qui dirigent les luttes de masse importantes se rassemblent pour clarifier leurs perspectives.

Le 19 mars, André Gaulin, président de l'Association Québécoise des Professeurs de Français, et André Doucet, syndicaliste, et membre du comité national de la Ligue Socialiste Ouvrière ont parlé à une assistance d'une cinquantaine de personnes sur le combat contre l'anglicisation du Québec. Gaulin a bien démasqué l'hypocrisie de Bourassa face à la question de la langue et a exprimé son accord avec André Doucet, selon lequel le capital anglais est sous-jacent à l'imposition de l'anglais aux Québécois. Doucet s'en est pris au Parti Québécois pour son opposition systématique à l'unilinguisme, ce qui a suscité un vif débat sur la nature du P.Q.

La semaine précédente, Stella Guy-Vallée, du Centre de planning familial du Québec, a exposé la situation des Québécoises face à la question de l'avortement. Elle a montré que la "libéralisation" de la loi sur l'avortement par le fédéral n'avait aucunement amélioré la disponibilité de ce service médical, mais que ce sont toujours les femmes pauvres, et surtout les Québécoises, (à cause du contrôle catholique sur les hôpitaux) qui doivent se faire avorter chez les bouchers et se faire tuer par milliers. Dans la discussion qui suivit, on a expliqué comment la lutte pour la libération de la femme s'intègre au cadre de la lutte pour la libération nationale.

On pourrait continuer la liste en parlant du discours de Léandre Bergeron, auteur du Petit manuel d'Histoire du Québec, sur la signification de ce "best-seller" ; de Jacques Larue-Langlois, accusé de sédition, et sa défense éloquente du droit de parole ; de la conférence d'Alain Beiner, organisateur de la LSO à Montréal qui a tracé les lignes d'action pour la lutte des travailleurs contre le chômage.

Les forums se tiennent tous les vendredis à 20 heures au 226 est Ste-Catherine. Don d'entrée $1, 50¢ étudiants, chômeurs, etc.

LA LUTTE OUVRIÈRE

Rédacteur: ARTHUR YOUNG

Publié chaque mois au 226 est Ste-Catherine, Montréal par l'association "La Lutte Ouvrière." Téléphone: 861-3018. Abonnement d'un an: $1.00. Les opinions du journal sont exprimées dans les éditoriaux. Imprimé chez Payette & Payette Inc. à St-Jean, Québec.

Bureau de Hull — Ottawa: 788 ouest Somerset, 232-9945

VOL. 7, No 3 (39) Mars 1971